

## **BILAN STATISTIQUE DES PRETS A 0% PLUS EMIS EN 2013**

Au 31 mars 2014, 43 167 Prêts à 0% Plus (PTZ+) ont été déclarés émis en France métropolitaine en 2013 pour un montant prêté global de 1 738,5 M€. 994 PTZ+ ont été émis dans les DOM, la production totale de PTZ + s'élevant ainsi à 44 161.

La réforme du dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2013, supprimant la 6<sup>ème</sup> tranche du barème 2012 et recentrant les opérations éligibles presque exclusivement vers le neuf performant (BBC ou RT2012, critères ne valant que pour la métropole), a entraîné une chute importante des émissions de PTZ+, par rapport à la production de 2012. Cette tendance baissière s'est toutefois sensiblement redressée comme à l'accoutumée au 4<sup>ème</sup> trimestre, avec près de 20 000 prêts émis, soit près de la moitié de la production annuelle.

A **périmètre constant (voir la définition de ce terme dans la note méthodologique)**, l'année a vu une nette hausse de la production notamment dans le neuf : 42 957 offres ont été enregistrées contre 23 770 en 2012 soit une progression de 80,7%. Dans l'ancien HLM, seulement 210 offres ont été enregistrées contre 319 en 2012 sous conditions 2013. Cette poursuite de la baisse s'explique principalement par la décote obligatoire de 35% imposée à la vente du parc social à ses occupants pour l'éligibilité au PTZ+, instituée depuis 2012. Il convient de noter que pour l'ancien HLM, il n'est pas possible de raisonner véritablement à «périmètre constant» entre 2011 et les années qui suivent. Les comparaisons d'effectifs dites « à périmètre constant » dans la suite du bilan sont donc à interpréter avec prudence quand elles intègrent l'ancien HLM.

Le renforcement de la condition de ressources (suppression de la 6<sup>ème</sup> tranche du barème 2012) a eu un effet moindre que celui dû au critère de performance énergétique plus restrictif des opérations neuves de droit commun, entraînant toutefois une baisse non négligeable des effectifs (-20,8% par rapport à l'ensemble des prêts émis en 2012), contre 45,4% de baisse en prenant en compte la restriction des opérations éligibles.

Ces constats sont à mettre en regard avec la baisse du montant moyen d'opérations (195 801€, soit une baisse de 5,1% à périmètre constant) et une baisse du taux d'apport à 11,5% (contre 14,6% en 2012 à périmètre constant).

La répartition régionale a été peu touchée par cette réforme, l'Ile de France (25,6%) et la région Rhône-Alpes (10,7%) représentant plus du tiers des opérations, le poids de l'Ile-de-France ayant toutefois augmenté sensiblement.

Le présent bilan ne revient pas comme les années passées sur la proportion d'opérations ayant recours au lissage dont on peut considérer qu'elle constitue désormais la grande majorité des cas (sur ce point on renverra le lecteur aux précédents bilans). Ont par contre été ajoutés au présent bilan deux annexes supplémentaires :

1. Un ensemble de cartes mettant en regard le zonage réglementaire et les effectifs produits ainsi que pour les DOM la cartographie de la production
2. Une étude dite d'élasticité mesurant depuis l'origine la relation éventuelle liant les variations relatives du niveau d'aide aux variations (également relatives) d'effectifs de PTZ octroyés.

## **BILAN STATISTIQUE DES PTZ+ EMIS EN 2013**

<b>1</b>	<b>ÉMISSIONS DE PTZ+ EN METROPOLE .....</b>	<b>5</b>
<b>1.1</b>	<b>Caractéristiques des logements .....</b>	<b>12</b>
	Caractéristiques globales .....	12
	Caractéristiques par zone géographique.....	17
	Caractéristiques par type de communes .....	18
<b>1.2</b>	<b>Caractéristiques des ménages bénéficiaires.....</b>	<b>24</b>
	Caractéristiques sociodémographiques .....	25
	Typologie des ménages selon le revenu .....	26
	Tranches du barème, revenu de l'année de référence .....	29
	Évolution du revenu mensuel des ménages entre l'année de référence et l'année N.....	32
<b>1.3</b>	<b>Parts de marché des établissements et plans de financement .....</b>	<b>38</b>
	Parts de Marché des Etablissements de Crédit.....	38
	Plans de financement.....	40
<b>1.4</b>	<b>Répartition par régions.....</b>	<b>46</b>
	Comparaison des émissions Ile-de-France / Province.....	47
	Autres Différenciations géographiques .....	50
<b>2</b>	<b>ÉMISSION DE PTZ+ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER .....</b>	<b>52</b>
<b>2.1</b>	<b>Caractéristiques des logements .....</b>	<b>55</b>
<b>2.2</b>	<b>Caractéristiques des ménages bénéficiaires.....</b>	<b>55</b>
<b>2.3</b>	<b>Comparaison entre les emprunteurs dans les DOM et en métropole.....</b>	<b>57</b>

Annexe au bilan des PTZ+

Cartes annexes bilan

Etude Elasticité

## Note méthodologique

- 1. Les chiffres du bilan statistique sur les nouveaux prêts à taux zéro sont fournis, pour chaque année, au même stade d'avancement (soit au 31 mars de l'année N+1), ce qui était déjà le cas pour le bilan 2010, mais pas pour les bilans antérieurs à 2009. Les statistiques sont établies à partir des émissions de prêts (offres acceptées par les emprunteurs).*
- 2. Calcul de l'apport personnel : il est estimé en calculant la différence entre le montant d'opération et le montant de tous les prêts déclarés. Quand cette différence est strictement inférieure à zéro, on considère que l'apport personnel est nul.*
- 3. Les moyennes prenant en compte plusieurs variables présentes dans ce bilan (comme la quotité) sont déterminées en prenant le rapport de chacune des moyennes.*
- 4. Compte tenu du changement important que représente l'exigence de performance énergétique obligatoire en 2013, les comparaisons avec l'année 2012 se font à **périmètre constant** : PTZ+ 2012 sous conditions de ressources 2013 et respect de la condition de performance énergétique en métropole (à noter qu'il ne s'agit pas véritablement de périmètre constant puisque la RT 2012 n'était pas encore applicable en 2012 mais était éligible en 2013)*
- 5. Le taux d'effort correspond à la première mensualité consolidée des prêts déclarés pour l'acquisition du bien immobilier bénéficiant d'un PTZ+ rapportée au revenu mensuel (hors aides personnelles)*
- 6. La quotité moyenne d'endettement des ménages se calcule en faisant le rapport entre les encours de crédit accordés et le montant d'opération. Ce rapport se calcule hors droit de mutation et frais de notaire.*



**Evolution du marché immobilier**

En 2013, le nombre de ventes de logements neufs par les promoteurs aux particuliers s'élève à 89 341 soit une baisse de 1,3% par rapport à 2012 (après -17,9% en 2012 et -10,5% en 2011).

Les mises en vente ont été d'environ 103 246 dont 45 260 au 2<sup>ème</sup> semestre contre 57 986 au 1<sup>er</sup> semestre), soit 16,8% de moins qu'en 2012. En 2013, les mises en vente sur le marché des appartements ont baissé de 17,4%, et celles des maisons individuelles de 11,1% par rapport à l'année 2012<sup>1</sup>.

Au niveau de la construction, près de 432 900 logements ont été autorisés en 2013, soit 12,6% de moins qu'en 2012. La diminution est légèrement plus marquée pour les logements collectifs (12,2%) que pour les logements individuels (respectivement 11% et 11,9%, pour les logements individuels purs et groupés). Les mises en chantier atteignent 331 900 logements, soit une baisse de 4,2% par rapport aux chiffres constatés l'année précédente<sup>2</sup>.

Alors qu'ils avaient progressé en moyenne de +7,6% en 2010, de +3,8% en 2011 et de 2,1% en 2012, les prix des logements anciens ont baissé de 1,9% en 2013.

Le mouvement de baisse des prix est un peu moins marqué sur le marché des appartements que sur celui des maisons, en baisse respectivement de 1,8% et de 2% entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2013<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Source : Enquête sur la Commercialisation des Logements Neufs (ECLN) consultée au 22 juillet 2014, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables- Chiffres & statistiques n°496 – Février 2014.

<sup>2</sup> Source : Construction de logements – Résultats à fin décembre 2013 (France Entière), Chiffres & statistiques n°488 – Janvier 2014, Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

<sup>3</sup> INSEE – Indice des prix des logements anciens en France métropolitaine consultée au 22 juillet 2014.

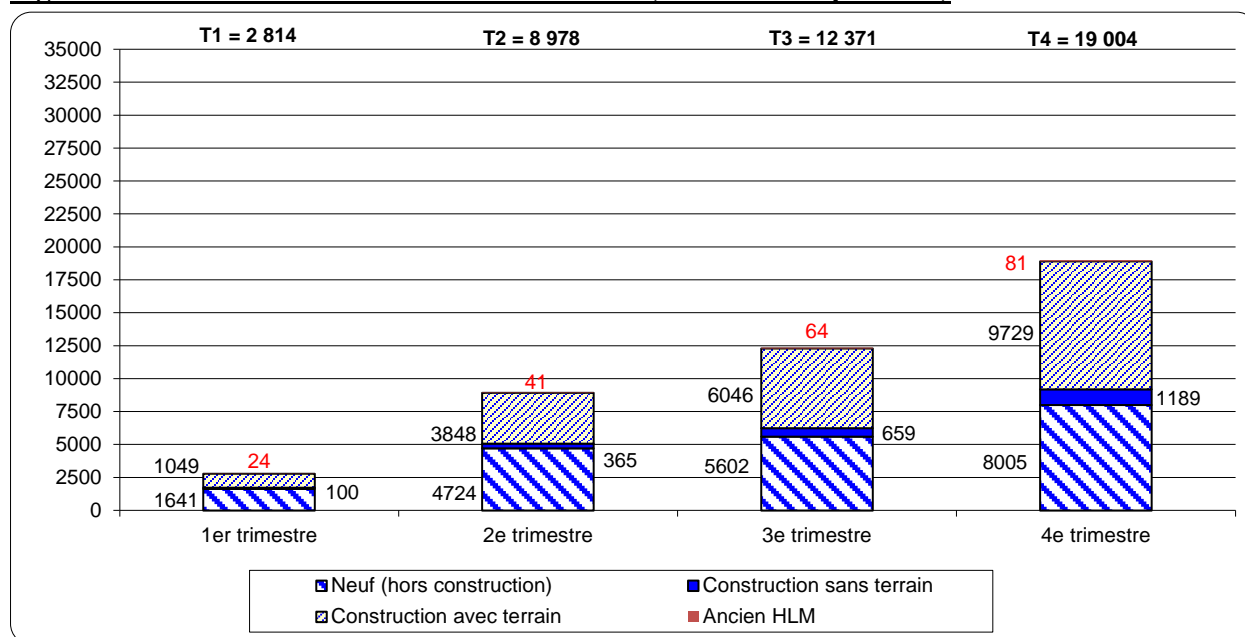
## **La production de PTZ+.**

La production de PTZ+ avait été très forte à la fin de l'année 2012 (33 822 pour le 4<sup>ème</sup> trimestre) suite à l'annonce de la modification du dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les acheteurs souhaitant profiter des conditions d'éligibilité moins restrictives dans le neuf (Non BBC), et de conditions (plafonds) de ressources plus élevées. Le PTZ+ a connu en conséquence un démarrage modeste début 2013, également lié aux délais de mise en place et d'appropriation du dispositif par les différents acteurs, notamment les réseaux bancaires. Le pic de fin d'année 2012 et le démarrage lent de l'année 2013 peut également s'expliquer par le changement de date de référence pour l'appréciation des ressources qui intervient désormais chaque fin d'année. Le nombre d'émissions de PTZ+ au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 s'est élevé à 2 908, production en hausse par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 (2 514) à périmètre constant. Cette tendance à la hausse s'est maintenue tout au long de l'année :

- 9 236 au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit + 90%
- 12 618 au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit + 112,3%
- mais 19 399 au 4<sup>ème</sup> trimestre, soit + 61,1 %

Le nombre d'émissions a augmenté progressivement tout au long de l'année 2013 mais aussi par rapport par rapport à 2012 à périmètre constant. Le 4<sup>ème</sup> trimestre à lui tout seul concentre près de la moitié de la production annuelle, comme les années précédentes. Cette augmentation de la production au quatrième trimestre s'explique notamment par le changement d'année de référence dans l'appréciation des ressources des ménages, qui ont généralement plus intérêt à voir leur offre de prêt émise en fin d'année plutôt qu'en début.

**Figure 1 Emissions trimestrielles de PTZ+ en 2013 (France Métropolitaine)**



Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

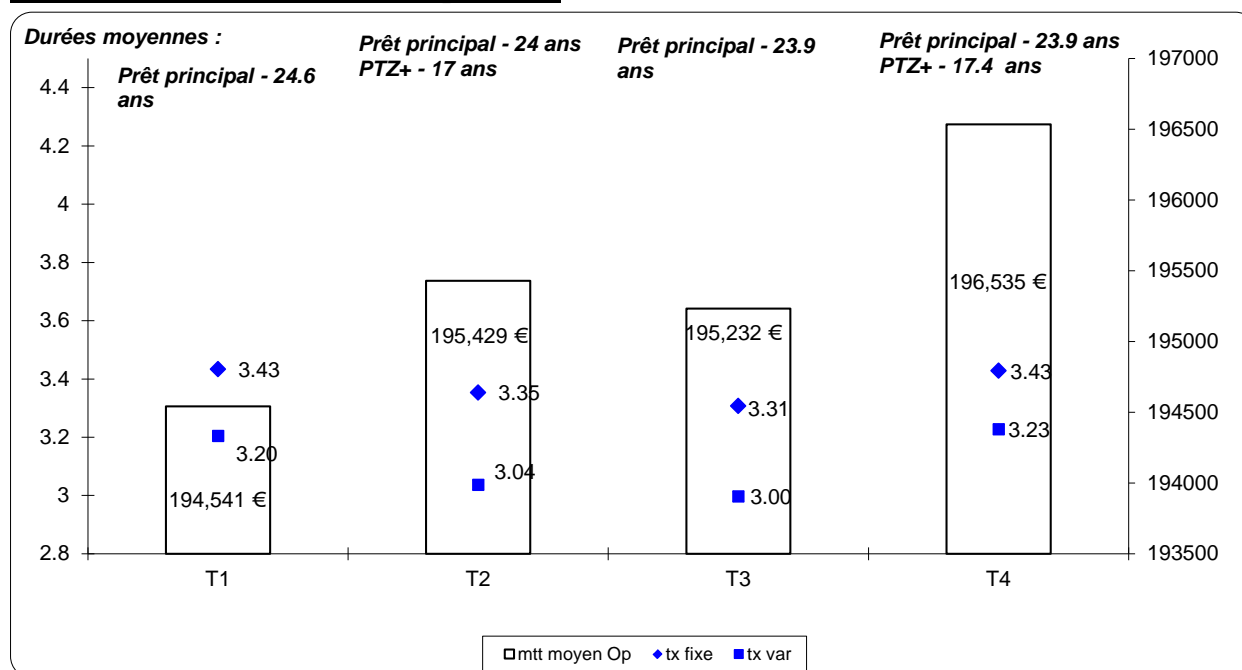
En France Métropolitaine, le montant total prêté en PTZ+ en 2013 s'élève à 1,7 milliards d'euros.

Sur l'ensemble de l'année, la hausse du nombre de prêts émis est de 79,2% à **périmètre constant**, alors que le montant total prêté s'est accru de seulement 28,4%. Le montant total des opérations financées a augmenté de 70,3%, passant de 4,9 milliards d'euros en 2012 à 8,4 milliards d'euros en 2013.

L'augmentation de 79,2% est la résultante des deux évolutions suivantes :

- une baisse en 2013 de 34,2% de la vente HLM sous plafonds de ressources 2013 par rapport à 2012.
- une hausse des effectifs dans le neuf de 80,3%.

**Figure 2 Taux nominaux (fixes et variables) et montants moyens d'opération par trimestre des PTZ+ émis en 2013 (France Métropolitaine)**



Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

Le montant moyen de l'opération financée est de 195 800€, soit une hausse de 6,2% par rapport à celui des PTZ+ émis en 2012 globalement. En se restreignant aux PTZ+ 2012 qui auraient été éligibles à la version 2013, le montant d'opération baisse de 5,1%.

Le montant moyen du PTZ+ baisse de 28,4% par rapport au PTZ+ 2012 éligibles à la version 2013, atteignant 40 300€ contre 56 200€; pour l'ensemble des PTZ+ 2012, ce montant est de 32 700€.

La quotité du PTZ+ baisse de 6,9 points de pourcentage par rapport à 2012 à périmètre constant ; en revanche par rapport à l'ensemble des PTZ+ émis en 2012, elle augmente, passant de 17,1% à 20,1% en 2013.

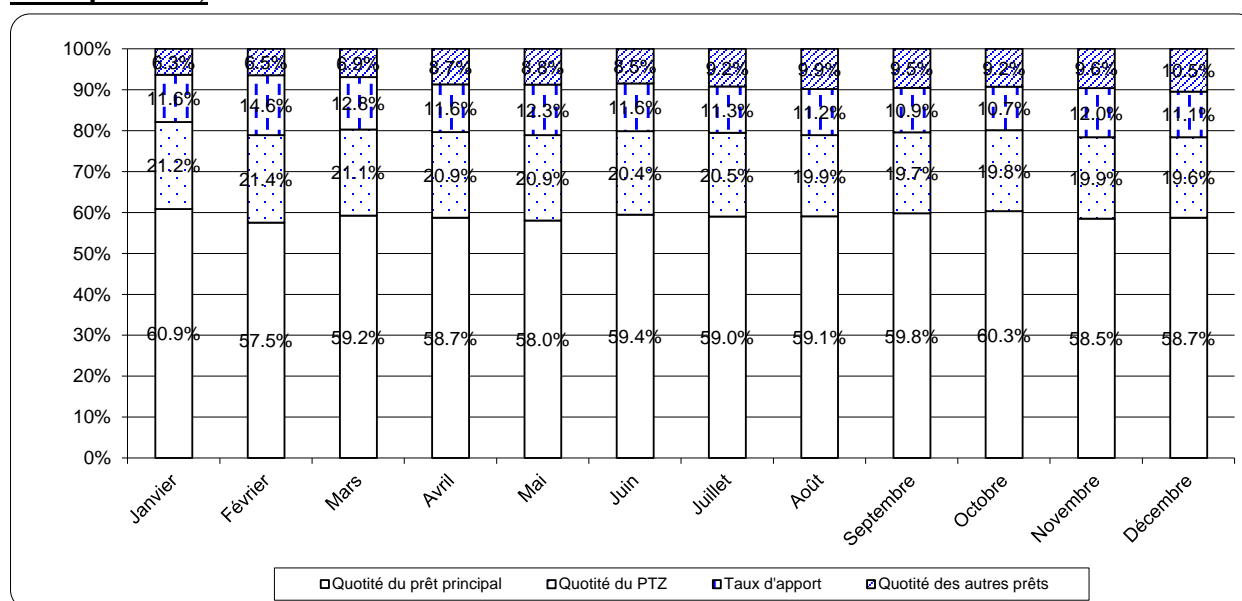
Les taux nominaux des prêts principaux sont restés relativement stables tout au long de l'année 2013, autour de 3,4% aux 1<sup>er</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres pour les taux fixes et à 3,2% pour les taux variables<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Taux nominal moyen quel que soit le type et la durée du prêt principal

### Taux d'apport des emprunteurs.

Entre janvier et juin 2013 le taux d'apport (cf. note méthodologique ci-avant pour plus de détails sur les modalités de calcul de l'apport personnel) estimé des emprunteurs est resté relativement stable autour de 11,6%, atteignant toutefois 14,6% et 12,8% respectivement en février et mars. Au cours du second semestre (cf. figure 3), il baisse régulièrement jusqu'en octobre puis remonte à 12% en novembre. Alors qu'en janvier ce taux était de 11,6%, il est passé à 11,1% en fin d'année. Les quotités des « autres prêts » ont augmenté au détriment de celle du prêt principal, qui a diminué de 2,1 points de pourcentage.

**Figure 3 Décomposition mensuelle du montant d'opération des PTZ+ émis en 2013 (France Métropolitaine)**



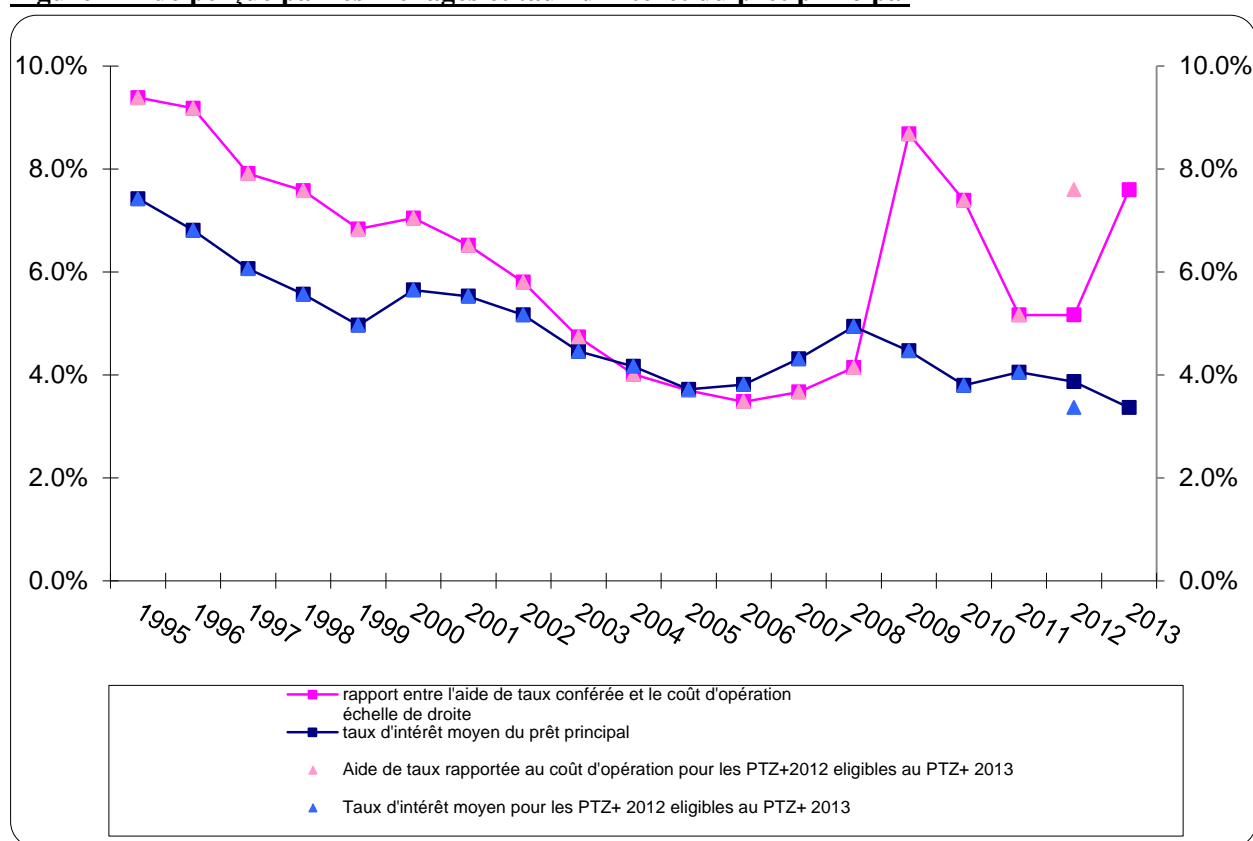
Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

### L'évolution de l'aide perçue par les bénéficiaires.

Le graphique suivant retrace l'évolution de l'aide perçue par les ménages et du taux du prêt principal depuis la création du PTZ. Il se base sur les seuls prêts dans le neuf afin d'avoir des données homogènes sur une longue période.

**Figure 4 Aide perçue par les ménages et taux d'intérêt du prêt principal**



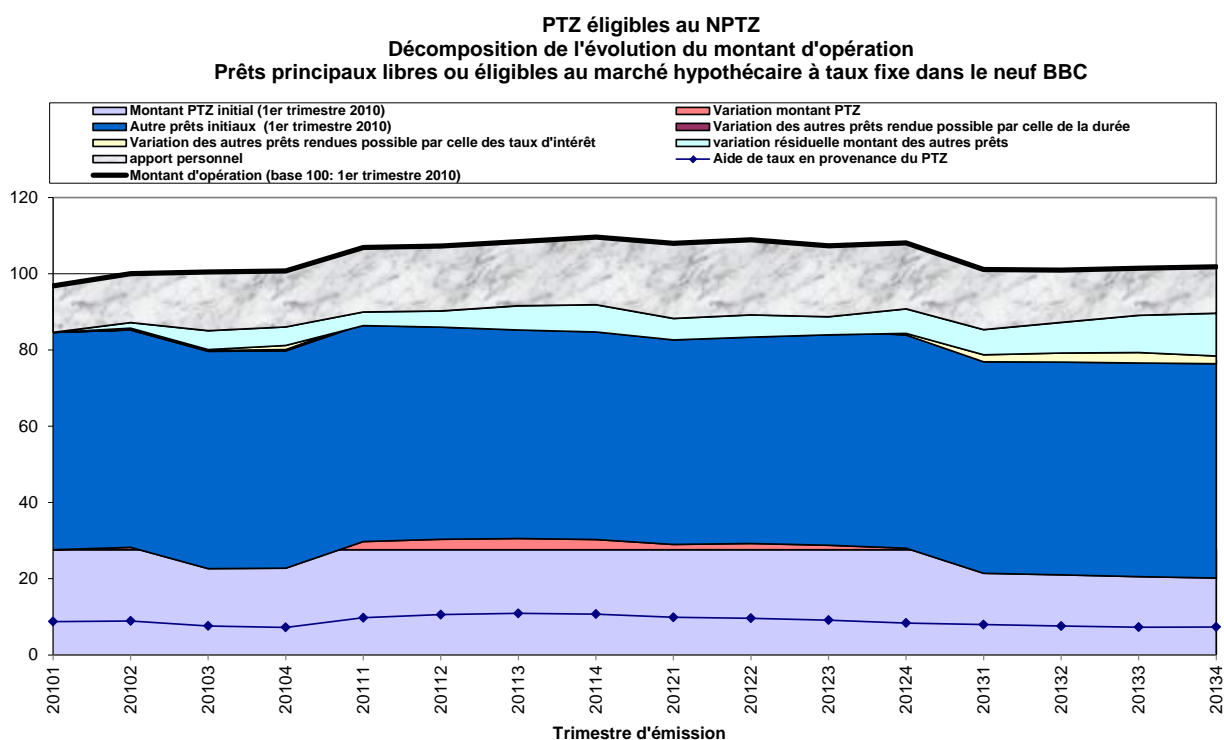
*Champ : Prêts dans le neuf uniquement*

*Source : SGFGAS.*

Après s'être stabilisée en 2011, revenant à sa valeur des années 2005 à 2008, la tendance à la hausse de l'aide moyenne perçue par les ménages amorcée en 2012 se confirme 2013. Les années 2009 et 2010 avaient été exceptionnelles en raison de l'application du doublement du NPTZ dans le neuf (doublement seulement au premier semestre pour l'année 2010, puis majoration de 50% dans le neuf au 2ème semestre). On constate une relative hausse suite au recentrage du PTZ+ en 2013 presque exclusivement vers le neuf performant (BBC ou RT2012) et au renforcement des conditions de ressources par la suppression de la dernière tranche.

On constate sur le graphique suivant, plus détaillé que le précédent et limité au neuf performant, que :

- ➔ les coûts d'opération après avoir augmenté jusqu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, tendent à retrouver leur niveau initial (au 1<sup>er</sup> trimestre 2010);
- ➔ l'apport personnel à la fois en valeurs absolue et relative connaît des fluctuations similaires mais repart à la baisse à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012;
- ➔ l'aide de taux à l'emprunteur représentée par le PTZ qui a connu une hausse entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, repart à la baisse puis redevient relativement stable entre 2012 et 2013;
- ➔ sur la période étudiée, les durées n'ont que très faiblement varié pour produire des effets visibles, cela en regard d'une relative stabilité des prix et du taux d'apport personnel;



## 1.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

### CARACTERISTIQUES GLOBALES

Si on raisonne à périmètre constant, le nombre d'opérations dans le neuf augmente de plus de 80%, par rapport à 2012. Si le nombre de logements collectifs a progressé de 18,8% par rapport à 2012, sa part dans la production globale a baissé de 19,3 points, passant de 56,4% à 37% en 2013.

A l'inverse, la part des logements individuels neufs tous types confondus augmente dans les mêmes proportions, passant de 43,6% à 63% à périmètre constant.

**Tableau 1 Evolution des types d'opérations financées avec un PTZ+ pour 2013 en comparaison avec les PTZ+ 2012 (même périmètre, à l'exception de l'ancien HLM)**

	2012			2013			Evolution 2012/2013
	Effectif	% colonne	% Ensemble	Effectif	% colonne	% Ensemble	
Neuf (hors construction) - individuel	3 096	13.0%	12.9%	4 057	9.4%	9.4%	31.0%
Neuf (hors construction) - collectif	13 401	56.4%	55.6%	15 915	37.0%	36.9%	18.8%
Construction (avec terrain) - individuel	6 403	26.9%	26.6%	20 672	48.1%	47.9%	222.8%
Construction (sans terrain) - individuel	870	3.7%	3.6%	2 313	5.4%	5.4%	165.9%
<b>Neuf Performant</b>	<b>23 481</b>	<b>98.8%</b>	<b>97.5%</b>	<b>42 327</b>	<b>98.5%</b>	<b>98.1%</b>	<b>80.3%</b>
<b>Neuf Dérogatoires PSLA</b>	<b>289</b>	<b>1.2%</b>	<b>1.2%</b>	<b>630</b>	<b>1.5%</b>	<b>1.5%</b>	<b>118.0%</b>
<b>Total neuf</b>	<b>23 770</b>	<b>100.0%</b>	<b>98.7%</b>	<b>42 957</b>	<b>100.0%</b>	<b>99.5%</b>	<b>80.7%</b>
Ancien avec travaux - individuel	42	13.2%	0.2%	16	7.6%	0.0%	-61.9%
Ancien avec travaux - collectif	18	5.6%	0.1%	5	2.4%	0.0%	-72.2%
Ancien sans travaux - individuel	128	40.1%	0.5%	91	43.3%	0.2%	-28.9%
Ancien sans travaux - collectif	131	41.1%	0.5%	98	46.7%	0.2%	-25.2%
<b>Total ancien</b>	<b>319</b>	<b>100.0%</b>	<b>1.3%</b>	<b>210</b>	<b>100.0%</b>	<b>0.5%</b>	<b>-34.2%</b>
<b>Ensemble</b>	<b>24 089</b>			<b>43 167</b>			<b>79.2%</b>

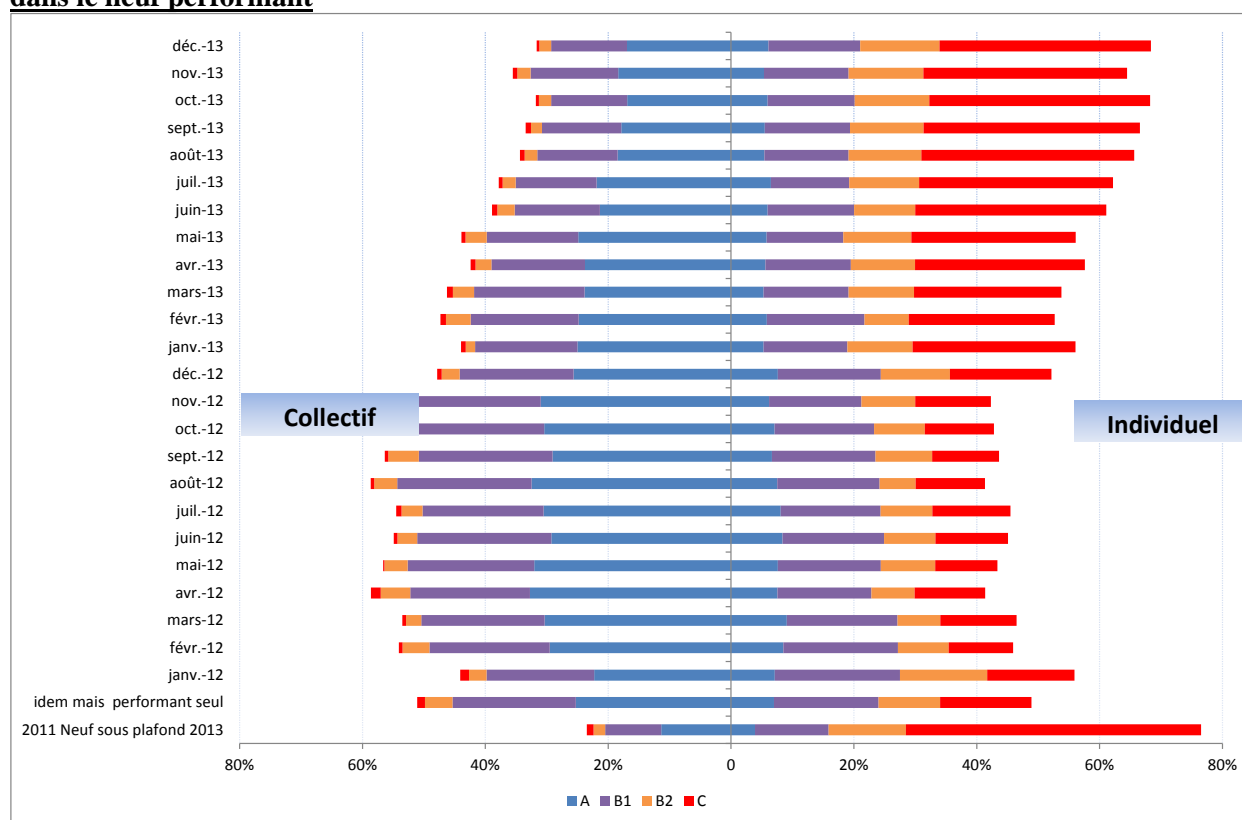
Champ : PTZ+ émis au 31 mars de l'année n+1 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS

Ce rééquilibrage entre individuel et collectif a été très progressif depuis début 2012 ainsi que le montre le graphique suivant :



**Figure 5 Répartition des opérations PTZ+ sous plafond 2013 selon le type de logement et la zone dans le neuf performant**



Ledit rééquilibrage s'est accompagné d'une amorce de rééquilibrage entre zones A/B et C sans qu'on soit revenu pour autant au niveau de 2011.

Alors que la surface habitable moyenne était de 74,2m<sup>2</sup> en 2012 (à périmètre constant), elle augmente de 12,8% en 2013, passant à 83,7 m<sup>2</sup>. Elle est de 99,2 m<sup>2</sup> dans l'individuel et de 57,4 m<sup>2</sup> dans le collectif. La différenciation selon le zonage met en évidence le fait que la zone A présente des coûts au mètre carré nettement supérieurs aux autres zones et des surfaces moyennes moins grandes. Les coûts au mètre carré diminuent parallèlement à la dégradation de la performance énergétique du logement. Par ailleurs, d'une manière générale, le choix d'une meilleure performance énergétique, plus coûteuse au mètre carré semble se faire au détriment de la surface habitable.

**Tableau 2 Répartition des PTZ+ selon le type de logement en fonction du zonage A/B/C, du nombre de pièces et du DPE (effectifs, coût moyen au m², surface moyenne) \*\***

Zonage	Nombre de pièces	Neuf							
		Collectif				Individuel			
		Performant	Dérogatoires PSLA	Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	Ensemble	Performant	Dérogatoires PSLA	Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	Ensemble
Zone A	1 pièce	5% (5 084 € / 30m²)	n.s.	n.s.	5% (5 084 € / 30m²)	1% (5 453 € / 32m²)	n.s.	n.s.	1% (5 453 € / 32m²)
	2 pièces	35% (4 263 € / 43m²)	32% (3 136 € / 43m²)	-26% / -26%	35% (4 254 € / 43m²)	11% (4 201 € / 46m²)	n.s.	n.s.	11% (4 201 € / 46m²)
	3 pièces	42% (3 946 € / 62m²)	53% (2 798 € / 63m²)	-29% / -28%	42% (3 933 € / 62m²)	16% (3 878 € / 67m²)	n.s.	n.s.	16% (3 873 € / 67m²)
	4 pièces	15% (3 730 € / 80m²)	n.s.	n.s.	15% (3 724 € / 80m²)	33% (3 310 € / 88m²)	60% (2 529 € / 87m²)	-24% / -24%	33% (3 299 € / 88m²)
	5 pièces et plus	3% (4 536 € / 75m²)	n.s.	n.s.	3% (4 508 € / 75m²)	38% (3 014 € / 107m²)	n.s.	n.s.	38% (3 014 € / 107m²)
	Ensemble	8 495 (4 099 € / 57m²)	75 (2 895 € / 59m²)	-29% / -26%	8 570 (4 088 € / 57m²)	2 521 (3 412 € / 87m²)	20 (2 657 € / 86m²)	-22% / -18%	2 541 (3 406 € / 87m²)
Zone B1	1 pièce	2% (3 768 € / 36m²)	n.s.	n.s.	2% (3 758 € / 35m²)	0% (2 923 € / 58m²)	n.s.	n.s.	0% (2 923 € / 58m²)
	2 pièces	38% (3 411 € / 44m²)	21% (2 476 € / 48m²)	-27% / -18%	37% (3 393 € / 44m²)	5% (3 268 € / 45m²)	n.s.	n.s.	5% (3 244 € / 45m²)
	3 pièces	42% (3 031 € / 63m²)	44% (2 297 € / 67m²)	-24% / -20%	42% (3 006 € / 63m²)	13% (3 528 € / 79m²)	15% (2 203 € / 72m²)	-38% / -23%	13% (3 498 € / 79m²)
	4 pièces	15% (2 807 € / 80m²)	30% (2 180 € / 81m²)	-22% / -22%	15% (2 766 € / 80m²)	41% (2 476 € / 93m²)	54% (2 034 € / 86m²)	-18% / -23%	41% (2 465 € / 93m²)
	5 pièces et plus	3% (2 865 € / 72m²)	n.s.	n.s.	4% (2 820 € / 73m²)	41% (2 368 € / 110m²)	24% (1 893 € / 96m²)	-20% / -27%	40% (2 350 € / 110m²)
	Ensemble	8 335 (3 153 € / 53m²)	198 (2 283 € / 68m²)	-27% / -13%	8 034 (3 125 € / 58m²)	5 125 (2 613 € / 96m²)	105 (2 046 € / 83m²)	-22% / -28%	5 230 (2 600 € / 96m²)
Zone B2	1 pièce	2% (3 331 € / 36m²)	n.s.	n.s.	2% (3 331 € / 36m²)	n.s.	n.s.	n.s.	0% (0 € / 0m²)
	2 pièces	43% (2 896 € / 44m²)	41% (1 981 € / 51m²)	-32% / -21%	43% (2 873 € / 44m²)	2% (2 626 € / 55m²)	n.s.	n.s.	2% (2 618 € / 55m²)
	3 pièces	42% (2 578 € / 63m²)	48% (1 971 € / 72m²)	-24% / -13%	42% (2 560 € / 63m²)	11% (2 088 € / 84m²)	21% (1 932 € / 74m²)	-7% / -17%	11% (2 084 € / 83m²)
	4 pièces	9% (2 290 € / 80m²)	n.s.	n.s.	9% (2 281 € / 80m²)	36% (2 020 € / 93m²)	40% (1 826 € / 87m²)	-10% / -15%	36% (2 016 € / 93m²)
	5 pièces et plus	3% (2 257 € / 70m²)	n.s.	n.s.	3% (2 257 € / 70m²)	51% (1 938 € / 110m²)	35% (1 749 € / 92m²)	-10% / -21%	51% (1 936 € / 109m²)
	Ensemble	999 (2 697 € / 64m²)	27 (1 979 € / 64m²)	-27% / -14%	1 026 (2 678 € / 56m²)	5 038 (1 998 € / 100m²)	80 (1 840 € / 85m²)	-8% / -20%	5 118 (1 996 € / 100m²)
Zone C	1 pièce	n.s.	n.s.	n.s.	3% (2 453 € / 38m²)	0% (2 178 € / 71m²)	n.s.	n.s.	0% (2 178 € / 71m²)
	2 pièces	40% (2 765 € / 46m²)	n.s.	n.s.	39% (2 737 € / 47m²)	1% (2 119 € / 72m²)	n.s.	n.s.	1% (2 120 € / 73m²)
	3 pièces	44% (2 525 € / 65m²)	61% (2 086 € / 66m²)	-17% / -17%	45% (2 491 € / 65m²)	10% (1 765 € / 90m²)	22% (1 648 € / 81m²)	-7% / -14%	10% (1 763 € / 90m²)
	4 pièces	9% (2 320 € / 86m²)	n.s.	n.s.	9% (2 299 € / 86m²)	36% (1 780 € / 97m²)	57% (1 730 € / 86m²)	-3% / -12%	36% (1 779 € / 97m²)
	5 pièces et plus	4% (2 109 € / 88m²)	n.s.	n.s.	4% (2 109 € / 88m²)	54% (1 697 € / 110m²)	20% (1 450 € / 96m²)	-15% / -23%	53% (1 696 € / 110m²)
	Ensemble	290 (2 582 € / 60m²)	18 (2 105 € / 62m²)	-18% / -15%	308 (2 554 € / 60m²)	14 023 (1 737 € / 103m²)	107 (1 661 € / 87m²)	-4% / -17%	14 130 (1 736 € / 103m²)

2012 sous périmètre 2013		Zone A	Zone A sans Zone Abis	Zone B1	Zone B2	Zone C
Neuf	Collectif	Performant	7 242 (4 095 € / 58m²)	5 509 (3 879 € / 57m²)	4 995 (3 188 € / 57m²)	895 (2 818 € / 55m²)
		Dérogatoires PSLA	20 (2 745 € / 67m²)	20 (2 745 € / 67m²)	62 (2 162 € / 64m²)	23 (1 894 € / 68m²)
		Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	-33% / -22%	-29% / -17%	-32% / -22%	-33% / -15%
		Ensemble	7 262 (4 092 € / 58m²)	5 529 (3 875 € / 57m²)	5 057 (3 176 € / 57m²)	918 (2 794 € / 55m²)
	Individuel	Performant	1 883 (3 637 € / 87m²)	1 744 (3 517 € / 88m²)	2 912 (2 702 € / 91m²)	2 208 (2 138 € / 96m²)
		Dérogatoires PSLA	16 (2 466 € / 86m²)	16 (2 466 € / 86m²)	48 (2 074 € / 75m²)	50 (1 751 € / 87m²)
		Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	-32% / -25%	-30% / -17%	-23% / -35%	-18% / -24%
		Ensemble	1 899 (3 627 € / 87m²)	1 760 (3 508 € / 88m²)	2 960 (2 692 € / 91m²)	2 258 (2 130 € / 96m²)

2013		Zone A	Zone A sans Zone Abis	Zone B1	Zone B2	Zone C
Neuf	Collectif	Performant	8 495 (4 099 € / 57m²)	6 678 (3 897 € / 56m²)	5 836 (3 153 € / 58m²)	999 (2 697 € / 64m²)
		Dérogatoires PSLA	75 (2 895 € / 59m²)	75 (2 895 € / 59m²)	198 (2 288 € / 68m²)	27 (1 979 € / 64m²)
		Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	-29% / -26%	-26% / -21%	-27% / -13%	-27% / -14%
		Ensemble	8 570 (4 088 € / 57m²)	6 753 (3 886 € / 56m²)	6 034 (3 125 € / 58m²)	1 026 (2 678 € / 56m²)
	Individuel	Performant	2 521 (3 412 € / 87m²)	2 309 (3 284 € / 89m²)	5 125 (2 613 € / 96m²)	5 038 (1 998 € / 100m²)
		Dérogatoires PSLA	20 (2 657 € / 86m²)	20 (2 657 € / 86m²)	105 (2 046 € / 83m²)	80 (1 840 € / 85m²)
		Ecart** Performant /Dérogatoires PSLA	-22% / -18%	-19% / -21%	-22% / -26%	-8% / -20%
		Ensemble	2 541 (3 406 € / 87m²)	2 329 (3 279 € / 89m²)	5 230 (2 602 € / 95m²)	5 118 (1 996 € / 100m²)

Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine

(\*\*) Cette répartition est réalisée uniquement sur le neuf en raison des faibles effectifs dans l'ancien, la comparaison est entre 2012 et 2013 est faite à périmètre constant.

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

\* La zone Abis représente les communes de Paris et de la petite couronne (Annexe XII) : [http://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO20123/met\\_20120003\\_0100\\_0045.pdf](http://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO20123/met_20120003_0100_0045.pdf)

Notes : 1) Coût moyen au m² = (Montant total de l'opération TTC – Montant total des travaux TTC)/surface Habitable en m²; 2) Coût moyen d'opération = Montant total de l'opération TTC - Montant total des travaux TTC; 4) n.s. lorsque l'effectif est inférieur à 10, 5) La classe énergétique Z n'est pas prise en compte.

Le nombre moyen de pièces en 2013 avoisine les 3,4 globalement. Dans le collectif, il est de 2,8 pièces contre 4,4 dans l'individuel.

La surface moyenne par pièce est de 22,4m² dans le neuf contre 22,5m² dans l'ancien.

Le coût moyen par m² de surface habitable est en hausse en 2013 de 19,4%, passant de 2 226€ en 2012 (au global) à 2 658€ par m². Si l'on compare l'année 2013 avec les prêts émis en 2012 éligibles à la version 2013, on constate une baisse de 14,7%. Le prix dans le neuf « dérogatoires PSLA » baisse de 6,2% entre 2012 et 2013 à périmètre constant, et baisse de 15,2% pour le neuf labellisé « performant ».

**Tableau 3 Coûts moyens au mètre carré par type d'opération et année d'émission**

	2012	2012 sous plafond PTZ+ 2013	2013
Neuf Dérogatoires PSLA	1 781 €	2 024 €	2 150 €
Neuf Performant	3 088 €	3 151 €	2 672 €
Acquisition amélioration	1 296 €	1 383 €	993 €
Acquisition seule	1 507 €	1 527 €	1 536 €
Ensemble	2 226 €	3 116 €	2 658 €

*Champ : PTZ+ émis au 31 mars de l'année n+1 en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS*

*En termes de méthode, il s'agit de prix TTC, les prix de constructions étaient taxés en 2012 et 2013 à hauteur de 19,6%, sauf dérogation en raison de l'appartenance à une « zone ANRU » par exemple. Hormis les opérations de constructions sans terrain, la base n'offre pas la possibilité d'opérer un redressement.*

**Tableau 4 Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ+ par type d'opération**

	2012			2012 sous plafond PTZ+ 2013			2013		
	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ+	Montant moyen du PTZ+	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ+	Montant moyen du PTZ+	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ+	Montant moyen du PTZ+
Individuel Neuf	180 899 €	14%	26 810 €	216 268 €	24%	53 839 €	194 839 €	17%	35 010 €
Collectif Neuf	197 709 €	27%	53 157 €	200 919 €	29%	59 137 €	198 591 €	25%	49 610 €
Individuel Acquisition amélioration	96 191 €	10%	9 543 €	97 905 €	10%	9 755 €	94 395 €	10%	9 205 €
Collectif Acquisition amélioration	88 762 €	10%	8 620 €	92 106 €	10%	8 926 €	86 778 €	10%	8 678 €
Individuel Acquisition seule	107 534 €	10%	10 392 €	109 055 €	10%	10 596 €	107 529 €	10%	10 281 €
Collectif Acquisition seule	125 381 €	10%	11 782 €	126 077 €	10%	11 937 €	114 319 €	10%	10 942 €
Ensemble	184 371 €	17%	32 696 €	206 352 €	27%	56 218 €	195 801 €	20%	40 273 €

*Champ : PTZ+ émis au 31 mars de l'année n+1 en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS*

Le montant moyen d'opération dans le neuf s'élève à 195 801€ alors qu'il était de 206 352€ en 2012 à périmètre constant. L'achat dans le collectif neuf est de 1,9% plus cher que dans l'individuel (198 591€ versus 194 839€). Cependant le montant moyen du PTZ+ y est près de 42% plus élevé. Le montant des opérations dans le neuf performant s'élève en moyenne à 196 818€ pour un montant moyen de PTZ de 40 594€ contre, respectivement, 156 609€ et 28 701€ dans le neuf dérogatoires PSLA. La quotité du PTZ+ n'est que de 17% pour le neuf individuel soit 7 points de moins qu'en 2012 à périmètre constant, et 3 points de plus au global.

Dans l'ancien HLM, l'acquisition d'un logement collectif sans travaux présente le montant moyen d'opération le plus élevé (114 319€) pour une moyenne dans l'ancien HLM de 109 203€. L'ancien HLM avec amélioration reste l'opération la moins coûteuse, en particulier dans le collectif. La quotité de PTZ+ y est de 10%.

## CARACTERISTIQUES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE<sup>5</sup>

Le découpage en zones géographiques, au sens du zonage réglementaire A/B/C, comprend :

1. la zone A : Paris, petite couronne et deuxième couronne jusqu'aux limites de l'agglomération parisienne, Côte d'Azur (littoral Hyères-Menton), Genevois français.
2. la zone B1 : Agglomérations de plus de 250 000 habitants, la grande couronne autour de Paris, quelques agglomérations chères (Annecy, Bayonne, Chambéry, Cluses, la Rochelle, Saint-Malo), pourtour de la Côte d'Azur, DOM, Corse et îles.
3. la zone B2 : Les autres agglomérations de plus de 50 000 habitants, les autres zones littorales ou frontalières chères, le reste de l'Ile-de-France.
4. la zone C : Les autres communes.

**Tableau 5 Caractéristiques des opérations par zone géographique**

	2012 éligibles au PTZ+2013			2013		
	Effectifs	Montant moyen d'opération	Montant moyen du PTZ+	Effectifs	Montant moyen d'opération	Montant moyen du PTZ+
Zone A	9 236	235 217 €	76 161 €	11 161	233 784 €	66 657 €
Zone B1	8 105	196 091 €	51 530 €	11 334	198 142 €	41 922 €
Zone B2	3 245	178 570 €	37 604 €	6 178	182 257 €	28 841 €
Zone C	3 503	180 696 €	31 727 €	14 494	170 911 €	23 541 €
Ensemble	24 089	206 352 €	56 218 €	43 167	195 801 €	40 273 €

Champ : PTZ+ émis au 31/03/2014 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS

La zone C reçoit seulement 33,6% des prêts à 0% émis en 2013, suivie de près par les zones B1 et A respectivement 26,3% et 25,9% et la zone B2 pour seulement 14,3% des prêts. Alors que la zone C concentre 1,3 fois plus de prêts que la zone A, le montant total prêté y est moins élevé de 54,1% (341,21 M€ en zone C contre 744 M€ en zone A). Le montant moyen du PTZ+ en zone C est en effet près de 3 fois moins élevé qu'en zone A (20 541€ versus 66 657€). Les PTZ+ émis en 2013 ont un montant moyen d'opération de 5,1% moins élevé que la version 2012 à périmètre constant. Si les répartitions par zone en 2013 et 2012 au global sont similaires, à périmètre constant elles ont beaucoup évolué notamment en zone C.

<sup>5</sup> Au sens du zonage réglementaire du PTZ+ en quatre zones A/B1/B2/C. Attention : il s'agit du zonage qui était applicable en 2013, avant la révision du zonage intervenu par arrêté du 1<sup>er</sup> août 2014.

## CARACTERISTIQUES PAR TYPE DE COMMUNES

Est ici utilisée la notion de zonage en aires urbaines élaborée par l'INSEE, qui décline le territoire métropolitain en 9 catégories : grand pôle, couronne d'un grand pôle, grandes aires urbaines, moyen pôle, couronne d'un moyen pôle, petit pôle, couronne d'un petit pôle, autre commune multipolarisée, commune isolée hors influence des pôles<sup>6</sup>.

Le zonage en aires urbaines 2010 distingue :

- les « grandes aires urbaines », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- les « moyennes aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
- les « petites aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

Les communes attirées par plusieurs aires urbaines, sans être sous l'influence majeure d'aucune d'entre elles, sont considérées comme périurbaines. Ce sont les **autres communes multipolarisées** que l'INSEE définit comme communes rurales et unités urbaines situées hors des aires urbaines, dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires urbaines.

L'**espace à dominante rurale** est l'ensemble des communes situées hors des grandes aires urbaines, des moyennes aires et des petites aires et qui ne sont pas multipolarisées.

Les grands pôles urbains regroupent 58% des PTZ+ émis en 2013, ils perdent 17 points de pourcentage par rapport à 2012 à périmètre constant au détriment des autres types de communes. Ils sont suivis par leurs couronnes (26%).

---

<sup>6</sup> [http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/aires\\_urbaines.htm](http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=zonages/aires_urbaines.htm)

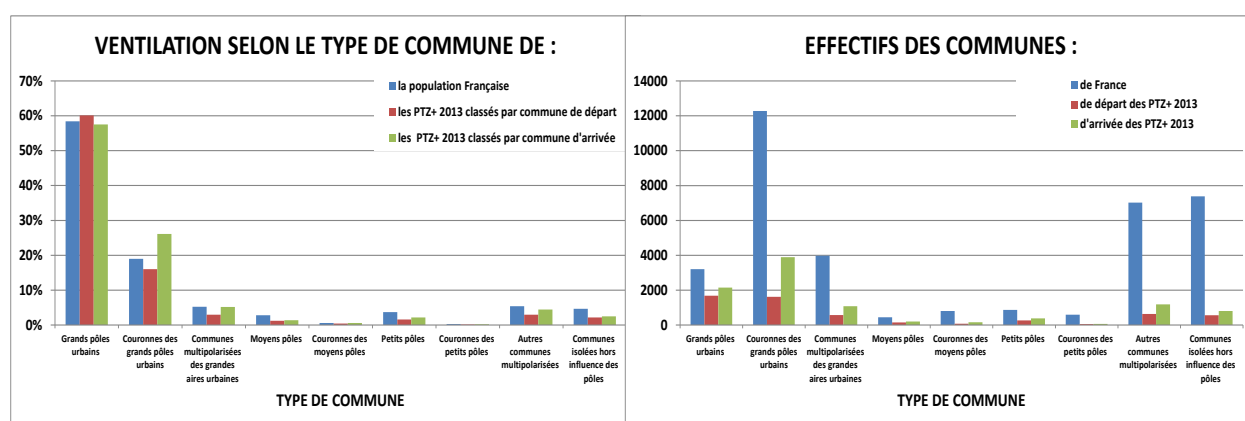
**Tableau 6 Évolution des émissions de PTZ+ par type de communes**

	2012		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013		2012/2013
Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	33 211	42%	18 143	75%	24 830	58%	37%
Couronnes des grands pôles urbains	25 547	32%	4 145	17%	11 272	26%	172%
Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	5 752	7%	608	3%	2 232	5%	267%
Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	1 664	2%	213	1%	583	1%	174%
Couronnes des moyens pôles	708	1%	46	0%	252	1%	448%
Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	2 459	3%	268	1%	922	2%	244%
Couronnes des petits pôles	297	0%	14	0%	79	0%	464%
Autres communes multipolarisées	6 183	8%	439	2%	1 920	4%	337%
Communes isolées hors influence des pôles	3 295	4%	213	1%	1 077	2%	406%
Ensemble	79 116	100%	24 089	100%	43 167	100%	79%

Champ : PTZ+ émis au 31/03 de l'année n+1 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS

La hausse du nombre de PTZ+ distribués en 2013 (contre 2012 à périmètre constant, sous réserve de la particularité de la condition de performance énergétique) est essentiellement due aux grands pôles urbains et leurs couronnes (respectivement 37% et 172%). Cette hausse atteint des niveaux plus élevés en pourcentage pour les autres types de communes, mais à des proportions moins importantes que les grands pôles urbains et leurs couronnes en raison de leur poids. Quel que soit le type de communes, le nombre de PTZ+ augmente par rapport à 2012 (à périmètre constant). Comme le montrent les graphiques suivants, la distribution de PTZ+ ne concerne qu'un nombre très limité de communes (environ 10 000 sur près de 37 000 communes), parmi lesquelles sont sous représentées les «couronnes des grands pôles urbains», « les autres communes multipolarisées », et les « communes isolées hors influence des pôles ». Les emprunteurs de PTZ+ en 2013 se localisent et achètent essentiellement dans les « grands pôles urbains» et leurs « couronnes ».



En 2013, le montant moyen d'opération, en baisse globale de 5,1%, est en baisse dans l'ensemble des catégories de communes (respectivement -1,4% et -7,4% pour les grands pôles

urbains et leurs couronnes), à l'exception des moyens pôles pour lesquels on constate une hausse de +2,5%. Les plus fortes baisses sont rencontrées dans les couronnes des moyens pôles (-7,7%) et les couronnes des petits pôles (-10,6%)

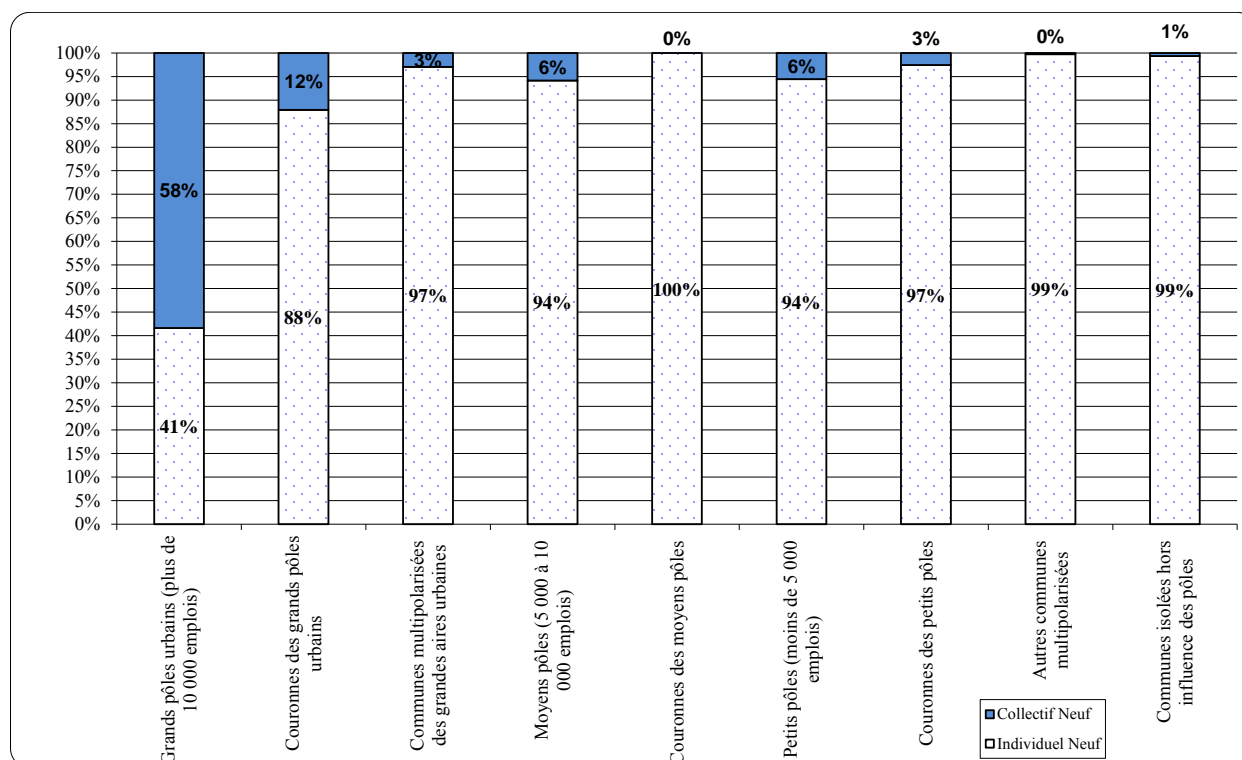
Le montant moyen du PTZ+ est aussi en baisse dans l'ensemble des communes. Les plus fortes baisses sont rencontrées dans les couronnes des grands pôles urbains (-33,3%) et des petits pôles (-37,8%), et dans les communes multipolarisées des grandes aires urbaines (-30,1%)

Ces deux résultats entraînent une même tendance de variation sur la quotité des PTZ+, une baisse sur l'ensemble des catégories de communes, atteignant respectivement -30,9% et -27,8% pour les couronnes des petits pôles et des grands pôles urbains. La moyenne générale baisse de 7 points entre 2012 et 2013, passant de 27% à 20%.

L'individuel neuf est à plus de 90% le type d'opération le plus courant sauf dans les grandes aires urbaines où le collectif neuf l'emporte de plus de 17 points de pourcentage. On observe la même tendance dans l'ancien HLM où, là aussi, l'individuel l'emporte nettement sur le collectif au global, excepté dans les grandes aires urbaines où le collectif atteint près de 60% de la production dans l'ancien mais seulement 0,4% de l'ensemble de la production.



**Figure 6 Répartition des émissions de PTZ+ par type d'opération et de commune\***



Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine

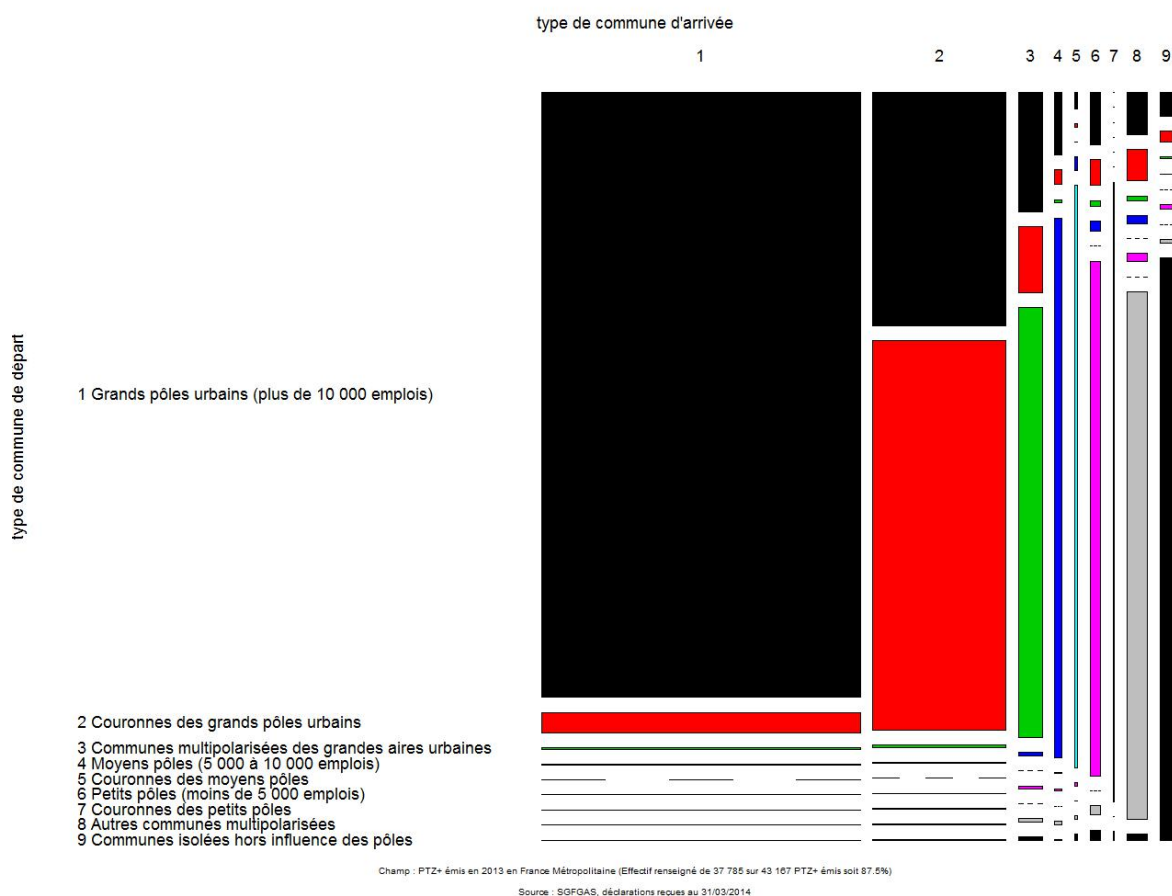
Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

(\*) En raison des faibles effectifs dans l'ancien, cette répartition ne tient compte que du neuf

Tout comme les années passées, le poids du collectif diminue quand le caractère urbain décroît et inversement, plus le caractère rural s'accroît, plus la part de l'individuel est importante.

Une étude permettant de croiser la catégorie de commune de l'ancien logement et celle du nouveau a été réalisée (Annexe 12, synthétisée sur le graphique de la Figure 6). Il ressort de cette analyse que les flux d'une catégorie à l'autre sont assez stables. Plus de 90% des emprunteurs achètent un logement dans une commune du même type que l'actuelle. Seuls les ressortissants d'un grand pôle urbain ou d'un moyen pôle ont des proportions plus faibles (respectivement 84,2%, 83,9%). Il n'y a toutefois pas d'effet de croisement entre ces deux catégories de communes : seulement 5,1% des ressortissants d'un moyen pôle achètent un bien dans un grand pôle urbain alors qu'ils ne sont que 0,2% à faire l'inverse.

**Figure 7 : Typologie croisée des communes de départ et d'arrivée**



Les grands pôles urbains attirent également 10,6% des acquéreurs issus d'une couronne de grand pôle urbain (contre 13,6% à l'inverse).

Les ménages issus des grands pôles urbains constituent toujours la deuxième catégorie la plus nombreuse au sein de chacun des huit autres types de communes d'arrivée, leur proportion allant tout de même en décroissant au fur et à mesure où l'on va vers les catégories les moins urbaines (à l'exception des couronnes des moyens pôles où cette proportion est le minimum absolu mais reste placée en deuxième position).

Les emprunteurs vivant dans les grands pôles urbains sont majoritairement des cadres et des employés (56,2%) alors qu'ils ne représentent que 49,7% de la population de notre base. C'est le seul type de commune où les ouvriers sont sous-représentés (14,6%). Dans toutes les autres, les proportions d'ouvriers sont supérieures à la part qu'ils représentent dans l'ensemble des emprunteurs (21,6%). Ceci est d'autant plus vrai dans les autres communes multipolarisées où ils représentent 40,5% de la population. Les agriculteurs sont sur-représentés dans tous les types de

communes, excepté les grands pôles urbains où ils ne représentent que 0,1% de la population contre 0,6% de l'ensemble des emprunteurs. Les populations de retraités et d'inactifs restent marginales. Les grands pôles urbains ont la proportion d'emprunteurs touchant plus de 4 SMIC, la plus élevée (7,5%) suivis respectivement par les couronnes des petits pôles (5,1%), les moyens pôles (3,6%) et les couronnes des grands pôles urbains (3,1%). Cependant, 34,7% de la population des grands pôles touchent moins de 2 S MIC contre 31% de l'ensemble des emprunteurs. De manière générale les ménages composés de 2 personnes ou moins représentent 50,2% de notre population et sont majoritairement présents dans les grands pôles urbains (59,6%) (Annexes 5, 6 et 7).

## **1.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES**

Le recentrage du PTZ+ au 1<sup>er</sup> janvier 2013 a modifié une nouvelle fois le profil des accédants qui en ont bénéficié, toutefois dans des proportions bien moindres qu'en 2012, année qui avait réduit significativement le nombre de personnes à revenu élevé du fait de la réintroduction de conditions de ressources.

Ainsi, seulement 20,3% des emprunteurs appartiennent à la tranche la plus haute (cinquième), 45,4% à la première tranche et le reste se répartit entre les tranches 2 à 4.

Le nombre moyen de personnes composant les ménages est de 2,7 contre 2,4 en 2012, à périmètre constant (50,2% des ménages composés d'une ou de ux personnes, 22,1% de trois personnes et 27,6% de quatre personnes ou plus).

Ils sont 64% à vivre en couple.

L'âge moyen des acquéreurs est de 33 ans et ils sont 54% à avoir entre 26 et 35 ans. Les 36-65 ans représentent 29,1% des emprunteurs.

Ceux qui gagnent 3 SMIC ou moins représentent 75,1% des effectifs (ils étaient 68,7% en 2012 à périmètre constant).

Le taux d'apport estimé reste inférieur à 5% pour plus de la moitié (51,2%) des opérations (40,6% en 2012 à périmètre constant). 13,4% des emprunteurs ont un taux d'apport compris entre 25% et 50%.

La part des employés reste élevée (35,1%) et celle des cadres baisse par rapport aux PTZ+ 2012 éligibles à la version 2013 (14,5% en 2013 contre 19,5% en 2012) mais augmente par rapport à l'ensemble des prêts émis en 2012 (12,5%). A périmètre constant, la part des ouvriers augmente, passant de 15,6% à 21,6%.

## CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

La part des emprunteurs âgés de moins de 25 ans (Annexe 8) ayant souscrit un PTZ+ en 2013 est relativement stable (16,8% contre 16,2% en 2012 sous plafonds 2013). La part des emprunteurs âgés de 26 à 35 ans est également stable et atteint près de 54% de l'ensemble, tout comme les classes d'âge de 36 à 45 ans et de 46 à 65 ans (respectivement 21,7% et 7,4%).

En ce qui concerne le statut matrimonial, les personnes seules et les couples mariés ou vivant maritalement ont vu leur part varier en sens inverse entre 2012 et 2013, passant respectivement de 44% à 30,6% et de 56% à 64%. Les célibataires représentent 30,9% des effectifs. Les veufs conservent leur part très faible avec 0,3% et les divorcés ou séparés atteignent 4,8%, soit 0,4 point de moins que l'année précédente.

S'agissant du précédent statut d'occupation de l'emprunteur en 2013, la proportion des locataires HLM diminue de 0,4 point à 3,3%. La proportion des autres locataires (issus du secteur privé) augmente peu passant de 78,9% en 2012 à périmètre constant à 80,1% en 2013. Les personnes vivant chez leurs parents représentent 13,6% (en baisse de 0,6 point) alors que les autres statuts se situent à 2,1% (-1,1 point par rapport à l'an dernier).

La part des ménages de petite taille et celle des « familles » de 3 personnes et plus (Annexe 13) augmente et baisse respectivement dans les mêmes proportions (7,8 points) par rapport à l'an dernier.

## TYPOLOGIE DES MENAGES SELON LE REVENU

La typologie des ménages, établie selon le nombre de personnes composant le ménage et le revenu mensuel de l'année N, donne une vision globale des accédants aidés. Les types de ménages sont définis selon les critères suivants :

	<b>Petit ménage</b> <i>(1 ou 2 personnes)</i>	<b>Famille</b> <i>(au moins 3 personnes)</i>
<b>Revenus modestes</b>	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
<b>Revenus moyens</b>	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
<b>Revenus intermédiaires</b>	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
<b>Revenus aisés</b>	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 1120.43 en 2013, 1107.348 en 2012

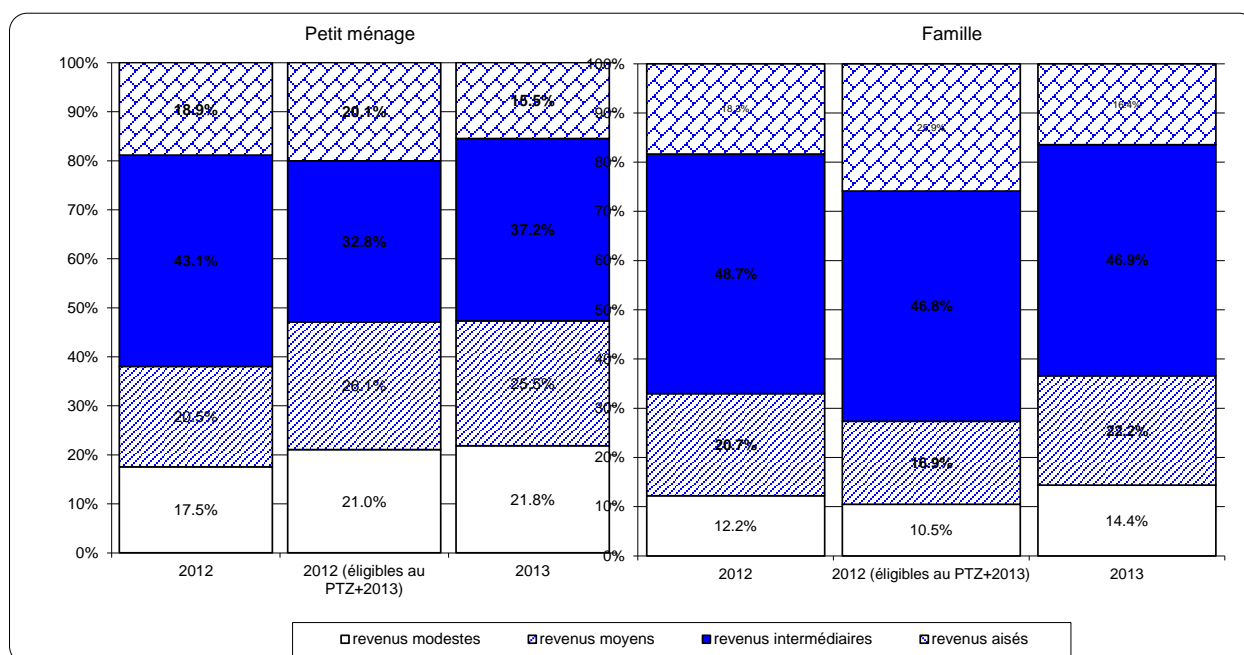
En 2013 (Annexe 13), la proportion de ménages<sup>7</sup> selon leur catégorie de revenus a peu évolué si l'on compare les prêts à 0% émis en 2013 avec ceux émis en 2012 qui auraient été éligibles à la version 2013. Toutefois, des augmentations sont constatées sur l'ensemble des catégories à l'exception des revenus aisés qui voient leur part baisser : les revenus modestes représentent 18,1% des emprunteurs contre 16,6% l'an dernier, les parts des revenus moyens et intermédiaires augmentent aussi (respectivement de 22,2% à 23,9% et de 38,7% à 42%), et celle des revenus aisés baisse de 6,5 points (de 22,5% à 16%).

Si l'on compare les prêts à 0% émis en 2013 avec l'ensemble de ceux émis en 2012, les sens de variation sont les mêmes mais à des proportions plus significatives, à l'exception des revenus intermédiaires qui voient cette fois leur part baisser de 45,9% à 42%.

---

<sup>7</sup> Il s'agit des bénéficiaires dont le revenu de l'année N est bien renseigné

**Figure 8 Poids des catégories de ménages par année d'émission**



Champ : PTZ+ émis en 2012 et 2013 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

Par ailleurs, il ressort des deux derniers tableaux de l'Annexe 13, permettant de croiser les catégories de ménages selon le revenu avec le type d'acquisition, que les familles sont davantage présentes dans l'individuel neuf (82,4% des familles accèdent dans l'individuel contre 62,7% pour l'ensemble). A l'inverse, les petits ménages sont davantage présents dans le collectif (56,4% des petits ménages investissent dans le collectif contre 36,9% dans l'ensemble).

**Tableau 7 Structure de répartition des opérations par types de ménage**

	2012	2012 sous plafond PTZ+ 2013	2013		2012	2012 sous plafond PTZ+ 2013	2013
<b>Petits ménages</b>	<b>39465</b>	<b>13932</b>	<b>21662</b>	<b>Familles</b>	<b>39397</b>	<b>10058</b>	<b>21413</b>
<b>Revenus modestes</b>	<b>6913</b>	<b>2931</b>	<b>4724</b>	<b>Revenus modestes</b>	<b>4824</b>	<b>1056</b>	<b>3087</b>
Acquisition amélioration	19	19	ns	Acquisition amélioration	ns	ns	ns
Acquisition seule	42	41	43	Acquisition seule	28	28	22
Neuf Non Performant	3970	63	98	Neuf Non Performant	3759	16	50
Neuf Performant	2882	2808	4577	Neuf Performant	1029	1004	3015
<b>Revenus moyens</b>	<b>8091</b>	<b>3631</b>	<b>5526</b>	<b>Revenus moyens</b>	<b>8171</b>	<b>1698</b>	<b>4758</b>
Acquisition amélioration	ns	ns	ns	Acquisition amélioration	ns	ns	ns
Acquisition seule	32	23	28	Acquisition seule	45	45	24
Neuf Non Performant	4229	47	110	Neuf Non Performant	6483	43	79
Neuf Performant	3824	3557	5385	Neuf Performant	1634	1601	4653
<b>Revenus intermédiaires</b>	<b>17004</b>	<b>4575</b>	<b>8052</b>	<b>Revenus intermédiaires</b>	<b>19184</b>	<b>4704</b>	<b>10048</b>
Acquisition amélioration	13	ns	ns	Acquisition amélioration	11	11	ns
Acquisition seule	39	25	22	Acquisition seule	66	66	32
Neuf Non Performant	11564	24	75	Neuf Non Performant	13970	80	174
Neuf Performant	5388	4519	7952	Neuf Performant	5137	4547	9836
<b>Revenus aisés</b>	<b>7457</b>	<b>2795</b>	<b>3360</b>	<b>Revenus aisés</b>	<b>7218</b>	<b>2600</b>	<b>3520</b>
Acquisition amélioration	ns	ns	ns	Acquisition amélioration	ns	ns	ns
Acquisition seule	12	ns	ns	Acquisition seule	28	23	11
Neuf Non Performant	3800	ns	14	Neuf Non Performant	3869	11	30
Neuf Performant	3644	2781	3339	Neuf Performant	3319	2565	3478

Champ : PTZ+ émis en 2012 et 2013 en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/N+1

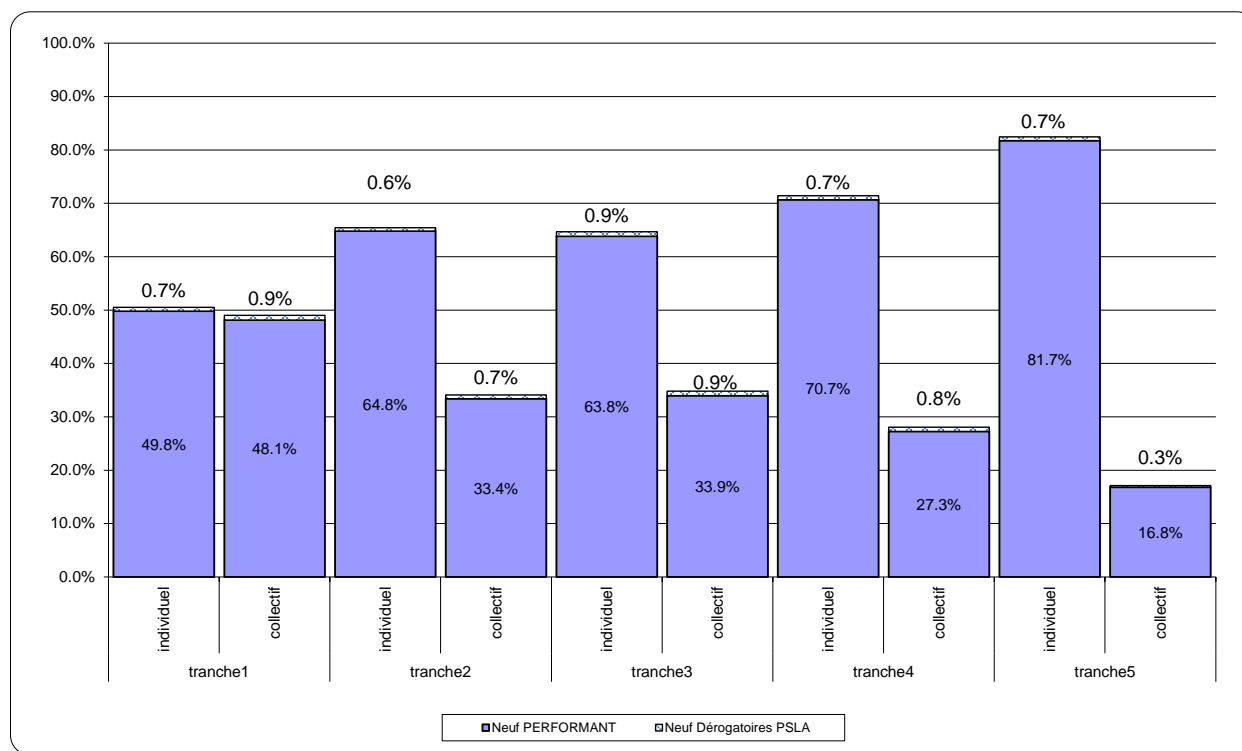


## **TRANCHES DU BAREME, REVENU DE L'ANNEE DE REFERENCE**

2012 avait vu le retour de la condition de ressources et le PTZ+2013 renforce cette orientation. La 6<sup>ème</sup> tranche du barème 2012 qui correspondait à des revenus relativement élevés est supprimée et les plafonds de la tranche 5 dans l'ancien HLM ont été relevés, et sont désormais les mêmes que dans le neuf. Sur la base du nouveau barème, ce sont les emprunteurs appartenant à la tranche 1 qui sont les plus représentés (45,4% de l'ensemble) suivis par la tranche 5 (20,3%). Les tranches (1 et 2) regroupent près 58% de PTZ+ contre 30,7% pour les tranches (4 et 5). A tranches de revenus équivalentes, cette répartition est assez similaire à celle de l'année 2012.

Près de 80% des PTZ+ émis en 2012 auraient été éligibles à la version 2013 sous condition de ressources.

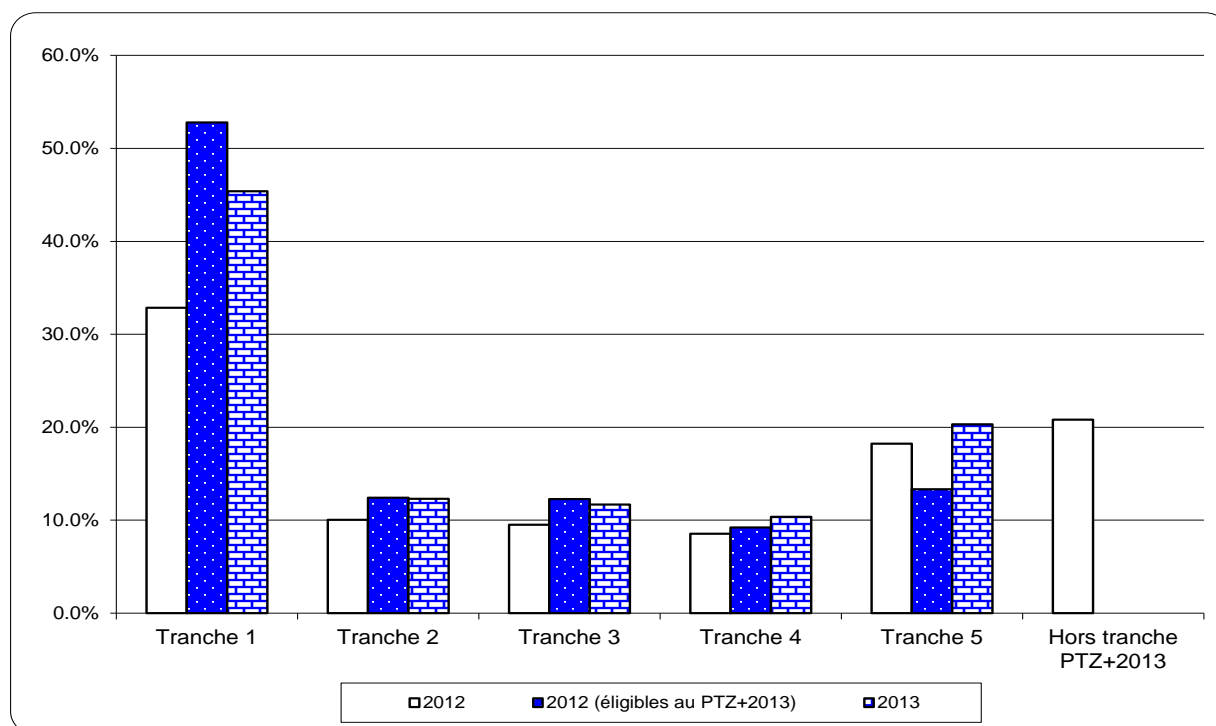
**Figure 9 Répartition par tranche, types d'immeuble et types d'opération des PTZ+ émis**



Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine dans le neuf

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

**Figure 10 Répartitions par tranches du barème PTZ+ 2013 et années d'émission**



Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

Au regard de la distribution des opérations selon la tranche de revenu de l'année de référence pris en compte pour l'éligibilité :

- C'est dans les tranches 1 et 3 que l'on retrouve les plus grandes parts de collectif neuf performant (respectivement 48,1% et 33,9%) des opérations.
- Quelle que soit la tranche, ce sont les opérations dans l'individuel qui l'emportent. Les 2 plus hautes tranches rassemblent les parts les plus élevées d'opérations dans le neuf individuel (respectivement 70,7% et 81,7% pour les tranches 4 et 5).
- Dans l'ancien HLM, l'acquisition seule est généralement privilégiée, quelle que soit la tranche.

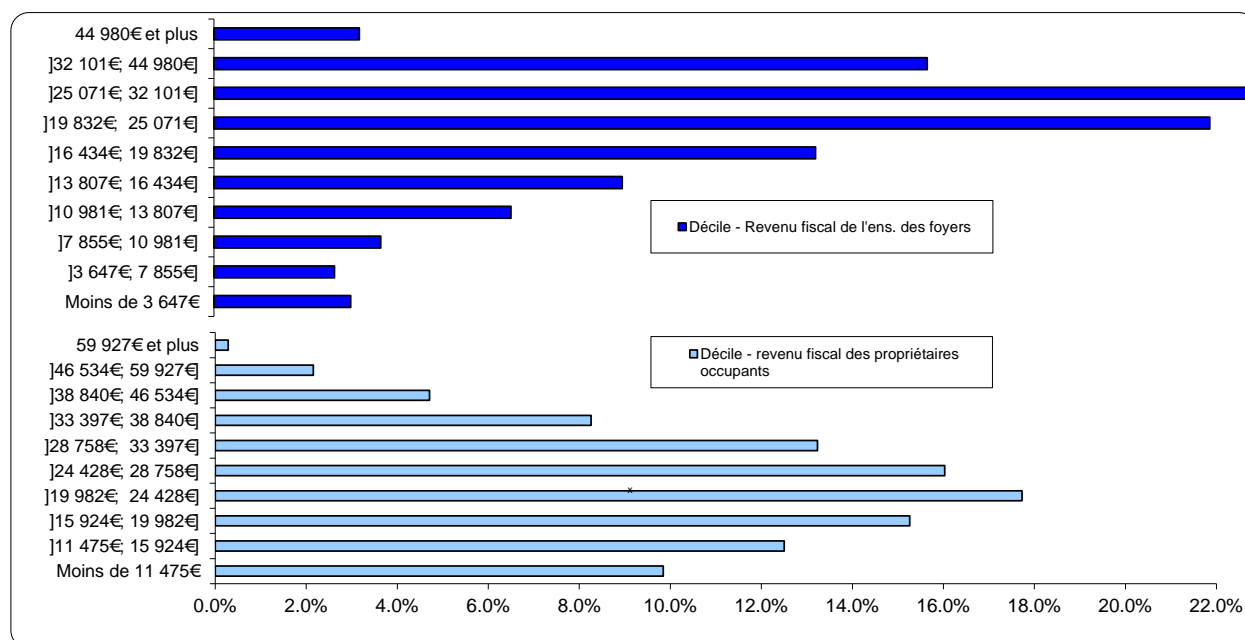
A noter que les comparaisons entre les différentes tranches de ressources présentent certains biais puisque la répartition par tranche diffère sensiblement selon les zones, du fait de la modulation des seuils de ressources.

La répartition selon les déciles de revenu fiscal (cf. Figure 9) de l'ensemble des foyers fiscaux des PTZ+ dont le RFR est exploitable est inégale. 63% des PTZ+ sont accordés aux quatre derniers déciles de revenus. Seulement 9,2% des emprunteurs ont un RFR inférieur ou égal à 10 981€<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Source des déciles de revenu fiscal de l'ensemble des foyers fiscaux : Ministère de l'Économie, de l'emploi et de l'industrie

**Figure 11 Répartition des emprunteurs de PTZ+ en fonction de leurs revenus de référence (par déciles des revenus fiscaux de l'ensemble des foyers et par déciles des revenus fiscaux des propriétaires occupants)**



Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine, individus dont les revenus fiscaux sont exploitables (43 075 sur 43 167)

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

La répartition selon les déciles de RFR des propriétaires occupants des PTZ+ dont le RFR est exploitable est plus équilibrée. Les six premiers déciles (à l'exception du premier) sont représentés à hauteur de 10% à 17% chacun. Ce sont les 3 déciles relatifs aux revenus les plus élevés qui sont les moins représentés (7% des PTZ+)<sup>9</sup>.

## ÉVOLUTION DU REVENU MENSUEL DES MENAGES ENTRE L'ANNEE DE REFERENCE ET L'ANNEE N

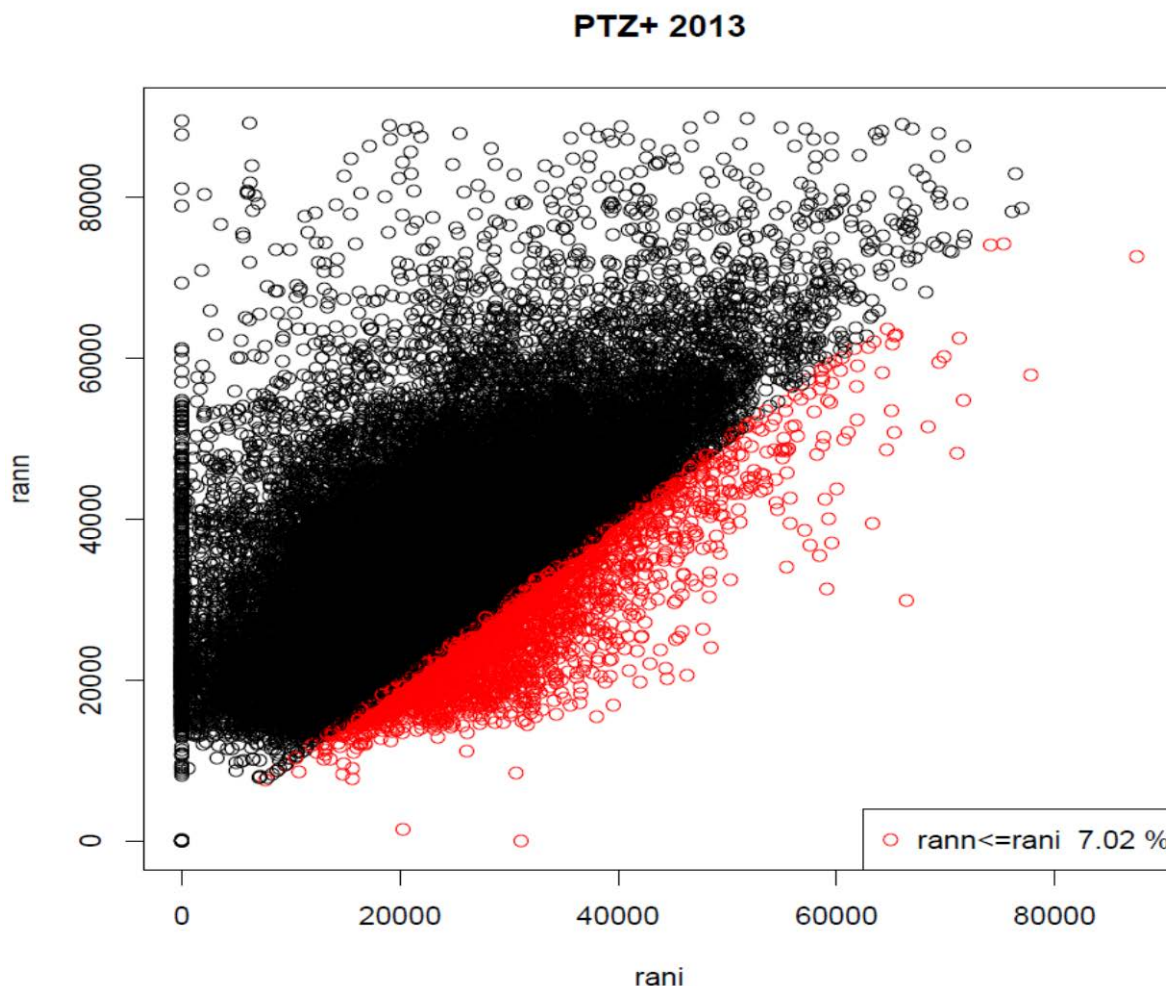
Dans ce qui suit, les revenus de l'année N insuffisamment renseignés et ceux où ils sont inférieurs ou égaux au revenu de l'année de référence (de l'année N-2<sup>10</sup>) ont été écartés ; dans ce dernier cas, ils représentent 7,02% de l'ensemble des PTZ+ émis en 2013, et leur suppression de la base de travail dans l'analyse qui suit, tient au fait qu'ils sont considérés « aberrants », car en

<sup>9</sup> Source des déciles de revenu fiscal de l'ensemble des propriétaires occupants : ENL 2006, Insee, exploitation DGALN/DHUP/FLI/LP

<sup>10</sup> Depuis le 1er janvier 2011, c'est toujours le revenu de l'année N-2 qui est pris pour référence

règle général, les revenus des ménages ont plus tendance à stagner ou progresser avec le temps qu'à diminuer. Les observations éliminées figurent en rouge sur le graphique suivant :

**Figure 12 : Comparaison Revenu annuel de l'année N-2 VS Revenu annuel de l'année N**



*Rann : Revenu net de l'année N*

*Rani : Revenu net de l'année de référence (Année N-2)*

Ces revenus ont été également ventilés par tranches de SMIC net calculé sur 151,67 heures travaillées dans le mois (soit 35h/semaine), 1107,35 € en 2012 et 1120,43 € en 2013.

Cette année, le revenu mensuel moyen des emprunteurs est de 2 804 €, soit une baisse de 2,5 % par rapport au revenu des emprunteurs de l'année 2012 à périmètre constant, et une baisse de 2,9% si l'on considère l'ensemble des PTZ+ émis en 2012 (cf. Annexe 9).

**Tableau 8 Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche du barème PTZ+**

	Revenu mensuel moyen N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2
Tranche 1	2 064	2 564	24.2%
Tranche 2	2 340	2 850	21.8%
Tranche 3	2 528	2 969	17.4%
Tranche 4	2 640	3 057	15.8%
Tranche 5	2 722	3 092	13.6%
<b>Ensemble</b>	<b>2346</b>	<b>2804</b>	<b>19.6%</b>

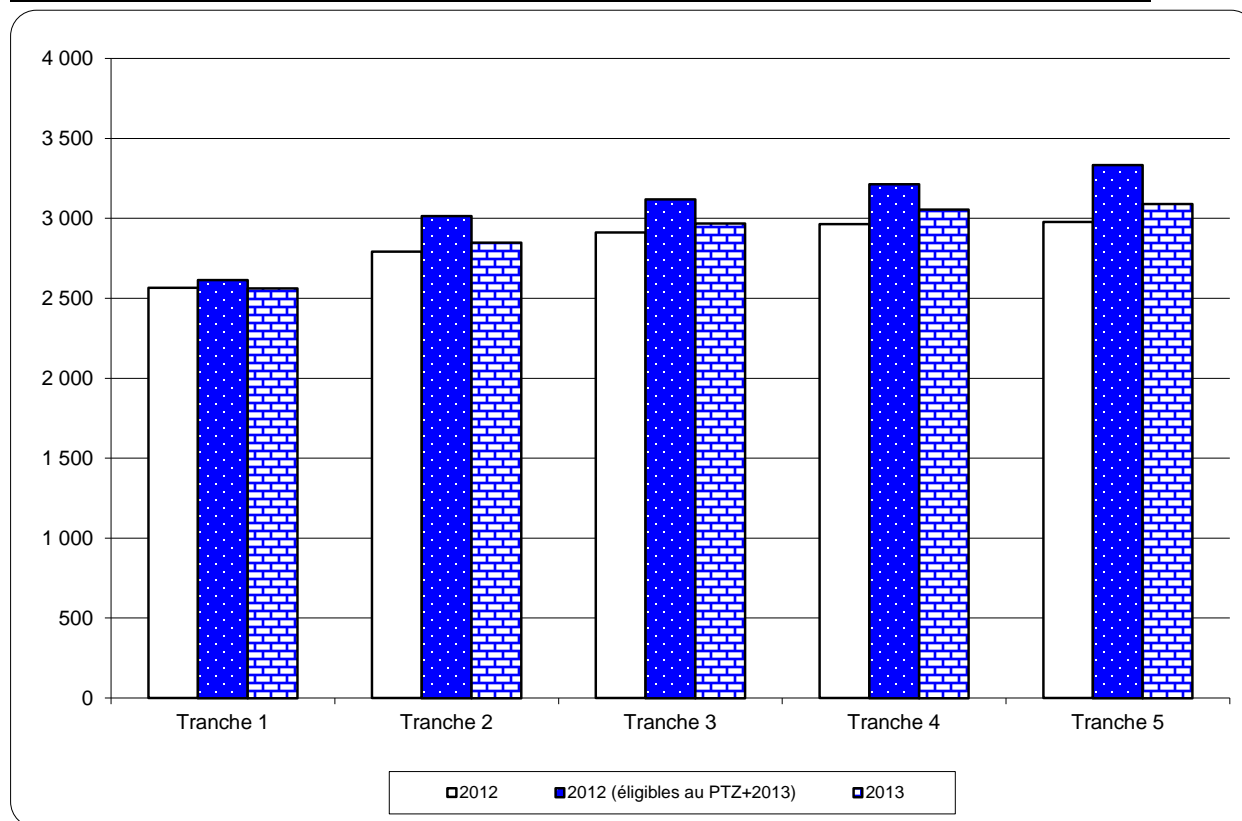
*Champ : PTZ+ émis en 2013 en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014*

L'écart de revenu mensuel moyen entre l'année N-2 (2011) et l'année N (2013) des emprunteurs appartenant à la première tranche du barème PTZ+ est de 500 € (leur revenu mensuel a augmenté de 24,2%, passant de 2 064€ à 2 564€). Le revenu mensuel moyen de la tranche 2 augmente de 21,8% entre N-2 et N. Toutes les autres tranches suivent en ordre décroissant allant de 17,4% à 13,6%.

En 2013, l'écart relatif entre le revenu mensuel moyen le plus élevé (5<sup>ème</sup> tranche) et celui le plus faible (1<sup>ère</sup> tranche) est de 1,2.

**Figure 13 Revenu mensuel moyen par tranches du barème PTZ+ 2013 et années d'émission**



*Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1*

Près de 60% des emprunteurs de PTZ+ en 2013 touchent entre 2 et 3,5 SMIC, les classes de revenu inférieures à 2 SMIC représentent 30,1% de la population, tandis que les tranches relativement aisées (supérieures à 4 SMIC) ne représentent que 5,5%.

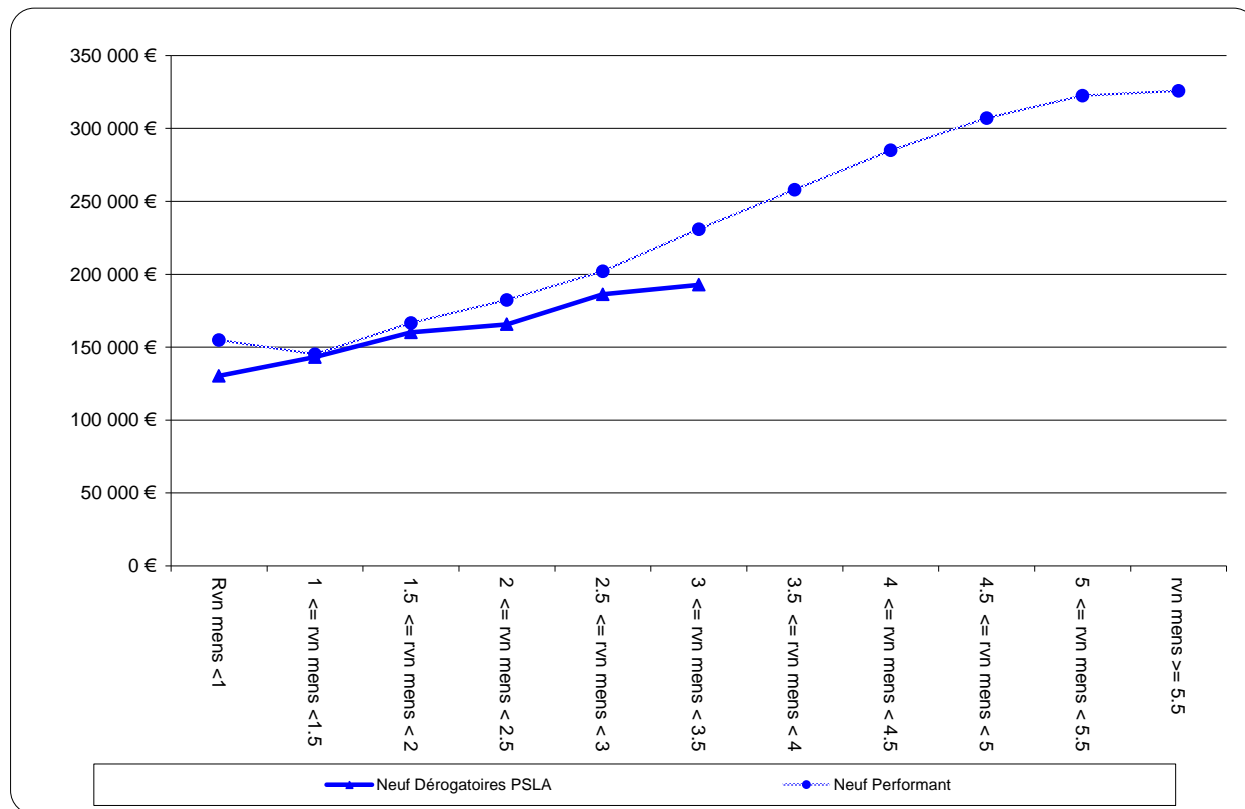
Les opérations dans le neuf « non BBC » i.e. « dérogatoire PSLA » sont essentiellement présentes dans les classes de revenu relativement basses. En raison des faibles effectifs de ces opérations, leur part dans les différentes tranches de revenus (en nombre de SMIC) va quasi linéairement de 3% pour des revenus mensuels égaux à 1 SMIC à près de 0%, à partir de 3.5 SMIC.

Au regard du tableau du bas de l'Annexe 11, le montant d'opération est une fonction croissante du revenu quel que soit le type d'opération à l'exception des revenus inférieurs à 1,5 SMIC. Le montant moyen d'opération le plus faible est pour la tranche comprise entre 1 et 1,5 SMIC avec 144 101 €.

Le rapport des montants moyens d'opération entre la tranche de revenu la plus faible et la plus importante est de 2,13, c'est-à-dire que le montant moyen d'opération est 2,13 fois plus important pour les emprunteurs touchant plus de 5,5 SMIC que ceux ayant moins d'1 SMIC. Cet

écart est de 2,1 dans le neuf performant et de 1,48 dans le « neuf dérogatoires PSLA » en tenant compte du fait que dans le neuf dérogatoires PSLA, la tranche la plus élevée est de 3.5 SMIC, en raison des faibles effectifs au-delà.

**Figure 14 Montant moyen d'opération selon le revenu mensuel N (en nombre de SMIC)**



Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

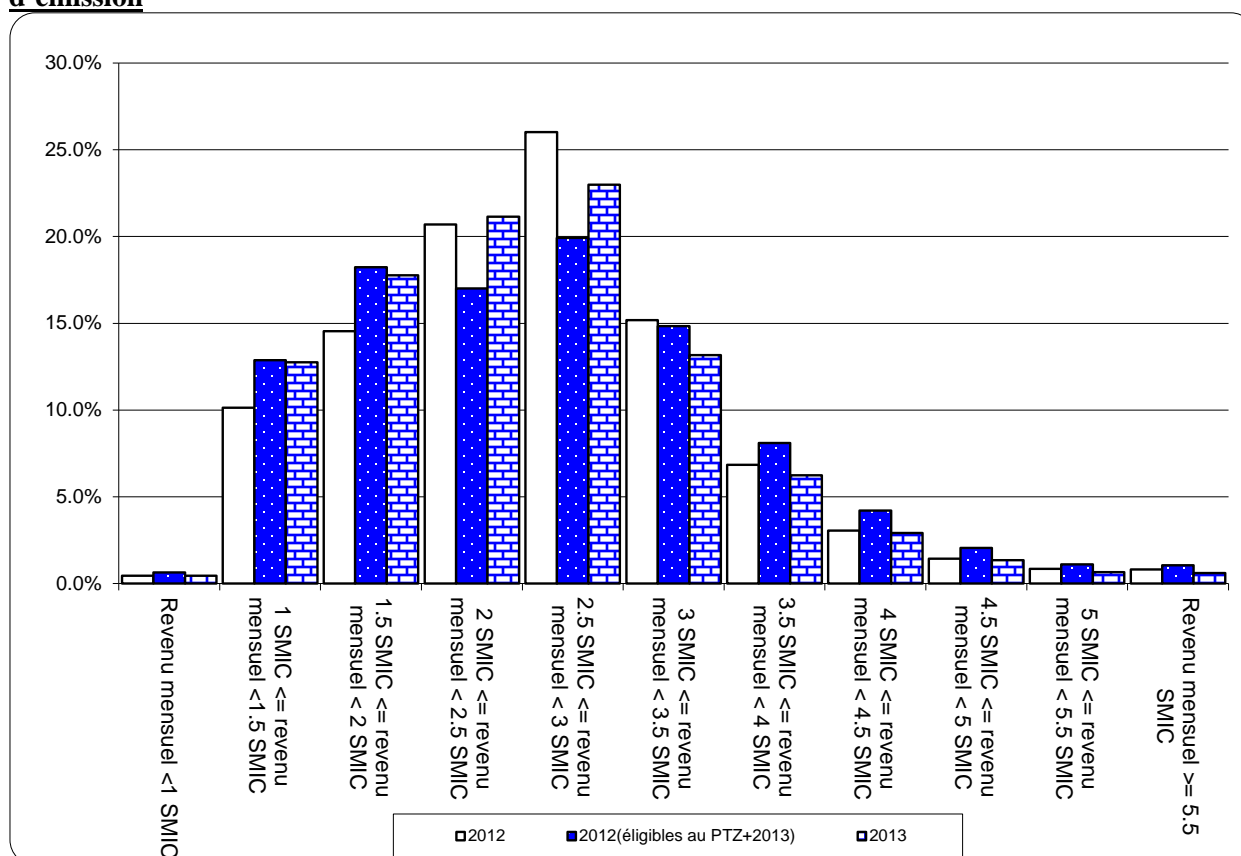
Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

Lorsque le nombre de prêts correspondant à un croisement de critères statistiques n'est pas significatif (<11), l'effectif est écarté de l'exploitation. Ce qui explique qu'il n'y ait pas de points à représenter pour le neuf dérogatoire PSLA au-delà de 3.5 SMIC

La répartition des ménages en fonction de leur revenu au moment de l'émission de l'offre de prêts exprimé en nombre de SMIC est disponible en Annexe 10, évolue peu entre 2012 et 2013 aussi bien à périmètre constant que si l'on considère l'ensemble des émissions en 2012. Les parts les plus importantes reviennent aux tranches de revenu comprises entre 1,5 et 3,5 SMIC, soit près de 75,1% de la production en 2013, 76,4% en 2012, et 70% pour les émissions 2012 éligibles en 2013.



**Figure 15 Répartition des opérations selon le revenu mensuel N (en nombre de SMIC) et l'année d'émission**



Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine en 2013

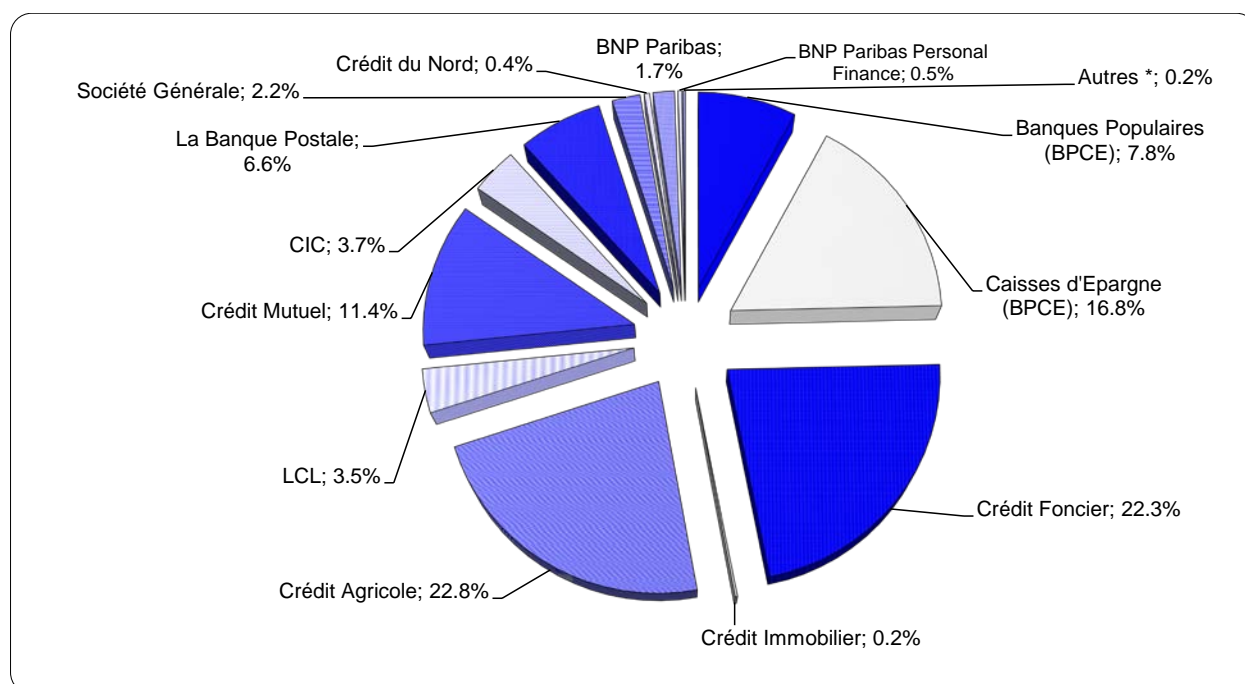
Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/N+1

### **1.3 PARTS DE MARCHÉ DES ÉTABLISSEMENTS ET PLANS DE FINANCEMENT**

#### **PARTS DE MARCHÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT**

Le groupe BPCE/Crédit Foncier conserve la part de marché la plus importante avec 47% en effectifs, soit une hausse de plus de 5 points de pourcentage par rapport à 2012 (à périmètre constant), des parts de marchés du groupe. La Banque Postale gagne 1,6 point de part de marché et le Crédit Agricole en perd 1,4. L'ensemble des autres établissements de crédit conservent une relative stabilité de leur part de marché. A noter que les 0,2% de part de marché du Crédit Immobilier de France, malgré l'arrêt de son activité, s'expliquent par la production de la SOFIAP récemment acquise (2014) par la Banque Postale.

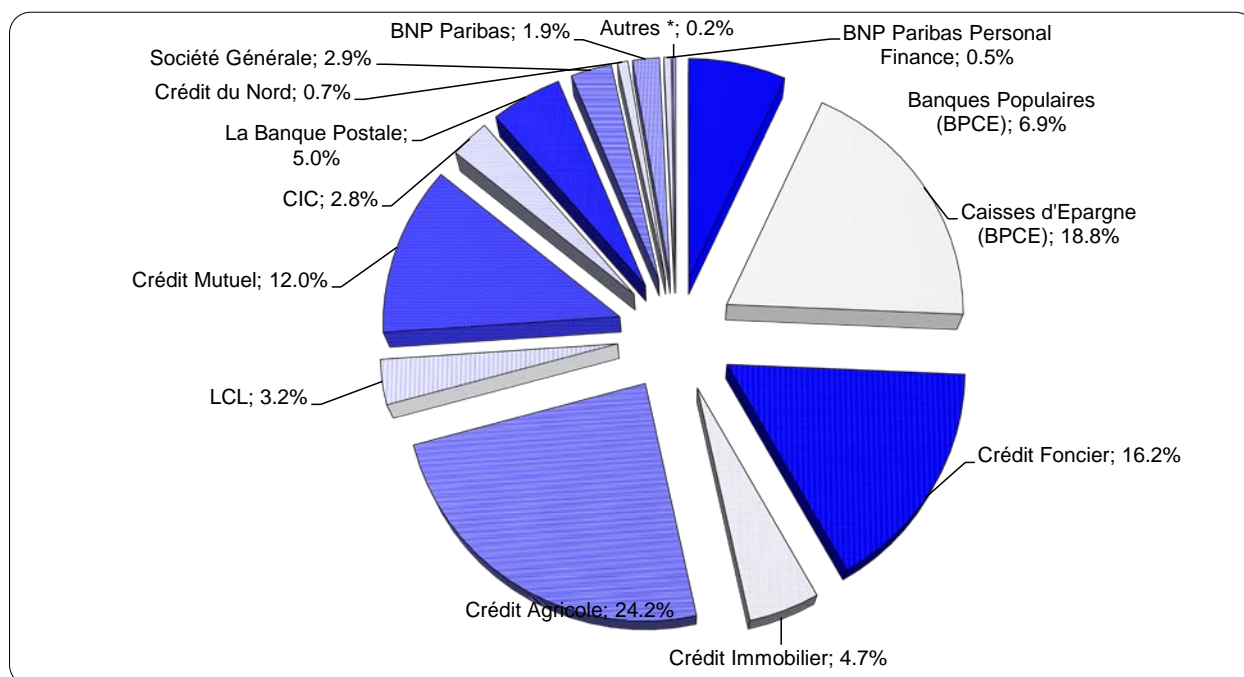
**Figure 16 Parts de marché PTZ+2013 (effectifs)**



*Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014*

**Figure 17 Parts de marché PTZ+ 2012 (effectifs)**



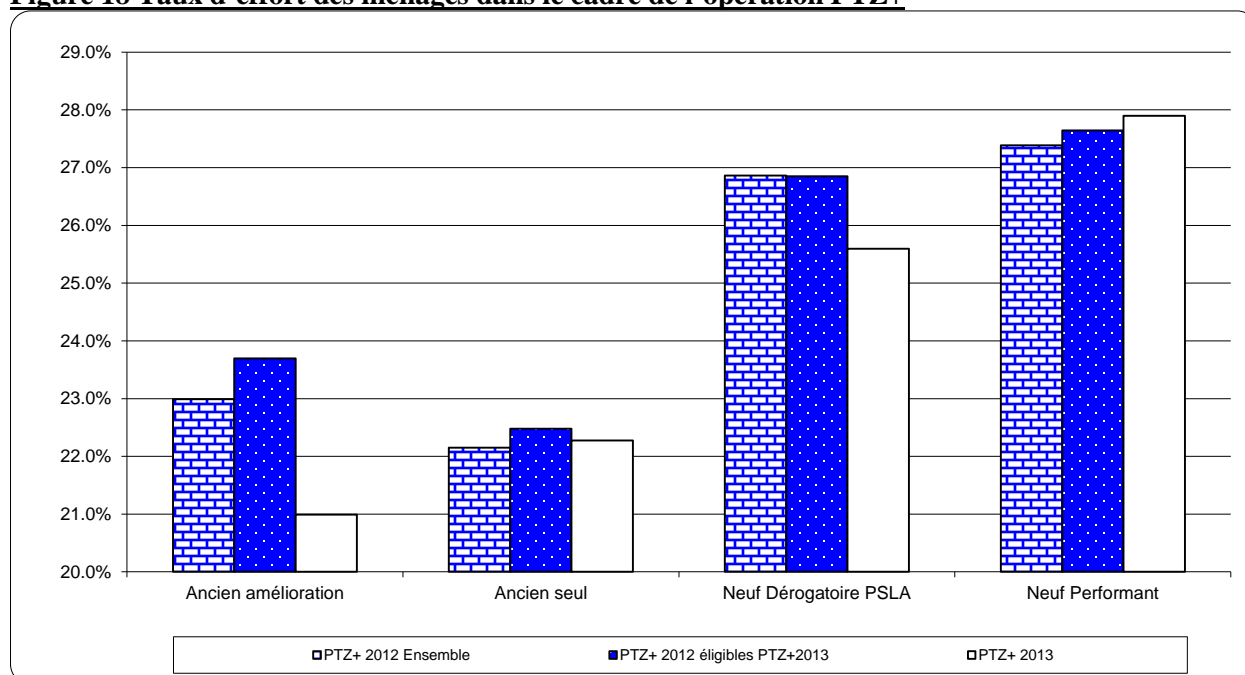
Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 29/03/2013

## PLANS DE FINANCEMENT

Le taux d'apport personnel estimé a baissé entre 2012 et 2013, passant de 14,6% à 11,5% à périmètre constant contre 11,7% en considérant l'ensemble des émissions 2012. La part des emprunteurs ayant moins de 5% d'apport personnel a progressé de près de 11 points entre 2012 et 2013, passant de 40,6% à 51,2% (Annexe 16), à périmètre constant. 17,3% des emprunteurs ont un apport personnel supérieur ou égal à un quart du montant de l'opération contre 22,3% en 2012 à même population éligible. Si l'on considère l'ensemble des émissions, le taux d'apport serait en baisse de 0,6 points par rapport à l'année 2012.

**Figure 18 Taux d'effort des ménages dans le cadre de l'opération PTZ+**



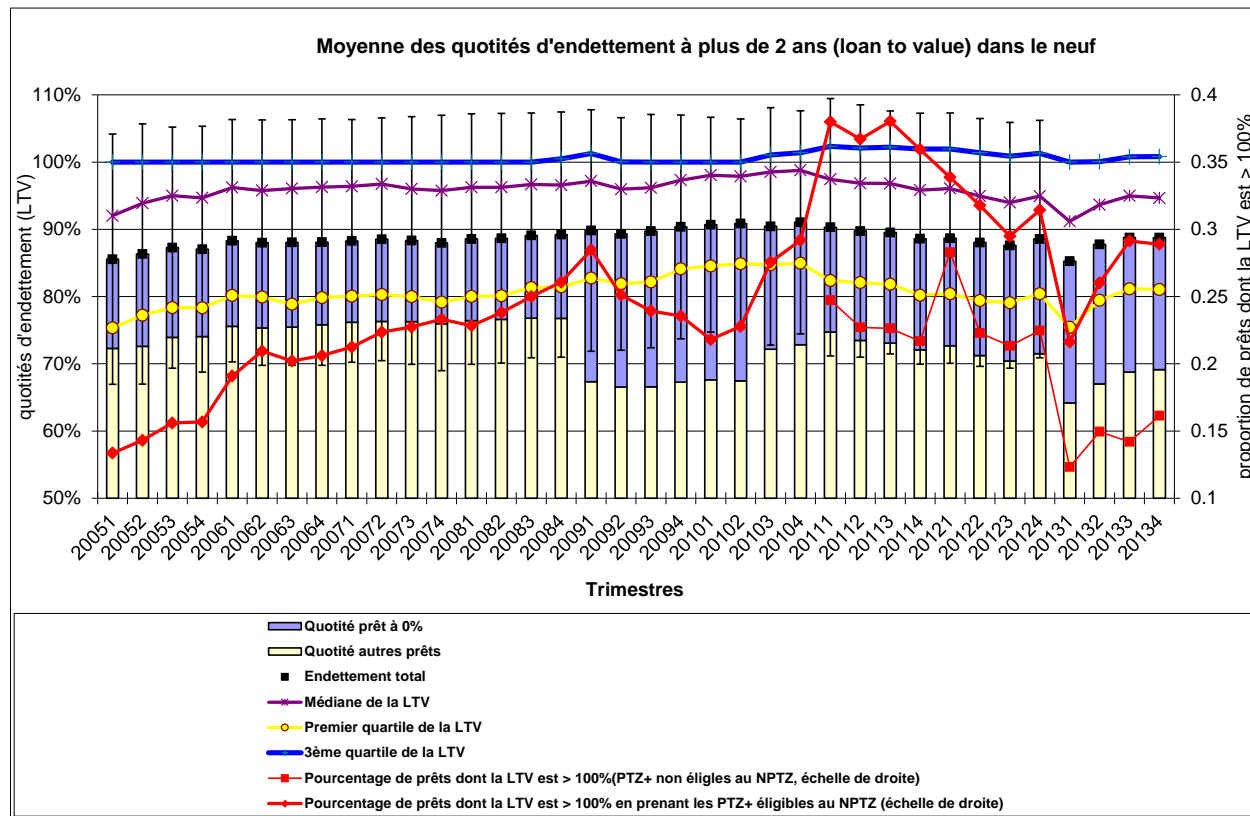
Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

Les taux d'effort illustrés à la Figure 16 varient peu entre 2012 et 2013, que l'on considère l'ensemble des émissions 2012 ou uniquement les prêts qui auraient été éligibles à la version 2013. On note toutefois une légère baisse dans le deuxième cas de figure, dans le neuf dérogatoire PSLA, une légère hausse dans le neuf performant, et une baisse significative dans l'ancien HLM avec travaux d'amélioration. La légère augmentation du taux d'effort dans le neuf performant peut s'expliquer par la diminution des plafonds de ressources et par le recentrage du PTZ+ sur des ménages au profil plus modeste.

Le graphique suivant montre que la quotité d'endettement total (somme de tous les prêts rapportée au coût d'opération) qui avait vu une baisse significative au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, entame une remontée progressive, en particulier aux 2<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres

**Figure 19 Moyennes des quotités d'endettement (à plus de 2 ans) dans le neuf.**

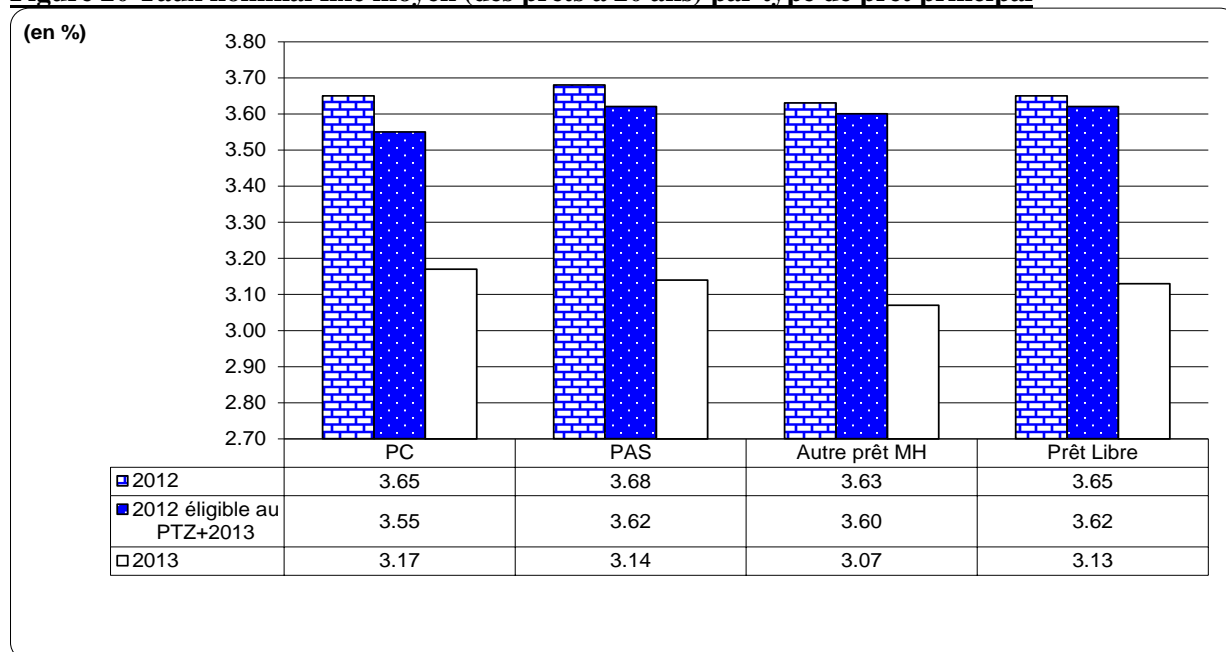


Champ : NPTZ et PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

Après avoir augmenté en 2012, les taux nominaux fixes des prêts principaux repartent à la baisse en 2012, quel que soit le type du prêt. En moyenne, ils sont compris entre 3,13% pour les prêts libres, 3,17% pour les PC et 3,14% pour les PAS.

**Figure 20 Taux nominal fixe moyen (des prêts à 20 ans) par type de prêt principal**



Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

La durée moyenne des prêts principaux associés aux PTZ+ est relativement stable en 2013 par rapport à l'année 2012. Toutefois une légère baisse est constatée à 23,6 ans contre 24,1 ans. Baisse encore moins significative à périmètre constant cette durée étant de 23,8 pour 2012. Ce phénomène de quasi stabilité pourrait s'expliquer par le fait que l'augmentation des montants de prêts principaux<sup>11</sup> qui devrait avoir pour effet d'augmenter la durée pour maintenir le taux d'effort est compensée par la baisse des taux, qui fait qu'au lieu d'avoir des durées des prêts principaux plus longues, ces dernières baissent, même si cette baisse est restée faible.

Quel que soit le type de prêt, la durée est supérieure dans le neuf. Elle est comprise entre 17,2 ans (autres prêts éligibles aux marchés hypothécaires) et 18,7 ans (PAS) dans l'ancien et entre 22,6 ans (autres prêts éligibles aux marchés hypothécaires) et 25,2 ans (PAS) dans le neuf (Annexe 17).

L'hypothèque reste une des garanties les plus courantes et sa part progresse de 9 points par rapport à 2012 (56% contre 47%) à population constante et de 5 points par rapport à l'ensemble

<sup>11</sup> Qui résulte d'une baisse des quotités réglementaires du PTZ+ en 2013 :

	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C
Neuf BBC (2012)	38%	33%	29%	24%
Neuf droit commune (2013)	33%	26%	21%	18%

des émissions 2012 ; le cautionnement par un organisme spécialisé voit sa part régresser, et est choisi dans 36% des cas contre 44% en 2012 à périmètre constant et 40% dans l'ensemble des émissions 2012. La part des emprunteurs n'ayant recours à aucune garantie continue sa baisse et perd 2 points par rapport à 2012 à même population éligible et 1 point par rapport à l'ensemble des PTZ+ octroyés en 2012.

**Tableau 9 Type de garantie du prêt principal par année d'émission**

Type de garantie du prêt principal	2012		2012 éligible au PTZ+2013		2013	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
<b>Hypothèque</b>	40 683	51%	11 372	47%	24 290	56%
<i>dont PAS</i>	22 443	28%	7 669	32%	17 179	40%
<b>Cautionnement (organisme)</b>	31 633	40%	10 502	44%	15 733	36%
<b>Caution personnelle</b>	888	1%	272	1%	340	1%
<b>Autre garantie</b>	1 199	2%	330	1%	561	1%
<b>Pas de garantie</b>	4 713	6%	1 613	7%	2 243	5%
<b>Ensemble</b>	79 116	100%	24 089	100%	43 167	100%

Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/N+1

S'agissant de la quotité moyenne du prêt principal, elle progresse de 8,5 points par rapport à 2012, et s'établit à 58,3%. La quotité moyenne de l'apport personnel est en baisse de 2,8 point. La quotité des autres prêts augmente de 1,1% à 9%.

**Tableau 10 Quotités des montants moyens par année d'émission**

Année d'émission	2012	2012 éligible au PTZ+2013	2013
PTZ+2012/ PTZ+2013	17.6%	27.1%	20.4%
Prêt principal	59.6%	49.8%	58.3%
Autres Prêts	9.9%	7.9%	9.0%
Apport Personnel	12.9%	15.1%	12.3%
<b>Total</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>	<b>100.0%</b>

Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

En 2013, la 5<sup>ème</sup> tranche de revenu se caractérise par la quotité la plus élevée de prêt principal (61,0%) et la 1<sup>ère</sup> tranche par la quotité la plus faible d'apport personnel (11,1%). La part de l'apport est croissante jusqu'à la 4<sup>ème</sup> tranche, pour laquelle elle atteint 14,3%. La quotité du PTZ+ est de 24,3% pour les revenus les plus modestes, et elle décroît progressivement à mesure que les tranches de revenu augmentent, pour atteindre son niveau le plus faible pour la tranche 6 à 15,0%.

**Tableau 11 Quotités des montants moyens par tranche de revenu en 2013**

Tranches	PTZ+	Prêt principal	Autres Prêts	Apport Personnel	Total
Tranche 1	24.3%	57.2%	7.3%	11.1%	100.0%
Tranche 2	19.7%	59.0%	9.1%	12.2%	100.0%
Tranche 3	18.9%	57.4%	9.6%	14.0%	100.0%
Tranche 4	17.3%	57.8%	10.6%	14.3%	100.0%
Tranche 5	15.0%	61.0%	11.3%	12.7%	100.0%

Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/N+1

En distinguant par type d'opération, le neuf performant, bénéficiant du nouveau barème, a la plus forte quotité de PTZ+ (20,5%), le neuf dérogatoire PSLA a la plus forte quotité d'apport personnel (16,4%), suivi de près par l'ancien sans travaux (15,2%). L'ancien avec travaux a la plus forte quotité d'autres prêts pour financer l'opération (12,6%), à relativiser compte tenu des faibles effectifs réalisés dans l'ancien (avec ou sans travaux) en 2013.

**Tableau 12 Quotités des montants moyen par type d'opération**

Type d'opération	PTZ+	Prêt principal	Autres Prêts	Apport Personnel	Total
Ancien avec travaux	9.6%	73.5%	12.6%	4.3%	100.0%
Ancien sans travaux	9.5%	64.1%	11.2%	15.2%	100.0%
Neuf Performant	20.5%	58.3%	9.0%	12.2%	100.0%
Neuf Dérogatoires PSLA	18.3%	54.0%	11.3%	16.4%	100.0%

Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/n+1

**Tableau 13 Plans de financement accompagnant le PTZ+ en 2013**

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Autre prêt social	Prêt 1%	Total
Seul	8 939	468	2 704	8 975	10	7	2	21 105
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0	0	88	5 296	3	56	117	5 560
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0	0	2 843	210	6	4	17	3 080
... + 1 ou plusieurs prêts 1%	1 895	116	255	1 255	0	0	4	3 525
... + 1 ou plusieurs PAS	2 107	0	0	0	7	14	35	2 163
... + 1 ou plusieurs PEL	185	12	64	191	4	1	0	457
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	367	40	247	409	0	2	0	1 065
... + 1 ou plusieurs PC	0	129	0	0	2	1	1	133
... + Autres combinaisons	630	58	815	1 218	6	15	19	2 761
Ensemble (1)	14 123	823	7 016	17 554	38	100	195	39 849

Ensemble des PTZ exploité en 2012 (1) :

43 167

(\*) Autre prêt éligible au Marché Hypothécaire.

Remarque : (1) Les 4 182 PTZ+ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

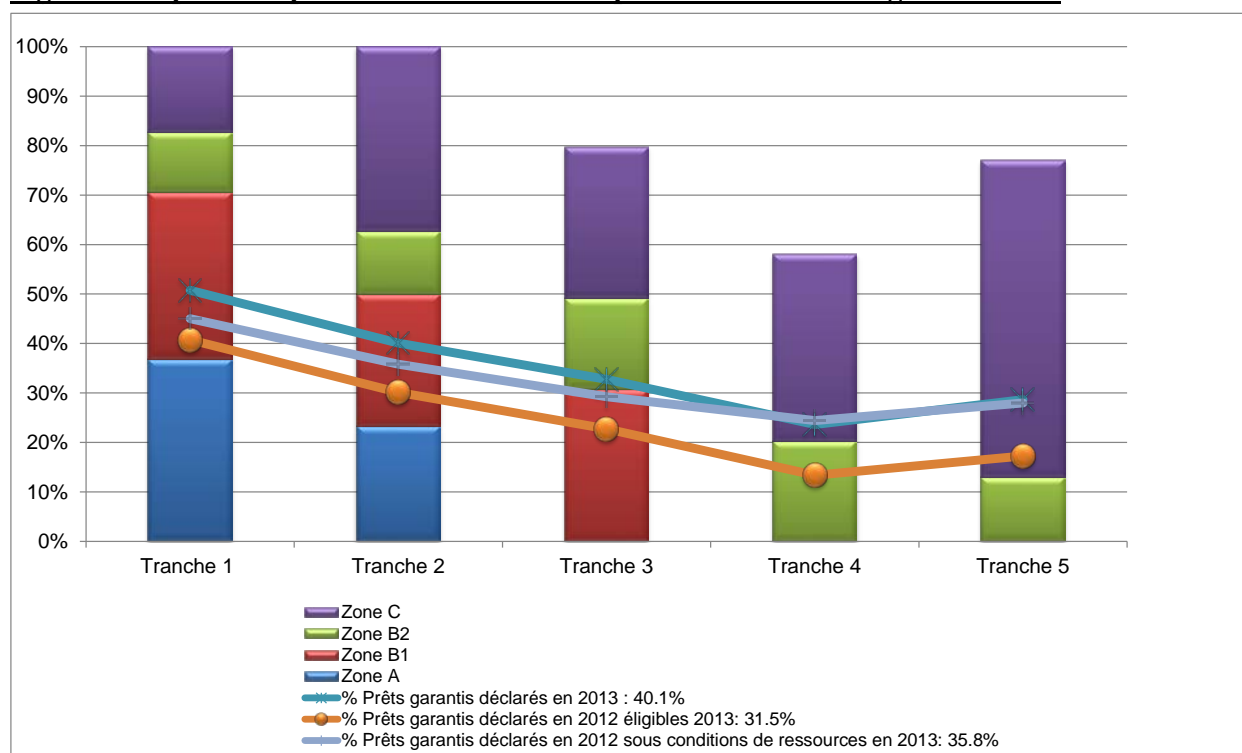
Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

La proportion de PTZ+ associés à un prêt libre baisse de 4 points par rapport à 2012 mais cette solution de financement reste majoritaire avec 44% des opérations. La part des autres prêts



éligibles au marché hypothécaire (MH) baisse de 3,7 points, passant de 21,3% en 2012 à 17,6% en 2013. La part des prêts accompagnés d'un PAS progresse de 10 points par rapport à 2012 et se situe à 35,4% alors que la part des prêts accompagnés d'un autre PC baisse à 2,1% (contre 4,7% en 2012). Sans que cela ne s'explique forcément par l'exclusivité du neuf performant, les Etablissements de Crédit en 2013 semblent d'avantage recourir à la garantie du FGAS, comme le montre le graphique suivant (à la différence près que ce dernier tient compte des combinaisons PAS - « Prêt libre » écartées volontairement dans le tableau précédent, ce qui fait varier la part des prêts accompagnés d'un PAS de 35,4% à 40,1%)

**Figure 21 Répartition par tranche de barème et par zone des PTZ+ éligibles au PAS**



Les parts des autres plans de financement (PEL, autre prêt social, prêt 1%) restent faibles (de 0,1% à 0,5%).

Les PTZ+ accompagnés uniquement d'un prêt principal représentent 53% des opérations, soit 4,3 points de moins qu'en 2012, au profit des prêts multiples.

Quel que soit le type d'acquisition (Annexe 18-2), le prêt libre intervient dans la majorité des opérations : 45% dans l'acquisition avec amélioration, 34% dans l'acquisition seule, 44% dans le neuf performant et 36% dans le neuf dérogatoires PSLA.

En 2013, 37% à 52% des opérations dans le neuf sont accompagnées par un PAS ou un PC (contre 31% en 2012) mais seulement dans 25% à 40% des acquisitions dans l'ancien HLM.

#### **1.4 REPARTITION PAR REGIONS**

L'Ile de France a produit 25,6% des PTZ+ et la région Rhône-Alpes 10,7%. Ces deux régions représentent plus du tiers de l'ensemble des PTZ+ émis en 2013.

La hausse en nombre (72,9%) de PTZ+ distribués en 2013 par rapport à la version 2012 (à périmètre constant, c'est-à-dire en considérant uniquement les logements BBC dans le neuf) se retrouve dans toutes les régions (Annexes 20-1, 20-2 et 20-3).

Les régions qui enregistrent les plus fortes hausses sont le Limousin avec +461,5%, la Haute Normandie avec +320,5%, le Poitou Charentes (+270,2%). Avec le Nord Pas de Calais (+57,4), la région Provence Côte d'Azur (41,5%) et l'Ile de France (+20,5%) enregistrent les plus faibles hausses. Ces forts taux de croissance sont à mettre en regard de la production relativement faible de PTZ+ 2012 sous périmètre 2013 (notamment du fait de la faiblesse relative de la diffusion du label BBC), dans ces régions en particulier et en Province d'une manière générale.

En regroupant les données par type d'opération, les principales évolutions selon les régions métropolitaines françaises de 2012 à 2013 sont les suivantes :

- La part des opérations dans l'ancien HLM diminue de 0,8 point par rapport à 2012, la baisse étant enregistrée quelle que soit la région. En Champagne Ardenne, l'écart s'élève à -5,4 points par rapport à l'an dernier suivi par la Lorraine et l'Auvergne (-5 points). Les régions où l'écart est le plus faible sont le Centre et la région Provinces Alpes Côtes d'Azur (-0,3 points), et le Poitou Charentes et le Nord Pas de Calais (-0,5points).
- Le neuf performant représente 98,1% des opérations et sa part a faiblement augmenté de 0,6 point entre 2012 et 2013 à périmètre constant. C'est en Auvergne que leur part a connu la plus forte augmentation (de 90,3% en 2012 à 97% en 2013), suivi par la Champagne Ardennes (+5,4 points) et la Lorraine (+5 points).
- Le « neuf dérogatoire PSLA » gagne 3 points à 1,5% en 2013.

## COMPARAISON DES EMISSIONS ILE-DE-FRANCE / PROVINCE

La part de l'Ile de France a progressé fortement entre 2005 et 2007, en lien avec l'extension du NPTZ à l'ancien sans condition de travaux. En effet, si l'Ile de France ne représentait que 6% en 2004 en termes d'effectif, sa part a doublé en 2005 (12,3%) et a atteint 15,2% en 2006, puis 16,1% en 2007. Elle s'est stabilisée à partir de 2008 (16,1%, 17,7% en 2009, 16,2% en 2010, 17,4% en 2011, 14,9% en 2012) avant de subir une hausse à 25,6% en 2013) (Annexes 23 et 24).

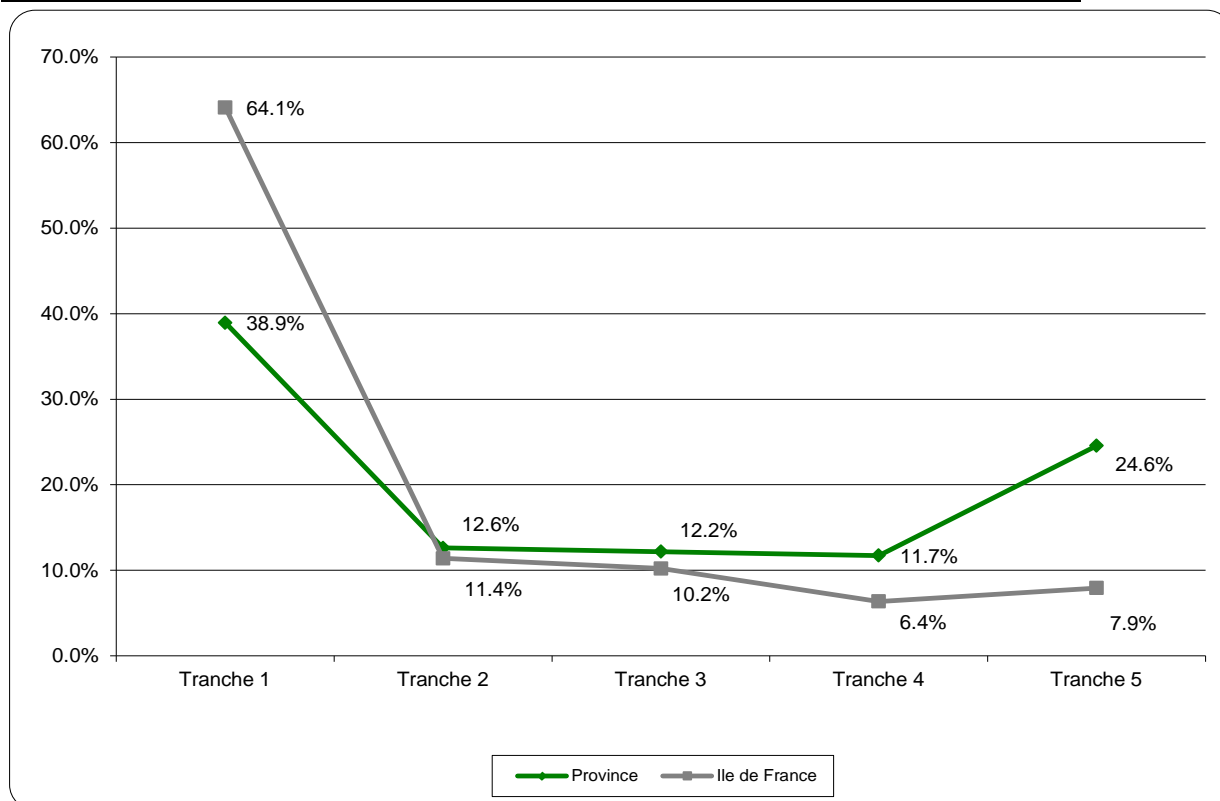
La part de l'Ile de France est de 40,6% pour les montants prêtés contre 31,4% en 2012.

Les montants moyens d'opération sont supérieurs de 26% et ceux du PTZ+ de 98,9% en Ile de France par rapport à ceux de la province, alors que la quotité de financement moyenne est respectivement de 17,5% et 27,9%.

Le graphique ci-dessous permet d'observer la répartition des ménages par tranche de revenus en province et en Ile de France.

En province, la première tranche concentre 38,9% des emprunteurs contre 64,1% en Ile de France. En revanche, les 2 dernières représentent 36,3% des emprunteurs en province pour seulement 14,3% pour les départements franciliens. La courbe de l'Ile de France se situe au-dessus de celle de la province pour la première tranche, et en dessous pour les quatre suivantes. Cela s'explique notamment par la construction du barème : la répartition par tranche étant différente selon les zones géographiques.

**Figure 22 : Structure de répartition des ménages selon les tranches du barème en 2013**

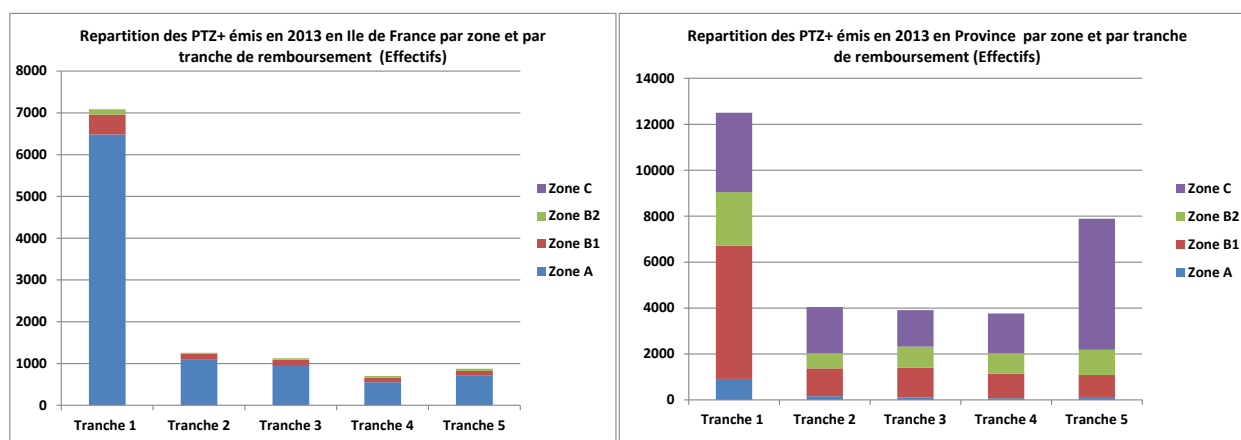


Champ : PTZ+ émis en France Métropolitaine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

La comparaison entre Ile de France et province montre une répartition par type d'opération sensiblement différente. Les franciliens ont contracté très majoritairement des PTZ+ pour financer des opérations dans le neuf collectif (72,4% contre seulement 24,6% en province). En revanche, 74,9% des opérations financées en province le sont pour un achat dans le neuf individuel et 59,4% d'entre elles concernent la construction avec achat de terrain, contre seulement 27,1% des franciliens finançant à l'aide d'un PTZ+ des opérations dans le neuf individuel et 14,4% concernant la construction avec achat de terrain.

La durée moyenne du PTZ+ en Ile de France est plus longue qu'en province de 29,6 mois. Cette différence pourrait s'expliquer par un effet barème de revenu comme le montrent les deux graphiques suivants :



Sur ces graphiques on constate qu'en Ile de France, les effectifs sont massés sur la première tranche du barème, alors que pour ce qui est de la province les tranches 2 à 5 sont beaucoup plus représentées, notamment la tranche 5 qui se caractérise par la durée la plus courte et une absence de différé.

Les différences par catégorie d'âge des emprunteurs entre l'Ile de France et la province sont faibles. Globalement, la part des emprunteurs jeunes est légèrement plus faible en Ile de France (70,3% ont 35 ans et moins contre 70,9% en province). La catégorie d'âge la plus représentée demeure celle des 26-35 ans avec un taux de représentativité de 56,3% en Ile de France et 53,2% en province.

Les ménages constitués de 1 à 2 personnes représentent 62,9% des emprunteurs en Ile de France, pour 45,9% en province, au détriment des ménages de 3 personnes ou plus.

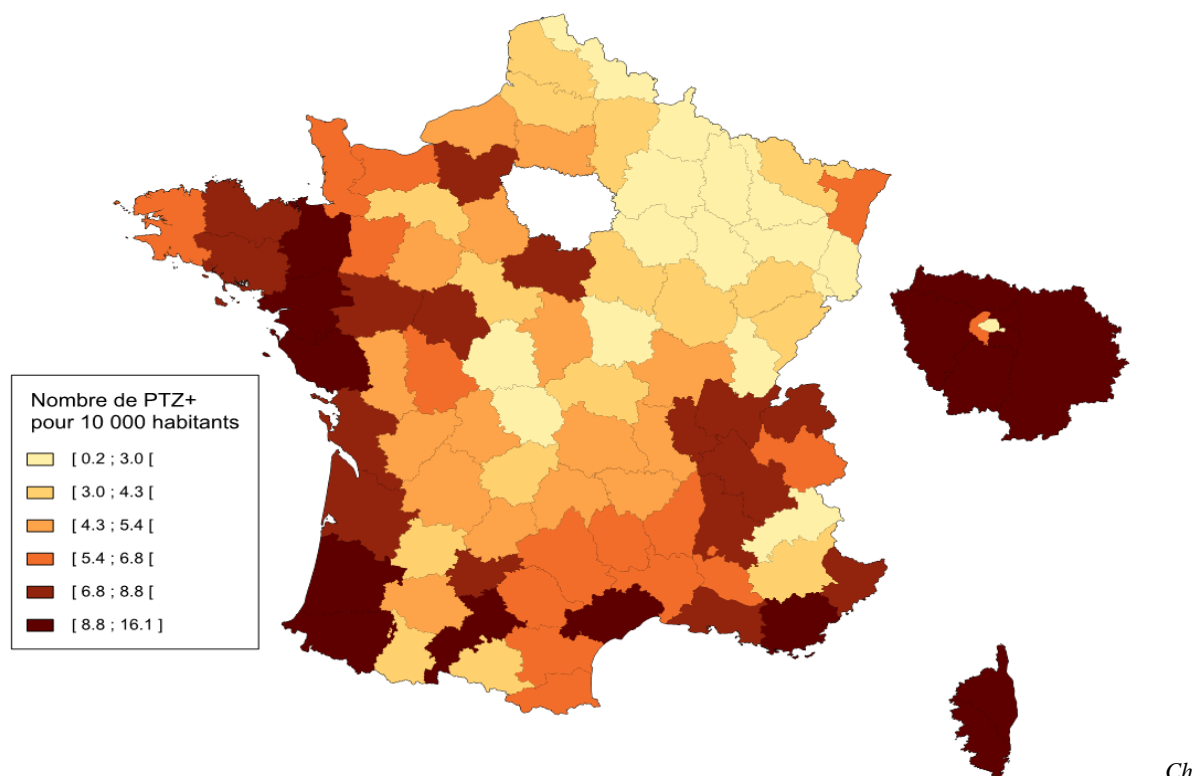
Que ce soit en Ile de France ou en province, les employés représentent environ 35% des emprunteurs. Les ouvriers sont surreprésentés en province (25% contre 11,6% en Ile de France), tandis que ce sont les cadres qui le sont en Ile de France (27% contre 10,2% en province).

## AUTRES DIFFERENCIATIONS GEOGRAPHIQUES

L'ouest de la France se caractérise par une plus grande fréquence des PTZ+ (en nombre de prêts pour 10 000 habitants).

En 2013, la moyenne nationale est 7 prêts pour 10 000 habitants contre 12 en 2012.

**Figure 23 Répartition des PTZ+ émis en 2013 par département**



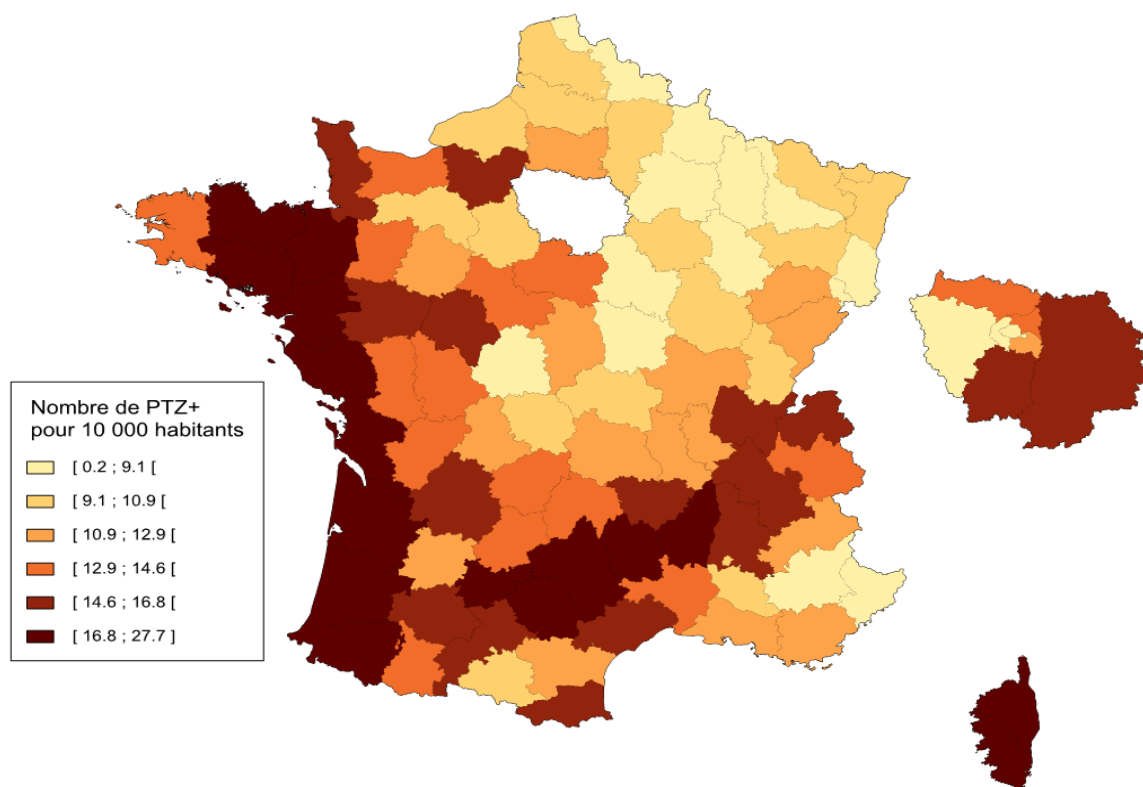
amp : PTZ+ émFranceFrance Métropoli aine

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

L'échelle est construite par rapport à la moyenne nationale de nombre de prêts par 10 000 habitants<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> Source: INSEE, estimation 2010 pour le nombre d'habitants.

**Figure 24 Répartition des PTZ+ émis en 2012 par département (production globale)**



*Champ : PFranceis en France Métropolitaine*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 30/03/2013*

On trouvera en annexe une répartition plus détaillée confrontant le zonage A/B/C à la cartographie communale des PTZ+ distribués pour chacune des 22 régions.

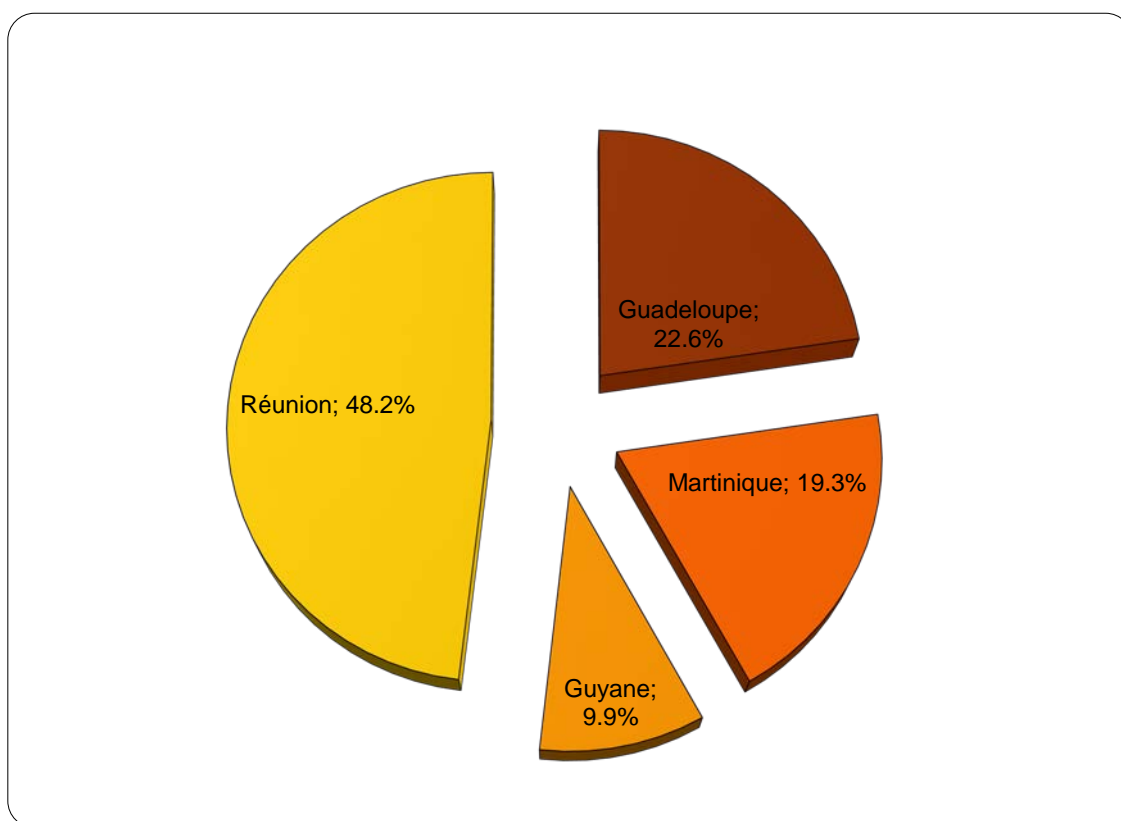
## **2 ÉMISSION DE PTZ+ DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

Les déclarations au 31 mars 2014 recensent 994 PTZ+ émis dans les DOM en 2013 pour un montant global prêté de 43,1 millions d'euros. Le montant prêté baisse de 44,2% par rapport à 2012, les effectifs de 31,4%. En ne considérant que les prêts éligibles à la version 2013, les effectifs baissent également de 21,7% (à noter que, contrairement à la métropole, les effectifs du neuf sont comparés à l'ensemble de la production du neuf en 2012, les logements performants n'étant pas identifiés en 2012). (Annexes 26 à 28).

La Réunion reprend du terrain avec 48,2% de la production outre-mer contre 46,5% en 2012 sous périmètre 2013, et 45,1% en 2012 au global, au détriment de la Guyane qui perd près de 4 points dans les deux cas de figures, et représente désormais 9,9% de la production. La production en Martinique baisse, tandis que celle de la Guadeloupe augmente, et valent respectivement 19,3% et 22,6% des prêts DOM.



**Figure 25 Répartition départementale des PTZ+ DOM en 2013**



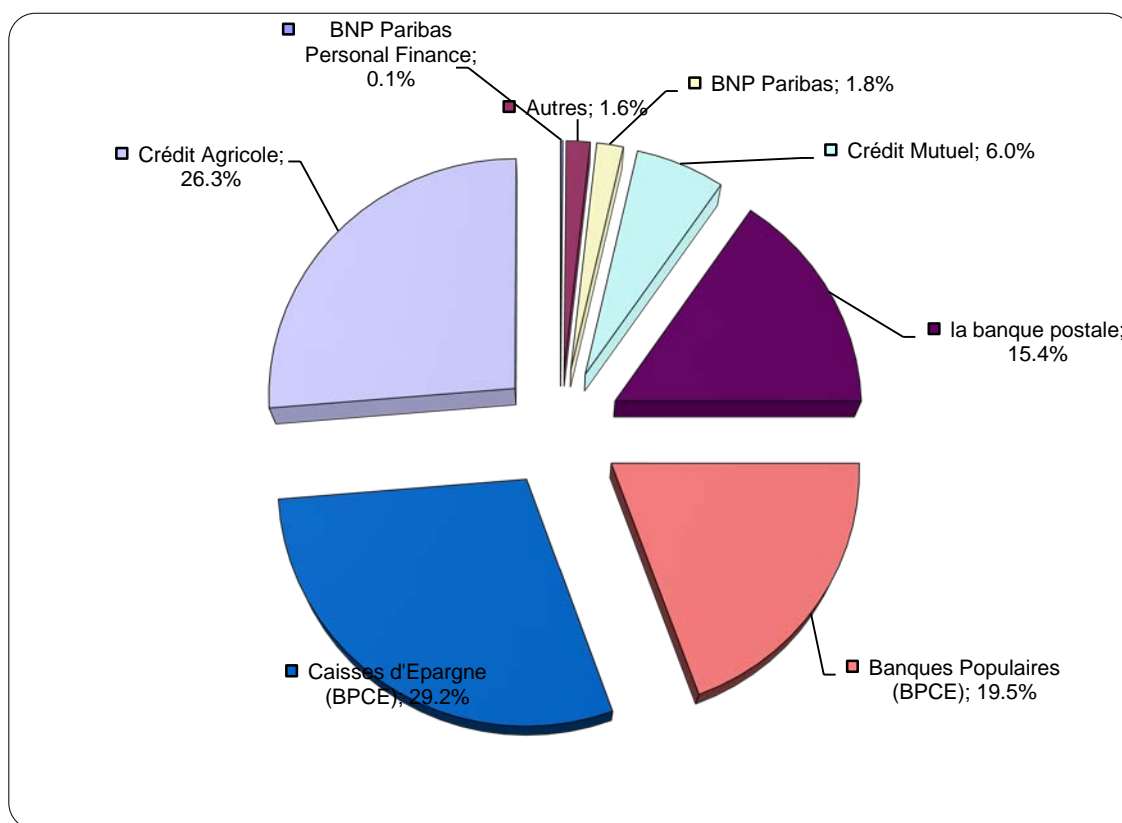
*Champ : PTZ+ émis dans les DOM*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014*

Le montant moyen du PTZ+ DOM, se situe autour de 43 323 € en 2013 contre 52 859 € en 2012 (soit une baisse de 18% par rapport à l'année précédente à périmètre constant). En 2013, on observe une hausse du montant moyen d'opération de 5,5%, pour s'établir à 189 363 €, soit près de 10 000 € de plus que l'année dernière.

En 2013, le groupement des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires reste celui avec les plus fortes parts de marché (respectivement 29,2% et 19,5%), suivi par le Crédit Agricole (26,3%). La Banque Postale gagne 2,5 points de part de marché à 15,4%.

**Figure 26 Parts de marché des établissements émetteurs de PTZ+ DOM en 2013**



*Champ : PTZ+ émis dans les DOM*

*Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014*

## 2.1 CARACTERISTIQUES DES LOGEMENTS

La part de l'individuel reste relativement stable, avec à 92,9% en 2013 dont 92,8% dans le neuf, contre 92,4% en 2012. Pour les PTZ+ 2012 éligibles à la version 2013, cette part est de 92,7% soit 0,2 point de moins qu'en 2013. Quasiment l'ensemble des opérations financées dans les DOM par un PTZ+ le sont dans le neuf.

**Tableau 14 Structure de répartition des émissions de PTZ+ DOM par type d'opération**

	2012		2012 (éligibles au PTZ+ 2013)		2013	
Individuel Neuf	1334	92.2%	1174	92.5%	922	92.8%
Collectif Neuf	106	7.3%	88	6.9%	70	7.0%
Individuel Ancien	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Collectif Ancien	ns	ns	ns	ns	ns	ns
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1447</b>	<b>100.0%</b>	<b>1269</b>	<b>100.0%</b>	<b>994</b>	<b>100.0%</b>

( en euros )	2012 (global)			2012 (éligibles au PTZ+2013)			2013		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	186 696	29.8%	54 096	181 550	30.3%	53 728	190 842	23.6%	43 864
Collectif Neuf	169 100	28.0%	45 933	161 567	28.5%	44 867	172 666	22.0%	37 177
Individuel Ancien	58 621	10.0%	5 862	58 621	10.0%	5 862	72 224	10.0%	7 222
Collectif Ancien	86 294	10.0%	8 629	86 294	10.0%	8 629	111 180	10.0%	11 118
<b>Ensemble DOM</b>	<b>184 866</b>	<b>29.5%</b>	<b>53 273</b>	<b>179 575</b>	<b>30.0%</b>	<b>52 859</b>	<b>189 363</b>	<b>23.4%</b>	<b>43 323</b>

Champ : PTZ+ émis dans les DOM

Source : SGFGAS, déclarations reçues au 31/03/2014

La surface moyenne des logements acquis à l'aide d'un PTZ DOM+ en 2013 évolue peu par rapport à 2012 : 100 m<sup>2</sup> contre 101 m<sup>2</sup> à périmètre constant. Dans le neuf collectif, les appartements comportent 3 pièces en moyenne pour une surface moyenne de 65 m<sup>2</sup>, alors qu'en individuel, la surface moyenne est de 103 m<sup>2</sup> pour 4 pièces.

## 2.2 CARACTERISTIQUES DES MENAGES BENEFICIAIRES

En 2013, la part cumulée des deux premières tranches représente 60,8% des prêts, les tranches 4 et 5 regroupent 25,3% des emprunteurs.

La catégorie d'âge des 25-35 ans reste la plus représentée avec 46,5% de l'ensemble, et progresse de plus de 4 points par rapport à 2012. La part des emprunteurs de moins de 35 ans est

plus importante que celle des 35 ans et plus avec 50,1% des PTZ+ DOM, alors qu'en 2012 à périmètre constant, elle était à 46,3%.

Le nombre de ménages de 1 à 2 personnes est en baisse en 2013 et représente 40% de l'ensemble PTZ+ DOM.

Dans les DOM en 2013, 45,7% des emprunteurs sont des employés, contre 43,4% en 2012 à périmètre constant. Cette hausse se fait au détriment des cadres qui ne représentent plus que 17,8% des emprunteurs de PTZ+ pour seulement 18,4% de ceux du PTZ+2012 éligibles à la version 2013. La part des professions intermédiaires se situe à 24.9% en baisse également.

Les célibataires restent les plus représentés (38,2%), devant les couples mariés (31,4%). Les catégories mariés et vivant maritalement restent majoritaires avec 54%.

60,4% des emprunteurs sont d'anciens locataires du secteur privé, en hausse par rapport à 2012 à périmètre constant, et 32,3% vivaient chez leurs parents.

### **2.3      COMPARAISON ENTRE LES EMPRUNTEURS DANS LES DOM ET EN METROPOLE**

En comparaison avec la métropole, les emprunteurs dans les DOM :

- sont plus représentés dans les tranches de revenus les plus faibles (60,8% pour les deux premières tranches du barème contre 57,7% en Métropole);
- sont moins présents dans les catégories d'âges moins élevées (50,1% des emprunteurs âgés de moins de 35 ans contre 70,8% en France métropolitaine);
- sont relativement plus souvent regroupés en familles (60% de 3 personnes et plus contre 49,8% en Métropole);
- sont plus souvent employés (45,7% contre 35,1% en métropole) et relativement moins souvent ouvriers (7,3% contre 21,6% en métropole);
- sont un pl us souvent célibataires (38,2% contre seulement 30,9% en France métropolitaine) avec une part relativement plus importante des couples mariés par rapport au concubinage (avec un écart entre ces deux statuts de 8,8 points au profit des mariés contre 7,2 points au profit du concubinage en France métropolitaine);
- vivaient plus, en proportion, chez leurs parents (32,3% contre seulement 13,6% en France métropolitaine).

## **ANNEXES**

[Annexe 1 : Répartition en 2013 des PTZ+ par type d'opération et zone géographique: Effectifs](#)

[Annexe 2 : Répartition en 2013 des PTZ+ par type d'opération et zone géographique: Caractéristiques moyennes](#)

[Annexe 3 : Répartition des émissions de PTZ+ \(2012 et 2013\) par type d'opération et catégorie de commune](#)

[Annexe 4 : Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ+ \(2012 et 2013\) par type d'opération](#)

[Annexe 5 : Répartition des CSP selon le type de commune](#)

[Annexe 6 : Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune](#)

[Annexe 7 : Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune](#)

[Annexe 8 : Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs](#)

[Annexe 9 : Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence](#)

[Annexe 10 : Revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un PTZ+ \(2013 ou 2012\)](#)

[Annexe 11 : Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un PTZ+ en 2013](#)

[Annexe 12 : Comparaison des émissions de PTZ+ \(2013 ou 2012\) par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement](#)

[Annexe 13 : Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération](#)

[Annexe 14 : Répartition des émissions de PTZ+ \(2013 ou 2012\) par tranches du barème et type d'opération](#)

[Annexe 15 : Parts de marché des établissements](#)

[Annexe 16 : Répartition des émissions par taux d'apport personnel des ménages et type d'opération](#)

[Annexe 17 : Caractéristiques des prêts principaux](#)

[Annexe 18 : Composition et répartition des plans de financement accompagnant un PTZ+ en 2013](#)

[Annexe 19 : Composition et répartition des plans de financement accompagnant un PTZ+ en 2012](#)

[Annexe 20 : Répartition des PTZ+ émis en 2013 par région et département et par type d'opération](#)

[Annexe 23 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en Province](#)

[Annexe 24 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en Ile de France](#)

[Annexe 25 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en France Métropolitaine](#)

[Annexe 26 : Principales caractéristiques des PTZ+ émis dans les DOM](#)

[Annexe 27 : Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+DOM selon l'âge de l'emprunteur](#)

[Annexe 28 : Parts de marché des établissements émetteurs de PTZ+ \(2013 et 2012\) DOM](#)

## Annexe 1-1 : Répartition en 2013 des PTZ+ par type d'opération et zone géographique (effectifs)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

2013	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble		
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne
Neuf (hors construction) - individuel	1 274	11,5%	31,4%	1 700	15,1%	41,9%	662	10,8%	16,3%	421	2,9%	10,4%	4 057	9,4%	100,0%
Neuf (hors construction) - collectif	8 569	77,1%	53,8%	6 024	53,5%	37,9%	1 020	16,6%	6,4%	302	2,1%	1,9%	15 915	37,0%	100,0%
Construction (avec terrain) - individuel	1 126	10,1%	5,4%	3 082	27,4%	14,9%	4 092	66,6%	19,8%	12 372	85,7%	59,8%	20 672	48,1%	100,0%
Construction (sans terrain) - individuel	142	1,3%	6,1%	458	4,1%	19,8%	370	6,0%	16,0%	1 343	9,3%	58,1%	2 313	5,4%	100,0%
<b>Neuf Performant</b>	11 016	99,1%	26,0%	10 961	97,3%	25,9%	6 037	98,3%	14,3%	14 313	99,1%	33,8%	42 327	98,5%	100,0%
<b>Neuf Dérogatoire PSLA</b>	95	0,9%	15,1%	303	2,7%	48,1%	107	1,7%	17,0%	125	0,9%	19,8%	630	1,5%	100,0%
<i>Dont remise à neuf au sens de la TVA</i>	24	0,2%	35,3%	23	0,2%	33,8%	9	0,1%	13,2%	12	0,1%	17,6%	68	0,2%	100,0%
<b>Total neuf</b>	11 111	99,6%	25,9%	11 264	99,4%	26,2%	6 144	99,4%	14,3%	14 438	99,6%	33,6%	42 957	99,5%	100,0%
Ancien avec travaux - individuel	0	0,0%	0,0%	5	7,1%	31,3%	3	8,8%	18,8%	8	14,3%	50,0%	16	7,6%	100,0%
Ancien avec travaux - collectif	0	0,0%	0,0%	3	4,3%	60,0%	2	5,9%	40,0%	0	0,0%	0,0%	5	2,4%	100,0%
Ancien sans travaux - individuel	11	22,0%	12,1%	27	38,6%	29,7%	19	55,9%	20,9%	34	60,7%	37,4%	91	43,3%	100,0%
Ancien sans travaux - collectif	39	78,0%	39,8%	35	50,0%	35,7%	10	29,4%	10,2%	14	25,0%	14,3%	98	46,7%	100,0%
<b>Total ancien</b>	50	0,4%	23,8%	70	0,6%	33,3%	34	0,6%	16,2%	56	0,4%	26,7%	210	0,5%	100,0%
<b>Ensemble</b>	11 161	100%	25,9%	11 334	100%	26,3%	6 178	100%	14,3%	14 494	100%	33,6%	43 167	100%	100%

2013	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble		
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne
Neuf Performant	11 016	99,1%	26,0%	10 961	97,3%	25,9%	6 037	98,3%	14,3%	14 313	99,1%	33,8%	42 327	98,5%	100,0%
Neuf Dérogatoire PSLA (1)	95	0,9%	15,1%	303	2,7%	48,1%	107	1,7%	17,0%	125	0,9%	19,8%	630	1,5%	100,0%
<i>Dont remise à neuf au sens de la TVA</i>	24	0,2%	35,3%	23	0,2%	33,8%	9	0,1%	13,2%	12	0,1%	17,6%	68	0,2%	100,0%
<b>Total neuf</b>	11 111	99,6%	25,9%	11 264	99,4%	26,2%	6 144	99,4%	14,3%	14 438	99,6%	33,6%	42 957	99,5%	100,0%
DPE classes A à D (ou Y) (2)	34	68,0%	23,6%	54	77,1%	37,5%	27	79,4%	18,8%	29	51,8%	20,1%	144	68,6%	100,0%
DPE classes E et F	11	22,0%	20,8%	13	18,6%	24,5%	5	14,7%	9,4%	24	42,9%	45,3%	53	25,2%	100,0%
DPE classe G (ou Z) (3)	5	10,0%	38,5%	3	4,3%	23,1%	2	5,9%	15,4%	3	5,4%	23,1%	13	6,2%	100,0%
<b>Total ancien</b>	50	0,4%	23,8%	70	0,6%	33,3%	34	0,6%	16,2%	56	0,4%	26,7%	210	0,5%	100,0%
<b>Ensemble</b>	11 161	100%	25,9%	11 334	100%	26,3%	6 178	100%	14,3%	14 494	100%	33,6%	43 167	100%	100%

(2) La classe Y correspond à un monument historique

(3) La classe Z signifie que le DPE n'a pas été fourni

# Annexe 1-2 : Répartition en 2013 des PTZ+ par type d'opération et zone géographique (caractéristiques moyennes)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

2013	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble			
	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Durée moyenne (en mois)
Neuf (hors construction) - individuel	254 614 €	28,7%	71 904 €	198 401 €	21,9%	42 575 €	174 893 €	15,6%	26 912 €	162 031 €	13,5%	21 517 €	208 196 €	22,1%	47 044 €	256
Neuf (hors construction) - collectif	222 593 €	28,9%	63 155 €	176 192 €	21,4%	36 814 €	146 319 €	14,7%	21 104 €	148 543 €	11,6%	16 792 €	198 591 €	24,8%	49 610 €	264
Construction (avec terrain) - individuel	298 159 €	30,0%	88 696 €	242 597 €	21,8%	51 816 €	194 052 €	16,6%	31 375 €	173 749 €	14,1%	24 056 €	194 597 €	16,6%	33 164 €	233
Construction (sans terrain) - individuel	254 574 €	29,9%	74 665 €	201 673 €	22,9%	44 909 €	172 110 €	16,5%	27 393 €	156 229 €	14,3%	21 596 €	173 666 €	17,3%	30 398 €	226
<b>Neuf Performant</b>	234 642 €	29,0%	67 081 €	199 785 €	21,7%	42 414 €	183 385 €	16,2%	29 110 €	171 521 €	14,1%	23 657 €	196 818 €	20,2%	40 594 €	246
<b>Neuf Dérogatoire PSLA</b>	180 936 €	25,0%	45 126 €	159 303 €	19,8%	31 405 €	146 453 €	13,7%	19 866 €	140 281 €	12,3%	17 228 €	156 609 €	18,0%	28 701 €	248
<i>Dont remise à neuf au sens de la TVA</i>	259 038 €	28,3%	72 096 €	225 181 €	19,7%	43 889 €	157 022 €	17,3%	26 740 €	149 413 €	14,9%	20 727 €	214 078 €	21,5%	47 487 €	254
<b>Total Neuf</b>	234 176 €	29,0%	66 894 €	198 695 €	21,6%	42 118 €	182 742 €	16,1%	28 949 €	171 250 €	14,1%	23 601 €	196 226 €	20,2%	40 419 €	246
Ancien avec travaux - individuel	0 €	0,0%	0 €	127 666 €	9,4%	12 017 €	90 541 €	10,0%	9 054 €	75 046 €	10,0%	7 504 €	94 395 €	9,8%	9 205 €	230
Ancien avec travaux - collectif	0 €	0,0%	0 €	92 884 €	10,0%	9 289 €	77 618 €	10,0%	7 762 €	0 €	0,0%	0 €	86 778 €	10,0%	8 678 €	286
Ancien sans travaux - individuel	160 103 €	9,7%	15 513 €	115 763 €	9,7%	11 025 €	95 660 €	9,8%	9 263 €	90 612 €	9,6%	8 565 €	107 529 €	9,7%	10 281 €	223
Ancien sans travaux - collectif	144 369 €	9,5%	13 608 €	103 289 €	9,7%	9 894 €	97 175 €	10,0%	9 718 €	70 429 €	10,0%	7 013 €	114 319 €	9,7%	10 942 €	235
<b>Total Ancien</b>	147 831 €	9,6%	14 027 €	109 396 €	9,7%	10 456 €	94 593 €	9,9%	9 290 €	83 342 €	9,8%	8 026 €	109 203 €	9,7%	10 469 €	231
<b>Ensemble</b>	233 784 €	29%	66 657 €	198 142 €	22%	41 922 €	182 257 €	16%	28 841 €	170 911 €	14%	23 541 €	195 801 €	20%	40 273 €	246

2013	Zone A			Zone B1			Zone B2			Zone C			Ensemble			
	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité du PTZ	Montant moyen PTZ	Durée moyenne (en mois)
Neuf Performant	234 642 €	29,0%	67 081 €	199 785 €	21,7%	42 414 €	183 385 €	16,2%	29 110 €	171 521 €	14,1%	23 657 €	196 818 €	20,2%	40 594 €	246
Neuf Dérogatoire PSLA	180 936 €	25,0%	45 126 €	159 303 €	19,8%	31 405 €	146 453 €	13,7%	19 866 €	140 281 €	12,3%	17 228 €	156 609 €	18,0%	28 701 €	248
<i>Dont remise à neuf au sens de la TVA</i>	259 038 €	28,3%	72 096 €	225 181 €	19,7%	43 889 €	157 022 €	17,3%	26 740 €	149 413 €	14,9%	20 727 €	214 078 €	21,5%	47 487 €	254
<b>Total Neuf</b>	234 176 €	29,0%	66 894 €	198 695 €	21,6%	42 118 €	182 742 €	16,1%	28 949 €	171 250 €	14,1%	23 601 €	196 226 €	20,2%	40 419 €	246
DPE classes A à D (ou Y) (1)	149 833 €	9,5%	14 053 €	108 204 €	9,7%	10 383 €	92 163 €	9,8%	9 003 €	90 457 €	9,6%	8 505 €	111 451 €	9,7%	10 613 €	234
DPE classes E et F	145 211 €	9,6%	13 958 €	107 771 €	9,4%	9 989 €	105 100 €	10,0%	10 510 €	72 705 €	9,9%	7 204 €	99 411 €	9,8%	9 601 €	221
DPE classe G (ou Z) (2)	139 980 €	10,0%	13 998 €	137 882 €	10,0%	13 788 €	101 125 €	10,0%	10 113 €	99 667 €	10,0%	9 967 €	124 215 €	10,0%	12 422 €	233
<b>Total Ancien</b>	147 831 €	9,6%	14 027 €	109 396 €	9,7%	10 456 €	94 593 €	9,9%	9 290 €	83 342 €	9,8%	8 026 €	109 203 €	9,7%	10 469 €	231
<b>Ensemble</b>	233 784 €	29%	66 657 €	198 142 €	22%	41 922 €	182 257 €	16%	28 841 €	170 911 €	14%	23 541 €	195 801 €	20%	40 273 €	246

(1) La classe Y correspond à un monument historique

(2) La classe Z signifie que le DPE n'a pas été fourni



**Annexe 3 : Répartition des émissions de PTZ+ (2013 ou 2012) par type d'opération et catégorie de commune**  
*(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)*

2013	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	10 276	41,4%	38,0%	9 891	87,7%	36,6%	2 162	96,9%	8,0%	547	93,8%	2,0%	252	100,0%	0,9%	866	93,9%	3,2%	77	97,5%	0,3%	1 908	99,4%	7,1%	1 063	98,7%	3,9%	27 042	62,6%
Collectif Neuf	14 395	58,0%	90,4%	1 356	12,0%	8,5%	65	2,9%	0,4%	34	5,8%	0,2%	0	0,0%	0,0%	51	5,5%	0,3%	2	2,5%	0,0%	5	0,3%	0,0%	7	0,6%	0,0%	15 915	36,9%
Individuel Ancien	64	0,3%	59,8%	19	0,2%	17,8%	4	0,2%	3,7%	2	0,3%	1,9%	0	0,0%	0,0%	5	0,5%	4,7%	0	0,0%	0,0%	7	0,4%	6,5%	6	0,6%	5,6%	107	0,2%
Collectif Ancien	95	0,4%	92,2%	6	0,1%	5,8%	1	0,0%	1,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	1	0,1%	1,0%	103	0,2%
Ensemble	24 830	100%	57,5%	11 272	100%	26,1%	2 232	100%	5,2%	583	100%	1,4%	252	100%	0,6%	922	100%	2,1%	79	100%	0,2%	1 920	100%	4,4%	1 077	100%	2,5%	43 167	100%

2012 (éligibles au PTZ+ 2013)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	5 652	31,2%	54,5%	3 111	75,1%	30,0%	527	86,7%	5,1%	171	80,3%	1,6%	45	97,8%	0,4%	223	83,2%	2,2%	14	100,0%	0,1%	431	98,2%	4,2%	195	91,5%	1,9%	10 369	43,0%
Collectif Neuf	12 270	67,6%	91,6%	990	23,9%	7,4%	71	11,7%	0,5%	35	16,4%	0,3%	0	0,0%	0,0%	29	10,8%	0,2%	0	0,0%	0,0%	1	0,2%	0,0%	5	2,3%	0,0%	13 401	55,6%
Individuel Ancien	81	0,4%	47,6%	39	0,9%	22,9%	7	1,2%	4,1%	7	3,3%	4,1%	1	2,2%	0,6%	16	6,0%	9,4%	0	0,0%	0,0%	6	1,4%	3,5%	13	6,1%	7,6%	170	0,7%
Collectif Ancien	140	0,8%	94,0%	5	0,1%	3,4%	3	0,5%	2,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	1	0,2%	0,7%	0	0,0%	0,0%	149	0,6%
Ensemble	18 143	100%	75,3%	4 145	100%	17,2%	608	100%	2,5%	213	100%	0,9%	46	100%	0,2%	268	100%	1,1%	14	100%	0,1%	439	100%	1,8%	213	100%	0,9%	24 089	100%

2012 (global)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Individuel Neuf	17 224	51,9%	28,3%	23 780	211,0%	39,1%	5 549	96,5%	9,1%	1 573	94,5%	2,6%	706	99,7%	1,2%	2 345	95,4%	3,9%	292	98,3%	0,5%	6 158	99,6%	10,1%	3 232	98,1%	5,3%	60 859	76,9%
Collectif Neuf	15 747	47,4%	88,0%	1 717	15,2%	9,6%	192	3,3%	1,1%	83	5,0%	0,5%	0	0,0%	0,0%	93	3,8%	0,5%	5	1,7%	0,0%	11	0,2%	0,1%	47	1,4%	0,3%	17 895	22,6%
Individuel Ancien	88	0,3%	44,4%	44	0,4%	22,2%	7	0,1%	3,5%	8	0,5%	4,0%	2	0,3%	1,0%	21	0,9%	10,6%	0	0,0%	0,0%	13	0,2%	6,6%	15	0,5%	7,6%	198	0,3%
Collectif Ancien	152	0,5%	92,7%	6	0,1%	3,7%	4	0,1%	2,4%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	1	0,0%	0,6%	1	0,0%	0,6%	164	0,2%
Ensemble	33 211	100%	42,0%	25 547	227%	32,3%	5 752	100%	7,3%	1 664	100%	2,1%	708	100%	0,9%	2 459	100%	3,1%	297	100%	0,4%	6 183	100%	7,8%	3 295	100%	4,2%	79 116	100%

Annexe 4 : Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ+ (2013 ou 2012) par type d'opération  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles		
	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ
	Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ	
Individuel Neuf	217 494 €	21,3%	47 552 €	189 340 €	15,3%	29 063 €	176 659 €	14,5%	25 467 €	177 712 €	15,4%	27 156 €	162 601 €	14,9%	23 864 €	169 489 €	15,1%	25 362 €	171 433 €	15,5%	26 965 €	163 256 €	14,7%	23 559 €	160 835 €	15,3%	24 194 €
Collectif Neuf	200 622 €	25,3%	50 985 €	182 048 €	20,3%	37 503 €	154 157 €	14,5%	23 184 €	148 716 €	15,7%	24 305 €	0 €	0,0%	0 €	166 438 €	23,6%	39 965 €	190 500 €	24,7%	47 060 €	162 271 €	14,9%	27 300 €	157 905 €	14,2%	22 557 €
Individuel Ancien	112 866 €	9,8%	10 897 €	110 244 €	9,6%	10 501 €	127 777 €	9,4%	12 084 €	93 918 €	8,1%	6 950 €	0 €	0,0%	0 €	77 172 €	9,5%	6 885 €	0 €	0,0%	0 €	67 307 €	10,0%	6 731 €	70 242 €	10,0%	7 024 €
Collectif Ancien	113 854 €	9,7%	10 885 €	102 255 €	9,9%	10 156 €	61 200 €	10,0%	6 120 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	146 300 €	10,0%	14 630 €
Ensemble	207 042 €	23,6%	49 307 €	188 285 €	15,9%	30 037 €	175 864 €	14,5%	25 368 €	175 730 €	15,4%	26 920 €	162 601 €	14,9%	23 864 €	168 820 €	15,5%	26 070 €	171 915 €	15,8%	27 473 €	162 904 €	14,6%	23 508 €	160 298 €	15,3%	24 079 €

2012 (éligibles au PTZ+ 2013)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles		
	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ
	Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ	
Individuel Neuf	228 903 €	27,5%	63 966 €	211 017 €	21,2%	45 005 €	191 830 €	19,5%	37 185 €	181 693 €	20,1%	36 132 €	177 412 €	18,1%	31 588 €	183 886 €	19,6%	36 121 €	192 225 €	22,8%	44 143 €	174 484 €	19,3%	33 156 €	173 931 €	19,6%	33 588 €
Collectif Neuf	202 777 €	29,9%	60 425 €	183 797 €	25,1%	46 639 €	155 880 €	21,0%	33 735 €	137 341 €	19,6%	27 091 €	0 €	0,0%	0 €	197 888 €	23,9%	48 151 €	0 €	0,0%	0 €	129 000 €	27,0%	34 800 €	140 513 €	19,7%	27 165 €
Individuel Ancien	125 544 €	9,7%	12 097 €	105 551 €	9,9%	10 452 €	78 552 €	10,0%	7 855 €	89 190 €	10,0%	8 919 €	121 300 €	10,0%	12 130 €	70 759 €	10,0%	7 076 €	0 €	0,0%	0 €	63 256 €	10,0%	6 326 €	75 254 €	10,0%	7 525 €
Collectif Ancien	123 932 €	9,7%	11 731 €	97 912 €	10,0%	9 791 €	98 667 €	9,9%	9 733 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	38 000 €	10,0%	3 800 €	0 €	0,0%	0 €
Ensemble	209 916 €	28,9%	60 936 €	203 406 €	22,0%	45 028 €	185 868 €	19,5%	36 309 €	171 365 €	19,7%	33 752 €	176 192 €	17,9%	31 165 €	178 647 €	19,5%	35 688 €	192 225 €	22,8%	44 143 €	172 550 €	19,2%	32 726 €	167 092 €	19,0%	31 847 €

2012 (global)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles		
	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ	Quotité		PTZ
	Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ		Opération	moyenne du PTZ	
Individuel Neuf	203 267 €	19,0%	40 290 €	180 711 €	12,7%	23 180 €	171 951 €	11,9%	20 224 €	168 445 €	12,7%	21 000 €	0 €	0,0%	18 351 €	161 383 €	12,5%	20 050 €	151 371 €	12,9%	19 666 €	155 809 €	12,1%	18 604 €	155 639 €	12,4%	18 858 €
Collectif Neuf	200 716 €	27,6%	55 604 €	179 475 €	20,5%	37 752 €	159 596 €	15,0%	24 290 €	147 363 €	17,3%	25 875 €	0 €	0,0%	0 €	176 253 €	16,7%	30 060 €	164 400 €	16,5%	26 544 €	147 560 €	11,7%	16 222 €	159 319 €	13,3%	19 171 €
Individuel Ancien	125 933 €	9,7%	12 098 €	105 327 €	9,9%	10 397 €	78 552 €	10,0%	7 855 €	87 411 €	10,0%	8 741 €	116 650 €	10,0%	11 615 €	74 453 €	9,8%	7 226 €	0 €	0,0%	0 €	67 849 €	9,7%	6 530 €	72 767 €	10,0%	7 276 €
Collectif Ancien	123 693 €	9,7%	11 622 €	92 468 €	10,0%	9 247 €	92 250 €	9,9%	9 125 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	0 €	0,0%	0 €	38 000 €	10,0%	3 800 €	66 950 €	10,0%	6 695 €
Ensemble	201 484 €	23,0%	47 345 €	180 478 €	13,2%	24 134 €	171 370 €	12,0%	20 337 €	167 004 €	12,9%	21 184 €	154 832 €	12,1%	18 332 €	161 203 €	12,7%	20 319 €	151 590 €	13,0%	19 782 €	155 590 €	12,1%	18 572 €	155 287 €	12,4%	18 806 €

Annexe 5 : Répartition des CSP selon le type de commune  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	29	0,1%	11,0%	72	0,6%	27,3%	26	1,2%	9,8%	11	1,9%	4,2%	5	2,0%	1,9%	6	0,7%	2,3%	1	1,3%	0,4%	50	2,6%	18,9%	64	5,9%	24,2%	264	0,6%
Artisans, commerçants	542	2,2%	54,0%	273	2,4%	27,2%	49	2,2%	4,9%	18	3,1%	1,8%	8	3,2%	0,8%	29	3,1%	2,9%	0	0,0%	0,0%	48	2,5%	4,8%	37	3,4%	3,7%	1 004	2,3%
Cadres	5 045	20,3%	80,4%	898	8,0%	14,3%	117	5,2%	1,9%	39	6,7%	0,6%	7	2,8%	0,1%	55	6,0%	0,9%	4	5,1%	0,1%	69	3,6%	1,1%	38	3,5%	0,6%	6 272	14,5%
Prof. Intermédiaires	6 218	25,0%	60,7%	2 694	23,9%	26,3%	454	20,3%	4,4%	122	20,9%	1,2%	43	17,1%	0,4%	174	18,9%	1,7%	15	19,0%	0,1%	338	17,6%	3,3%	190	17,6%	1,9%	10 248	23,7%
Employés	8 898	35,8%	58,7%	3 978	35,3%	26,2%	686	30,7%	4,5%	204	35,0%	1,3%	85	33,7%	0,6%	346	37,5%	2,3%	38	48,1%	0,3%	585	30,5%	3,9%	346	32,1%	2,3%	15 166	35,1%
Ouvriers	3 626	14,6%	38,9%	3 121	27,7%	33,5%	847	37,9%	9,1%	172	29,5%	1,8%	99	39,3%	1,1%	290	31,5%	3,1%	20	25,3%	0,2%	777	40,5%	8,3%	373	34,6%	4,0%	9 325	21,6%
Retraités	114	0,5%	61,3%	37	0,3%	19,9%	6	0,3%	3,2%	5	0,9%	2,7%	0	0,0%	0,0%	8	0,9%	4,3%	1	1,3%	0,5%	5	0,3%	2,7%	10	0,9%	5,4%	186	0,4%
Inactifs	358	1,4%	51,0%	199	1,8%	28,3%	47	2,1%	6,7%	12	2,1%	1,7%	5	2,0%	0,7%	14	1,5%	2,0%	0	0,0%	0,0%	48	2,5%	6,8%	19	1,8%	2,7%	702	1,6%
Ensemble	24 830	100%	57,5%	11 272	100%	26,1%	2 232	100%	5,2%	583	100%	1,4%	252	100%	0,6%	922	100%	2,1%	79	100%	0,2%	1 920	100%	4,4%	1 077	100%	2,5%	43 167	100%

2012 (éligibles au PTZ+ 2013)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	9	0,0%	13,4%	16	0,4%	23,9%	8	1,3%	11,9%	3	1,4%	4,5%	2	4,3%	3,0%	2	0,7%	3,0%	0	0,0%	0,0%	18	4,1%	26,9%	9	4,2%	13,4%	67	0,3%
Artisans, commerçants	363	2,0%	73,0%	80	1,9%	16,1%	17	2,8%	3,4%	4	1,9%	0,8%	1	2,2%	0,2%	14	5,2%	2,8%	1	7,1%	0,2%	10	2,3%	2,0%	7	3,3%	1,4%	497	2,1%
Cadres	4 053	22,3%	86,3%	505	12,2%	10,7%	54	8,9%	1,1%	20	9,4%	0,4%	5	10,9%	0,1%	17	6,3%		3	21,4%	0,1%	23	5,2%	0,5%	18	8,5%	0,4%	4 698	19,5%
Prof. Intermédiaires	4 426	24,4%	75,3%	1 057	25,5%	18,0%	124	20,4%	2,1%	47	22,1%	0,8%	12	26,1%	0,2%	65	24,3%	1,1%	4	28,6%	0,1%	101	23,0%	1,7%	40	18,8%	0,7%	5 876	24,4%
Employés	6 707	37,0%	76,6%	1 497	36,1%	17,1%	204	33,6%	2,3%	76	35,7%	0,9%	9	19,6%	0,1%	85	31,7%	1,0%	3	21,4%	0,0%	115	26,2%	1,3%	60	28,2%	0,7%	8 756	36,3%
Ouvriers	2 247	12,4%	60,0%	925	22,3%	24,7%	186	30,6%	5,0%	56	26,3%	1,5%	17	37,0%	0,5%	77	28,7%	2,1%	2	14,3%	0,1%	162	36,9%	4,3%	75	35,2%	2,0%	3 747	15,6%
Retraités	97	0,5%	80,8%	10	0,2%	8,3%	3	0,5%	2,5%	3	1,4%	2,5%	0	0,0%	0,0%	3	1,1%	2,5%	0	0,0%	0,0%	3	0,7%	2,5%	1	0,5%	0,8%	120	0,5%
Inactifs	241	1,3%	73,5%	55	1,3%	16,8%	12	2,0%	3,7%	4	1,9%	1,2%	0	0,0%	0,0%	5	1,9%	1,5%	1	7,1%	0,3%	7	1,6%	2,1%	3	1,4%	0,9%	328	1,4%
Ensemble	18 143	100%	75,3%	4 145	100%	17,2%	608	100%	2,5%	213	100%	0,9%	46	100%	0,2%	268	100%	1,1%	14	100%	0,1%	439	100%	1,8%	213	100%	0,9%	24 089	100%

2012 (global)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Agriculteurs	52	0,2%	6,0%	240	0,9%	27,6%	97	1,7%	11,2%	17	1,0%	2,0%	18	2,5%	2,1%	35	1,4%	4,0%	17	5,7%	2,0%	216	3,5%	24,9%	176	5,3%	20,3%	868	1,1%
Artisans, commerçants	869	2,6%	40,4%	651	2,5%	30,3%	152	2,6%	7,1%	51	3,1%	2,4%	19	2,7%	0,9%	101	4,1%	4,7%	10	3,4%	0,5%	173	2,8%	8,1%	123	3,7%	5,7%	2 149	2,7%
Cadres	6 466	19,5%	65,5%	2 228	8,7%	22,6%	368	6,4%	3,7%	144	8,7%	1,5%	38	5,4%	0,4%	154	6,3%	1,6%	11	3,7%	0,1%	292	4,7%	3,0%	175	5,3%	1,8%	9 876	12,5%
Prof. Intermédiaires	8 042	24,2%	44,7%	6 066	23,7%	33,7%	1 207	21,0%	6,7%	344	20,7%	1,9%	140	19,8%	0,8%	426	17,3%	2,4%	58	19,5%	0,3%	1 158	18,7%	6,4%	558	16,9%	3,1%	17 999	22,8%
Employés	11 632	35,0%	44,6%	8 399	32,9%	32,2%	1 740	30,3%	6,7%	553	33,2%	2,1%	207	29,2%	0,8%	798	32,5%	3,1%	97	32,7%	0,4%	1 718	27,8%	6,6%	927	28,1%	3,6%	26 071	33,0%
Ouvriers	5 449	16,4%	26,5%	7 541	29,5%	36,7%	2 070	36,0%	10,1%	503	30,2%	2,4%	269	38,0%	1,3%	877	35,7%	4,3%	99	33,3%	0,5%	2 509	40,6%	12,2%	1 232	37,4%	6,0%	20 549	26,0%
Retraités	210	0,6%	46,4%	91	0,4%	20,1%	25	0,4%	5,5%	24	1,4%	5,3%	7	1,0%	1,5%	25	1,0%	5,5%	1	0,3%	0,2%	32	0,5%	7,1%	38	1,2%	8,4%	453	0,6%
Inactifs	491	1,5%	42,7%	331	1,3%	28,8%	93	1,6%	8,1%	28	1,7%	2,4%	10	1,4%	0,9%	43	1,7%	3,7%	4	1,3%	0,3%	85	1,4%	7,4%	66	2,0%	5,7%	1 151	1,5%
Ensemble	33 211	100%	42,0%	25 547	100%	32,3%	5 752	100%	7,3%	1 664	100%	2,1%	708	100%	0,9%	2 459	100%	3,1%	297	100%	0,4%	6 183	100%	7,8%	3 295	100%	4,2%	79 116	100%

Annexe 6 : Répartition des emprunteurs selon leur situation familiale et le type de commune  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	8 438	34,0%	79,1%	1 442	12,8%	13,5%	209	9,4%	2,0%	75	12,9%	0,7%	28	11,1%	0,3%	141	15,3%	1,3%	8	10,1%	0,1%	200	10,4%	1,9%	130	12,1%	1,2%	10 671	24,7%
2 personnes	6 357	25,6%	57,7%	2 936	26,0%	26,7%	561	25,1%	5,1%	122	20,9%	1,1%	55	21,8%	0,5%	196	21,3%	1,8%	23	29,1%	0,2%	512	26,7%	4,6%	252	23,4%	2,3%	11 014	25,5%
3 personnes	4 627	18,6%	48,4%	2 984	26,5%	31,2%	622	27,9%	6,5%	155	26,6%	1,6%	72	28,6%	0,8%	227	24,6%	2,4%	20	25,3%	0,2%	530	27,6%	5,5%	317	29,4%	3,3%	9 554	22,1%
4 personnes	3 712	14,9%	45,4%	2 677	23,7%	32,8%	560	25,1%	6,9%	160	27,4%	2,0%	67	26,6%	0,8%	256	27,8%	3,1%	18	22,8%	0,2%	462	24,1%	5,7%	261	24,2%	3,2%	8 173	18,9%
5 personnes	1 316	5,3%	45,2%	956	8,5%	32,8%	217	9,7%	7,4%	54	9,3%	1,9%	23	9,1%	0,8%	82	8,9%	2,8%	9	11,4%	0,3%	169	8,8%	5,8%	88	8,2%	3,0%	2 914	6,8%
6 personnes et plus	380	1,5%	45,2%	277	2,5%	32,9%	63	2,8%	7,5%	17	2,9%	2,0%	7	2,8%	0,8%	20	2,2%	2,4%	1	1,3%	0,1%	47	2,4%	5,6%	29	2,7%	3,4%	841	1,9%
Ensemble	24 830	100%	57,5%	11 272	100%	26,1%	2 232	100%	5,2%	583	100%	1,4%	252	100%	0,6%	922	100%	2,1%	79	100%	0,2%	1 920	100%	4,4%	1 077	100%	2,5%	43 167	100%

2012 (éligibles au PTZ+2013)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	6 784	37,4%	88,4%	682	16,5%	8,9%	78	12,8%	1,0%	45	21,1%	0,6%	5	10,9%	0,1%	32	11,9%	0,4%	0	0,0%	0,0%	35	8,0%	0,5%	17	8,0%	0,2%	7 678	31,9%
2 personnes	4 866	26,8%	77,5%	1 004	24,2%	16,0%	145	23,8%	2,3%	45	21,1%	0,7%	11	23,9%	0,2%	53	19,8%	0,8%	2	14,3%	0,0%	109	24,8%	1,7%	47	22,1%	0,7%	6 282	26,1%
3 personnes	3 115	17,2%	68,8%	975	23,5%	21,5%	142	23,4%	3,1%	42	19,7%	0,9%	13	28,3%	0,3%	71	26,5%	1,6%	4	28,6%	0,1%	113	25,7%	2,5%	52	24,4%	1,1%	4 527	18,8%
4 personnes	2 314	12,8%	62,0%	948	22,9%	25,4%	159	26,2%	4,3%	47	22,1%	1,3%	13	28,3%	0,3%	63	23,5%	1,7%	6	42,9%	0,2%	119	27,1%	3,2%	65	30,5%	1,7%	3 734	15,5%
5 personnes	866	4,8%	58,2%	419	10,1%	28,2%	62	10,2%	4,2%	27	12,7%	1,8%	4	8,7%	0,3%	39	14,6%		1	7,1%	0,1%	48	10,9%	3,2%	22	10,3%	1,5%	1 488	6,2%
6 personnes et plus	198	1,1%	52,1%	117	2,8%	30,8%	22	3,6%	5,8%	7	3,3%	1,8%	0	0,0%	0,0%	10	3,7%	2,6%	1	7,1%	0,3%	15	3,4%	3,9%	10	4,7%	2,6%	380	1,6%
Ensemble	18 143	100%	75,3%	4 145	100%	17,2%	608	100%	2,5%	213	100%	0,9%	46	100%	0,2%	268	100%	1,1%	14	100%	0,1%	439	100%	1,8%	213	100%	0,9%	24 089	100%

2012 (global)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Isolé	9 837	29,6%	62,9%	3 048	11,9%	19,5%	663	11,5%	4,2%	264	15,9%	1,7%	91	12,9%	0,6%	393	16,0%	2,5%	39	13,1%	0,2%	845	13,7%	5,4%	470	14,3%	3,0%	15 650	19,8%
2 personnes	9 328	28,1%	39,1%	8 307	32,5%	34,8%	1 853	32,2%	7,8%	458	27,5%	1,9%	218	30,8%	0,9%	689	28,0%	2,9%	93	31,3%	0,4%	1 978	32,0%	8,3%	954	29,0%	4,0%	23 878	30,2%
3 personnes	6 808	20,5%	34,5%	7 186	28,1%	36,4%	1 612	28,0%	8,2%	448	26,9%	2,3%	212	29,9%	1,1%	675	27,5%	3,4%	80	26,9%	0,4%	1 736	28,1%	8,8%	964	29,3%	4,9%	19 721	24,9%
4 personnes	5 010	15,1%	35,7%	5 029	19,7%	35,8%	1 140	19,8%	8,1%	332	20,0%	2,4%	144	20,3%	1,0%	474	19,3%	3,4%	65	21,9%	0,5%	1 161	18,8%	8,3%	678	20,6%	4,8%	14 033	17,7%
5 personnes	1 795	5,4%	38,5%	1 558	6,1%	33,4%	386	6,7%	8,3%	131	7,9%	2,8%	37	5,2%	0,8%	185	7,5%	4,0%	15	5,1%	0,3%	378	6,1%	8,1%	180	5,5%	3,9%	4 665	5,9%
6 personnes et plus	433	1,3%	37,0%	419	1,6%	35,8%	98	1,7%	8,4%	31	1,9%	2,7%	6	0,8%	0,5%	43	1,7%	3,7%	5	1,7%	0,4%	85	1,4%	7,3%	49	1,5%	4,2%	1 169	1,5%
Ensemble	33 211	100%	42,0%	25 547	100%	32,3%	5 752	100%	7,3%	1 664	100%	2,1%	708	100%	0,9%	2 459	100%	3,1%	297	100%	0,4%	6 183	100%	7,8%	3 295	100%	4,2%	79 116	100%

**Annexe 7 : Répartition des emprunteurs selon leur revenu mensuel N et le type de commune**

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	8 587	34,7%	64,4%	2 679	23,8%	20,1%	601	26,9%	4,5%	174	29,9%	1,3%	72	28,8%	0,5%	301	32,6%	2,3%	15	19,0%	0,1%	567	29,5%	4,3%	341	31,7%	2,6%	13 337	31,0%
2 - 3 SMIC	9 135	36,9%	48,1%	5 955	52,9%	31,3%	1 233	55,2%	6,5%	291	50,0%	1,5%	148	59,2%	0,8%	505	54,8%	2,7%	49	62,0%	0,3%	1 109	57,8%	5,8%	581	54,0%	3,1%	19 006	44,1%
3 - 4 SMIC	5 168	20,9%	61,9%	2 255	20,0%	27,0%	353	15,8%	4,2%	96	16,5%	1,1%	29	11,6%	0,3%	102	11,1%	1,2%	11	13,9%	0,1%	214	11,1%	2,6%	127	11,8%	1,5%	8 355	19,4%
4 - 5 SMIC	1 419	5,7%	77,5%	295	2,6%	16,1%	37	1,7%	2,0%	18	3,1%	1,0%	1	0,4%	0,1%	14	1,5%	0,8%	4	5,1%	0,2%	24	1,3%	1,3%	20	1,9%	1,1%	1 832	4,3%
Au moins 5 SMIC	447	1,8%	82,0%	74	0,7%	13,6%	8	0,4%	1,5%	3	0,5%	0,6%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	6	0,3%	1,1%	7	0,7%	1,3%	545	1,3%
Effectif exploité	24 756	100,0%	57%	11 258	100,0%	26%	2 232	100,0%	5%	582	100,0%	1%	250	100,0%	1%	922	100,0%	2%	79	100,0%	0%	1 920	100,0%	4%	1 076	100,0%	2%	43 075	100%
Effectif non exploitable (*)	74	0%	80,4%	14	0%	15,2%	0	0%	0,0%	1	0%	1,1%	2	1%	2,2%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	1	0%	1,1%	92	0%

2012 (éligibles PTZ+2013)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	6 214	34,4%	81,6%	900	21,8%	11,8%	167	27,5%	2,2%	82	38,5%	1,1%	9	19,6%	0,1%	79	29,5%	1,0%	2	14,3%	0,0%	114	26,0%	1,5%	51	24,1%	0,7%	7 618	31,8%
2 - 3 SMIC	6 079	33,6%	68,6%	1 851	44,9%	20,9%	311	51,2%	3,5%	83	39,0%	0,9%	30	65,2%	0,3%	125	46,6%	1,4%	10	71,4%	0,1%	243	55,5%	2,7%	125	59,0%	1,4%	8 857	36,9%
3 - 4 SMIC	4 083	22,6%	74,2%	1 102	26,7%	20,0%	114	18,8%	2,1%	41	19,2%	0,7%	7	15,2%	0,1%	53	19,8%	1,0%	1	7,1%	0,0%	69	15,8%	1,3%	31	14,6%	0,6%	5 501	22,9%
4 - 5 SMIC	1 247	6,9%	83,2%	213	5,2%	14,2%	13	2,1%	0,9%	6	2,8%	0,4%	0	0,0%	0,0%	7	2,6%	0,5%	0	0,0%	0,0%	8	1,8%	0,5%	5	2,4%	0,3%	1 499	6,2%
Au moins 5 SMIC	443	2,5%	86,0%	60	1,5%	11,7%	2	0,3%	0,4%	1	0,5%	0,2%	0	0,0%	0,0%	4	1,5%		1	7,1%	0,2%	4	0,9%	0,8%	0	0,0%	0,0%	515	2,1%
Effectif exploité	18 066	100,0%	75%	4 126	100,0%	17%	607	100,0%	3%	213	100,0%	1%	46	100,0%	0%	268	100,0%	1%	14	100,0%	0%	438	100,0%	2%	212	100,0%	1%	23 990	100%
Effectif non exploitable (*)	77	0%	77,8%	19	0%	19,2%	1	0%	1,0%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	1	0%	1,0%	1	0%	1,0%	99	0%

2012 (global)	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées			Communes isolées hors influence des pôles			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
Moins de 2 SMIC	9 881	29,9%	49,8%	4 816	18,9%	24,3%	1 270	22,1%	6,4%	444	26,7%	2,2%	162	22,9%	0,8%	691	28,1%	3,5%	81	27,3%	0,4%	1 582	25,6%	8,0%	901	27,4%	4,5%	19 828	25,1%
2 - 3 SMIC	12 396	37,5%	33,7%	13 483	52,9%	36,6%	3 095	53,9%	8,4%	828	49,8%	2,2%	428	60,5%	1,2%	1 256	51,1%	3,4%	165	55,6%	0,4%	3 445	55,8%	9,4%	1 742	52,9%	4,7%	36 838	46,7%
3 - 4 SMIC	7 712	23,3%	44,4%	6 050	23,7%	34,9%	1 156	20,1%	6,7%	320	19,2%	1,8%	111	15,7%	0,6%	436	17,8%	2,5%	45	15,2%	0,3%	1 010	16,4%	5,8%	515	15,6%	3,0%	17 355	22,0%
4 - 5 SMIC	2 179	6,6%	61,6%	869	3,4%	24,5%	184	3,2%	5,2%	50	3,0%	1,4%	5	0,7%	0,1%	47	1,9%	1,3%	3	1,0%	0,1%	105	1,7%	3,0%	98	3,0%	2,8%	3 540	4,5%
Au moins 5 SMIC	863	2,6%	66,3%	274	1,1%	21,1%	42	0,7%	3,2%	22	1,3%	1,7%	2	0,3%	0,2%	26	1,1%	2,0%	3	1,0%	0,2%	34	0,6%	2,6%	35	1,1%	2,7%	1 301	1,6%
Effectif exploité	33 031	100,0%	42%	25 492	100,0%	32%	5 747	100,0%	7%	1 664	100,0%	2%	708	100,0%	1%	2 456	100,0%	3%	297	100,0%	0%	6 176	100,0%	8%	3 291	100,0%	4%	78 862	100%
Effectif non exploitable (*)	180	1%	70,9%	55	0%	21,7%	5	0%	2,0%	0	0%	0,0%	0	0%	0,0%	3	0%	1,2%	0	0%	0,0%	7	0%	2,8%	4	0%	1,6%	254	0%

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

**Annexe 8 : Répartition des émissions selon les caractéristiques socio-démographiques des emprunteurs**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

**Age de l'emprunteur**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
âge <=25	12 372	15,6%	3 906	16,2%	7 240	16,8%
25< âge <=35	44 236	55,9%	12 955	53,8%	23 309	54,0%
35< âge <=45	16 201	20,5%	5 067	21,0%	9 360	21,7%
45< âge <=65	6 216	7,9%	2 130	8,8%	3 214	7,4%
65> âge	91	0,1%	31	0,1%	44	0,1%
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>100%</b>	<b>24 089</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

**Statut matrimonial de l'emprunteur**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Marié	22 736	28,7%	6 599	27,4%	12 277	28,4%
Vivant maritalement	31 971	40,4%	6 881	28,6%	15 348	35,6%
Veuf	220	0,3%	83	0,3%	118	0,3%
Divorcé ou séparé	3 586	4,5%	1 246	5,2%	2 091	4,8%
Célibataire	20 603	26,0%	9 280	38,5%	13 333	30,9%
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>100%</b>	<b>24 089</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

**Ancien statut d'occupation de l'emprunteur**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Locataire HLM	2 376	3,0%	901	3,7%	1 430	3,3%
Autre locataire	64 800	81,9%	18 999	78,9%	34 956	81,0%
Vivait chez ses parents / Hébergé à titre gratuit	9 423	11,9%	3 423	14,2%	5 884	13,6%
Autres statuts	2 517	3,2%	766	3,2%	897	2,1%
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>100%</b>	<b>24 089</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

**CSP de l'emprunteur (\*)**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Agriculteurs	868	1,1%	67	0,3%	264	0,6%
Artisans, commerçants	2 149	2,7%	497	2,1%	1 004	2,3%
Cadres	9 876	12,5%	4 698	19,5%	6 272	14,5%
Prof. Intermédiaires	17 999	22,8%	5 876	24,4%	10 248	23,7%
Employés	26 071	33,0%	8 756	36,3%	15 166	35,1%
Ouvriers	20 549	26,0%	3 747	15,6%	9 325	21,6%
Retraités	453	0,6%	120	0,5%	186	0,4%
Inactifs	1 151	1,5%	328	1,4%	702	1,6%
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>100%</b>	<b>24 089</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

(\*) Plus de détails relatifs à la CSP à l'annexe 5

**Annexe 9: Revenu mensuel moyen de l'année N selon la tranche de revenu de l'année de référence**  
*(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)*

**Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche du barème PTZ+**

	2013		Revenu mensuel moyen N-2
	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	
Tranche 1	2 564	24,2%	2 064
Tranche 2	2 850	21,8%	2 340
Tranche 3	2 969	17,4%	2 528
Tranche 4	3 057	15,8%	2 640
Tranche 5	3 092	13,6%	2 722
<b>Ensemble</b>	<b>2804</b>	<b>19,6%</b>	<b>2346</b>

**Evolution du revenu mensuel moyen entre l'année de référence et l'année N par tranche du barème NPTZ**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2	Revenu mensuel moyen N	Evolution par rapport à N-2
Tranche 1	2 566	28,1%	2 616	24,5%	2 564	24,2%
Tranche 2	2 793	24,8%	3 016	20,0%	2 850	21,8%
Tranche 3	2 912	19,1%	3 121	15,5%	2 969	17,4%
Tranche 4	2 965	17,2%	3 215	13,9%	3 057	15,8%
Tranche 5	2 979	14,1%	3 334	12,8%	3 092	13,6%
<b>Ensemble</b>	<b>2 888</b>	<b>17,6%</b>	<b>2 878</b>	<b>19,6%</b>	<b>2 804</b>	<b>19,6%</b>

-2,9%

## Annexe 10 : Revenus mensuels de l'année N des ménages bénéficiaires d'un PTZ+ (2013 ou 2012)

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

Evolution du SMIC mensuel net pour 151.67h de travail (35h/semaine)

SMIC en 2013 : 1120.43 €

SMIC en 2012 : 1107.35 €

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013 (global)	
Revenu mensuel <1 SMIC	357	0,5%	154	0,6%	192	0,4%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	7 996	10,1%	3 089	12,9%	5 493	12,8%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	11 475	14,6%	4 375	18,2%	7 652	17,8%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	16 314	20,7%	4 078	17,0%	9 107	21,1%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	20 524	26,0%	4 779	19,9%	9 899	23,0%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	11 966	15,2%	3 559	14,8%	5 672	13,2%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	5 389	6,8%	1 942	8,1%	2 683	6,2%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	2 406	3,1%	1 009	4,2%	1 251	2,9%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	1 134	1,4%	490	2,0%	581	1,3%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	668	0,8%	265	1,1%	284	0,7%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	633	0,8%	250	1,0%	261	0,6%
<b>Effectif exploité</b>	<b>78 862</b>	<b>99,7%</b>	<b>23 990</b>	<b>99,6%</b>	<b>43 075</b>	<b>99,8%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>254</b>	<b>0,3%</b>	<b>99</b>	<b>0,4%</b>	<b>92</b>	<b>0,2%</b>

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de référence de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.



## Annexe 11 : Revenu mensuel de l'année N des ménages bénéficiaires d'un PTZ+ en 2013

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

(SMIC en 2013 : 1120,43 € nets)

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf Performant		Neuf Dérogatoire PSLA		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	0	0,0%	2	1,0%	185	96,4%	5	2,6%	192	100,0%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	6	0,1%	47	0,9%	5 327	97,0%	113	2,1%	5 493	100,0%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	3	0,0%	44	0,6%	7 465	97,6%	140	1,8%	7 652	100,0%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	4	0,0%	40	0,4%	8 936	98,1%	127	1,4%	9 107	100,0%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	7	0,1%	27	0,3%	9 711	98,1%	154	1,6%	9 899	100,0%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	0	0,0%	14	0,2%	5 601	98,7%	57	1,0%	5 672	100,0%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	1	0,0%	10	0,4%	2 649	98,7%	23	0,9%	2 683	100,0%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	0	0,0%	4	0,3%	1 238	99,0%	9	0,7%	1 251	100,0%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	0	0,0%	1	0,2%	579	99,7%	1	0,2%	581	100,0%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	0	0,0%	0	0,0%	283	99,6%	1	0,4%	284	100,0%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	0	0,0%	0	0,0%	261	100,0%	0	0,0%	261	100,0%
<b>Effectif exploité</b>	<b>21</b>	<b>0,0%</b>	<b>189</b>	<b>0,4%</b>	<b>42 235</b>	<b>98,0%</b>	<b>630</b>	<b>1,5%</b>	<b>43 075</b>	<b>100,0%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>92</b>	<b>100,0%</b>	<b>0</b>	<b>0,0%</b>	<b>92</b>	<b>100,0%</b>

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf Performant		Neuf Dérogatoire PSLA		Ensemble	
	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes	% colonne	Nombre moyen de personnes
Revenu mensuel <1 SMIC	0,0%	-	1,1%	1,0	0,4%	1,3	0,8%	1,6	0,4%	1,5
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	28,6%	1,5	24,9%	1,9	12,6%	1,3	17,9%	1,8	12,8%	1,6
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	14,3%	2,5	23,3%	2,1	17,7%	1,6	22,2%	2,3	17,8%	2,0
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	19,0%	2,5	21,2%	2,9	21,2%	2,3	20,2%	2,8	21,1%	2,7
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	33,3%	3,1	14,3%	3,5	23,0%	2,7	24,4%	2,9	23,0%	2,9
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	0,0%	5,0	7,4%	3,4	13,3%	2,9	9,0%	3,1	13,2%	3,0
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	4,8%	3,0	5,3%	3,8	6,3%	3,1	3,7%	3,3	6,2%	3,2
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	0,0%	-	2,1%	3,8	2,9%	3,2	1,4%	3,5	2,9%	3,3
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	0,0%	-	0,5%	3,7	1,4%	3,1	0,2%	3,6	1,3%	3,3
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	0,0%	-	0,0%	2,7	0,7%	3,3	0,2%	3,5	0,7%	3,4
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	0,0%	-	0,0%	4,0	0,6%	3,3	0,0%	3,6	0,6%	3,5
<b>Effectif exploité</b>	<b>100%</b>	<b>2,5</b>	<b>100%</b>	<b>2,8</b>	<b>100%</b>	<b>2,4</b>	<b>100%</b>	<b>2,8</b>	<b>100%</b>	<b>2,6</b>

### Montant moyen d'opération (en €) / Quotité moyenne du PTZ

	Acquisition amélioration		Acquisition seule		Neuf Performant		Neuf Dérogatoire PSLA		Ensemble	
Revenu mensuel <1 SMIC	0	0,0%	55 804	9,9%	154 879	19,1%	113 219	11,6%	152 762	18,8%
1 SMIC <= revenu mensuel <1.5 SMIC	67 152	10,0%	74 712	9,8%	145 093	20,3%	130 261	15,7%	144 101	20,1%
1.5 SMIC <= revenu mensuel < 2 SMIC	96 142	9,0%	101 191	9,6%	166 563	21,1%	143 187	17,6%	165 732	21,0%
2 SMIC <= revenu mensuel < 2.5 SMIC	74 863	10,0%	123 978	9,5%	182 316	19,2%	160 113	18,0%	181 703	19,1%
2.5 SMIC <= revenu mensuel < 3 SMIC	111 917	10,0%	134 905	9,7%	201 975	19,1%	165 691	18,7%	201 163	19,1%
3 SMIC <= revenu mensuel < 3.5 SMIC	0	0,0%	140 537	9,7%	230 780	20,7%	186 249	20,4%	230 109	20,7%
3.5 SMIC <= revenu mensuel < 4 SMIC	170 000	10,0%	150 843	9,6%	257 880	22,0%	192 806	22,0%	256 885	22,0%
4 SMIC <= revenu mensuel < 4.5 SMIC	0	0,0%	159 558	10,0%	284 921	22,7%	219 088	22,6%	284 031	22,7%
4.5 SMIC <= revenu mensuel < 5 SMIC	0	0,0%	197 107	10,0%	307 052	22,9%	311 063	26,0%	306 863	22,9%
5 SMIC <= revenu mensuel < 5.5 SMIC	0	0,0%	0	0,0%	322 501	22,5%	147 368	14,0%	321 809	22,4%
Revenu mensuel >= 5.5 SMIC	0	0,0%	0	0,0%	325 775	23,2%	0	0,0%	325 775	23,2%
<b>Montant moyen sur l'effectif exploité</b>	<b>92 581</b>	<b>9,9%</b>	<b>111 050</b>	<b>9,7%</b>	<b>196 597</b>	<b>20,2%</b>	<b>156 609</b>	<b>18,0%</b>	<b>195 583</b>	<b>20,1%</b>

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de référence de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

# Annexe 12 : Comparaison des émissions de PTZ+ (2013 ou 2012) par catégorie de commune de l'ancien et du futur logement

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)																								Ensemble				
		Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées				Communes isolées hors influence des pôles			
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		Effectif	% colonne	% ligne	
Catégorie de commune de l'ancien logement	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	21 859	96,3%	84,2%	3 520	37,2%	13,6%	323	19,0%	1,2%	52	10,0%	0,2%	5	2,6%	0,0%	63	8,3%	0,2%	0	0,0%	0,0%	98	6,7%	0,4%	34	3,7%	0,1%	25 954	68,7%
	Couronnes des grands pôles urbains	732	3,2%	10,6%	5 862	61,9%	84,9%	178	10,5%	2,6%	12	2,3%	0,2%	1	0,5%	0,0%	31	4,1%	0,4%	0	0,0%	0,0%	73	5,0%	1,1%	16	1,8%	0,2%	6 905	18,3%
	Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	50	0,2%	3,9%	37	0,4%	2,9%	1 162	68,4%	91,3%	3	0,6%	0,2%	0	0,0%	0,0%	7	0,9%	0,5%	0	0,0%	0,0%	11	0,8%	0,9%	3	0,3%	0,2%	1 273	3,4%
	Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	27	0,1%	5,1%	14	0,1%	2,6%	10	0,6%	1,9%	447	85,8%	83,9%	4	2,1%	0,8%	12	1,6%	2,3%	0	0,0%	0,0%	18	1,2%	3,4%	1	0,1%	0,2%	533	1,4%
	Couronnes des moyens pôles	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	1	0,2%	0,6%	177	92,7%	99,4%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	178	0,5%
	Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	9	0,0%	1,3%	6	0,1%	0,9%	8	0,5%	1,2%	2	0,4%	0,3%	1	0,5%	0,1%	618	81,9%	92,1%	0	0,0%	0,0%	20	1,4%	3,0%	7	0,8%	1,0%	671	1,8%
	Couronnes des petits pôles	1	0,0%	1,4%	1	0,0%	1,4%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	67	98,5%	97,1%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	69	0,2%
	Autres communes multipolarisées	7	0,0%	0,5%	17	0,2%	1,3%	8	0,5%	0,6%	3	0,6%	0,2%	1	0,5%	0,1%	11	1,5%	0,9%	0	0,0%	0,0%	1 225	83,9%	95,9%	5	0,6%	0,4%	1 277	3,4%
	Communes isolées hors influence des pôles	25	0,1%	2,7%	14	0,1%	1,5%	11	0,6%	1,2%	1	0,2%	0,1%	2	1,0%	0,2%	13	1,7%	1,4%	1	1,5%	0,1%	15	1,0%	1,6%	843	92,7%	91,1%	925	2,4%
	Ensemble renseigné	22 710	100%	60%	9 471	100%	25%	1 700	100%	4%	521	100%	1%	191	100%	1%	755	100%	2%	68	100%	0%	1 460	100%	4%	909	100%	2%	37 785	100%

2012 (éligibles PTZ+ 2013)		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)																								Ensemble				
		Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées					Communes isolées hors influence des pôles		
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne			Effectif	% colonne	% ligne
Catégorie de commune de l'ancien logement	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	16 374	96,8%	91,2%	1 410	38,5%	7,9%	98	19,6%	0,5%	19	10,2%	0,1%	0	0,0%	0,0%	22	9,6%	0,1%	1	8,3%	0,0%	21	5,8%	0,1%	5	2,6%	0,0%	17 950	81,3%
	Couronnes des grands pôles urbains	478	2,8%	17,3%	2 232	60,9%	80,9%	33	6,6%	1,2%	2	1,1%	0,1%	1	2,4%	0,0%	5	2,2%	0,2%	0	0,0%	0,0%	7	1,9%	0,3%	2	1,1%	0,1%	2 760	12,5%
	Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	20	0,1%	5,1%	7	0,2%	1,8%	362	72,5%	91,4%	1	0,5%	0,3%	0	0,0%	0,0%	2	0,9%	0,5%	0	0,0%	0,0%	4	1,1%	1,0%	0	0,0%	0,0%	396	1,8%
	Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	9	0,1%	4,8%	6	0,2%	3,2%	5	1,0%	2,7%	162	86,6%	87,1%	0	0,0%	0,0%	2	0,9%	1,1%	0	0,0%	0,0%	2	0,6%	1,1%	0	0,0%	0,0%	186	0,8%
	Couronnes des moyens pôles	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	39	95,1%	100,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	39	0,2%
	Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	11	0,1%	5,2%	4	0,1%	1,9%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	196	85,2%	92,0%	0	0,0%	0,0%	1	0,3%	0,5%	1	0,5%	0,5%	213	1,0%
	Couronnes des petits pôles	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	11	91,7%	100,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	11	0,0%
	Autres communes multipolarisées	7	0,0%	2,0%	2	0,1%	0,6%	0	0,0%	0,0%	3	1,6%	0,9%	1	2,4%	0,3%	3	1,3%	0,9%	0	0,0%	0,0%	325	90,3%	94,8%	2	1,1%	0,6%	343	1,6%
	Communes isolées hors influence des pôles	12	0,1%	6,2%	2	0,1%	1,0%	1	0,2%	0,5%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	179	94,7%	92,3%	194	0,9%
Ensemble renseigné		16 911	100%	77%	3 663	100%	17%	499	100%	2%	187	100%	1%	41	100%	0%	230	100%	1%	12	100%	0%	360	100%	2%	189	100%	1%	22 092	100%

2012 (global)		Catégorie de commune du futur logement (logement financé)																								Ensemble				
		Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)			Couronnes des grands pôles urbains			Communes multipolarisées des grandes aires urbaines			Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)			Couronnes des moyens pôles			Petits pôles (moins de 5 000 emplois)			Couronnes des petits pôles			Autres communes multipolarisées				Communes isolées hors influence des pôles			
		Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne		Effectif	% colonne	% ligne	
Catégorie de commune de l'ancien logement	Grands pôles urbains (plus de 10 000 emplois)	29 380	96,6%	80,6%	5 938	26,6%	16,3%	626	13,2%	1,7%	114	7,7%	0,3%	6	1,0%	0,0%	140	6,6%	0,4%	3	1,1%	0,0%	198	3,8%	0,5%	60	2,0%	0,2%	36 465	52,0%
	Couronnes des grands pôles urbains	868	2,9%	4,9%	16 254	72,8%	92,2%	281	5,9%	1,6%	24	1,6%	0,1%	5	0,8%	0,0%	54	2,5%	0,3%	0	0,0%	0,0%	118	2,3%	0,7%	21	0,7%	0,1%	17 625	25,1%
	Communes multipolarisées des grandes aires urbaines	56	0,2%	1,4%	59	0,3%	1,5%	3 785	79,9%	95,8%	7	0,5%	0,2%	0	0,0%	0,0%	14	0,7%	0,4%	0	0,0%	0,0%	26	0,5%	0,7%	4	0,1%	0,1%	3 951	5,6%
	Moyens pôles (5 000 à 10 000 emplois)	41	0,1%	2,8%	19	0,1%	1,3%	20	0,4%	1,4%	1 312	88,8%	90,3%	5	0,8%	0,3%	19	0,9%	1,3%	0	0,0%	0,0%	37	0,7%	2,5%	0	0,0%	0,0%	1 453	2,1%
	Couronnes des moyens pôles	1	0,0%	0,2%	1	0,0%	0,2%	0	0,0%	0,0%	3	0,2%	0,5%	590	96,4%	99,2%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	595	0,8%
	Petits pôles (moins de 5 000 emplois)	21	0,1%	1,1%	16	0,1%	0,8%	7	0,1%	0,4%	1	0,1%	0,1%	2	0,3%	0,1%	1 858	87,1%	95,8%	0	0,0%	0,0%	30	0,6%	1,5%	5	0,2%	0,3%	1 940	2,8%
	Couronnes des petits pôles	1	0,0%	0,4%	0	0,0%	0,0%	1	0,0%	0,4%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	255	97,7%	99,2%	0	0,0%	0,0%	0	0,0%	0,0%	257	0,4%
	Autres communes multipolarisées	15	0,0%	0,3%	25	0,1%	0,5%	14	0,3%	0,3%	13	0,9%	0,3%	4	0,7%	0,1%	30	1,4%	0,6%	0	0,0%	0,0%	4 794	91,8%	97,8%	9	0,3%	0,2%	4 904	7,0%
	Communes isolées hors influence des pôles	23	0,1%	0,8%	18	0,1%	0,6%	6	0,1%	0,2%	3	0,2%	0,1%	0	0,0%	0,0%	17	0,8%	0,6%	3	1,1%	0,1%	20	0,4%	0,7%	2 869	96,7%	97,0%	2 959	4,2%
	Ensemble renseigné	30 406	100%	43%	22 330	100%	32%	4 740	100%	7%	1 477	100%	2%	612	100%	1%	2 132	100%	3%	261	100%	0%	5 223	100%	7%	2 968	100%	4%	70 149	100%

## Annexe 13 : Répartition des émissions par catégorie de ménage et type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

	Petit ménage (1 ou 2 personnes)	Famille (au moins 3 personnes)
<b>Revenus modestes</b>	moins de 1.5 SMIC (1)	moins de 2 SMIC
<b>Revenus moyens</b>	de 1.5 à 2 SMIC	de 2 à 2.5 SMIC
<b>Revenus intermédiaires</b>	de 2 à 3 SMIC	de 2.5 à 3.5 SMIC
<b>Revenus aisés</b>	plus de 3 SMIC	plus de 3.5 SMIC

(1) Sur la base d'un SMIC mensuel net pour 151.67h de travail à 1120.43 en 2013, 1107.348 en 2012

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Petit ménage / revenus modestes	6 913	8,8%	2 931	12,2%	4 724	11,0%
Famille / revenus modestes	4 824	6,1%	1 056	4,4%	3 087	7,2%
Petit ménage / revenus moyens	8 091	10,3%	3 631	15,1%	5 526	12,8%
Famille / revenus moyens	8 171	10,4%	1 698	7,1%	4 758	11,0%
Petit ménage / revenus intermédiaires	17 004	21,6%	4 575	19,1%	8 052	18,7%
Famille / revenus intermédiaires	19 184	24,3%	4 704	19,6%	10 048	23,3%
Petit ménage / revenus aisés	7 457	9,5%	2 795	11,7%	3 360	7,8%
Famille / revenus aisés	7 218	9,2%	2 600	10,8%	3 520	8,2%
<b>Effectif exploité</b>	<b>78 862</b>	<b>100%</b>	<b>23 990</b>	<b>100%</b>	<b>43 075</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>254</b>	<b>0%</b>	<b>99</b>	<b>0%</b>	<b>92</b>	<b>0%</b>

2013	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	1 686	6,2%	2 989	18,8%	26	24,3%	23	22,3%	4 724	11,0%
Famille / revenus modestes	2 655	9,8%	410	2,6%	12	11,2%	10	9,7%	3 087	7,2%
Petit ménage / revenus moyens	1 663	6,2%	3 832	24,1%	12	11,2%	19	18,4%	5 526	12,8%
Famille / revenus moyens	4 081	15,1%	651	4,1%	14	13,1%	12	11,7%	4 758	11,0%
Petit ménage / revenus intermédiaires	4 477	16,6%	3 550	22,4%	10	9,3%	15	14,6%	8 052	18,7%
Famille / revenus intermédiaires	8 395	31,1%	1 615	10,2%	25	23,4%	13	12,6%	10 048	23,3%
Petit ménage / revenus aisés	1 513	5,6%	1 840	11,6%	2	1,9%	5	4,9%	3 360	7,8%
Famille / revenus aisés	2 520	9,3%	988	6,2%	6	5,6%	6	5,8%	3 520	8,2%
<b>Effectif exploité</b>	<b>26 990</b>	<b>100%</b>	<b>15 875</b>	<b>100%</b>	<b>107</b>	<b>100%</b>	<b>103</b>	<b>100%</b>	<b>43 075</b>	<b>100%</b>
<b>Effectif non exploitable (*)</b>	<b>52</b>	<b>0%</b>	<b>40</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>92</b>	<b>0%</b>

2013 (en % ligne)	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Petit ménage / revenus modestes	35,7%		63,3%		0,6%		0,5%		100,0%	
Famille / revenus modestes	86,0%		13,3%		0,4%		0,3%		100,0%	
Petit ménage / revenus moyens	30,1%		69,3%		0,2%		0,3%		100,0%	
Famille / revenus moyens	85,8%		13,7%		0,3%		0,3%		100,0%	
Petit ménage / revenus intermédiaires	55,6%		44,1%		0,1%		0,2%		100,0%	
Famille / revenus intermédiaires	83,5%		16,1%		0,2%		0,1%		100,0%	
Petit ménage / revenus aisés	45,0%		54,8%		0,1%		0,1%		100,0%	
Famille / revenus aisés	71,6%		28,1%		0,2%		0,2%		100,0%	
<b>Effectif exploité</b>	<b>62,7%</b>		<b>36,9%</b>		<b>0,2%</b>		<b>0,2%</b>		<b>100,0%</b>	

(\*) L'effectif non exploitable englobe les prêts insuffisamment renseignés ou dont le revenu fiscal de l'année N est égal au revenu fiscal de l'année de référence.

## Annexe 14 : Répartition des émissions de PTZ+ (2013 ou 2012) par tranches du barème et type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

(Tranches du barème PTZ+ 2013 (2) )	Individuel Neuf		Collectif Neuf		Individuel Ancien		Collectif Ancien		Ensemble	
Tranche 1	9 895	36,6%	9 599	60,3%	42	39,3%	54	52,4%	19 590	45,4%
Tranche 2	3 473	12,8%	1 811	11,4%	14	13,1%	11	10,7%	5 309	12,3%
Tranche 3	3 258	12,0%	1 753	11,0%	13	12,1%	13	12,6%	5 037	11,7%
Tranche 4	3 190	11,8%	1 252	7,9%	14	13,1%	11	10,7%	4 467	10,3%
Tranche 5	7 226	26,7%	1 500	9,4%	24	22,4%	14	13,6%	8 764	20,3%
<b>Effectifs</b>	<b>27 042</b>	<b>100%</b>	<b>15 915</b>	<b>100%</b>	<b>107</b>	<b>100%</b>	<b>103</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

Revenu de l'année de référence (tranches du barème PTZ+2013 (2))	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Tranche 1	25 994	32,9%	12 716	52,8%	19 590	45,4%
Tranche 2	7 943	10,0%	2 992	12,4%	5 309	12,3%
Tranche 3	7 515	9,5%	2 951	12,3%	5 037	11,7%
Tranche 4	6 763	8,5%	2 219	9,2%	4 467	10,3%
Tranche 5	14 422	18,2%	3 211	13,3%	8 764	20,3%
Hors tranche PTZ+2013	16 479	20,8%				
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>79%</b>	<b>24 089</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>

(1) Tranches du barème PTZ+ 2012 :

Calculées en fonction du revenu / coefficient familial

Tranches	Neuf				Ancien			
	ZONE A	ZONE B1	ZONE B2	ZONE C	ZONE A	ZONE B1	ZONE B2	ZONE C
Tranche 1	<= 23 000 €	<= 18 000 €	<= 14 000€	<= 11 500€	<= 20 500 €	<= 16 000 €	<= 12 500 €	<= 11 500 €
Tranche 2	<= 25 500 €	<= 19 500 €	<= 15 000€	<= 13 000 €	<= 23 000 €	<= 18 000 €	<= 14 000 €	<= 13 000 €
Tranche 3	<= 28 500 €	<= 21 500€	<= 16 500€	<= 14 000 €	<= 25 500 €	<= 19 500 €	<= 15 000 €	<= 14 000 €
Tranche 4	<= 31 000 €	<= 23 500€	<= 18 000€	<= 15 000 €	<= 28 500 €	<= 21 500 €	<= 16 500 €	<= 15 000 €
Tranche 5	<= 36 000 €	<= 26 000€	<= 20 000€	<= 18 500 €	<= 31 000 €	<= 23 500 €	<= 18 000 €	<= 16 500 €
Tranche 6	<= 43 500 €	<= 30 500 €	<= 26 000 €	<= 26 500 €	<= 43 500 €	<= 30 500 €	<= 26 500 €	<= 26 500 €

(2) Tranches du barème PTZ+ 2013 :

	NEUF				ANCIEN (Vente du parc social à ses occupants)			
	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C
Tranche 1	<= 23 000 €	<= 18 000 €	<= 14 000€	<= 11 500€	<= 20 500 €	<= 16 000 €	<= 12 500 €	<= 11 500 €
Tranche 2	<= 25 500 €	<= 19 500 €	<= 15 000€	<= 13 000 €	<= 23 000 €	<= 18 000 €	<= 14 000 €	<= 13 000 €
Tranche 3	<= 28 500 €	<= 21 500€	<= 16 500€	<= 14 000 €	<= 25 500 €	<= 19 500 €	<= 15 000 €	<= 14 000 €
Tranche 4	<= 31 000 €	<= 23 500€	<= 18 000€	<= 15 000 €	<= 28 500 €	<= 21 500 €	<= 16 500 €	<= 15 000 €
Tranche 5	<= 36 000 €	<= 26 000€	<= 20 000€	<= 18 500 €	<= 36000 €	<= 26000 €	<= 20000 €	<= 18500 €

## Annexe 15 : Parts de marché des établissements

(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

	2012 (global)			2012 (éligibles au PTZ+2013)			2013		
	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%	Effectif	Montant prêté M€	%
Banques Populaires (BPCE)	5 431	181,8	7,0%	1 526	90,9	6,7%	3 361	146,5	8,4%
Caisses d'Epargne (BPCE)	14 891	468,2	18,1%	4 507	240,7	17,8%	7 265	281,1	16,2%
Crédit Foncier	12 822	471,3	18,2%	4 933	291,4	21,5%	9 643	399,0	23,0%
Crédit Immobilier	3 717	104,1	4,0%	694	39,1	2,9%	71	2,6	0,1%
Crédit Agricole	19 109	516,9	20,0%	4 068	204,0	15,1%	9 833	351,3	20,2%
LCL	2 508	136,0	5,3%	1 531	102,0	7,5%	1 497	83,8	4,8%
Crédit Mutuel	9 526	251,4	9,7%	2 159	102,0	7,5%	4 937	165,5	9,5%
CIC	2 202	76,0	2,9%	737	40,9	3,0%	1 600	68,5	3,9%
La Banque Postale	3 985	152,8	5,9%	1 617	93,7	6,9%	2 866	129,1	7,4%
Société Générale	2 272	106,9	4,1%	1 084	71,3	5,3%	954	50,1	2,9%
Crédit du Nord	577	20,8	0,8%	187	10,8	0,8%	184	9,3	0,5%
BNP Paribas	1 487	75,4	2,9%	803	52,4	3,9%	729	41,0	2,4%
BNP Paribas Personal Finance	408	15,5	0,6%	148	8,8	0,7%	139	5,9	0,3%
Autres *	181	9,7	0,4%	95	6,3	0,5%	88	4,9	0,3%
<b>Ensemble</b>	<b>79 116</b>	<b>2 586,8</b>	<b>100%</b>	<b>24 089</b>	<b>1 354,2</b>	<b>100%</b>	<b>43 167</b>	<b>1 738,5</b>	<b>100%</b>

(\*) Autres établissements constitués de :

- de 66 prêts de Banque BCP , 56 prêts de HSBC , 26 prêts de GE Capital Bank , 18 prêts de Banque FINAMA , 15 prêts de Caixa Geral de Depositos, pour les prêts émis en 2012.

- de 45 prêts de Banque BCP , 21 prêts de Caixa Geral de Depositos , 11 prêts de HSBC , 8 prêts de Banque FINAMA , 3 prêts de GE Capital Bank, pour les prêts émis en 2013.

- de 35 prêts de Banque BCP , 33 prêts de HSBC , 14 prêts de GE Capital Bank , 7 prêts de Caixa Geral de Depositos , 6 prêts de Banque FINAMA, pour les prêts émis en 2012 éligibles en 2013.

**Annexe 16 : Répartition des émissions par taux d'apport personnel\* des ménages et type d'opération**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

2013	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf Performant			Neuf Dérogatoire PSLA			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	17	81,0%	0,1%	96	50,8%	0,4%	21 742	51,4%	98,3%	255	40,5%	1,2%	22 110	51,2%
5% <= tx d'apport < 15%	2	9,5%	0,0%	28	14,8%	0,3%	8 397	19,8%	98,1%	135	21,4%	1,6%	8 562	19,8%
15% <= tx d'apport < 25%	0	0,0%	0,0%	17	9,0%	0,3%	4 937	11,7%	98,1%	77	12,2%	1,5%	5 031	11,7%
25% <= tx d'apport < 50%	2	9,5%	0,0%	33	17,5%	0,6%	5 616	13,3%	97,3%	119	18,9%	2,1%	5 770	13,4%
tx d'apport >= 50%	0	0,0%	0,0%	15	7,9%	0,9%	1 635	3,9%	96,5%	44	7,0%	2,6%	1 694	3,9%
Ensemble	21	100,0%	0%	189	100,0%	0%	42 327	100,0%	98%	630	100,0%	1%	43 167	100,0%

2012 (éligibles au PTZ+ 2013)	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf Performant			Neuf Dérogatoire PSLA			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	53	88,3%	0,5%	139	53,7%	1,4%	9 470	40,3%	96,8%	121	41,9%	1,2%	9 783	40,6%
5% <= tx d'apport < 15%	2	3,3%	0,0%	30	11,6%	0,6%	5 320	22,7%	98,4%	57	19,7%	1,1%	5 409	22,5%
15% <= tx d'apport < 25%	3	5,0%	0,1%	20	7,7%	0,6%	3 461	14,7%	98,1%	43	14,9%	1,2%	3 527	14,6%
25% <= tx d'apport < 50%	1	1,7%	0,0%	47	18,1%	1,2%	3 969	16,9%	97,5%	54	18,7%	1,3%	4 071	16,9%
tx d'apport >= 50%	1	1,7%	0,1%	23	8,9%	1,8%	1 261	5,4%	97,1%	14	4,8%	1,1%	1 299	5,4%
Ensemble	60	100,0%	0%	259	100,0%	1%	23 481	100,0%	97%	289	100,0%	1%	24 089	100,0%

2012 (global)	Acquisition amélioration			Acquisition seule			Neuf Performant			Neuf Dérogatoire PSLA			Ensemble	
	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	% colonne	% ligne	Effectif	%
tx d'apport < 5%	61	88,4%	0,1%	155	52,9%	0,4%	10 738	39,7%	26,0%	30 273	58,5%	73,4%	41 227	52,1%
5% <= tx d'apport < 15%	3	4,3%	0,0%	39	13,3%	0,3%	6 023	22,3%	40,6%	8 783	17,0%	59,2%	14 848	18,8%
15% <= tx d'apport < 25%	3	4,3%	0,0%	21	7,2%	0,2%	3 938	14,6%	44,5%	4 888	9,4%	55,2%	8 850	11,2%
25% <= tx d'apport < 50%	1	1,4%	0,0%	51	17,4%	0,5%	4 677	17,3%	44,9%	5 676	11,0%	54,6%	10 405	13,2%
tx d'apport >= 50%	1	1,4%	0,0%	27	9,2%	0,7%	1 646	6,1%	43,5%	2 112	4,1%	55,8%	3 786	4,8%
Ensemble	69	100,0%	0%	293	100,0%	0%	27 022	100,0%	34%	51 732	100,0%	65%	79 116	100,0%

**Annexe 17 : Caractéristiques des prêts principaux**  
(déclarations arrêtées en métropole au 31 mars de l'année N+1)

<u>ANCIEN</u>		2012 (global)	2012 (éligibles au PTZ+2013)	2013
PC	Taux nominal fixe moyen *	3,73	4,00	0,00
	Durée moyenne (en années)	15,6	16,3	18,3
	Montant moyen d'opération	78 500	98 400	78 300
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	0,0%	58,8%	48,2%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	3,81	3,81	3,25
	Durée moyenne (en années)	20,8	20,8	18,7
	Montant moyen d'opération	77 500	77 500	72 800
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération	69,8%	69,8%	67,5%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	4,00	3,99	3,49
	Durée moyenne (en années)	17,8	17,9	17,2
	Montant moyen d'opération	75 300	74 200	65 000
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	68,4%	67,8%	64,8%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	3,95	4,05	3,41
	Durée moyenne (en années)	18,3	18,8	18,0
	Montant moyen d'opération	70 700	72 700	74 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	66,7%	66,0%	68,1%

<u>NEUF</u>		2012 (global)	2012 (éligibles au PTZ+2013)	2013
PC	Taux nominal fixe moyen *	3,65	3,55	3,17
	Durée moyenne (en années)	23,6	23,3	22,7
	Montant moyen d'opération	121 600	119 000	124 800
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	62,8%	49,0%	53,4%
PAS	Taux nominal fixe moyen *	3,68	3,61	3,14
	Durée moyenne (en années)	26,4	26,3	25,2
	Montant moyen d'opération	113 100	107 700	118 200
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	66,4%	55,8%	63,8%
Autre prêt éligible au marché hypothécaire	Taux nominal fixe moyen *	3,62	3,59	3,06
	Durée moyenne (en années)	22,7	22,1	22,6
	Montant moyen d'opération	99 600	91 200	107 900
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	55,6%	43,2%	55,6%
Prêt libre	Taux nominal fixe moyen *	3,65	3,62	3,13
	Durée moyenne (en années)	23,3	22,9	22,4
	Montant moyen d'opération	113 100	104 500	113 700
	Quotité moyenne du prêt principal dans le montant de l'opération (en %)	60,6%	49,0%	56,8%

\* Taux moyens des prêts de 20 ans ; les autres caractéristiques sont calculées sur l'ensemble des prêts.

## Annexe 18-1 : Composition des plans de financement accompagnant un PTZ+ en 2013

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

### Effectifs 2013

Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Autre prêt social	Prêt 1%	Total
<b>Seul</b>	8 939	468	2 704	8 975	10	7	2	21 105
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0	0	88	5 296	3	56	117	5 560
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0	0	2 843	210	6	4	17	3 080
... + 1 ou plusieurs prêts 1%	1 895	116	255	1 255	0	0	4	3 525
... + 1 ou plusieurs PAS	2 107	0	0	0	7	14	35	2 163
... + 1 ou plusieurs PEL	185	12	64	191	4	1	0	457
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	367	40	247	409	0	2	0	1 065
... + 1 ou plusieurs PC	0	129	0	0	2	1	1	133
... + Autres combinaisons	630	58	815	1 218	6	15	19	2 761
<b>Ensemble (1)</b>	<b>14 123</b>	<b>823</b>	<b>7 016</b>	<b>17 554</b>	<b>38</b>	<b>100</b>	<b>195</b>	<b>39 849</b>

Ensemble des PTZ exploité en 2012 (1) :

**43 167**

(1) Les 4 182 PTZ+ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

## Annexe 18-2 : Répartition des plans de financement selon l'opération en 2013 (\*\*)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Autre prêt social	Prêt 1%
<b>Seul</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	20%	0%	10%	25%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	27%	0%	10%	18%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	22%	1%	7%	23%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	22%	2%	3%	16%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	0%	20%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	0%	0%	1%	9%	0%	1%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	0%	0%	0%	13%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	0%	0%	0%	11%	0%	0%	2%
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	15%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	0%	0%	9%	2%	0%	0%	1%
	<i>Neuf Performant</i>	0%	0%	7%	1%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	0%	0%	4%	0%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	4%	1%	2%	2%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	5%	0%	1%	3%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	9%	1%	0%	4%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PAS	<i>Acquisition amélioration</i>	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	4%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	5%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	9%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PEL	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	0%	0%	1%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	1%	0%	0%	1%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	1%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	1%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	2%	0%	0%	1%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PC	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
... + Autres combinaisons	<i>Acquisition amélioration</i>	0%	0%	5%	0%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	2%	0%	0%	2%	0%	2%	0%
	<i>Neuf Performant</i>	2%	0%	2%	3%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	6%	1%	1%	3%	0%	0%	0%
<b>Ensemble</b>	<i>Acquisition amélioration</i>	25%	0%	30%	45%	0%	0%	0%
	<i>Acquisition seule</i>	39%	1%	23%	34%	0%	3%	1%
	<i>Neuf Performant</i>	35%	2%	18%	44%	0%	0%	0%
	<i>Neuf Dérogatoire PSLA</i>	48%	4%	9%	36%	0%	1%	2%

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(\*\*) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)



## Annexe 19-1 : Composition des plans de financement accompagnant un PTZ+ en 2012

(déclarations arrêtées en métropole au 29/03/2013)

Effectifs 2012								
Prêt Principal ...	PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Autre prêt social	Prêt 1%	Total
Seul	12 073	1 661	5 710	16 938	59	24	8	36 473
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	0	0	223	10 789	43	66	62	11 183
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	0	0	5 305	607	18	8	20	5 958
... + 1 ou plusieurs prêts 1%	2 120	310	1 076	2 114	5	0	1	5 626
... + 1 ou plusieurs PAS	2 597	0	0	0	6	8	7	2 618
... + 1 ou plusieurs PEL	301	150	555	857	44	2	2	1 911
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	778	292	351	1 339	1	0	0	2 761
... + 1 ou plusieurs PC	0	684	0	0	6	7	3	700
... + Autres combinaisons	1 144	394	2 756	3 295	43	41	31	7 704
Ensemble (1)	19 013	3 491	15 976	35 939	225	156	134	74 934
Ensemble des PTZ exploité en 2012 (1) :								79 116

Ensemble des PTZ exploité en 2012 (1) :

**79 116**

(1) Les 4 182 PTZ+ non exploités correspondent à des erreurs de déclarations des EC combinant PC-PAS et Prêt libre (ou MH).

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

## Annexe 19-2 : Répartition des plans de financement selon l'opération en 2012 (\*\*)

(déclarations arrêtées en métropole au 30/03/2013)

Prêt Principal ...		PAS	PC	MH (*)	Prêt Libre	PEL	Autre prêt social	Prêt 1%
Seul	Acquisition amélioration	5%	2%	12%	25%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	10%	1%	16%	22%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	16%	2%	8%	26%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	16%	2%	7%	21%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts libres	Acquisition amélioration	0%	0%	2%	20%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	0%	0%	1%	8%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	0%	0%	0%	13%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	0%	0%	0%	15%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts MH (*)	Acquisition amélioration	0%	0%	11%	0%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	0%	0%	6%	4%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	0%	0%	5%	1%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	0%	0%	8%	1%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs prêts 1% (hors Pass-Foncier)	Acquisition amélioration	0%	0%	2%	0%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	2%	0%	2%	5%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	3%	0%	2%	4%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	3%	0%	1%	2%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PAS	Acquisition amélioration	3%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	4%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	3%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	4%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PEL	Acquisition amélioration	2%	0%	2%	2%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	0%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	0%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	0%	0%	1%	1%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs autres prêts sociaux	Acquisition amélioration	0%	0%	0%	5%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	1%	0%	1%	2%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	1%	0%	0%	2%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	1%	0%	0%	2%	0%	0%	0%
... + 1 ou plusieurs PC	Acquisition amélioration	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	Acquisition seule	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
	Neuf Performant	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	0%	1%	0%	0%	0%	0%	0%
... + Autres combinaisons	Acquisition amélioration	0%	2%	5%	2%	0%	2%	2%
	Acquisition seule	2%	1%	2%	5%	0%	0%	1%
	Neuf Performant	1%	0%	3%	4%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	2%	1%	4%	5%	0%	0%	0%
<b>Ensemble</b>	Acquisition amélioration	9%	3%	32%	52%	0%	2%	2%
	Acquisition seule	20%	2%	30%	46%	1%	0%	1%
	Neuf Performant	25%	4%	20%	51%	0%	0%	0%
	Neuf Dérogatoire PSLA	26%	5%	22%	46%	0%	0%	0%

(\*) Autre prêt éligible au marché hypothécaire

(\*\*) Les pourcentages sont issus du rapport du nombre de plans dans l'ensemble plans par opération (la somme des poids par opération est égale à 100%)

## Annexe 20-1 : Répartition géographique des PTZ+ émis en 2013 par type d'opération

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf Performant	dont % effectif Neuf Dérogatoire PSLA
Alsace	Bas-Rhin	19,9	1,1%	604	1,4%	0,0%	0,0%	99,8%	0,2%
	Haut-Rhin	3,9	0,2%	150	0,3%	0,7%	0,0%	99,3%	0,0%
		23,8	1,4%	754	1,7%	0,1%	0,0%	99,7%	0,1%
Aquitaine	Dordogne	5,2	0,3%	216	0,5%	0,0%	0,5%	99,5%	0,0%
	Gironde	42,9	2,5%	1 249	2,9%	0,0%	0,2%	98,6%	1,1%
	Landes	11,7	0,7%	420	1,0%	0,0%	0,0%	99,5%	0,5%
	Lot et Garonne	3,1	0,2%	125	0,3%	0,0%	0,0%	99,2%	0,8%
	Pyrénées Atlantique	21,8	1,3%	667	1,5%	0,1%	0,0%	99,4%	0,4%
		84,7	4,9%	2 677	6,2%	0,0%	0,1%	99,1%	0,7%
Auvergne	Allier	2,3	0,1%	104	0,2%	0,0%	0,0%	99,0%	1,0%
	Cantal	1,5	0,1%	67	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Haute Loire	2,3	0,1%	101	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Puy de Dôme	7,2	0,4%	294	0,7%	0,0%	4,8%	94,6%	0,7%
		13,4	0,8%	566	1,3%	0,0%	2,5%	97,0%	0,5%
Basse Normandie	Calvados	10,2	0,6%	418	1,0%	0,0%	2,2%	96,7%	1,2%
	Manche	7,4	0,4%	300	0,7%	0,0%	0,3%	98,7%	1,0%
	Orne	2,3	0,1%	95	0,2%	0,0%	0,0%	97,9%	2,1%
		19,8	1,1%	813	1,9%	0,0%	1,2%	97,5%	1,2%
Bourgogne	Côte d'Or	5,3	0,3%	225	0,5%	0,4%	0,4%	99,1%	0,0%
	Nièvre	1,0	0,1%	44	0,1%	2,3%	2,3%	95,5%	0,0%
	Saône et Loire	5,8	0,3%	241	0,6%	0,0%	0,4%	99,6%	0,0%
	Yonne	2,6	0,1%	108	0,3%	0,0%	0,9%	99,1%	0,0%
		14,6	0,8%	618	1,4%	0,3%	0,6%	99,0%	0,0%
Bretagne	Côtes d'Armor	10,6	0,6%	439	1,0%	0,0%	0,0%	99,3%	0,7%
	Finistère	12,8	0,7%	524	1,2%	0,4%	0,2%	92,4%	7,1%
	Ille et Vilaine	43,7	2,5%	1 319	3,1%	0,1%	0,3%	96,6%	3,0%
	Morbihan	15,8	0,9%	610	1,4%	0,2%	0,0%	98,2%	1,6%
		82,9	4,8%	2 892	6,7%	0,1%	0,2%	96,6%	3,1%
Centre	Cher	3,6	0,2%	144	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Eure et Loir	6,1	0,3%	224	0,5%	0,0%	1,3%	98,2%	0,4%
	Indre	1,4	0,1%	65	0,2%	0,0%	3,1%	90,8%	6,2%
	Indre et Loire	13,7	0,8%	430	1,0%	0,0%	0,5%	98,8%	0,7%
	Loir et Cher	3,1	0,2%	124	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Loiret	16,4	0,9%	476	1,1%	0,0%	0,0%	99,4%	0,6%
		44,3	2,6%	1 463	3,4%	0,0%	0,5%	98,8%	0,8%
Champagne Ardenne	Ardennes	0,8	0,0%	34	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Aube	2,0	0,1%	81	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Marne	4,1	0,2%	161	0,4%	0,0%	2,5%	97,5%	0,0%
	Haute Marne	0,5	0,0%	21	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
		7,5	0,4%	297	0,7%	0,0%	1,3%	98,7%	0,0%
Corse	Corse du Sud	6,6	0,4%	154	0,4%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Haute Corse	7,7	0,4%	190	0,4%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
		14,3	0,8%	344	0,8%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Franche Comté	Doubs	5,9	0,3%	219	0,5%	0,5%	0,0%	99,5%	0,0%
	Jura	1,8	0,1%	75	0,2%	0,0%	1,3%	97,3%	1,3%
	Haute Saône	2,3	0,1%	98	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Territoire de Belfort	0,9	0,1%	33	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
		10,9	0,6%	425	1,0%	0,2%	0,2%	99,3%	0,2%
Haute Normandie	Eure	12,8	0,7%	475	1,1%	0,0%	0,4%	99,4%	0,2%
	Seine Maritime	18,4	1,1%	614	1,4%	0,0%	0,3%	98,9%	0,8%
		31,2	1,8%	1 089	2,5%	0,0%	0,4%	99,1%	0,6%
Ensemble des prêts		1 738,5	100%	43 167	100%	0,0%	0,4%	98,1%	1,5%

(\*) Veuillez suivre ce lien pour la suite de la répartition

## Annexe 20-2 : Répartition géographique des PTZ+ émis en 2013 par type d'opération (suite)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf Performant	dont % effectif Neuf Dérogatoire PSLA
Languedoc-Roussillon	Aude	4,8	0,3%	204	0,5%	0,0%	0,5%	99,5%	0,0%
	Gard	11,8	0,7%	449	1,0%	0,0%	0,0%	99,1%	0,9%
	Hérault	34,3	2,0%	1 035	2,4%	0,0%	0,4%	97,1%	2,5%
	Lozère	1,0	0,1%	43	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Pyrénées Orientales	8,3	0,5%	308	0,7%	0,0%	0,3%	98,1%	1,6%
Languedoc-Roussillon		60,2	3,5%	2 039	4,7%	0,0%	0,3%	98,0%	1,7%
Limousin	Corrèze	2,2	0,1%	95	0,2%	0,0%	2,1%	97,9%	0,0%
	Creuse	0,7	0,0%	33	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Haute Vienne	3,9	0,2%	164	0,4%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Limousin		6,8	0,4%	292	0,7%	0,0%	0,7%	99,3%	0,0%
Lorraine	Meurthe et Moselle	6,0	0,3%	174	0,4%	0,0%	1,1%	98,9%	0,0%
	Meuse	0,9	0,1%	39	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Moselle	10,8	0,6%	377	0,9%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Vosges	2,3	0,1%	95	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Lorraine		20,0	1,2%	685	1,6%	0,0%	0,3%	99,7%	0,0%
Midi Pyrénées	Ariège	1,5	0,1%	60	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Aveyron	3,5	0,2%	165	0,4%	0,0%	0,0%	98,2%	1,8%
	Haute Garonne	45,6	2,6%	1 217	2,8%	0,1%	0,7%	92,3%	7,0%
	Gers	1,9	0,1%	85	0,2%	0,0%	0,0%	98,8%	1,2%
	Lot	1,9	0,1%	86	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Hautes Pyrénées	2,4	0,1%	96	0,2%	0,0%	1,0%	97,9%	1,0%
	Tarn	5,9	0,3%	242	0,6%	0,0%	0,0%	98,3%	1,7%
	Tarn et Garonne	4,7	0,3%	188	0,4%	0,0%	0,0%	98,9%	1,1%
Midi Pyrénées		67,3	3,9%	2 139	5,0%	0,0%	0,4%	95,0%	4,5%
Nord-Pas-de-Calais	Nord	24,8	1,4%	772	1,8%	0,4%	0,6%	95,2%	3,8%
	Pas de Calais	14,9	0,9%	552	1,3%	0,0%	0,2%	98,9%	0,9%
Nord-Pas-de-Calais		39,7	2,3%	1 324	3,1%	0,2%	0,5%	96,8%	2,6%
Pays de la Loire	Loire Atlantique	53,2	3,1%	1 619	3,8%	0,0%	0,0%	93,5%	6,5%
	Maine et Loire	15,1	0,9%	581	1,3%	0,0%	0,2%	98,1%	1,7%
	Mayenne	4,4	0,3%	172	0,4%	0,0%	0,0%	99,4%	0,6%
	Sarthe	6,5	0,4%	269	0,6%	0,4%	1,1%	98,1%	0,4%
	Vendée	15,9	0,9%	663	1,5%	0,0%	0,0%	96,5%	3,5%
Pays de la Loire		95,2	5,5%	3 304	7,7%	0,0%	0,1%	95,6%	4,3%
Picardie	Aisne	5,4	0,3%	216	0,5%	0,0%	0,5%	99,5%	0,0%
	Oise	11,2	0,6%	388	0,9%	0,0%	1,0%	99,0%	0,0%
	Somme	5,7	0,3%	238	0,6%	0,4%	0,0%	96,2%	3,4%
Picardie		22,2	1,3%	842	2,0%	0,1%	0,6%	98,3%	1,0%
Poitou Charentes	Charente	3,9	0,2%	172	0,4%	0,0%	1,2%	97,1%	1,7%
	Charente Maritime	14,5	0,8%	541	1,3%	0,4%	0,6%	99,1%	0,0%
	Deux Sèvres	3,8	0,2%	168	0,4%	0,6%	3,0%	96,4%	0,0%
	Vienne	5,9	0,3%	248	0,6%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
Poitou Charentes		28,1	1,6%	1 129	2,6%	0,3%	0,9%	98,6%	0,3%
Provence Alpes Côte d'Azur	Alpes de Hte Provence	1,8	0,1%	60	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Hautes Alpes	0,9	0,1%	39	0,1%	0,0%	2,6%	97,4%	0,0%
	Alpes Maritimes	50,7	2,9%	760	1,8%	0,0%	0,7%	99,1%	0,3%
	Bouches du Rhône	66,2	3,8%	1 689	3,9%	0,1%	0,6%	99,3%	0,0%
	Var	43,5	2,5%	917	2,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Vaucluse	12,5	0,7%	320	0,7%	0,3%	1,9%	97,8%	0,0%
Provence Alpes Côte d'Azur		175,7	10,1%	3 785	8,8%	0,1%	0,6%	99,3%	0,1%
Total des prêts		1 738,5	100%	43 167	100%	0,0%	0,4%	98,1%	1,5%

(\*) Veuillez suivre ce lien pour la suite de la répartition

# Annexe 20-3 : Répartition géographique des PTZ+ émis en 2013 par type d'opération (fin)

(déclarations arrêtées en métropole au 31/03/2014)

Région	Département	Montant prêté (M€)	% dans l'ensemble	Effectifs	% dans l'ensemble	dont % effectif Acquisition amélioration	dont % effectif Acquisition seule	dont % effectif Neuf Performant	dont % effectif Neuf Dérogatoire PSLA
Rhône Alpes	Ain	18,8	1,1%	494	1,1%	0,0%	0,4%	97,6%	2,0%
	Ardèche	4,2	0,2%	174	0,4%	0,0%	0,0%	98,9%	1,1%
	Drôme	8,4	0,5%	334	0,8%	0,0%	0,0%	98,8%	1,2%
	Isère	27,4	1,6%	867	2,0%	0,1%	0,5%	98,4%	1,0%
	Loire	8,5	0,5%	330	0,8%	0,0%	0,9%	98,8%	0,3%
	Rhône	59,9	3,4%	1 516	3,5%	0,0%	0,7%	98,0%	1,3%
	Savoie	10,8	0,6%	287	0,7%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Haute Savoie	31,0	1,8%	633	1,5%	0,0%	0,3%	93,7%	6,0%
Rhône Alpes		169,0	9,7%	4 635	10,7%	0,0%	0,5%	97,7%	1,8%
Ile de France	Paris	2,5	0,1%	40	0,1%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%
	Seine et Marne	99,8	5,7%	1 780	4,1%	0,0%	0,2%	98,6%	1,2%
	Yvelines	79,8	4,6%	1 255	2,9%	0,0%	0,2%	99,8%	0,0%
	Essonne	128,0	7,4%	1 999	4,6%	0,0%	0,4%	99,4%	0,2%
	Hauts de Seine	74,9	4,3%	1 074	2,5%	0,0%	2,1%	97,8%	0,1%
	Seine Saint Denis	137,1	7,9%	2 102	4,9%	0,0%	0,0%	99,9%	0,1%
	Val de Marne	92,5	5,3%	1 385	3,2%	0,0%	0,1%	96,0%	3,9%
	Val d'Oise	92,1	5,3%	1 420	3,3%	0,0%	0,8%	99,1%	0,1%
Ile de France		706,7	40,6%	11 055	25,6%	0,0%	0,4%	98,8%	0,8%
Total des prêts		1 738,5	100%	43 167	100%	0,0%	0,4%	98,1%	1,5%

**Annexe 23 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en Province**  
(déclarations arrêtées au 31/03/2014)

<b>Analyse par tranches du barème PTZ+</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	12 502	38,9%	36 850	176 627	20,6%
Tranche 2	4 049	12,6%	31 559	184 138	16,9%
Tranche 3	3 909	12,2%	31 699	188 683	16,7%
Tranche 4	3 764	11,7%	30 213	191 011	15,8%
Tranche 5	7 888	24,6%	26 076	188 565	13,9%
<b>Ensemble</b>	<b>32 112</b>	<b>100%</b>	<b>32 131</b>	<b>183 657</b>	<b>17,5%</b>

<b>Types d'opération</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	2 786	8,7%	37 117	189 384	19%	250
Achat neuf collectif	7 909	24,6%	37 460	177 667	21%	260
Construct° maison ind. (achat terrain)	19 083	59,4%	29 862	187 730	16%	230
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	2 173	6,8%	27 961	168 795	17%	223
Acquisition-Amélioration individuel	16	0,0%	9 205	94 395	10%	230
Acquisition-Amélioration collectif	5	0,0%	8 678	86 778	10%	286
Acquisition Seule individuel	77	0,2%	9 339	97 982	10%	222
Acquisition Seule collectif	63	0,2%	9 549	98 661	10%	222
<b>Ensemble</b>	<b>32 112</b>	<b>100%</b>	<b>32 131</b>	<b>183 657</b>	<b>17,5%</b>	<b>239</b>

**Caractéristiques du ménage emprunteur**

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
<b>Age de l'emprunteur</b>						
<= 25 ans	5 698	17,7%	27 557	170 948	16,3%	246
26 à 35 ans	17 084	53,2%	31 972	184 948	17,3%	235
36 à 45 ans	6 970	21,7%	36 057	192 794	18,6%	245
46 à 65 ans	2 324	7,2%	32 858	178 194	18,3%	228
> 65 ans	36	0,1%	24 771	170 032	14,2%	172

**Taille du ménage**

1 personne	6 617	20,6%	25 753	148 860	17,5%	243
2 personnes	8 111	25,3%	29 896	186 751	16,1%	226
3 personnes	7 689	23,9%	33 201	190 290	17,4%	229
4 personnes	6 724	20,9%	36 927	199 280	18,4%	247
5 personnes	2 313	7,2%	38 831	200 172	19,2%	269
6 et plus	658	2,0%	38 768	201 130	18,9%	285

**CSP**

Agriculteur	262	0,8%	24 704	173 632	14,5%	236
Artisan-commerçant	783	2,4%	34 501	197 245	17,5%	241
Cadre	3 286	10,2%	38 092	213 974	17,8%	227
Employé	11 332	35,3%	32 238	181 147	17,8%	242
Inactif	610	1,9%	31 894	181 030	17,4%	252
Ouvrier	8 043	25,0%	29 327	171 136	17,1%	241
Profession intermédiaire	7 641	23,8%	32 512	187 007	17,4%	236
Retraité	155	0,5%	26 161	171 173	15,1%	189

<b>Ensemble</b>	<b>32 112</b>	<b>100%</b>	<b>32 131</b>	<b>183 657</b>	<b>17,5%</b>	<b>239</b>
-----------------	---------------	-------------	---------------	----------------	--------------	------------

**Annexe 24 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en Ile de France**  
(déclarations arrêtées au 31/03/2014)

<b>Analyse par tranches du barème PTZ+</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	7 088	64,1%	64 124	216 797	29,7%
Tranche 2	1 260	11,4%	64 702	245 870	26,5%
Tranche 3	1 128	10,2%	63 093	254 070	25,0%
Tranche 4	703	6,4%	62 601	266 914	23,2%
Tranche 5	876	7,9%	63 323	276 881	22,6%
<b>Ensemble</b>	<b>11 055</b>	<b>100%</b>	<b>63 925</b>	<b>231 469</b>	<b>27,9%</b>

<b>Types d'opération</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	1 271	11,5%	68 805	249 886	28%	269
Achat neuf collectif	8 006	72,4%	61 613	219 496	28%	268
Construct° maison ind. (achat terrain)	1 589	14,4%	72 829	278 046	26%	271
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	140	1,3%	68 224	251 485	27%	263
Acquisition-Amélioration individuel	0	0,0%	0	0	0%	0
Acquisition-Amélioration collectif	0	0,0%	0	0	0%	0
Acquisition Seule individuel	14	0,1%	15 460	160 037	10%	231
Acquisition Seule collectif	35	0,3%	13 450	142 503	10%	259
<b>Ensemble</b>	<b>11 055</b>	<b>100%</b>	<b>63 925</b>	<b>231 469</b>	<b>27,9%</b>	<b>268</b>

**Caractéristiques du ménage emprunteur**

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
<b>Age de l'emprunteur</b>						
<= 25 ans	1 542	13,9%	54 980	200 442	28,1%	284
26 à 35 ans	6 225	56,3%	63 125	232 009	27,7%	268
36 à 45 ans	2 390	21,6%	71 328	249 949	28,5%	266
46 à 65 ans	890	8,1%	65 181	232 783	28,0%	253
> 65 ans	8	0,1%	58 440	238 333	24,4%	149
<b>Taille du ménage</b>						
1 personne	4 054	36,7%	47 601	181 829	27,2%	269
2 personnes	2 903	26,3%	65 020	246 821	27,2%	260
3 personnes	1 865	16,9%	74 598	261 979	28,9%	267
4 personnes	1 449	13,1%	82 776	278 827	29,5%	276
5 personnes	601	5,4%	85 076	277 986	30,0%	283
6 et plus	183	1,7%	80 646	277 247	28,4%	288
<b>CSP</b>						
Agriculteur	2	0,0%	76 948	307 460	25,3%	270
Artisan-commerçant	221	2,0%	74 527	274 248	27,2%	261
Cadre	2 986	27,0%	67 432	258 285	26,3%	250
Employé	3 834	34,7%	62 078	218 472	28,7%	276
Inactif	92	0,8%	67 519	250 213	26,8%	272
Ouvrier	1 282	11,6%	64 321	221 334	29,2%	283
Profession intermédiaire	2 607	23,6%	61 562	221 736	28,1%	273
Retraité	31	0,3%	49 667	206 264	23,9%	193
<b>Ensemble</b>	<b>11 055</b>	<b>100%</b>	<b>63 925</b>	<b>231 469</b>	<b>27,9%</b>	<b>268</b>

**Annexe 25 : PTZ+ émis en 2013, finançant un logement situé en France Métropolitaine**  
(déclarations arrêtées au 31/03/2014)

<b>Analyse par tranches du barème PTZ+</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne
Tranche 1	19 590	45,4%	46 718	191 153	23,9%
Tranche 2	5 309	12,3%	39 425	198 652	19,2%
Tranche 3	5 037	11,7%	38 730	203 179	18,5%
Tranche 4	4 467	10,3%	35 310	202 551	17,0%
Tranche 5	8 764	20,3%	29 799	196 835	14,7%
<b>Ensemble</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>	<b>40 273</b>	<b>195 801</b>	<b>20,1%</b>

<b>Types d'opération</b>	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
Achat neuf individuel	4 057	9,4%	47 044	208 196	22,1%	256
Achat neuf collectif	15 915	36,9%	49 610	198 591	24,8%	264
Construct° maison ind. (achat terrain)	20 672	47,9%	33 164	194 597	16,6%	233
Construct° maison ind. (hors achat terrain)	2 313	5,4%	30 398	173 666	17,3%	226
Acquisition-Amélioration individuel	16	0,0%	9 205	94 395	9,8%	230
Acquisition-Amélioration collectif	5	0,0%	8 678	86 778	10,0%	286
Acquisition Seule individuel	91	0,2%	10 281	107 529	9,7%	223
Acquisition Seule collectif	98	0,2%	10 942	114 319	9,7%	235
<b>Ensemble</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>	<b>40 273</b>	<b>195 801</b>	<b>20,1%</b>	<b>246</b>

**Caractéristiques du ménage emprunteur**

	Effectifs	%	Montant moyen PTZ	Montant moyen d'opération	Quotité moyenne	Durée moyenne du prêt à 0%
<b>Age de l'emprunteur</b>						
<= 25 ans	7 240	16,8%	33 398	177 215	18,8%	254
26 à 35 ans	23 309	54,0%	40 292	197 435	20,1%	244
36 à 45 ans	9 360	21,7%	45 063	207 165	21,1%	251
46 à 65 ans	3 214	7,4%	41 808	193 153	20,9%	235
> 65 ans	44	0,1%	30 893	182 450	16,0%	168

**Taille du ménage**

1 personne	10 671	24,7%	34 053	161 385	21,2%	253
2 personnes	11 014	25,5%	39 154	202 493	19,0%	235
3 personnes	9 554	22,1%	41 282	204 140	19,6%	236
4 personnes	8 173	18,9%	45 055	212 970	20,3%	252
5 personnes	2 914	6,8%	48 369	215 751	21,4%	272
6 et plus	841	1,9%	47 881	217 296	20,9%	286

**CSP**

Agriculteur	264	0,6%	25 100	174 645	14,6%	236
Artisan-commerçant	1 004	2,3%	43 312	213 746	19,5%	245
Cadre	6 272	14,5%	52 060	234 788	21,8%	238
Employé	15 166	35,1%	39 782	190 553	20,5%	251
Inactif	702	1,6%	36 563	189 976	18,6%	255
Ouvrier	9 325	21,6%	34 138	178 026	18,7%	247
Profession intermédiaire	10 248	23,7%	39 902	195 816	20,2%	246
Retraité	186	0,4%	30 079	177 022	16,6%	190

<b>Ensemble</b>	<b>43 167</b>	<b>100%</b>	<b>40 273</b>	<b>195 801</b>	<b>20,1%</b>	<b>246</b>
-----------------	---------------	-------------	---------------	----------------	--------------	------------

## Annexe 23 : Principales caractéristiques des PTZ+ émis dans les DOM

(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

### Répartition des émissions de PTZ+ DOM par département

	2012 (global)			2012 (éligibles au PTZ+ 2013)			2013		
	Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien	Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien	Effectifs	Part du neuf	Part de l'ancien
Guadeloupe	296	20,4%	99%	245	19,3%	99%	225	22,6%	100%
Martinique	299	20,6%	99%	257	20,2%	99%	192	19,3%	99%
Guyane	198	13,7%	99%	176	13,9%	99%	98	9,9%	100%
Réunion	654	45,1%	100%	590	46,5%	100%	479	48,2%	100%
Saint Martin	ns	ns	100%	ns	ns	100%	0	0,0%	#DIV/0!
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>99%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### Coût moyen d'opération et montant moyen du PTZ+ DOM par type d'opération

( en euros )	2012 (global)			2012 (éligibles au PTZ+2013)			2013		
	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ	Opération	Quotité du PTZ	PTZ
Individuel Neuf	186 696	29,8%	54 096	181 550	30,3%	53 728	190 842	23,6%	43 864
Collectif Neuf	169 100	28,0%	45 933	161 567	28,5%	44 867	172 666	22,0%	37 177
Individuel Ancien	58 621	10,0%	5 862	58 621	10,0%	5 862	72 224	10,0%	7 222
Collectif Ancien	86 294	10,0%	8 629	86 294	10,0%	8 629	111 180	10,0%	11 118
<b>Ensemble DOM</b>	<b>184 866</b>	<b>29,5%</b>	<b>53 273</b>	<b>179 575</b>	<b>30,0%</b>	<b>52 859</b>	<b>189 363</b>	<b>23,4%</b>	<b>43 323</b>

### Surface moyenne et nombre de pièces moyen par type d'opération

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Individuel Neuf	105	4	104	4	103	4
Collectif Neuf	64	3	63	3	65	3
Individuel Ancien	65	4	65	4	88	4
Collectif Ancien	84	4	84	4	80	4
<b>Ensemble DOM</b>	<b>102</b>	<b>4</b>	<b>101</b>	<b>4</b>	<b>100</b>	<b>4</b>

### Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+ par tranche du barème (2012)

	2013	
Tranche 1	497	50,0%
Tranche 2	107	10,8%
Tranche 3	139	14,0%
Tranche 4	126	12,7%
Tranche 5	125	12,6%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

### Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+2012 DOM par tranche du barème PTZ+2013

	2012		2012		2013	
	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Tranche 1	624	43,1%	624	49,1%	497	50,0%
Tranche 2	154	10,6%	154	12,1%	107	10,8%
Tranche 3	156	10,8%	156	12,3%	139	14,0%
Tranche 4	169	11,7%	169	13,3%	126	12,7%
Tranche 5	167	11,5%	167	13,1%	125	12,6%
Hors tranche du barème 2013	179	12,4%				
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>88%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>



**Annexe 24 : Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+DOM selon l'âge de l'emprunteur**  
(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
âge <=25	53	3,7%	51	4,0%	36	3,6%
25< âge <=35	612	42,2%	537	42,3%	462	46,5%
35< âge <=45	561	38,7%	500	39,4%	371	37,3%
45< âge <=65	221	15,3%	181	14,3%	123	12,4%
65< âge	ns	ns	ns	ns	ns	0,2%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

**Répartition des bénéficiaires de PTZ+ DOM selon le nombre de personnes dans le ménage**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
1 ou 2 personnes	594	41,0%	510	40,2%	398	40,0%
3 personnes et plus	855	59,0%	760	59,8%	596	60,0%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+ DOM selon la CSP de l'emprunteur**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Agriculteurs	ns	ns	ns	ns	ns	ns
Artisans, commerçants	44	3,0%	42	3,3%	25	2,5%
Cadres	293	20,2%	234	18,4%	177	17,8%
Prof. Intermédiaires	375	25,9%	322	25,4%	248	24,9%
Employés	612	42,2%	551	43,4%	454	45,7%
Ouvriers	106	7,3%	103	8,1%	73	7,3%
Retraités	ns	ns	ns	0,6%	ns	0,7%
Inactifs	ns	0,6%	ns	0,6%	ns	0,6%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+ DOM selon la situation matrimoniale de l'emprunteur**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Marié	503	34,7%	434	34,2%	312	31,4%
Veuf	ns	ns	ns	0,3%	ns	0,7%
Divorcé ou séparé ou veuf	77	5,3%	65	5,1%	70	7,0%
Célibataire	555	38,3%	501	39,4%	380	38,2%
Vivant maritalement	308	21,3%	266	20,9%	225	22,6%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

**Répartition des ménages bénéficiaires de PTZ+ DOM selon le précédent statut d'occupation**

	2012 (global)		2012 (éligibles au PTZ+2013)		2013	
Locataire HLM	62	4,3%	53	4,2%	65	6,5%
Autre locataire	854	58,9%	744	58,6%	600	60,4%
Vit chez ses parents	514	35,5%	456	35,9%	321	32,3%
Autres statuts	19	1,3%	17	1,3%	ns	0,8%
<b>Ensemble</b>	<b>1 449</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>100%</b>

ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.

## Annexe 25 : Parts de marché des établissements émetteurs de PTZ+DOM

(déclarations arrêtées au 31 mars de l'année N+1)

(Montants en milliers d'euros)	2012 (global)			2012 (éligibles au PTZ+2013)			2013		
	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%	Effectifs	Montant prêté	%
Banques Populaires (BPCE)	337	17 621,8	22,8%	300	15 579,5	23,2%	193	8 389,5	19,5%
Caisses d'Epargne (BPCE)	352	18 967,4	24,6%	311	16 667,1	24,8%	285	12 573,4	29,2%
Crédit Foncier	ns	0,0	0,0%	ns	ns	0,0%	ns	ns	0,0%
Crédit Agricole	345	18 052,0	23,4%	305	15877	23,7%	265	11334	26,3%
LCL	ns	0,0	0,0%	ns	ns	0,0%	ns	ns	0,0%
Crédit Mutuel	112	6 514,9	8,4%	94	5426	8,1%	59	2602	6,0%
CIC	ns	65,7	0,1%	ns	ns	0,0%	ns	ns	0,0%
La Banque Postale	193	9 949,4	12,9%	158	8041	12,0%	154	6633	15,4%
BNP Paribas	56	3 152,6	4,1%	54	3021	4,5%	20	774	1,8%
BNP Paribas Personal Finance	18	1 143,4	1,5%	15	935	1,4%	ns	60	0,1%
Crédit du Nord	ns	0,0	0,0%	ns	ns	0,0%	ns	ns	0,0%
Autres *	35	1 725,4	2,2%	33	1585	2,4%	17	697	1,6%
<b>Ensemble DOM</b>	<b>1 449</b>	<b>77 192,6</b>	<b>100%</b>	<b>1 270</b>	<b>67 131,3</b>	<b>100%</b>	<b>994</b>	<b>43 063,1</b>	<b>100%</b>

(\*) Autres établissements constitués de :

- de 35 prêts de Banque Française Commerciale Océan Indien , pour les prêts émis en 2012.

- de 17 prêts de Banque Française Commerciale Océan Indien pour les prêts émis en 2013.

- de 33 prêts de Banque Française Commerciale Océan Indien pour les prêts émis en 2012 et éligibles à la version 2013.

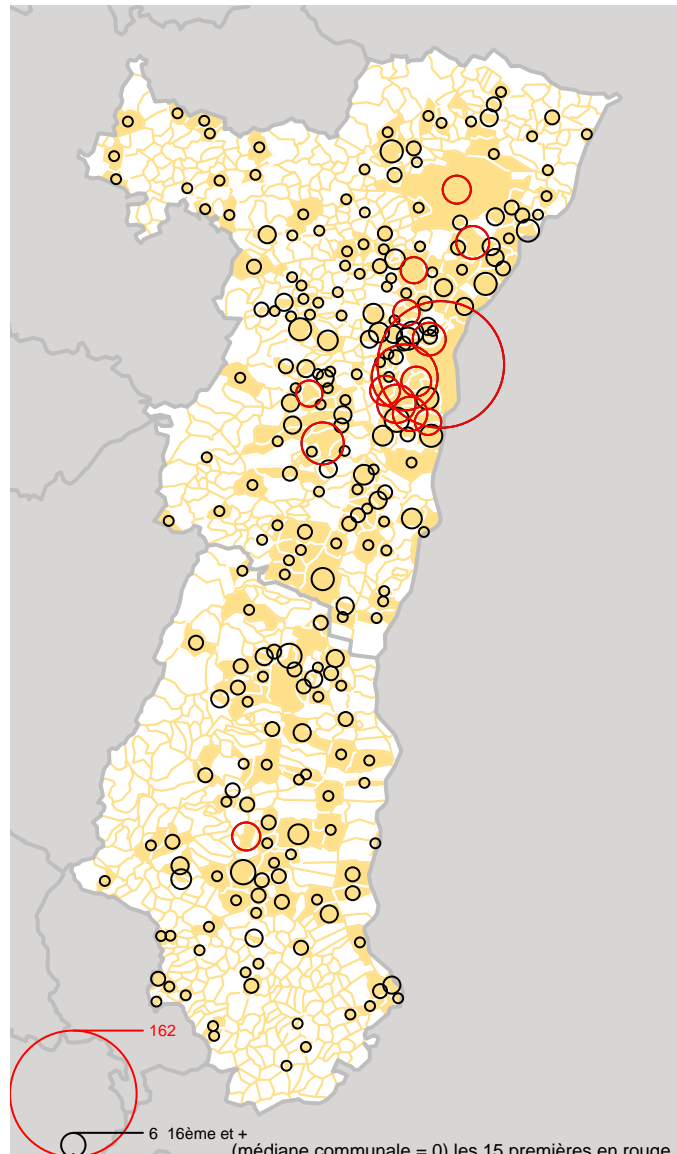
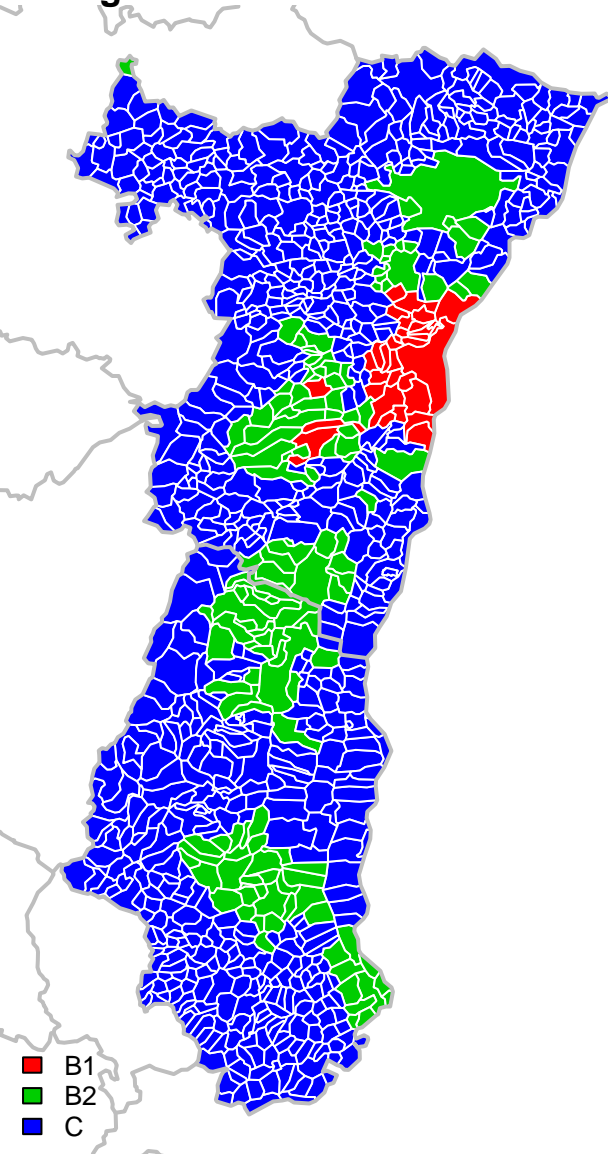
ns : (non significatif) = effectif inférieur à 10 à usage interne à l'administration seulement et donc non publiable

à l'extérieur pour des raisons de protection du secret statistique relatif aux données individuelles.

# PTZ+ 2013 en région ALSACE

Effectifs de 754

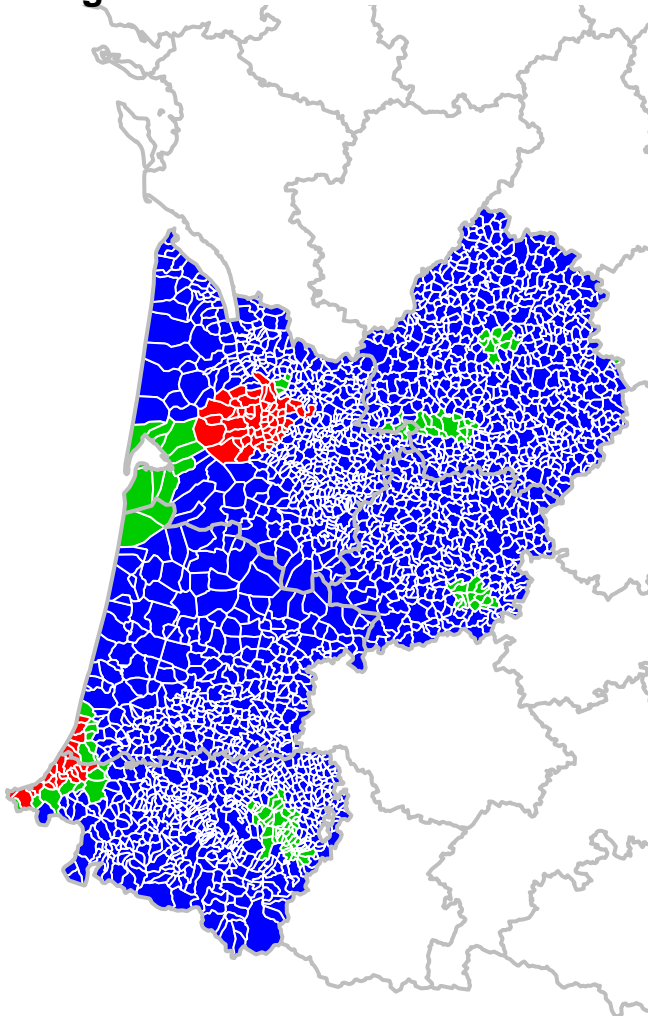
Zonage



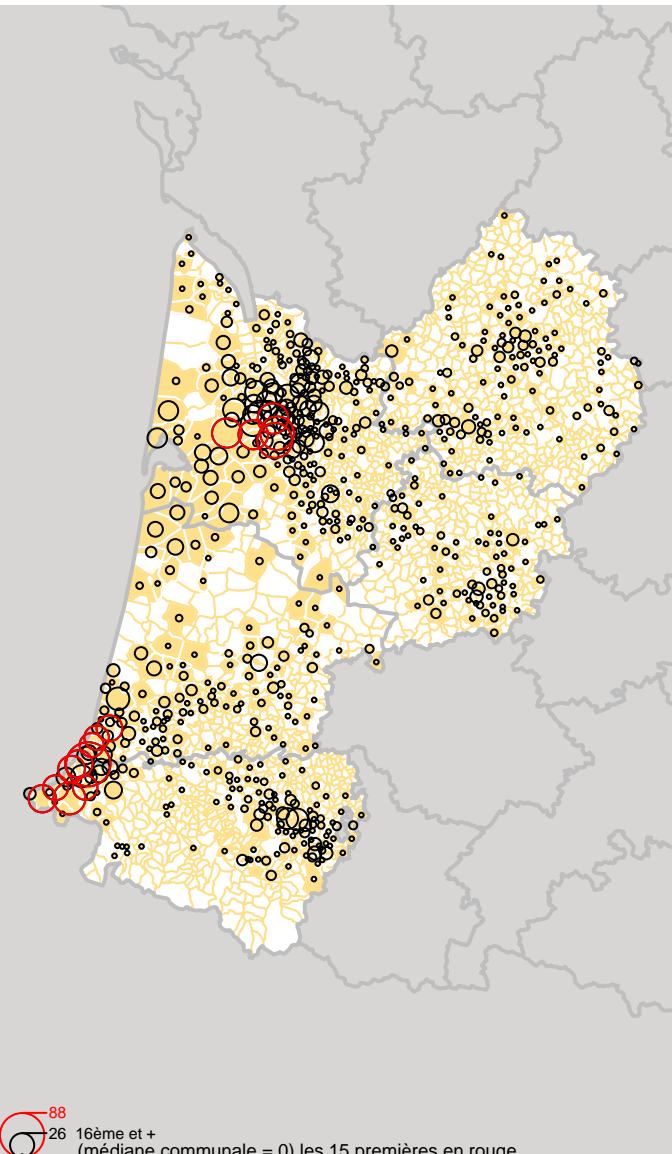
# PTZ+ 2013 en région AQUITAINE

Zonage

Effectifs de 2677



- B1
- B2
- C

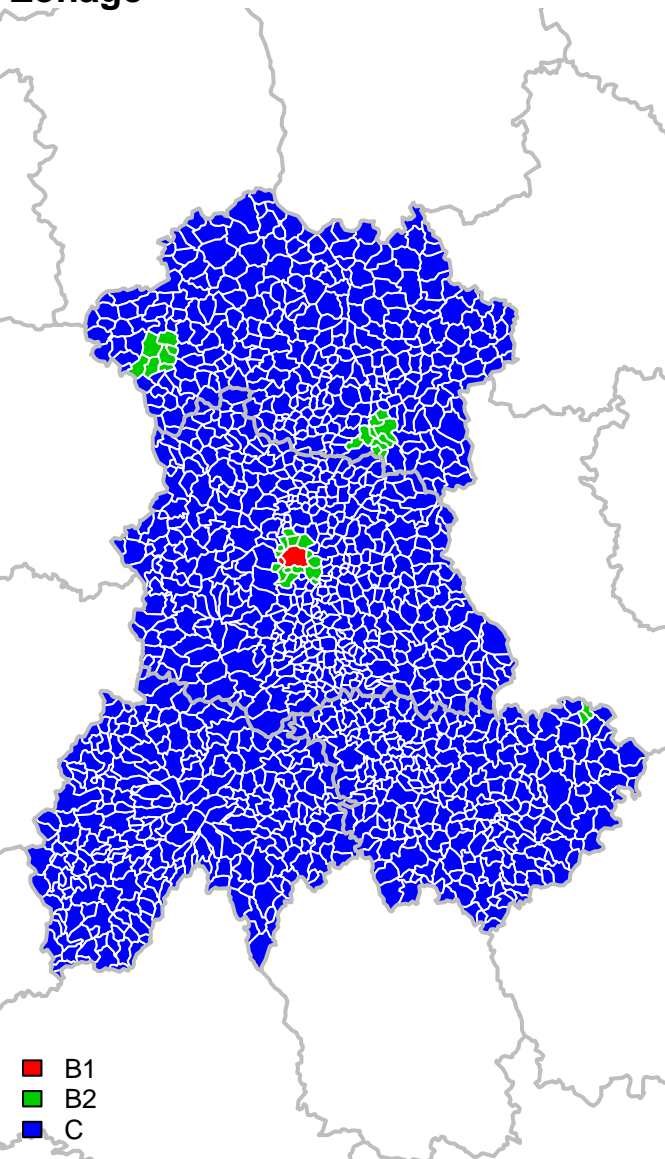


88  
26 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

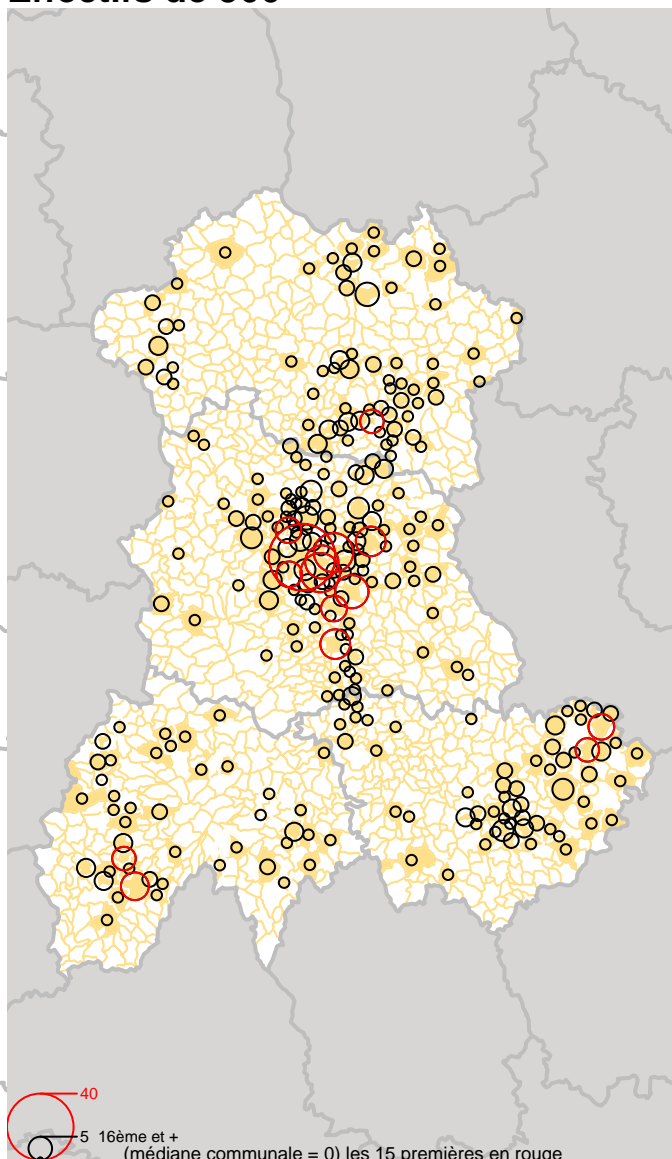
# PTZ+ 2013 en région AUVERGNE

Effectifs de 566

Zonage



- B1
- B2
- C

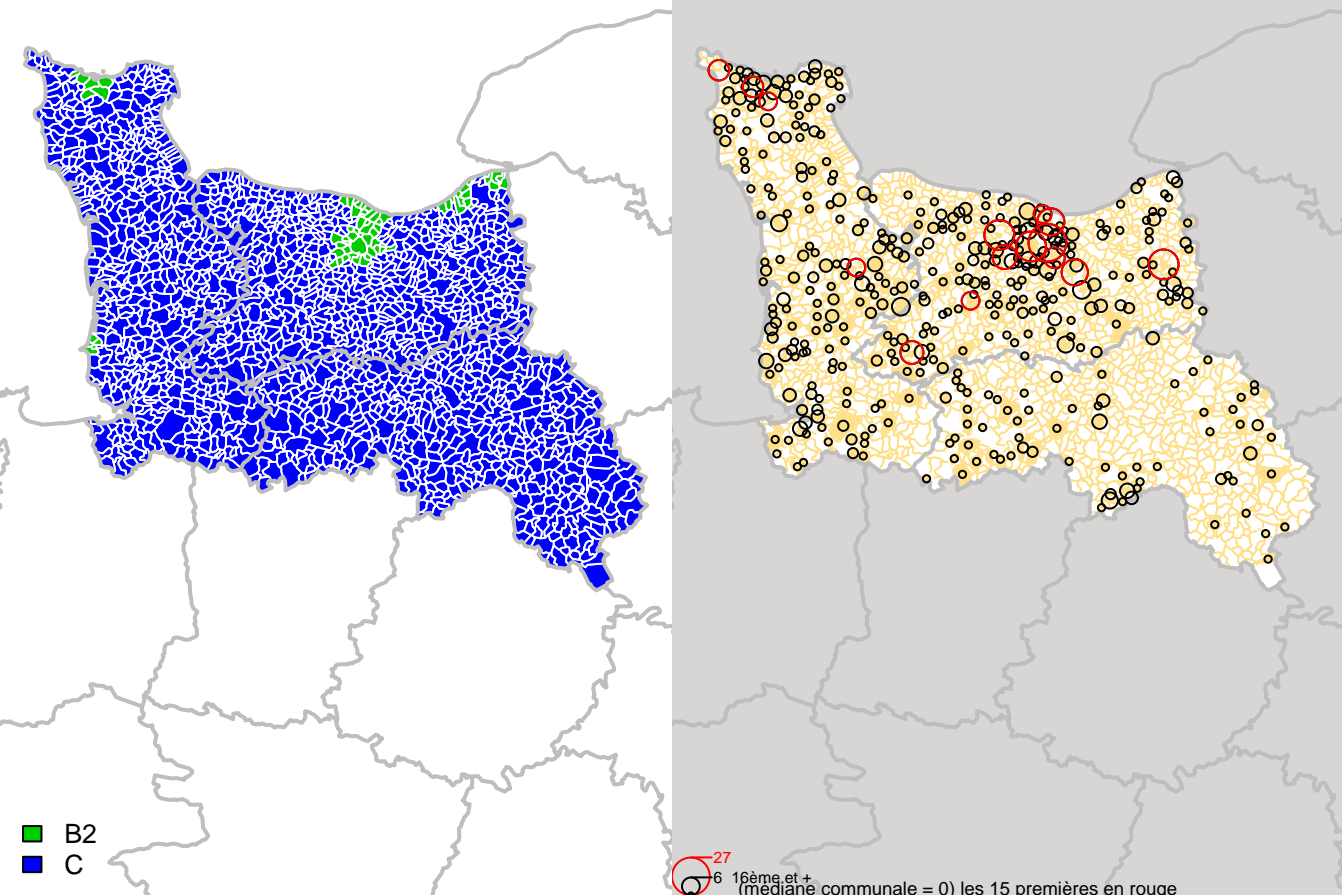


40  
5 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région BASSE-NORMANDIE

Zonage

Effectifs de 813

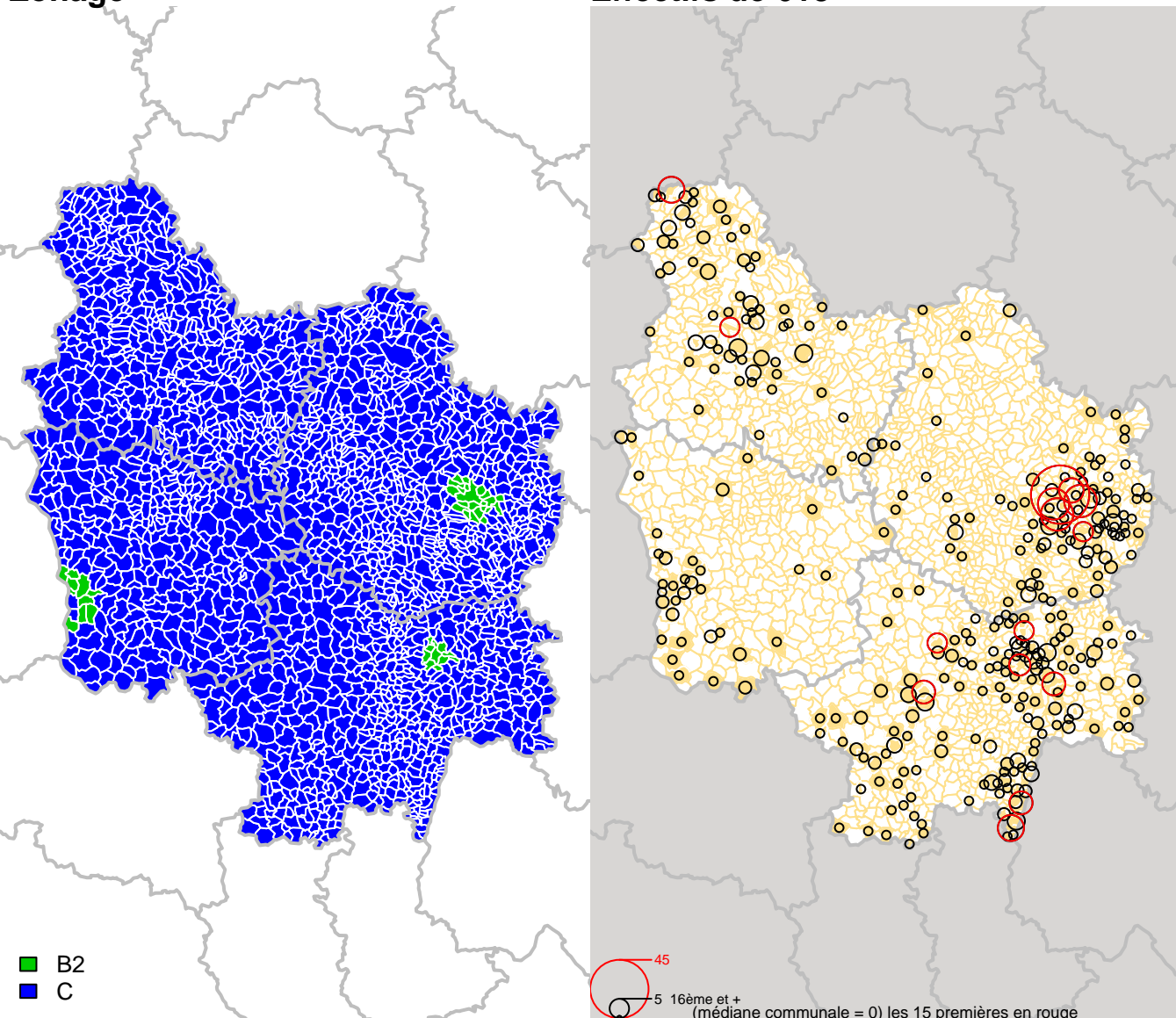




# PTZ+ 2013 en région BOURGOGNE

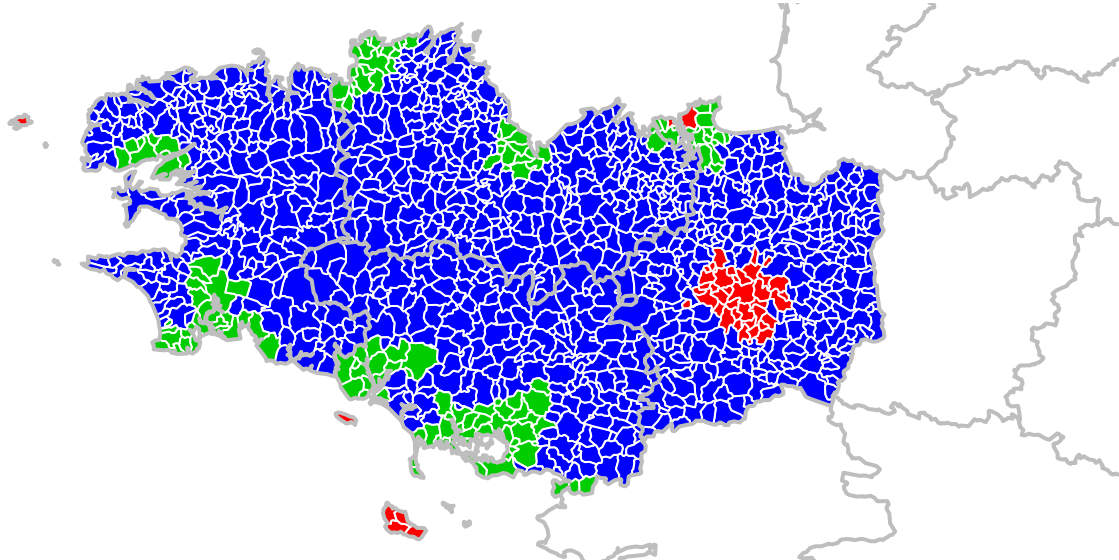
Zonage

Effectifs de 618



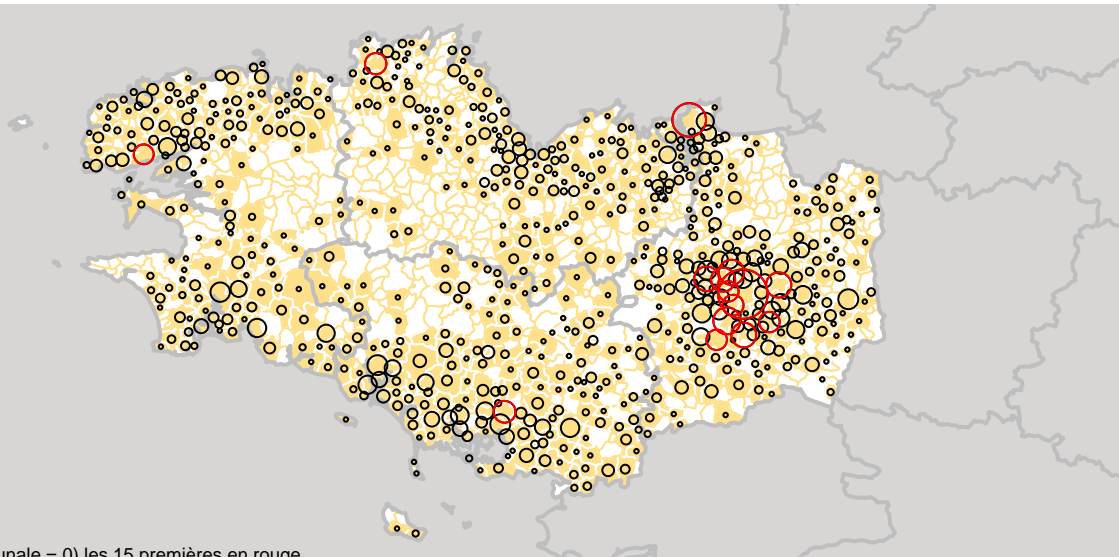
# PTZ+ 2013 en région BRETAGNE

Zonage



■ B1  
■ B2  
■ C

Effectifs de 2892



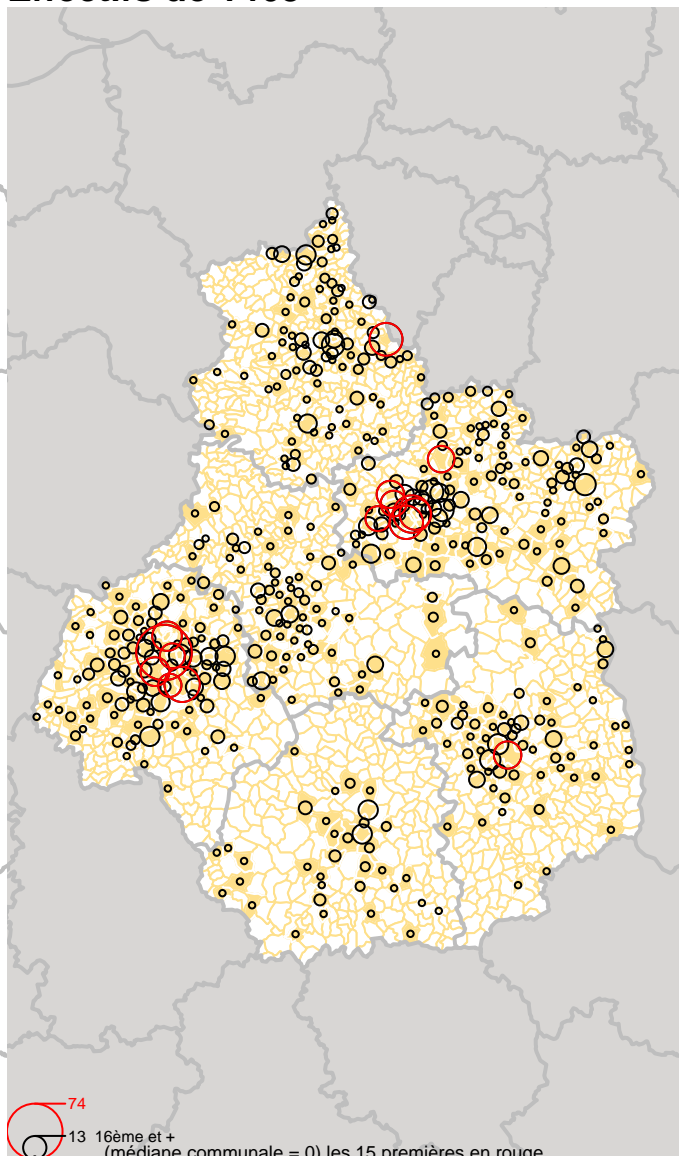
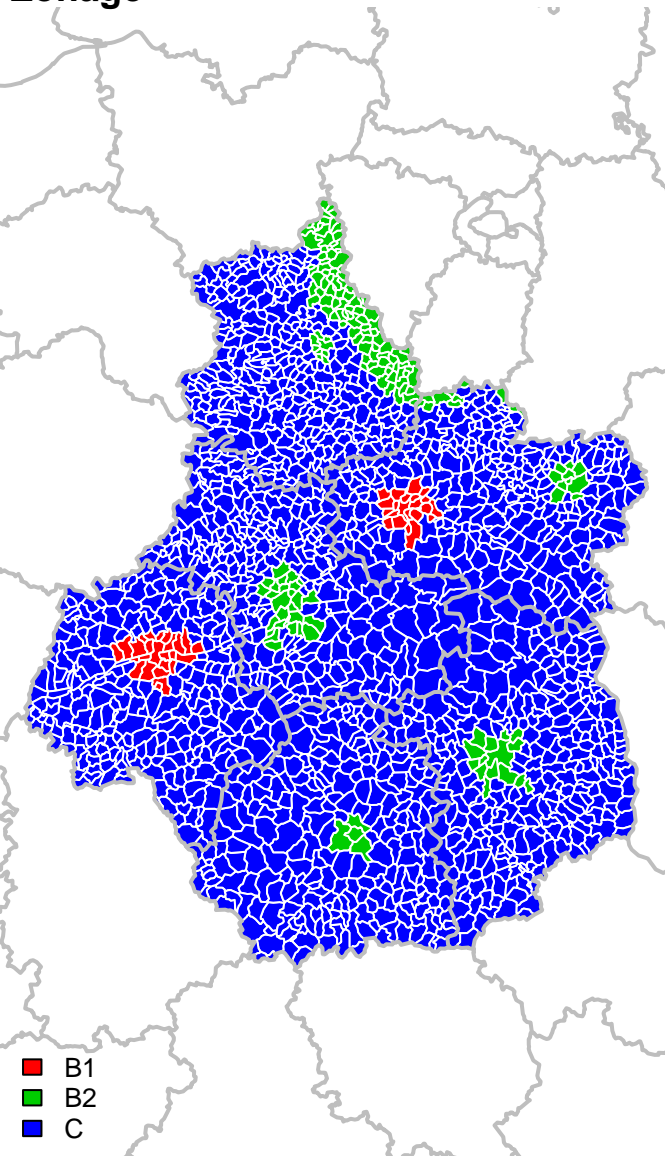
124  
20 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge



# PTZ+ 2013 en région CENTRE

Zonage

Effectifs de 1463

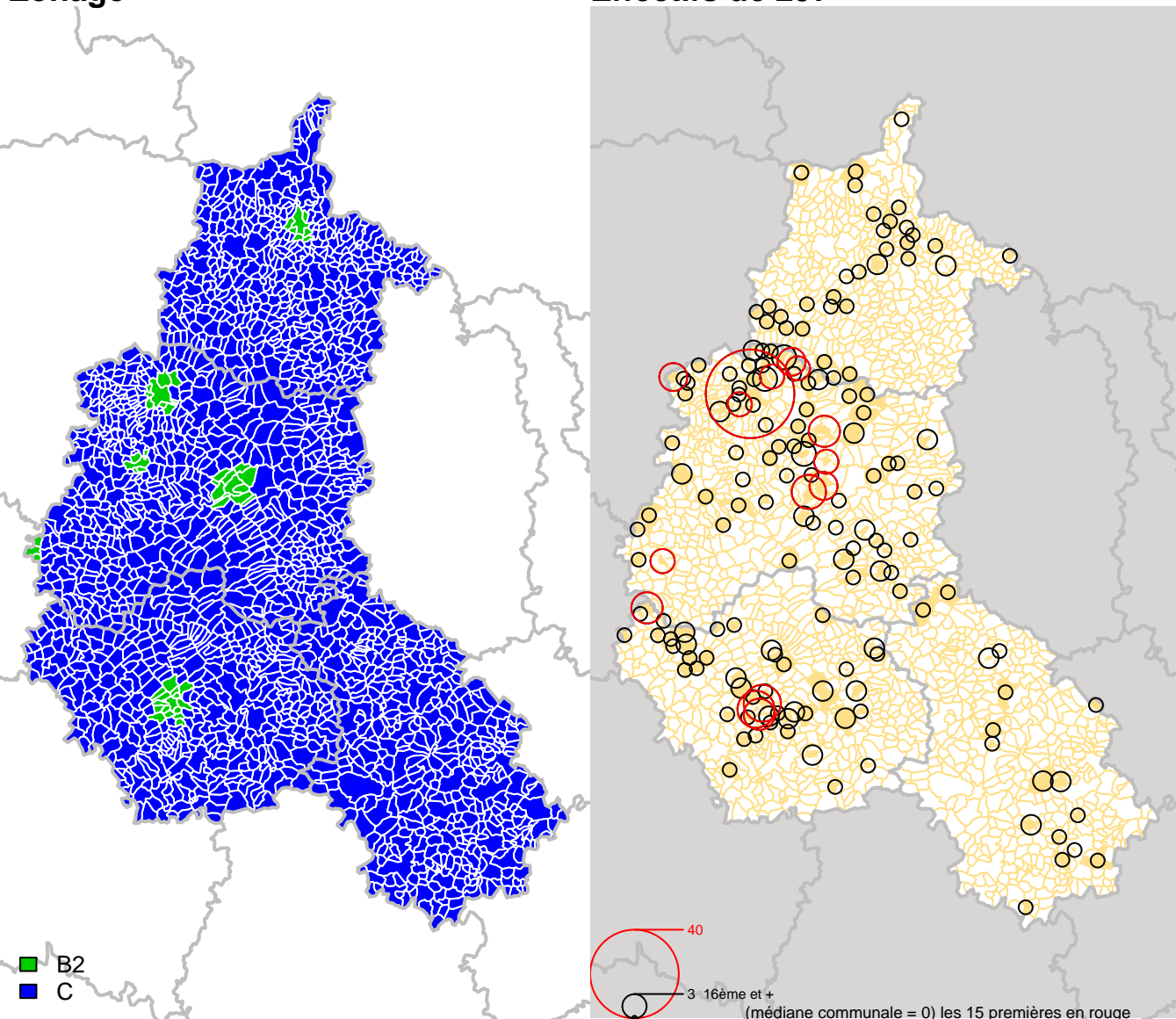


13 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région CHAMPAGNE-ARDENNE

Zonage

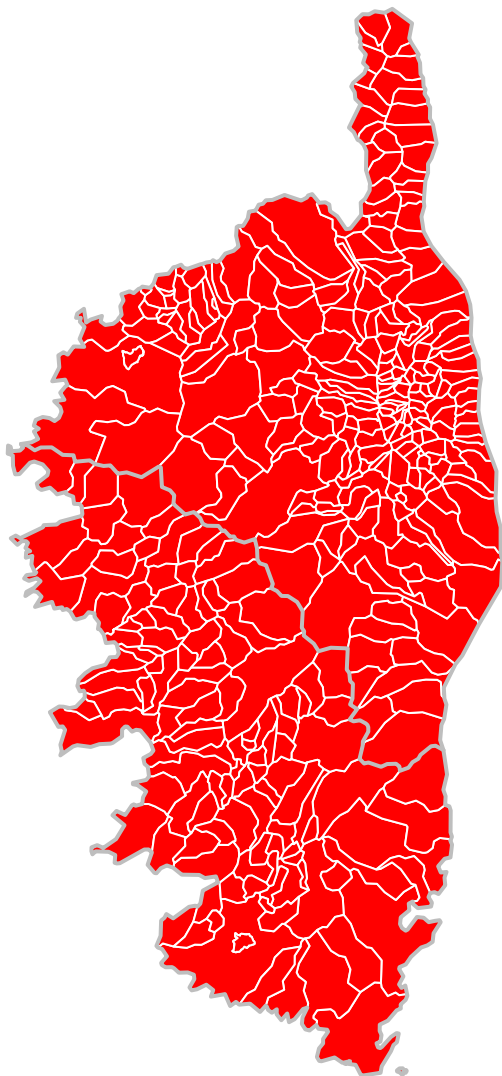
Effectifs de 297



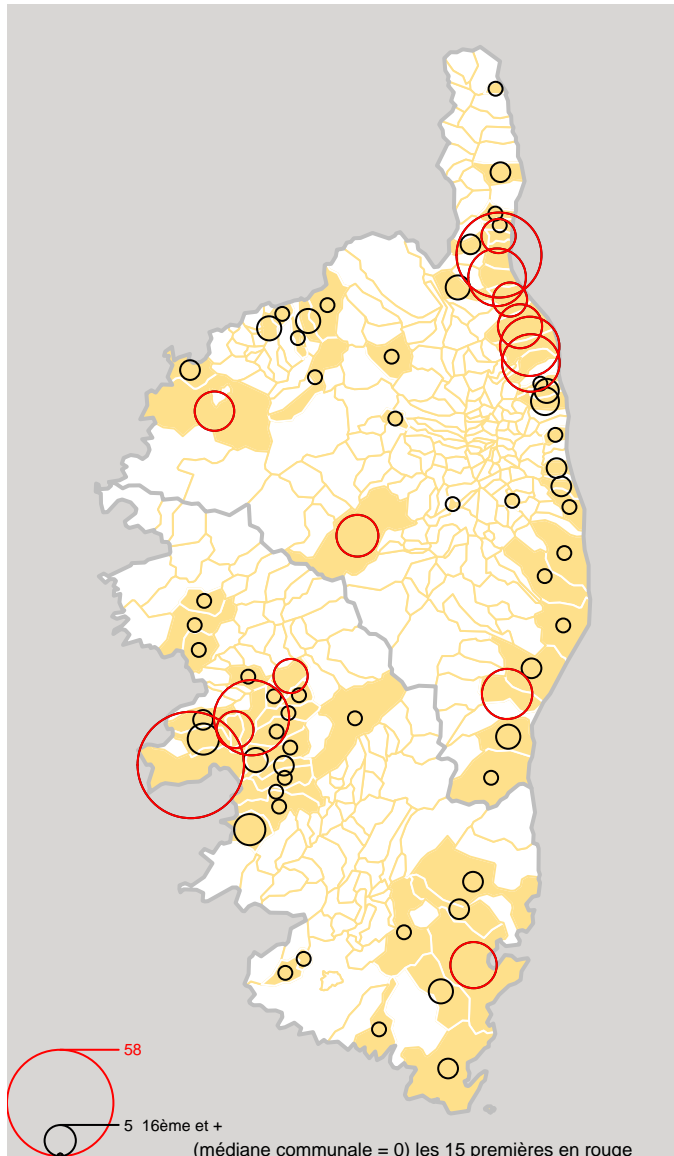
# PTZ+ 2013 en région CORSE

Effectifs de 344

Zonage



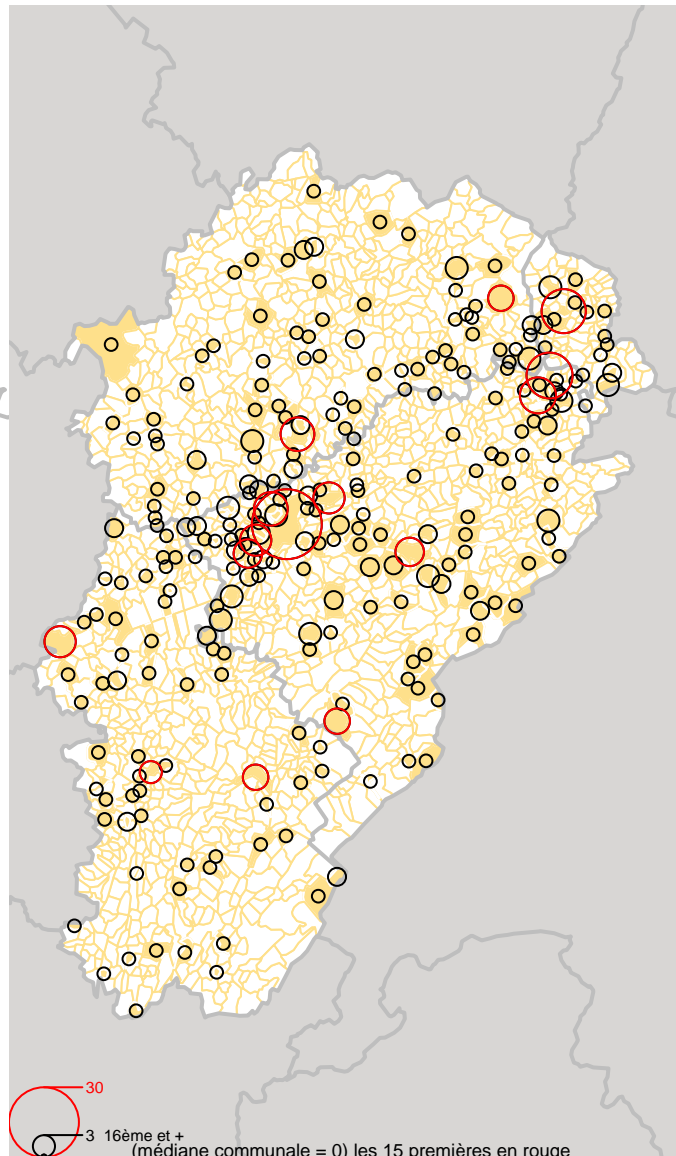
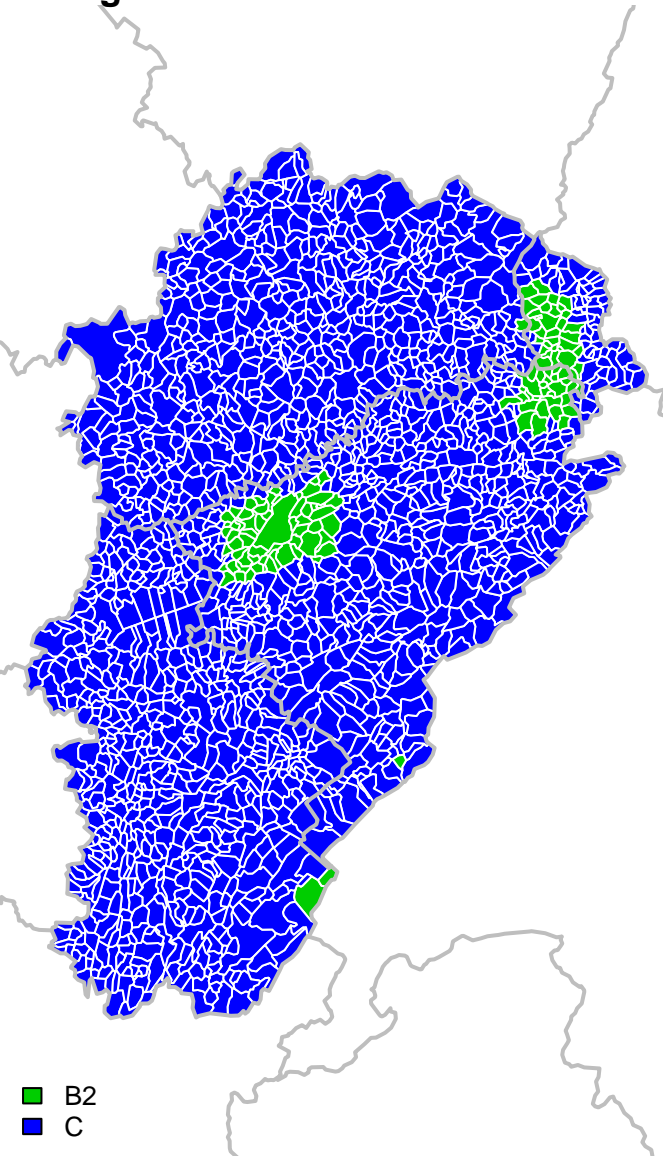
■ B1



# PTZ+ 2013 en région FRANCHE-COMTE

Zonage

Effectifs de 425

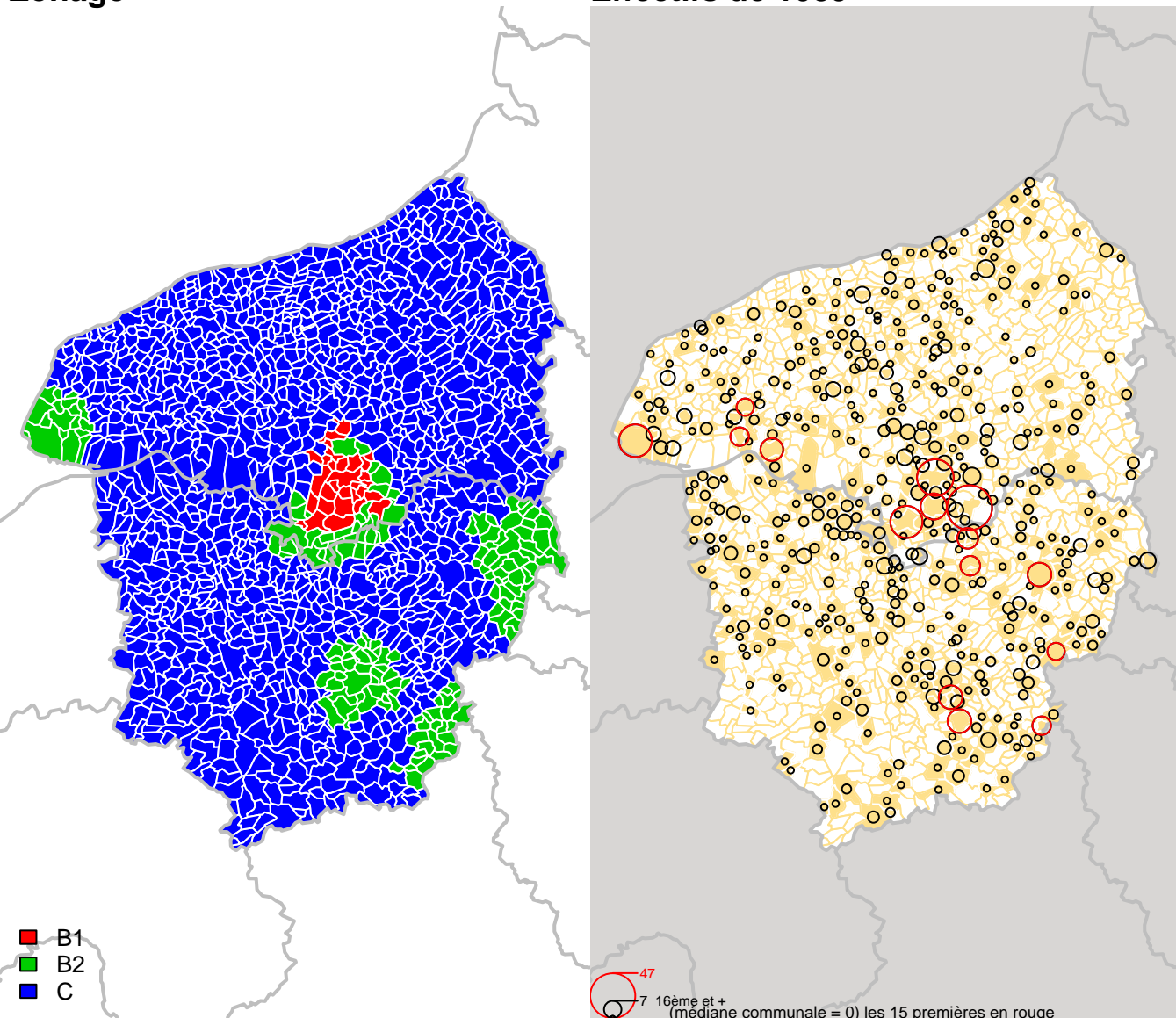




# PTZ+ 2013 en région HAUTE-NORMANDIE

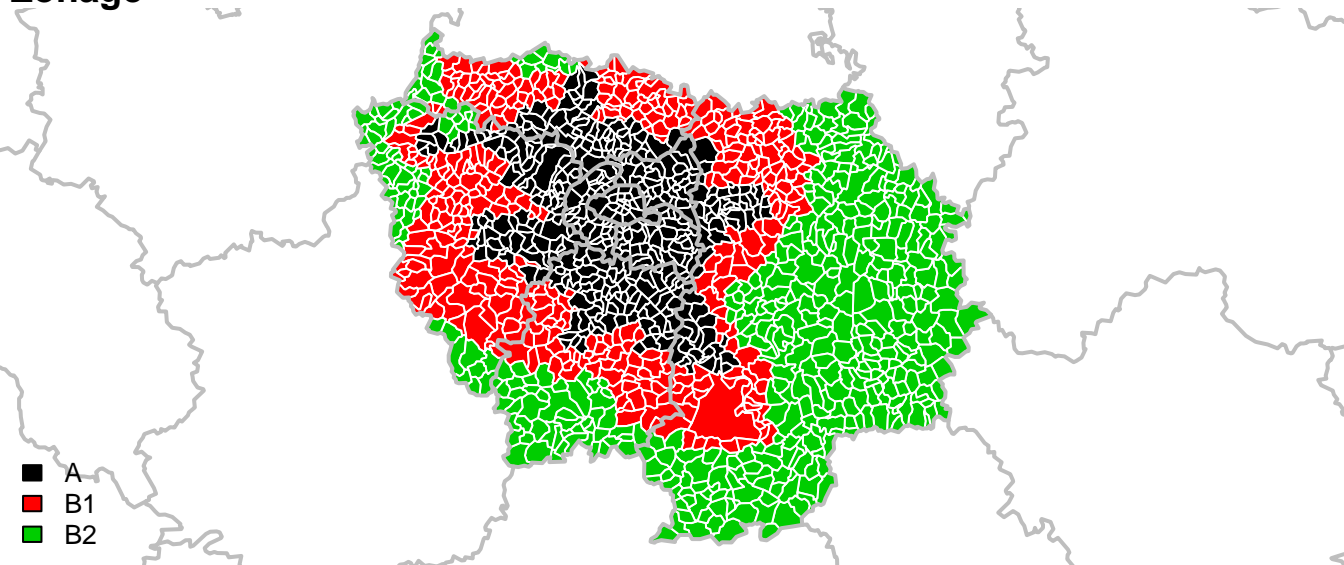
Zonage

Effectifs de 1089

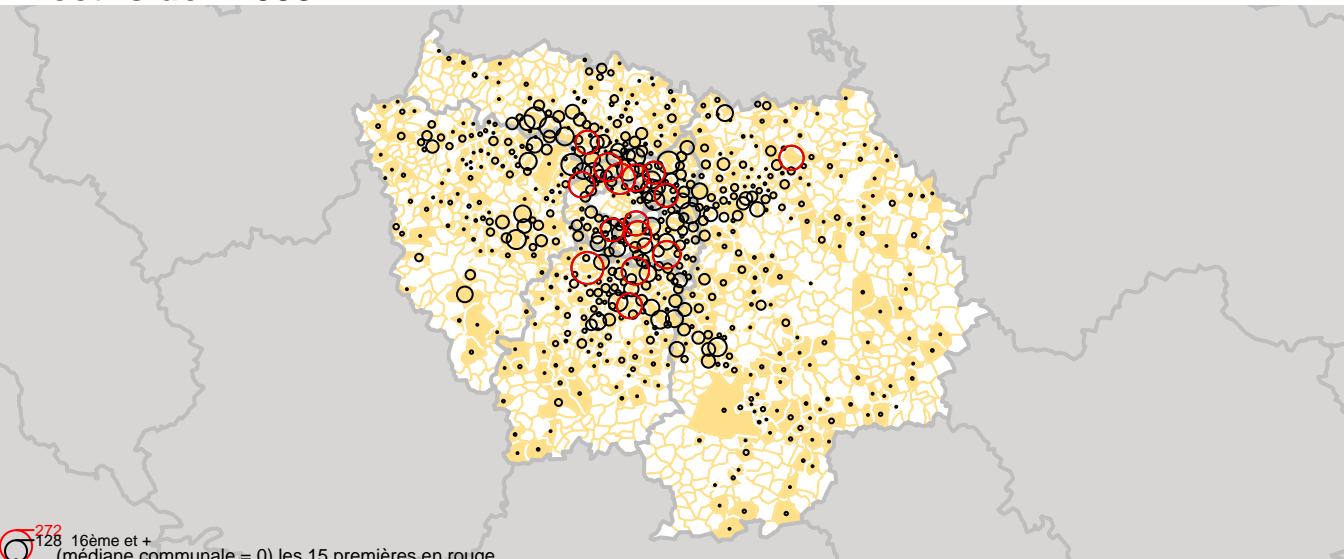


# PTZ+ 2013 en région ILE-DE-FRANCE

Zonage



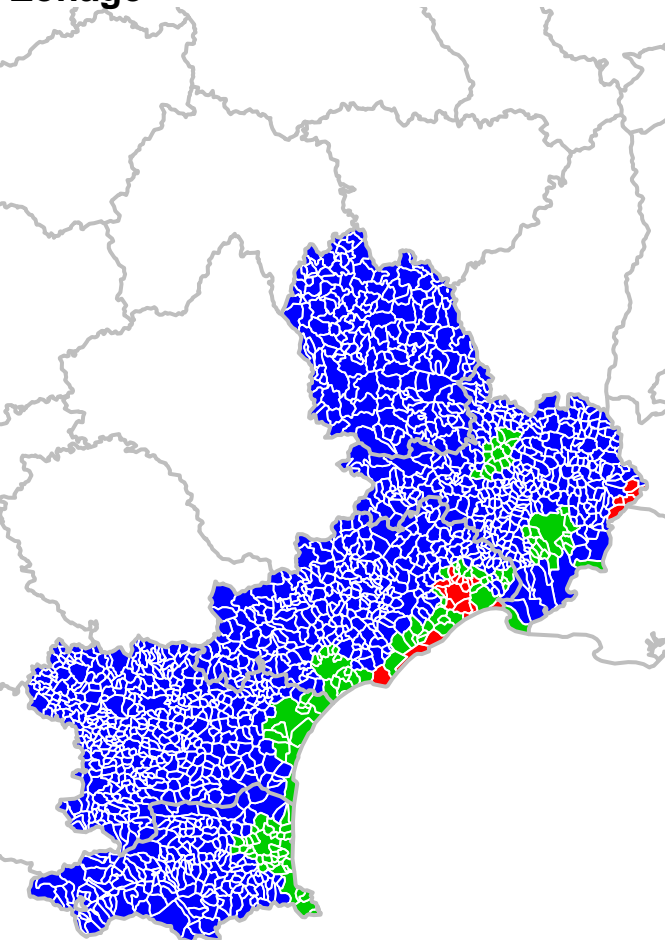
Effectifs de 11055



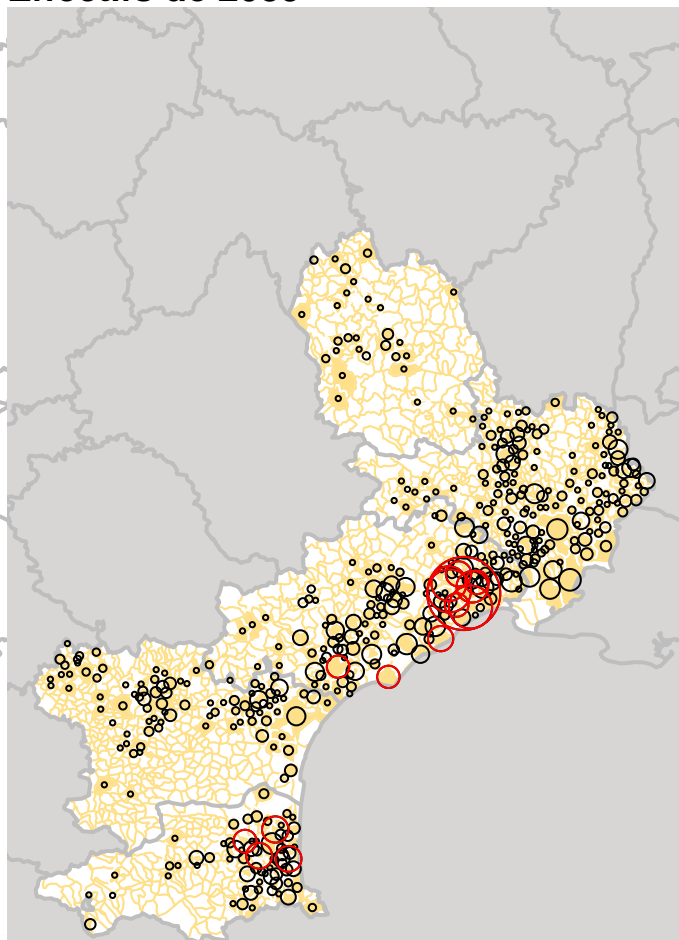
# PTZ+ 2013 en région LANGUEDOC-ROUSSILLON

Zonage

Effectifs de 2039



■ B1  
■ B2  
■ C

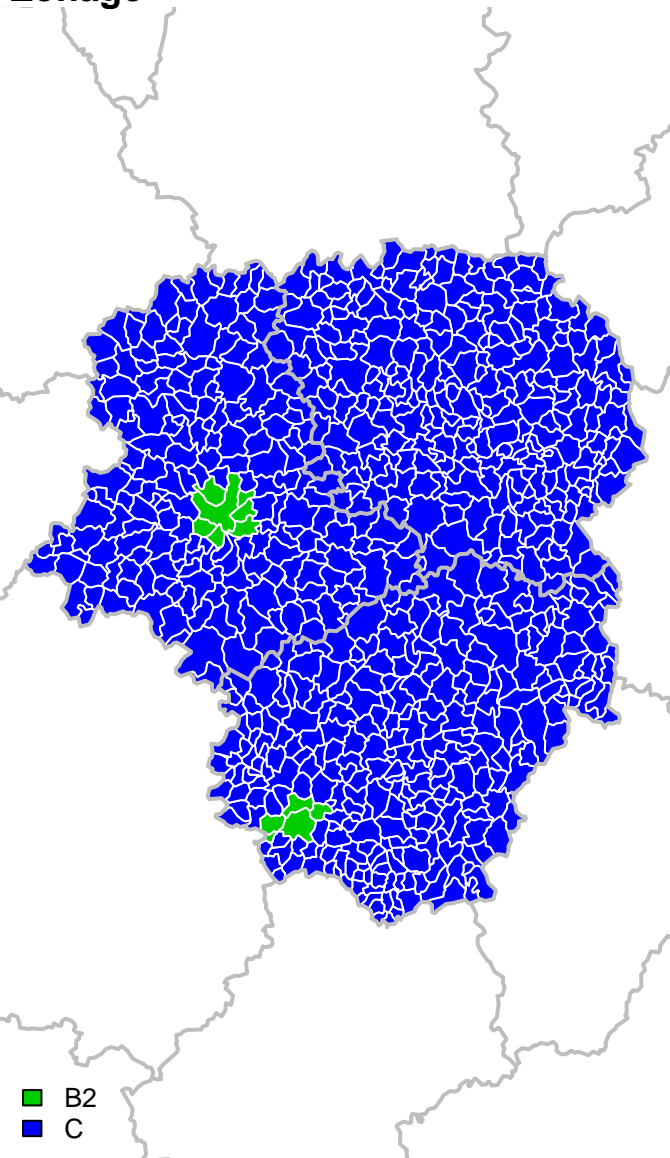


192  
17 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

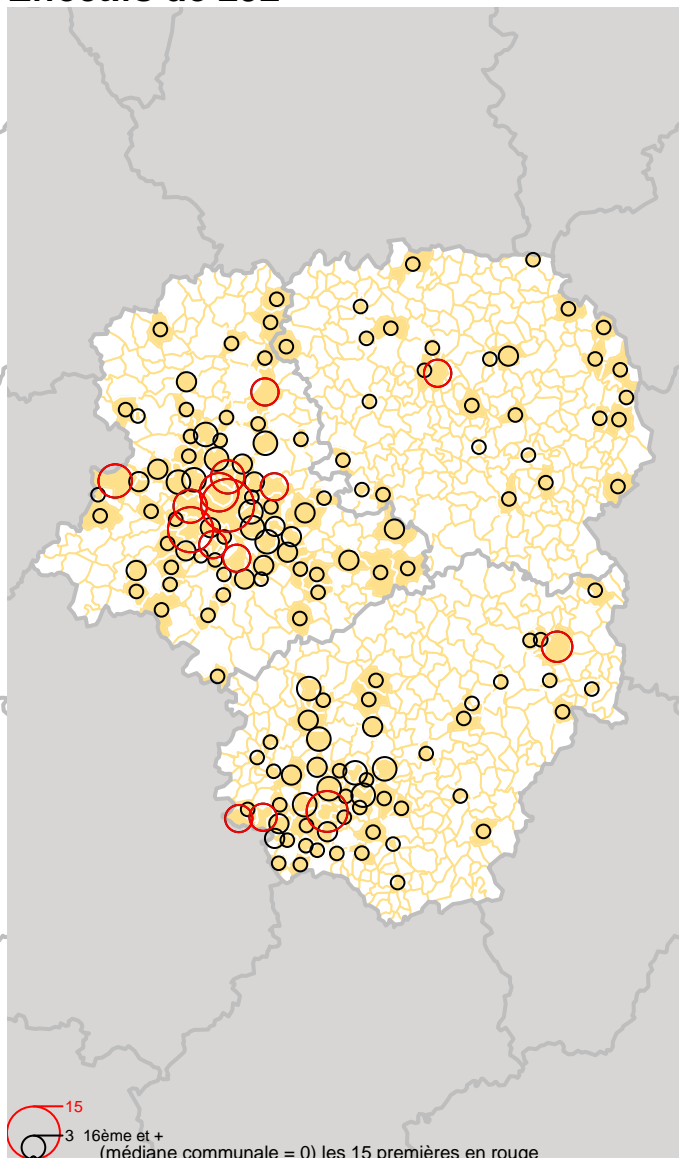
# PTZ+ 2013 en région LIMOUSIN

Effectifs de 292

Zonage



■ B2  
■ C



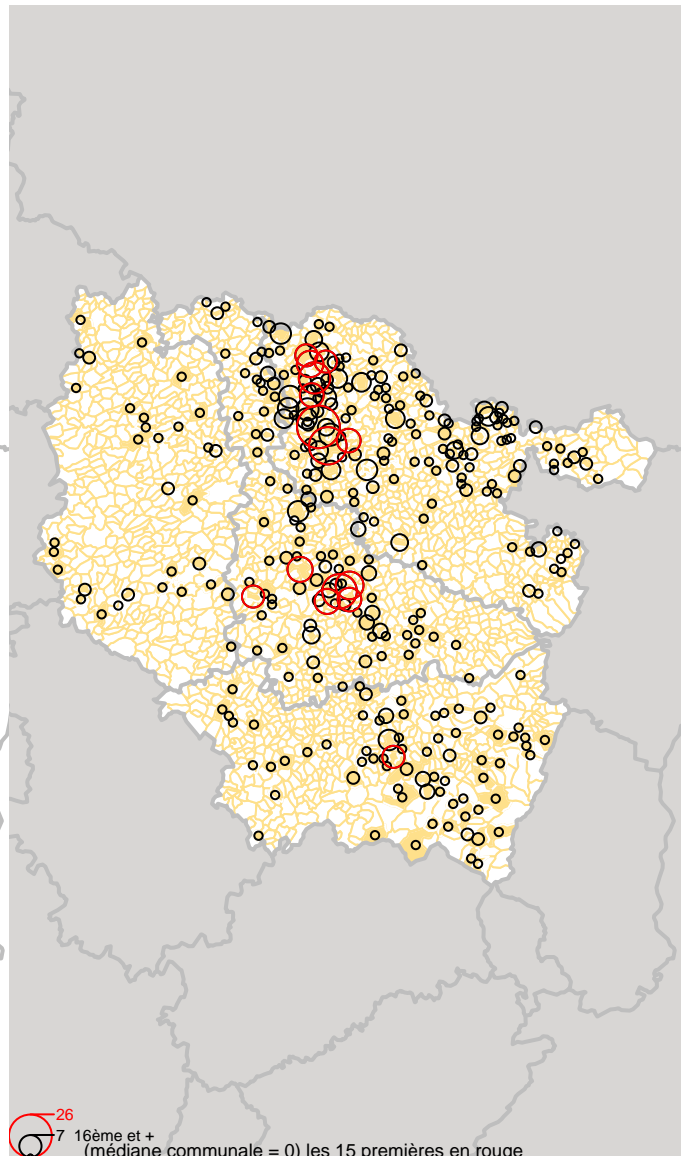
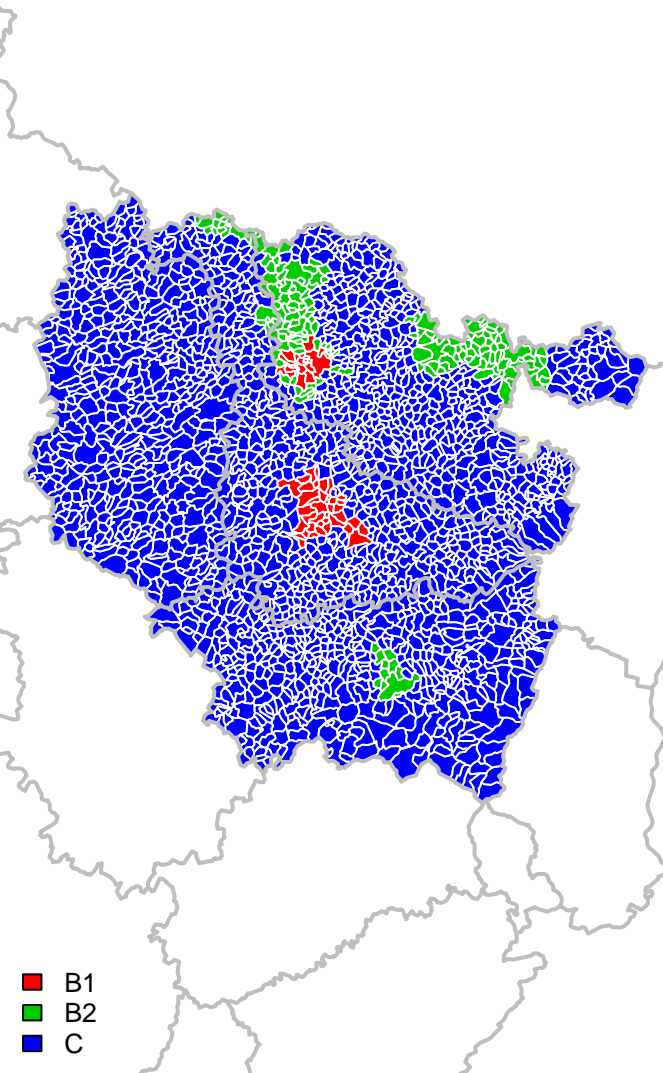
3 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge



# PTZ+ 2013 en région LORRAINE

Zonage

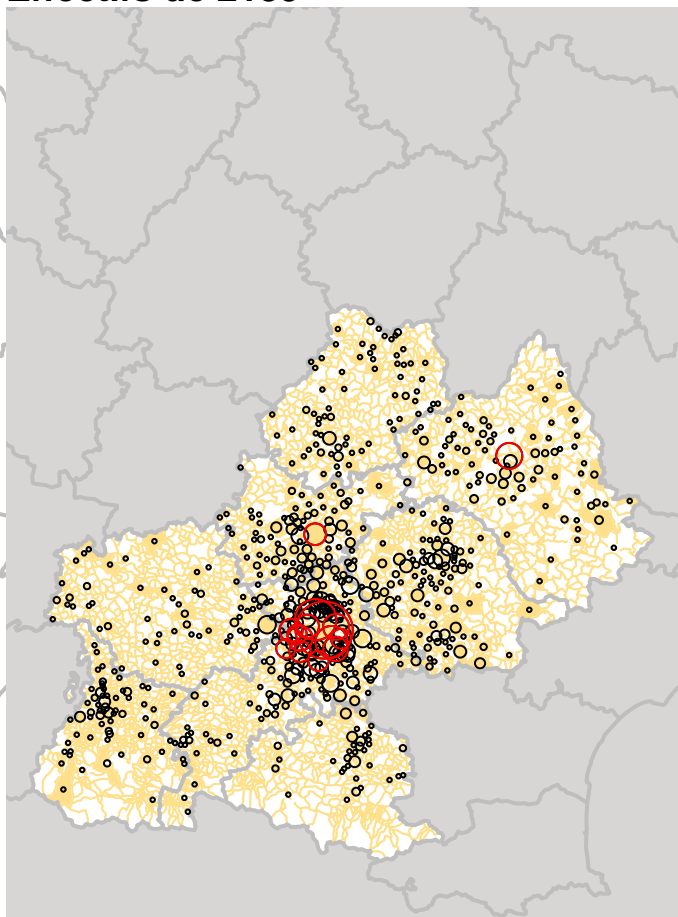
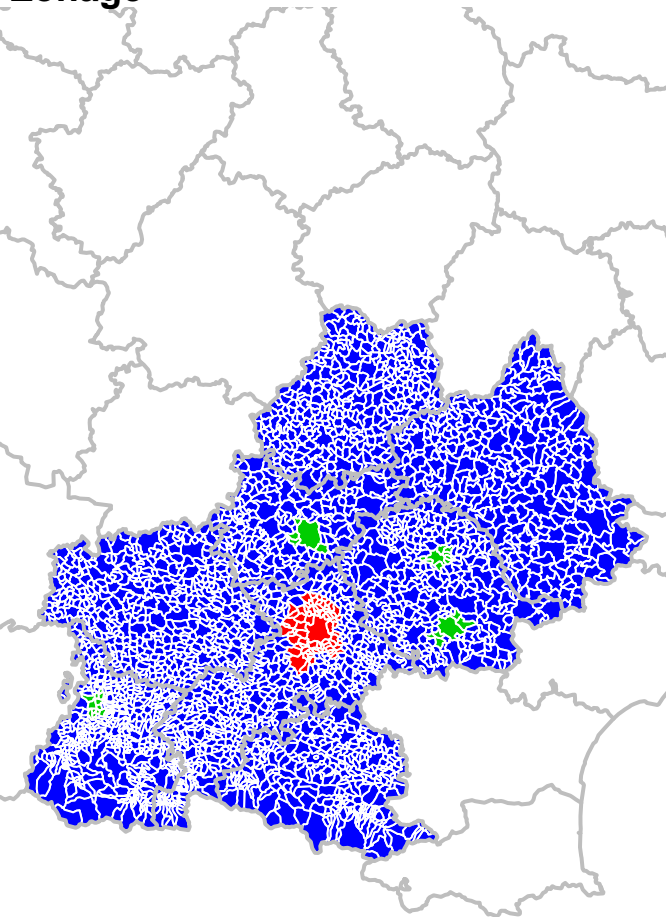
Effectifs de 685



# PTZ+ 2013 en région MIDI-PYRENEES

Zonage

Effectifs de 2139

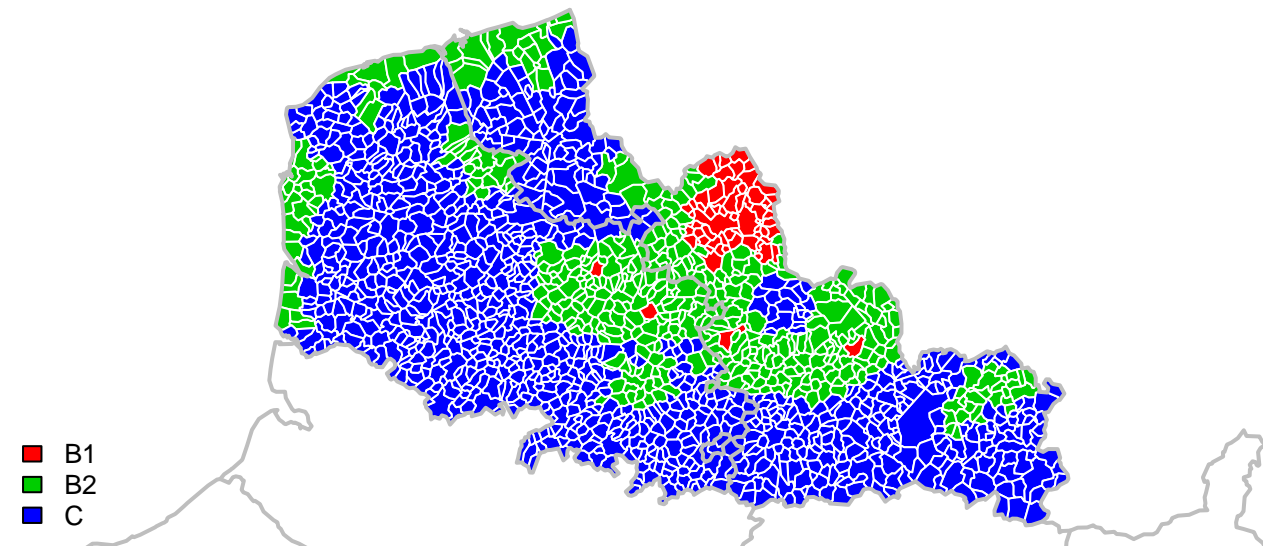


- B1
- B2
- C

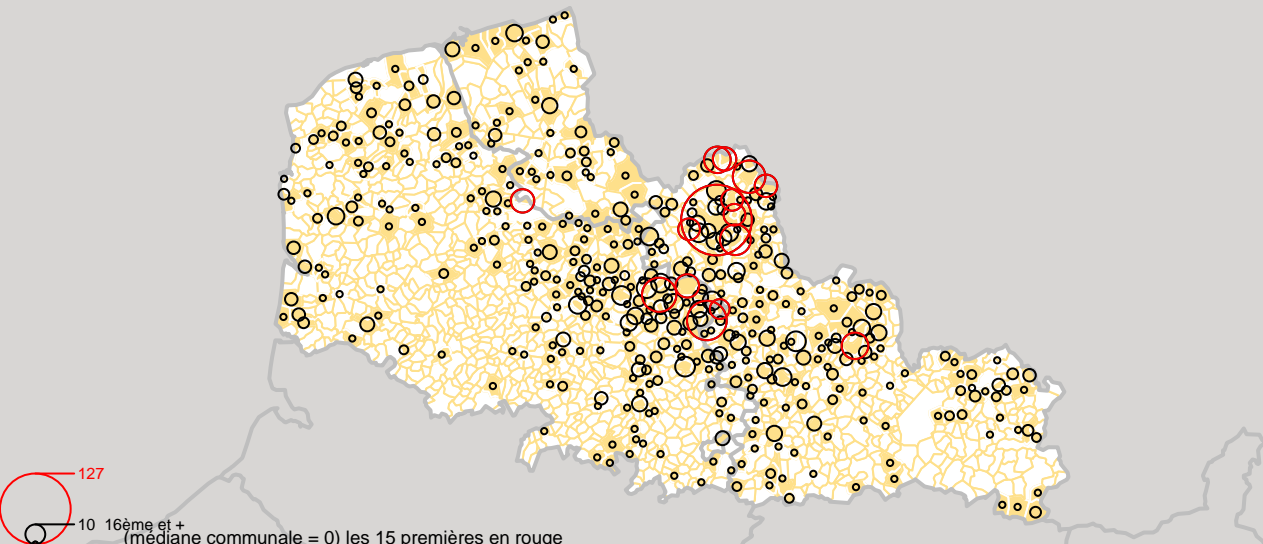
159  
17 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région NORD-PAS-DE-CALAIS

Zonage



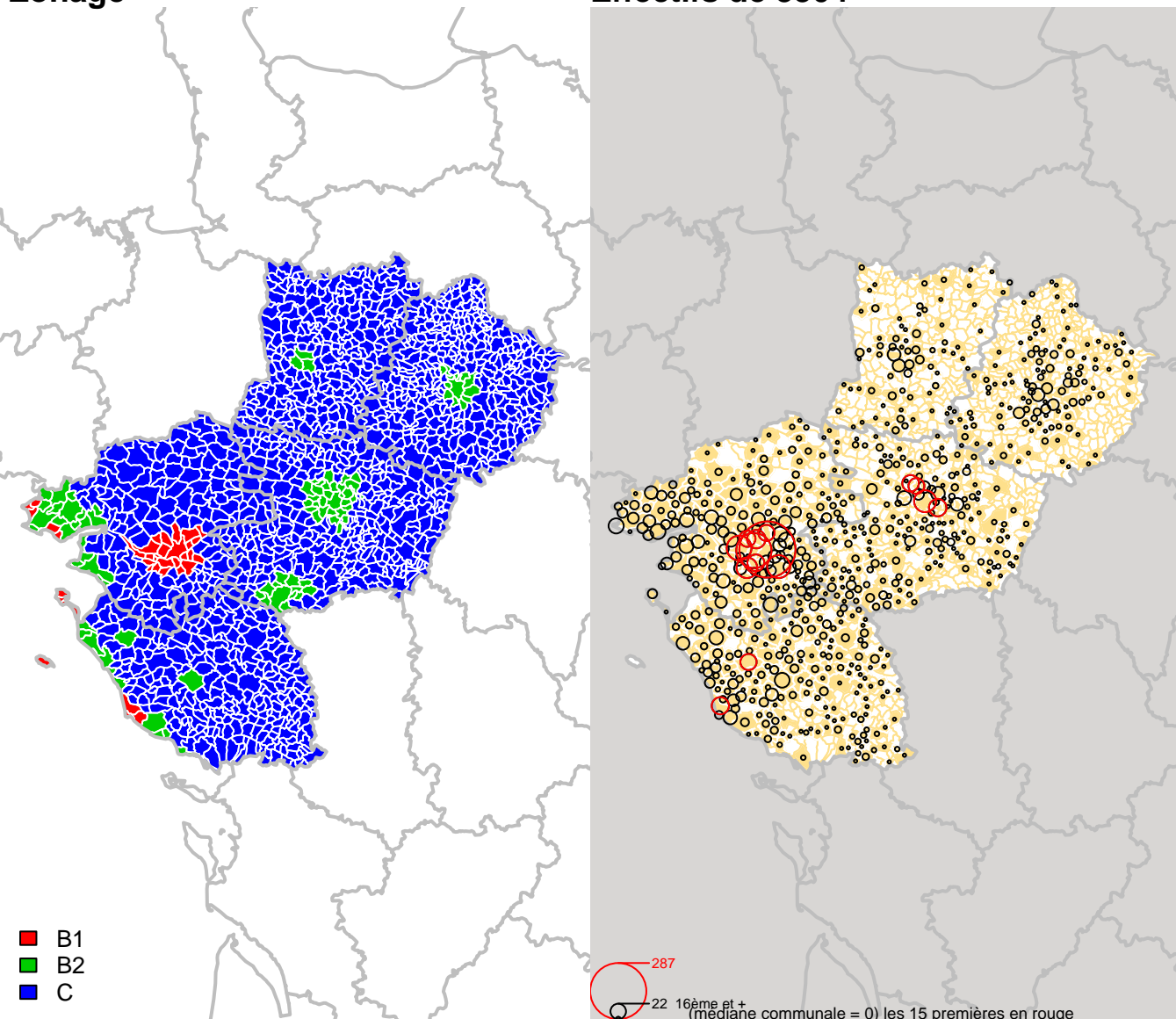
Effectifs de 1324



# PTZ+ 2013 en région PAYS DE LA LOIRE

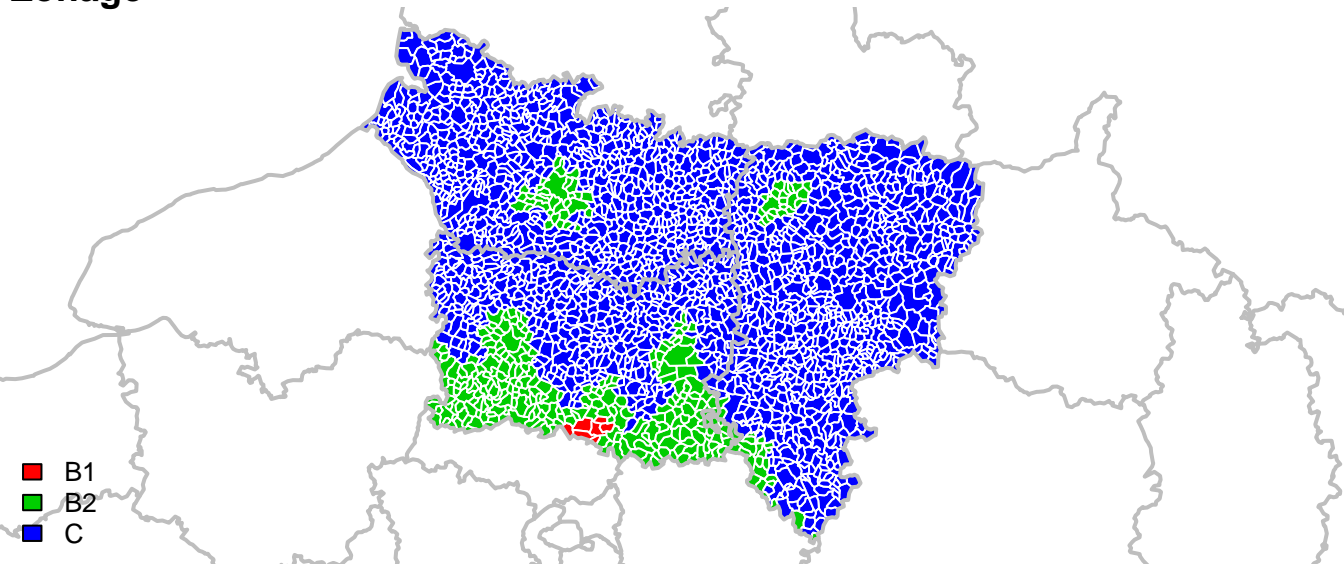
Zonage

Effectifs de 3304

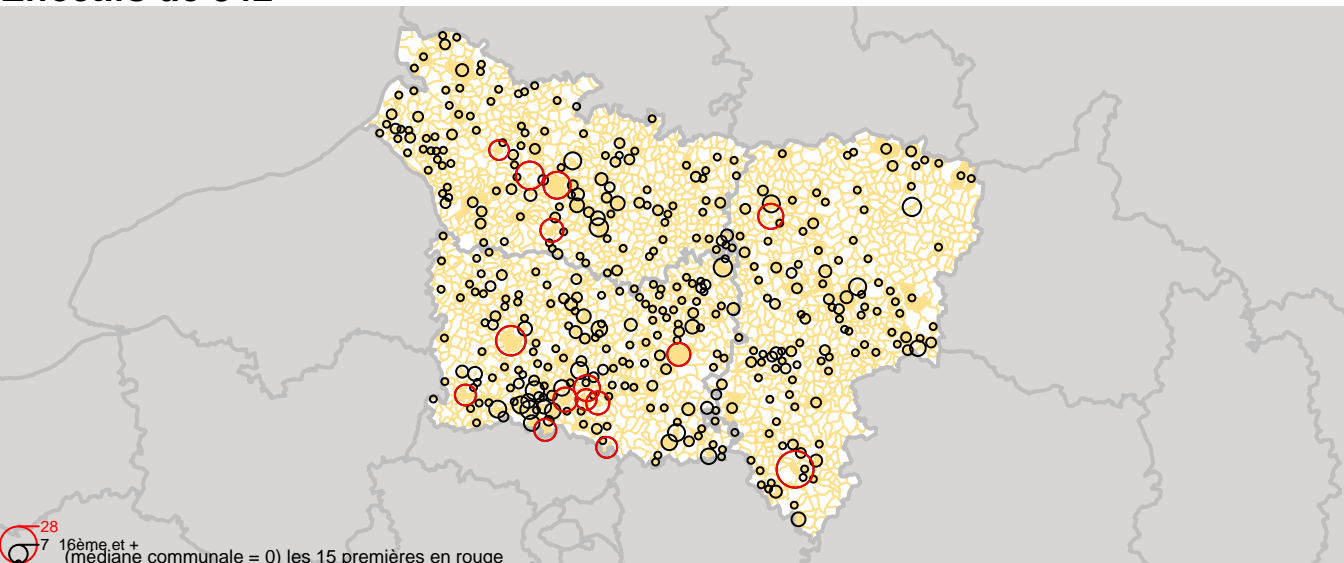


# PTZ+ 2013 en région PICARDIE

Zonage



Effectifs de 842

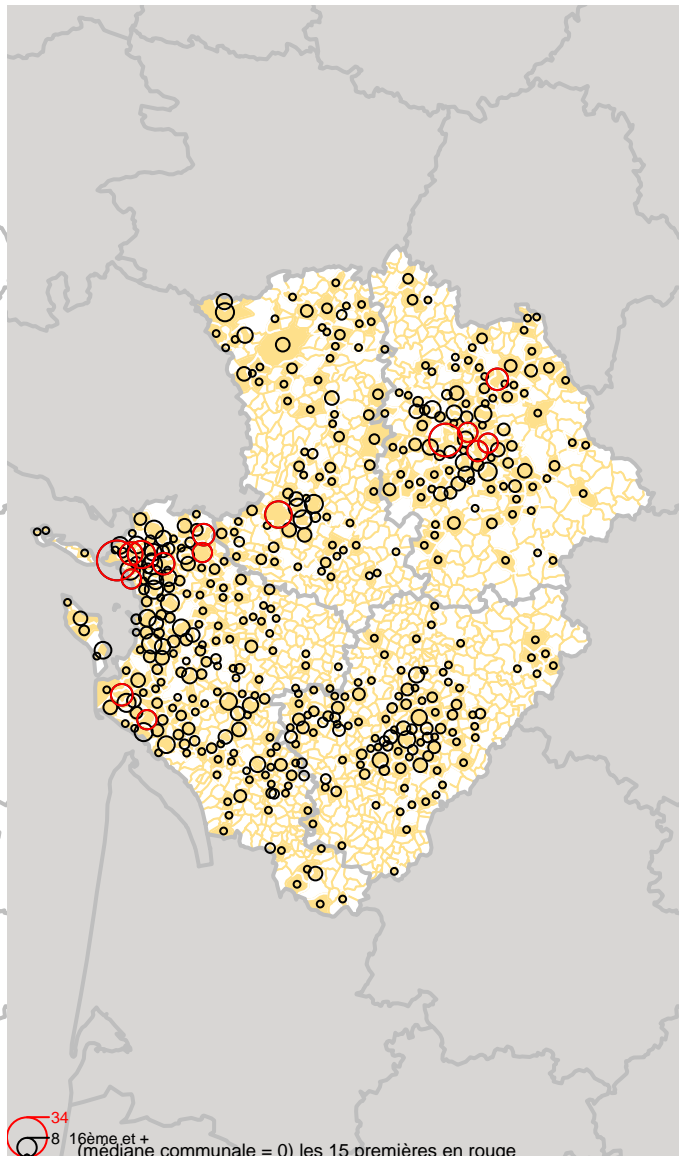
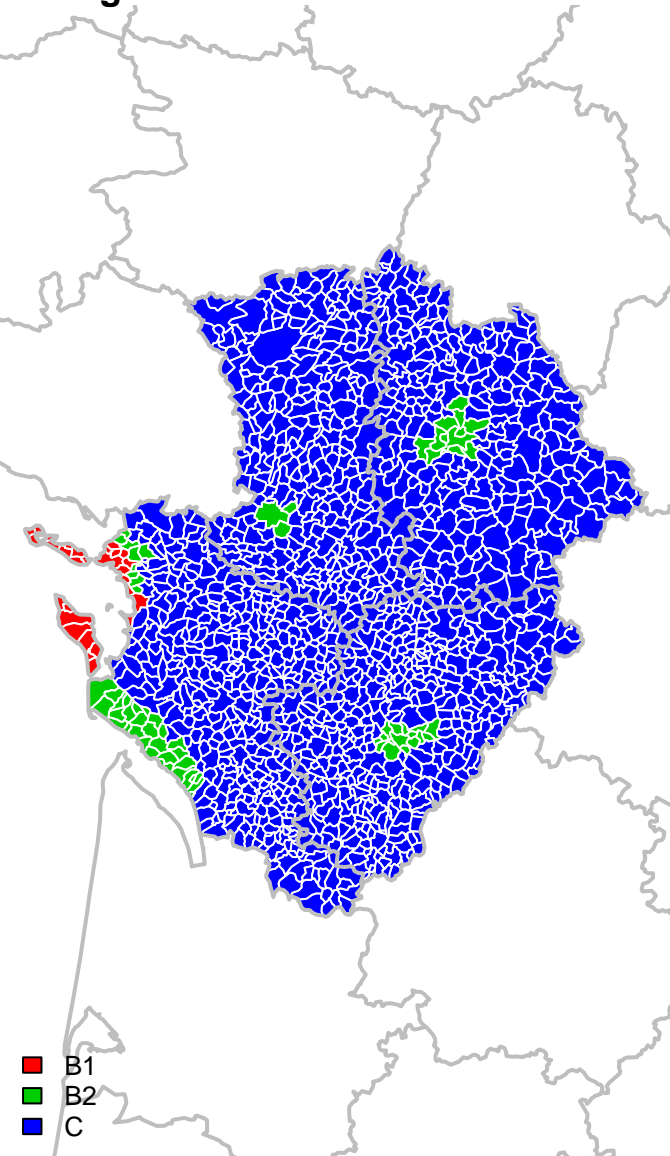




# PTZ+ 2013 en région POITOU-CHARENTES

Zonage

Effectifs de 1129

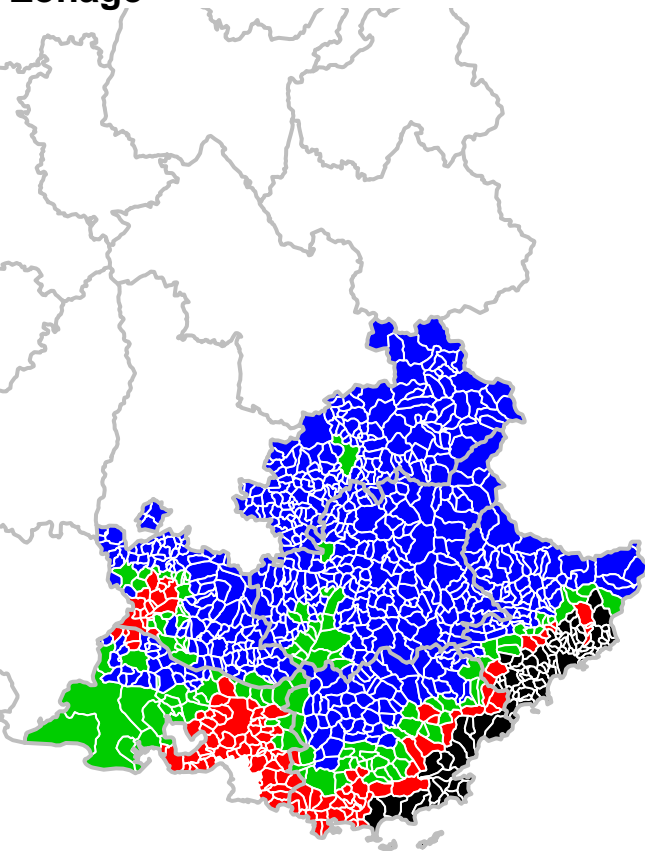


34  
8 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

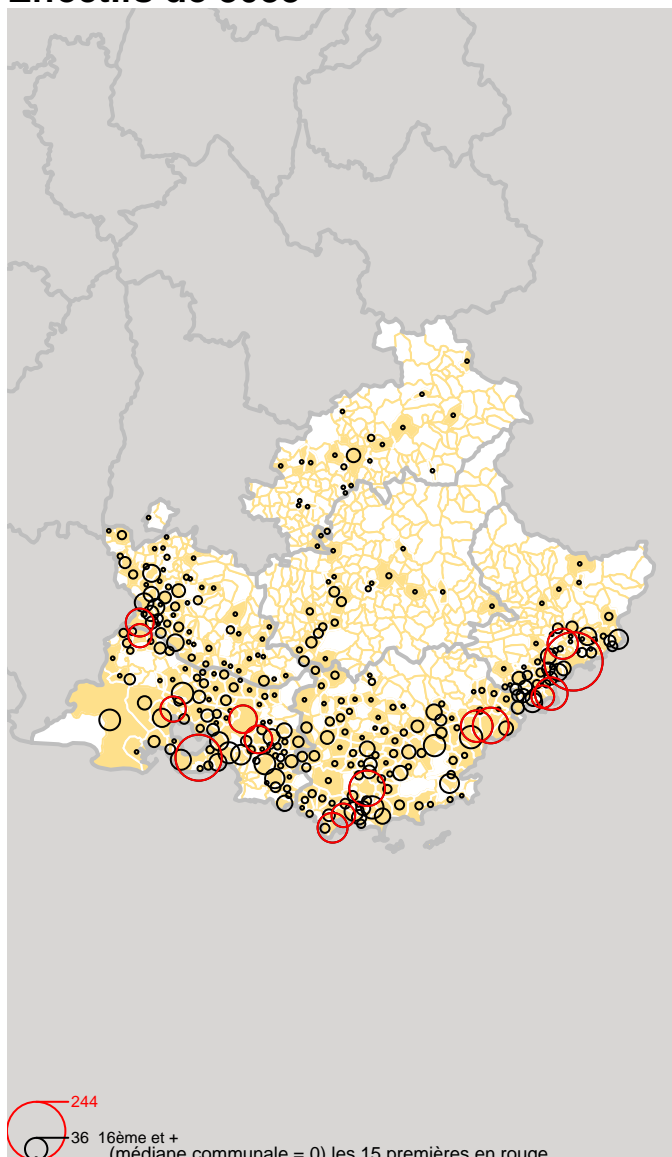
# PTZ+ 2013 en région PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

## Zonage

## Effectifs de 3033



- A
- B1
- B2
- C

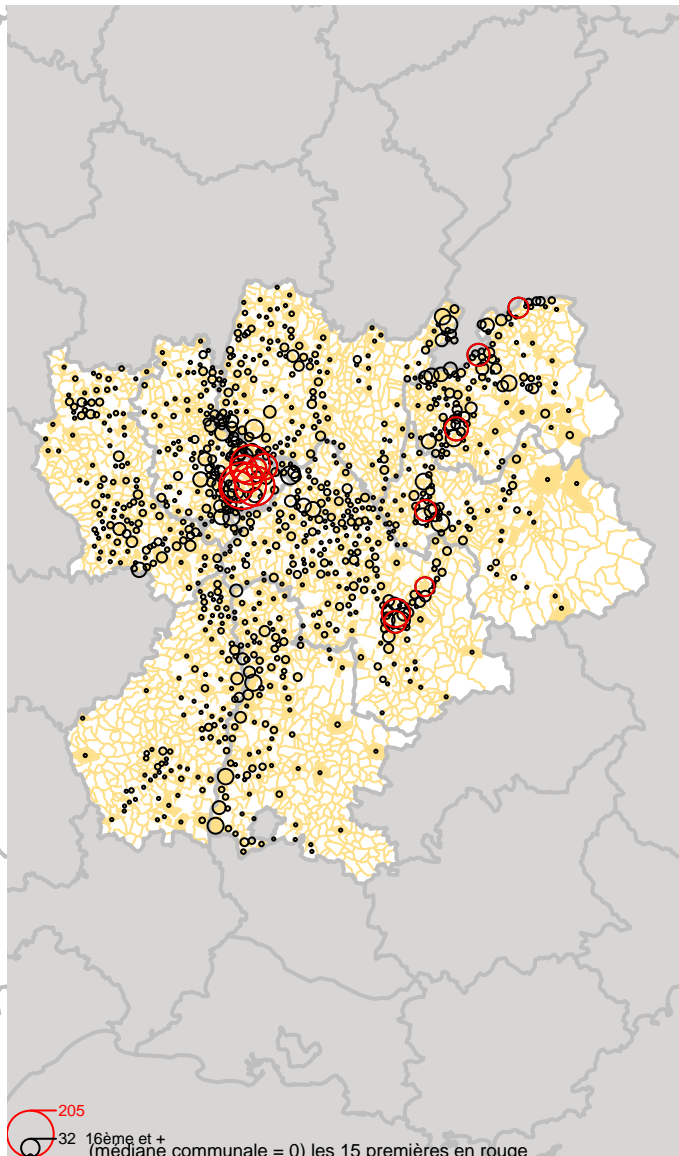
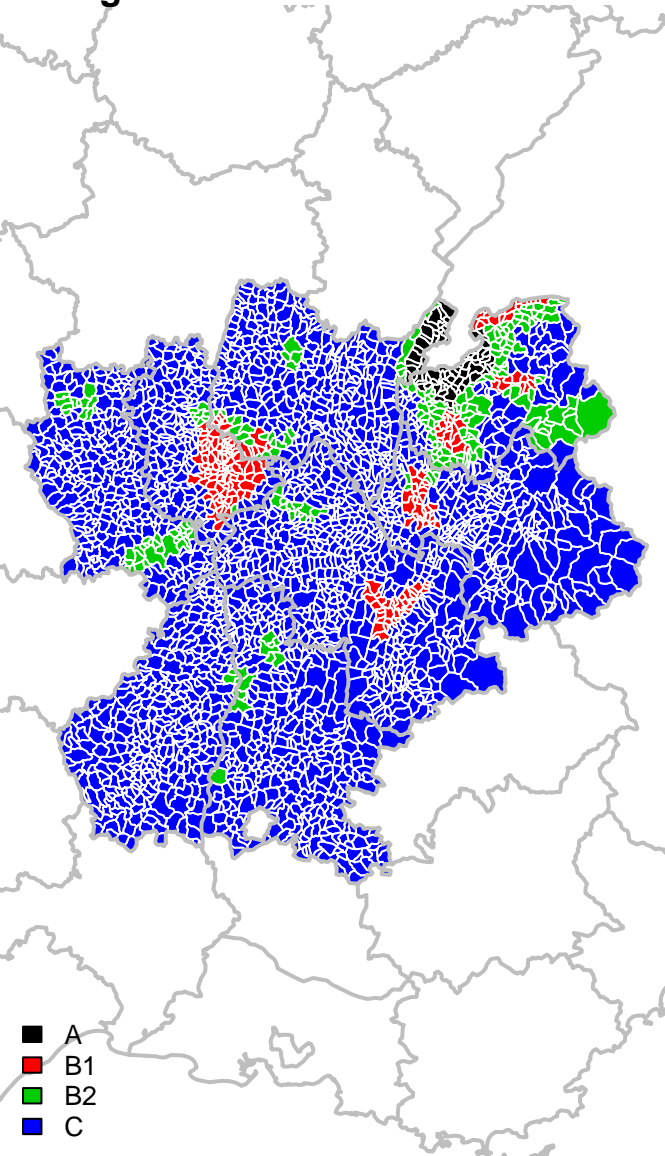


244  
36 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région RHONE-ALPES

Zonage

Effectifs de 4502

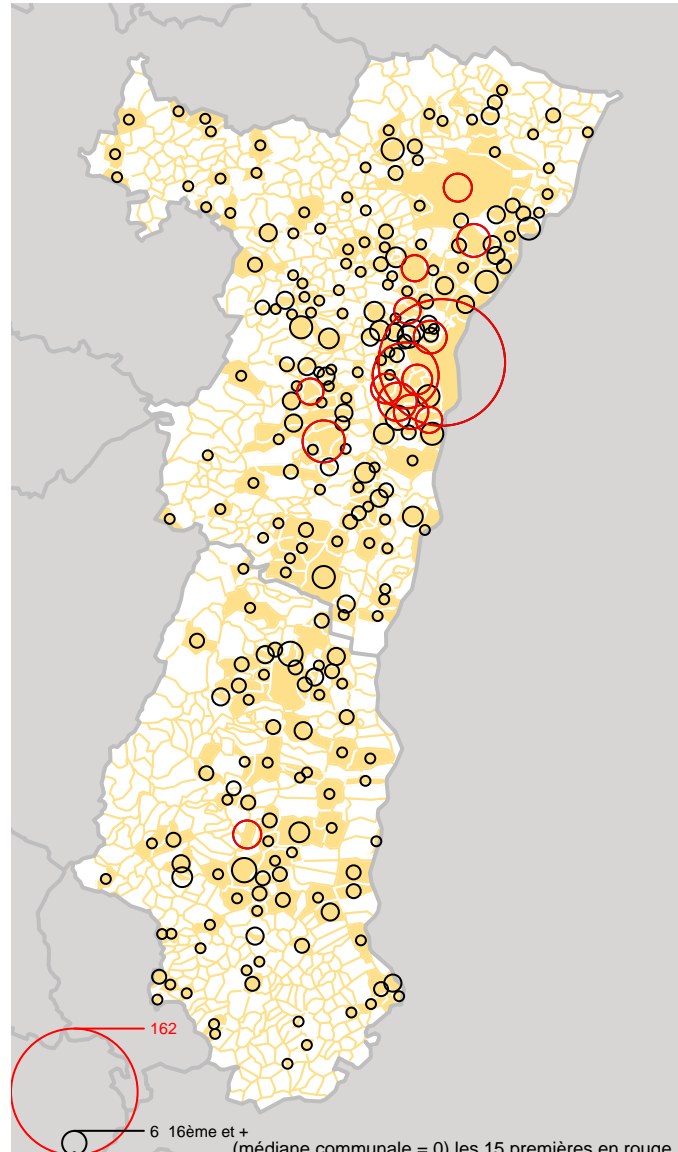
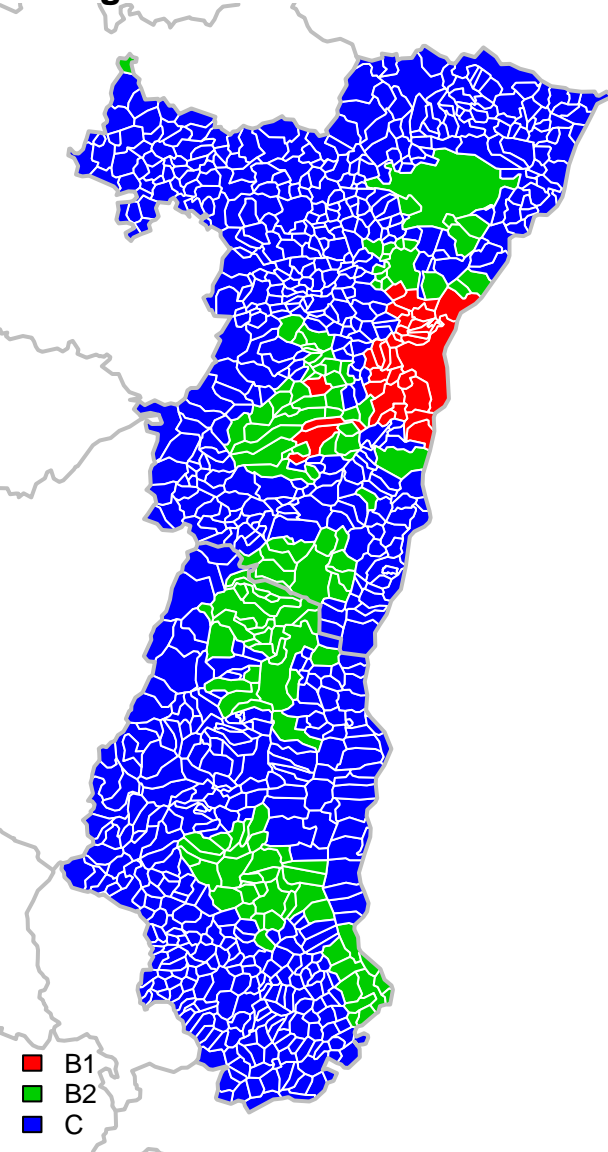




# PTZ+ 2013 en région ALSACE

Effectifs de 754

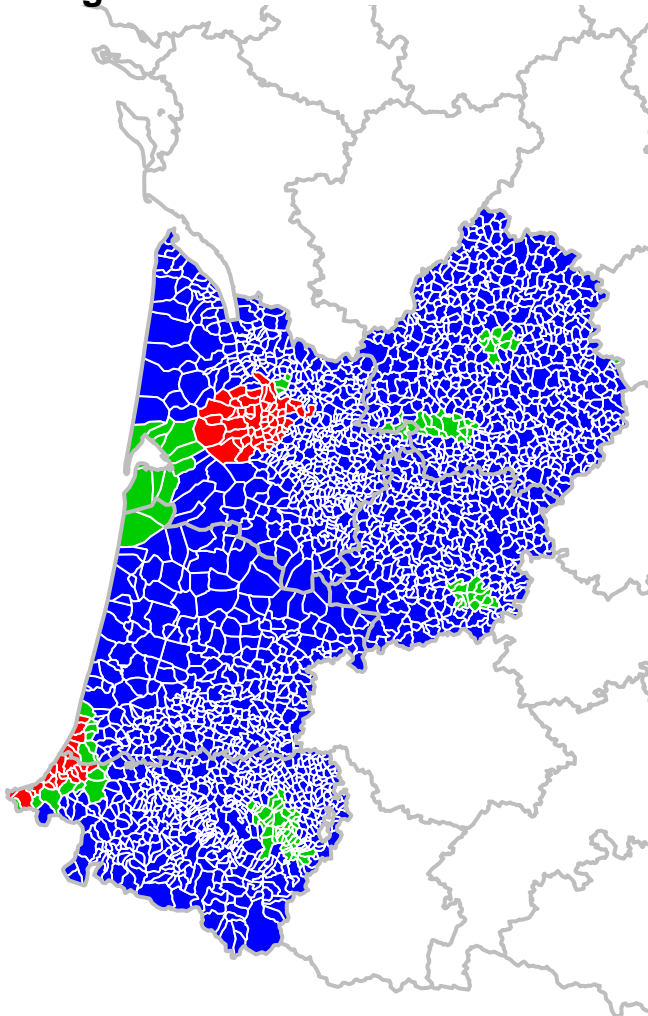
Zonage



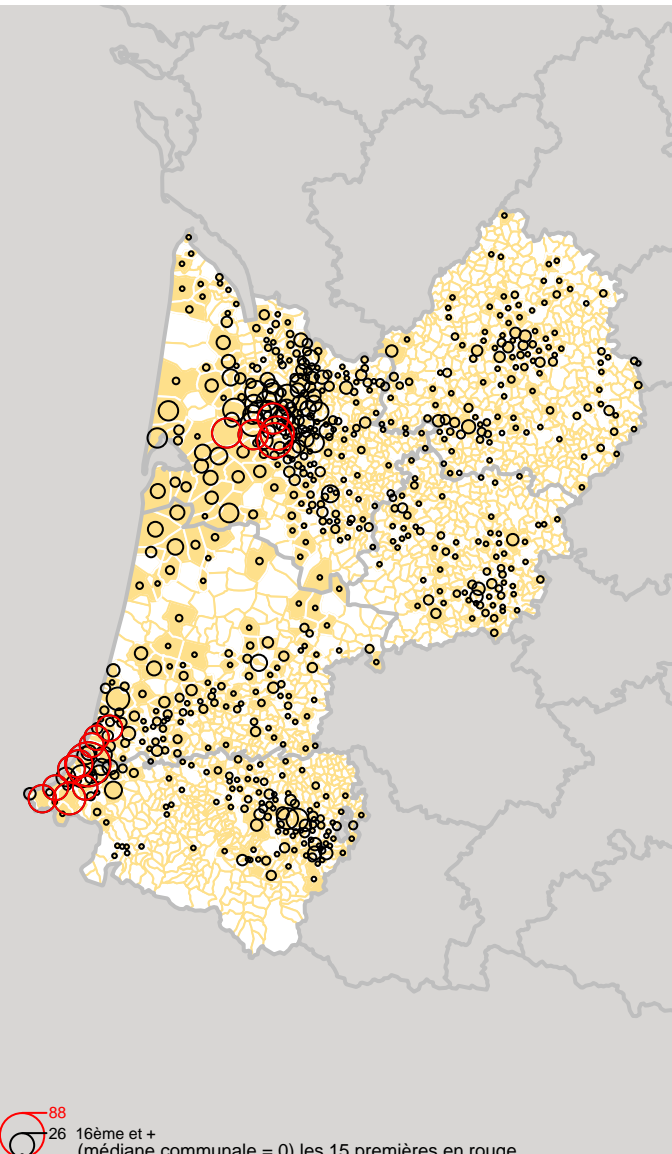
# PTZ+ 2013 en région AQUITAINE

Zonage

Effectifs de 2677



- B1
- B2
- C

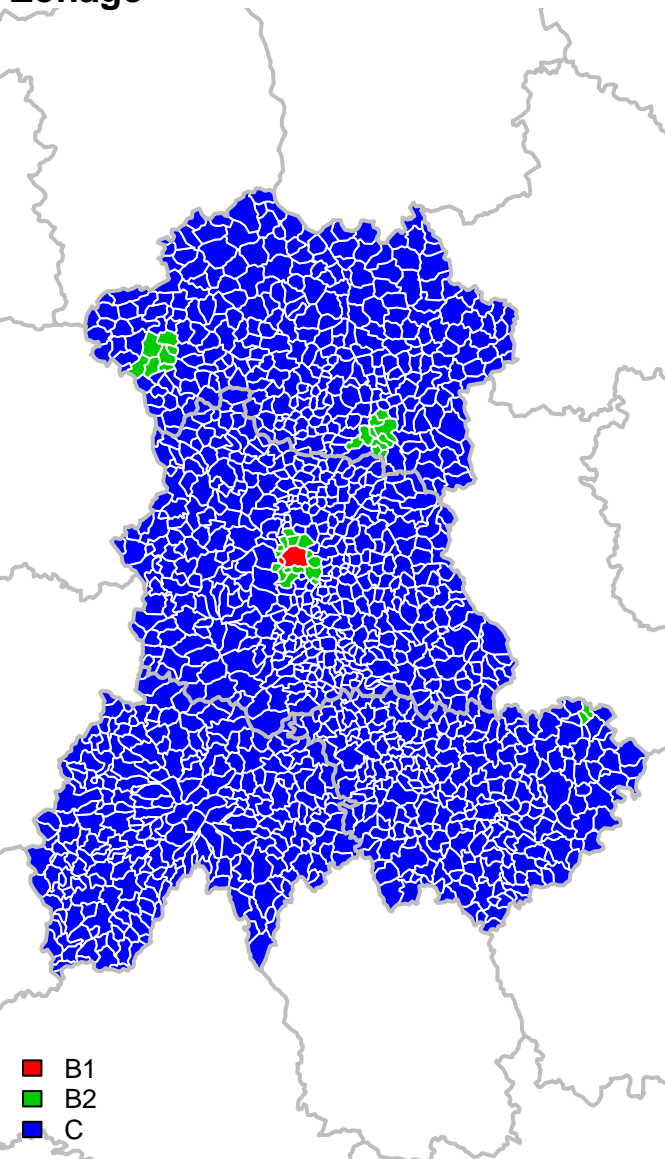


88  
26 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

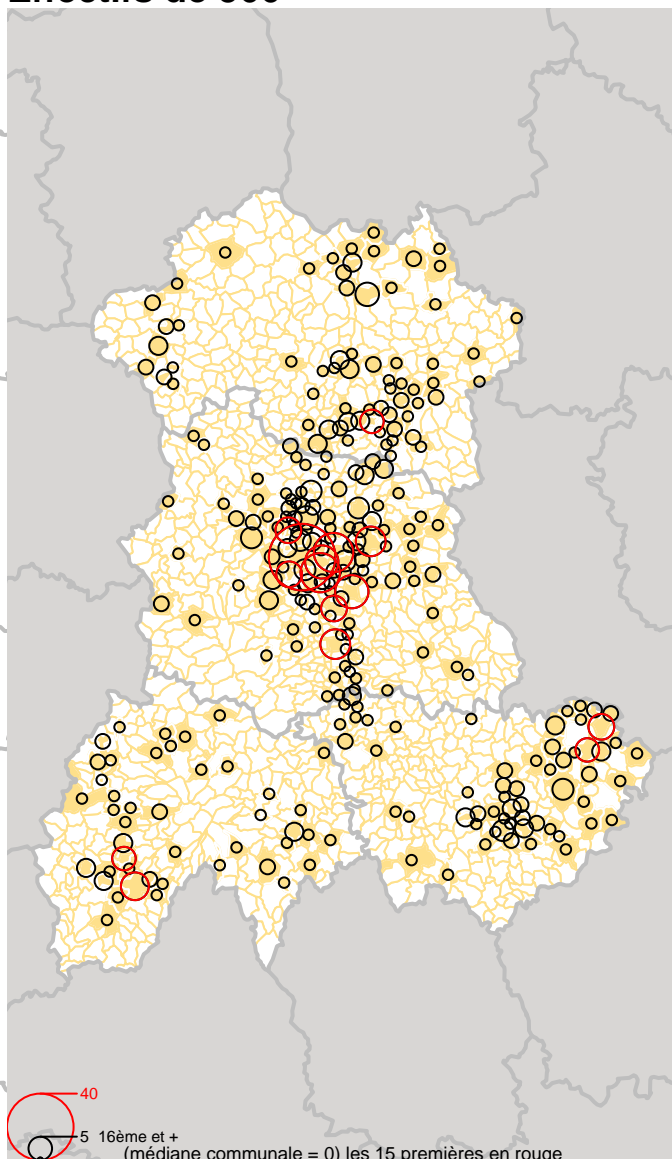
# PTZ+ 2013 en région AUVERGNE

Effectifs de 566

Zonage



- B1
- B2
- C

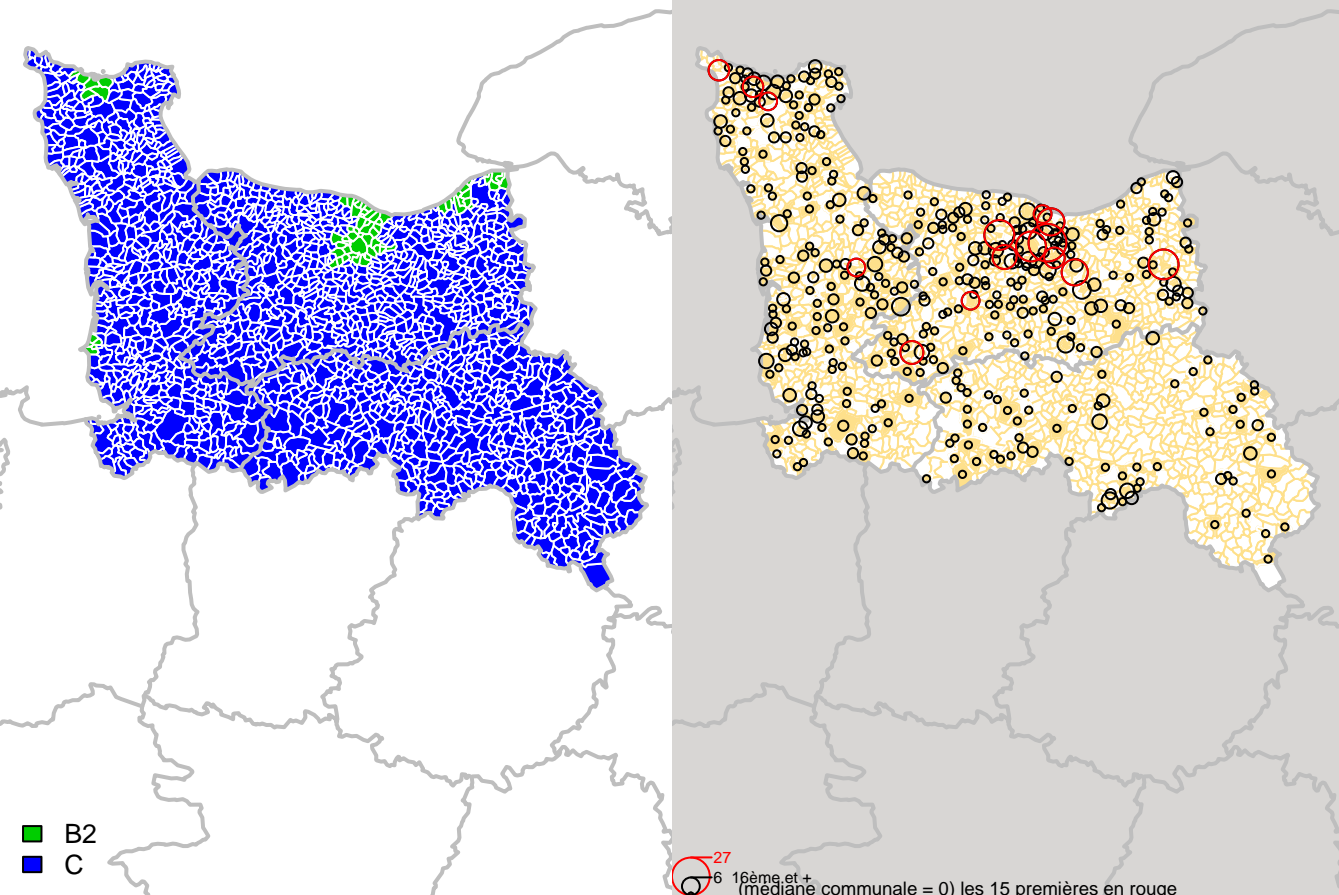


40  
5 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région BASSE-NORMANDIE

Zonage

Effectifs de 813

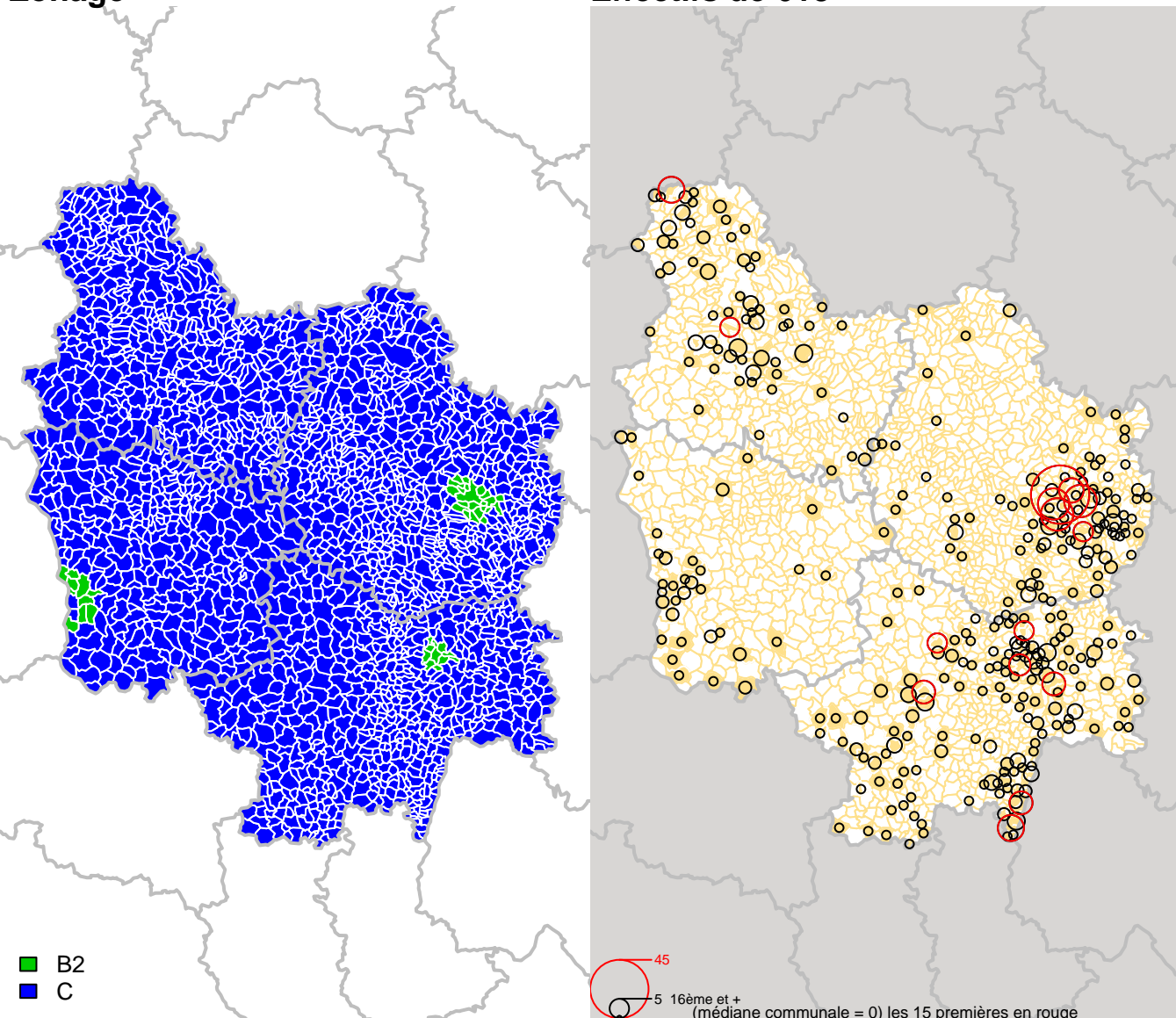




# PTZ+ 2013 en région BOURGOGNE

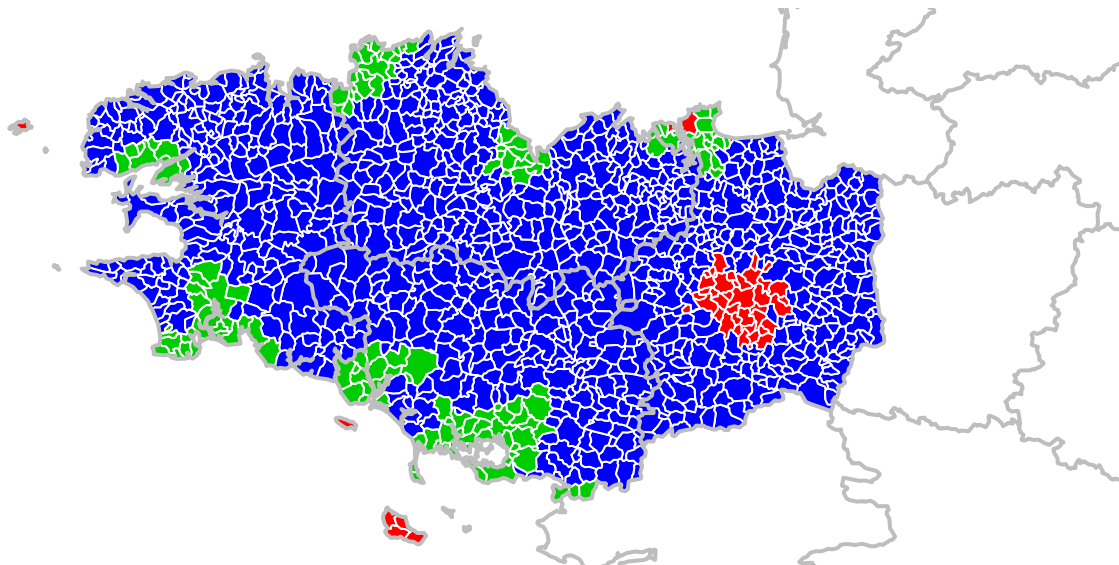
Zonage

Effectifs de 618



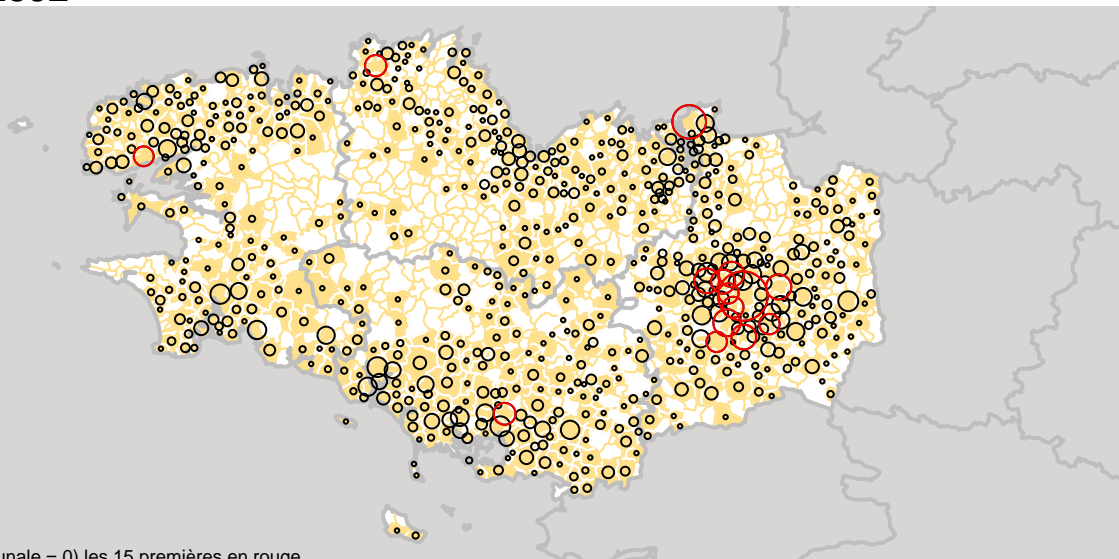
# PTZ+ 2013 en région BRETAGNE

Zonage



■ B1  
■ B2  
■ C

Effectifs de 2892

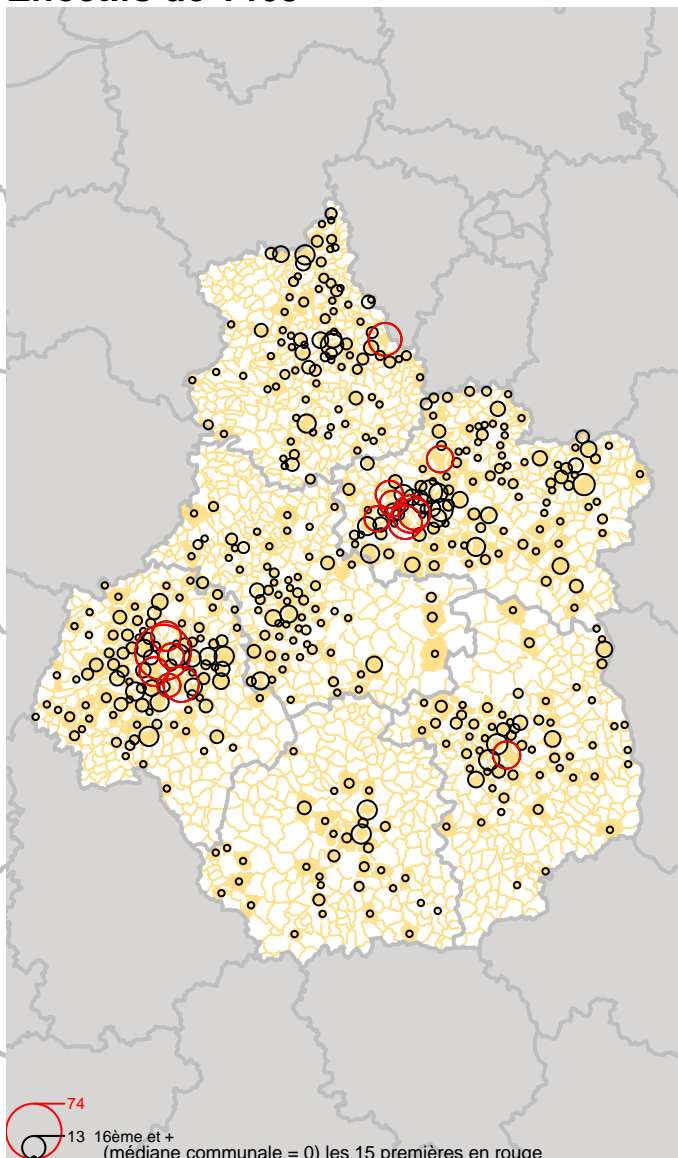
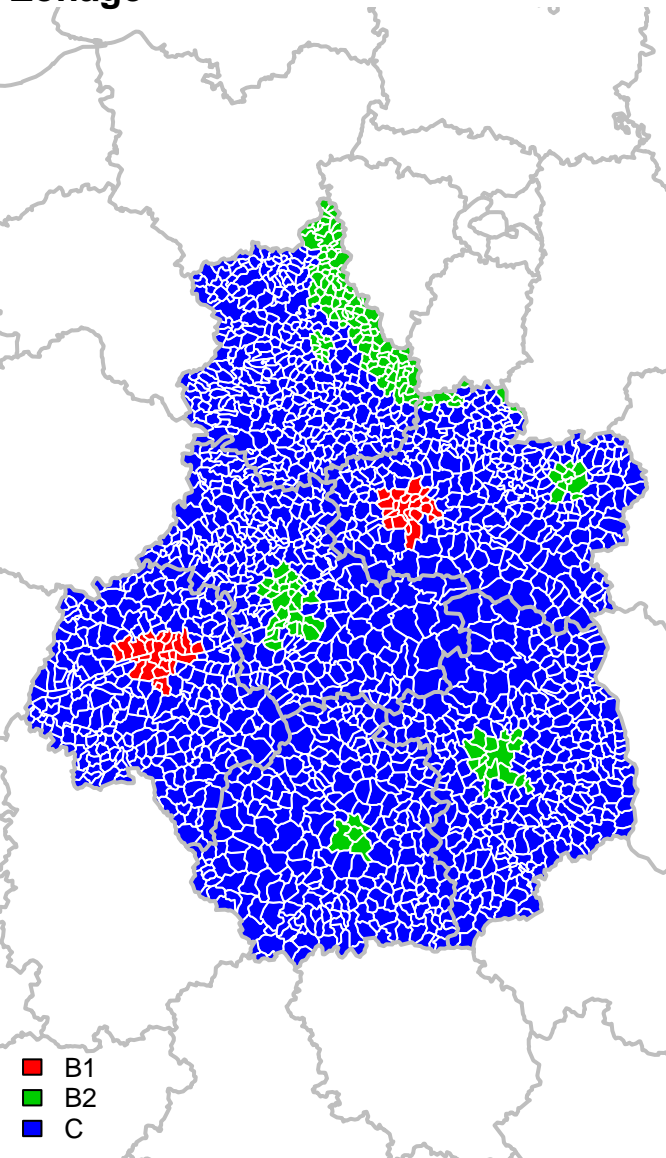


124  
20  
16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région CENTRE

Effectifs de 1463

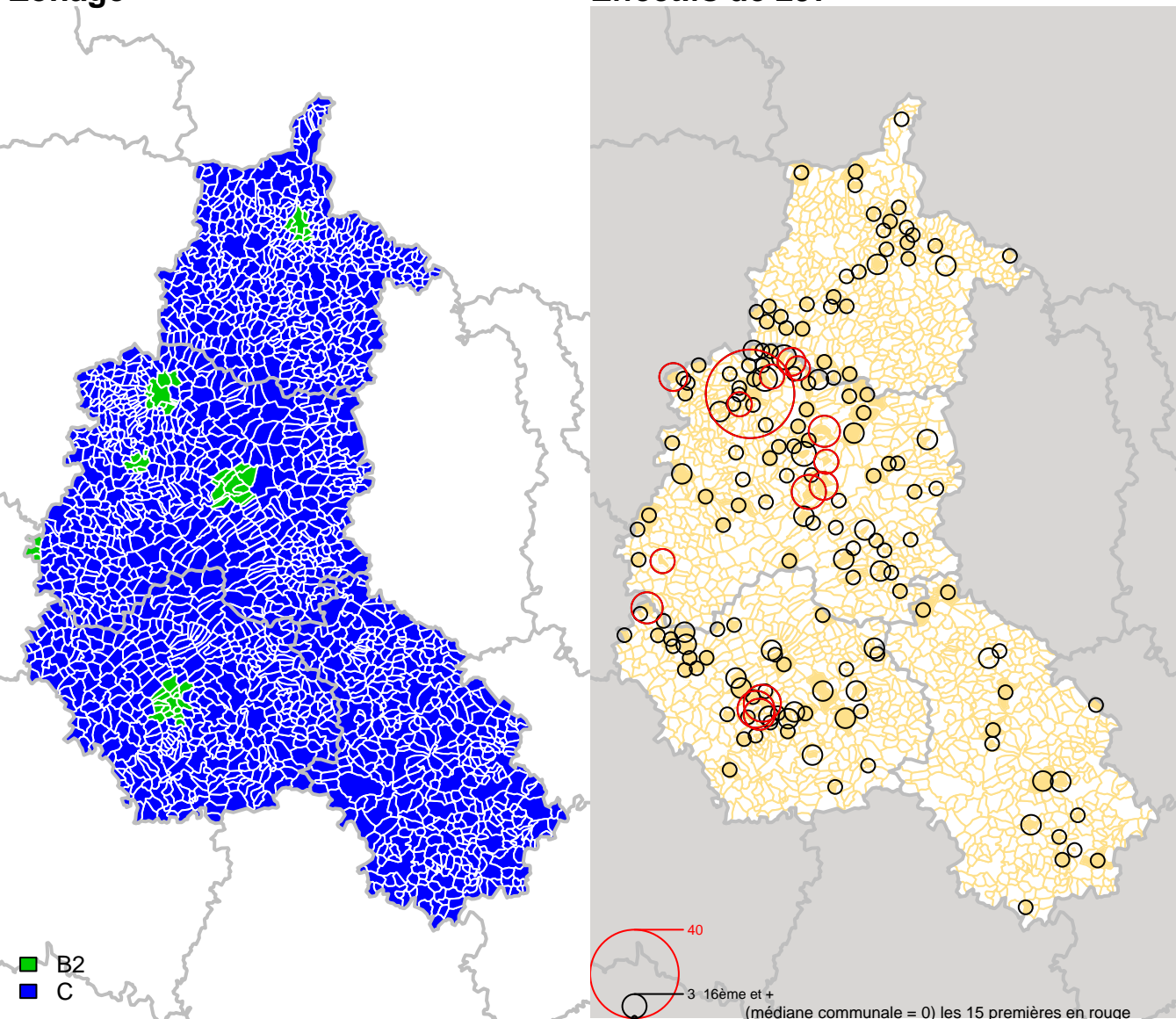
Zonage



# PTZ+ 2013 en région CHAMPAGNE-ARDENNE

Zonage

Effectifs de 297

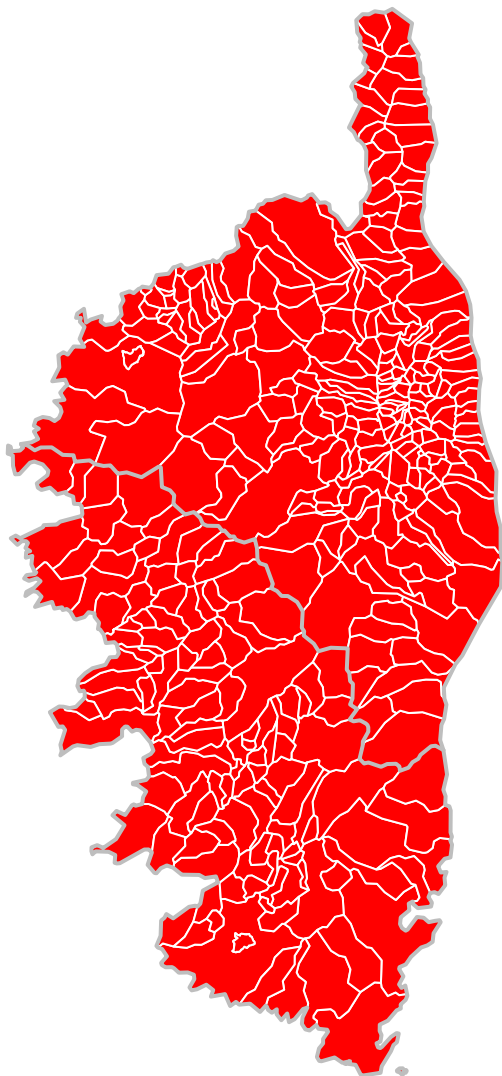




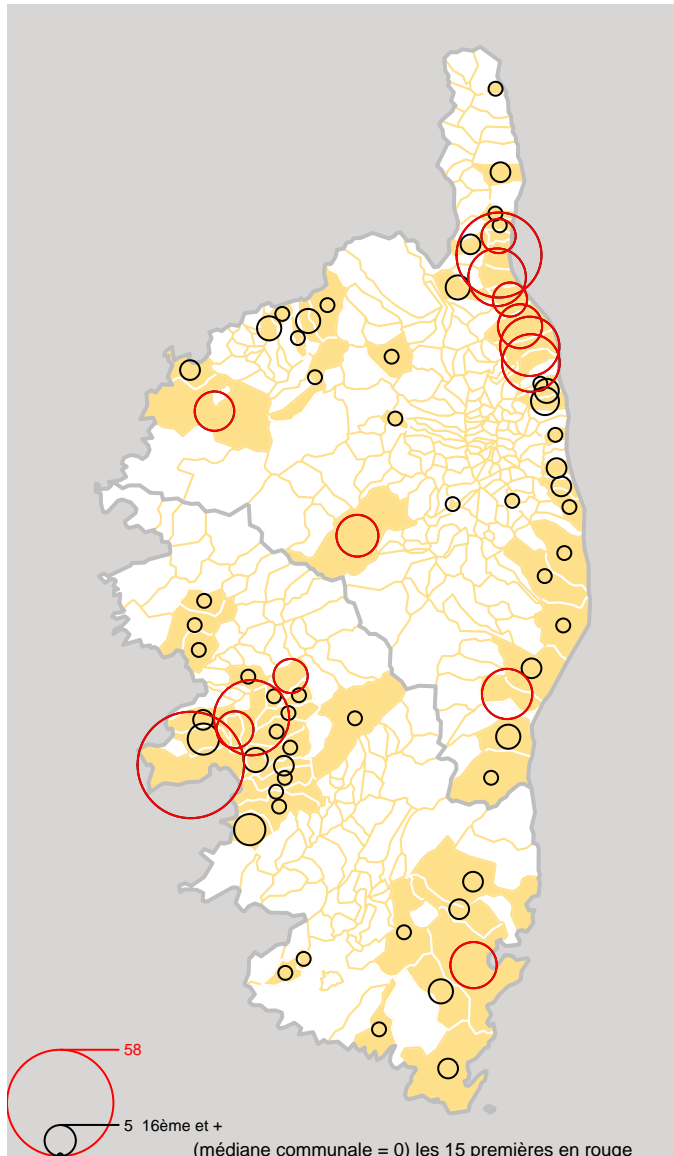
# PTZ+ 2013 en région CORSE

Effectifs de 344

Zonage



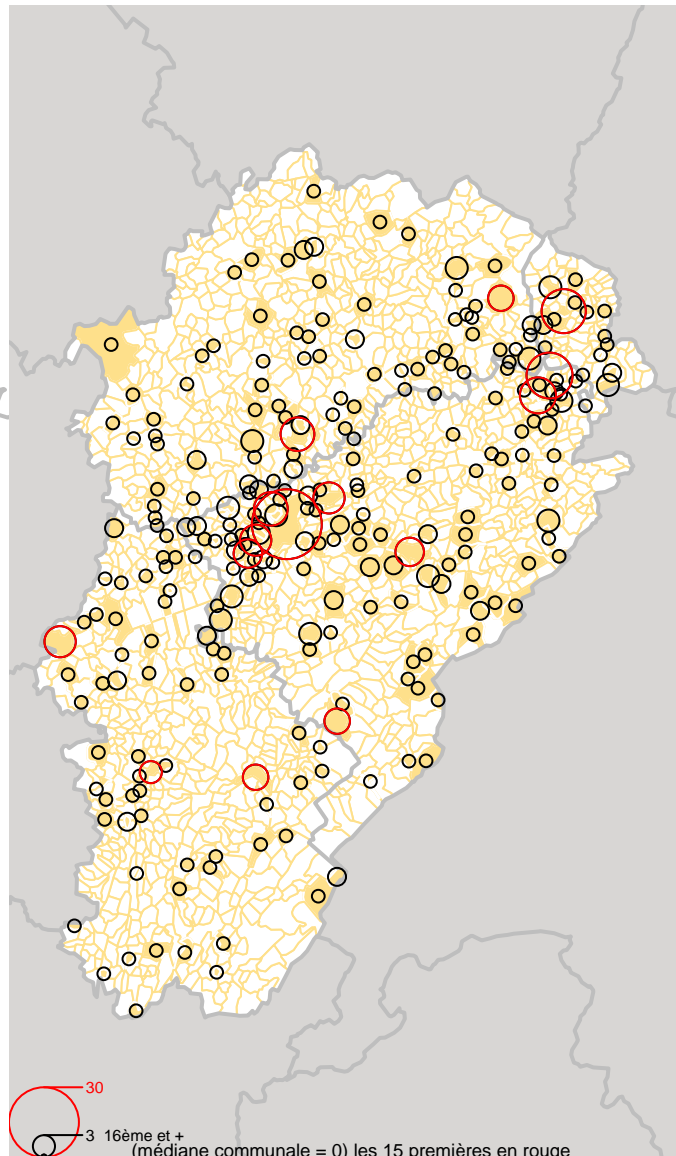
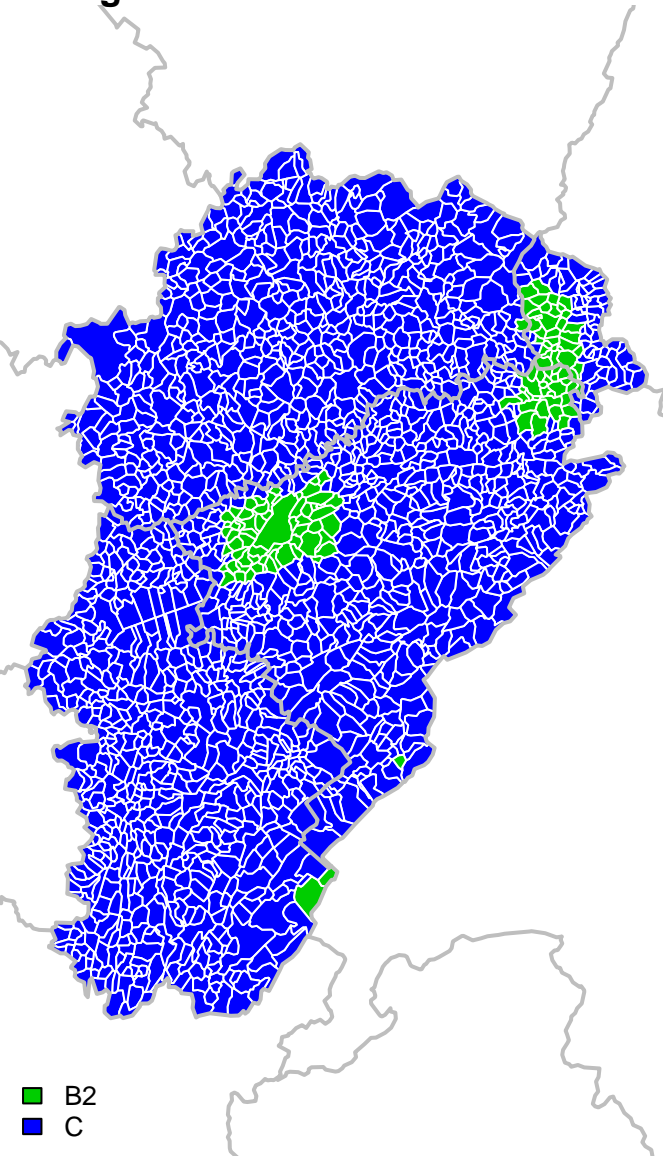
■ B1



# PTZ+ 2013 en région FRANCHE-COMTE

Zonage

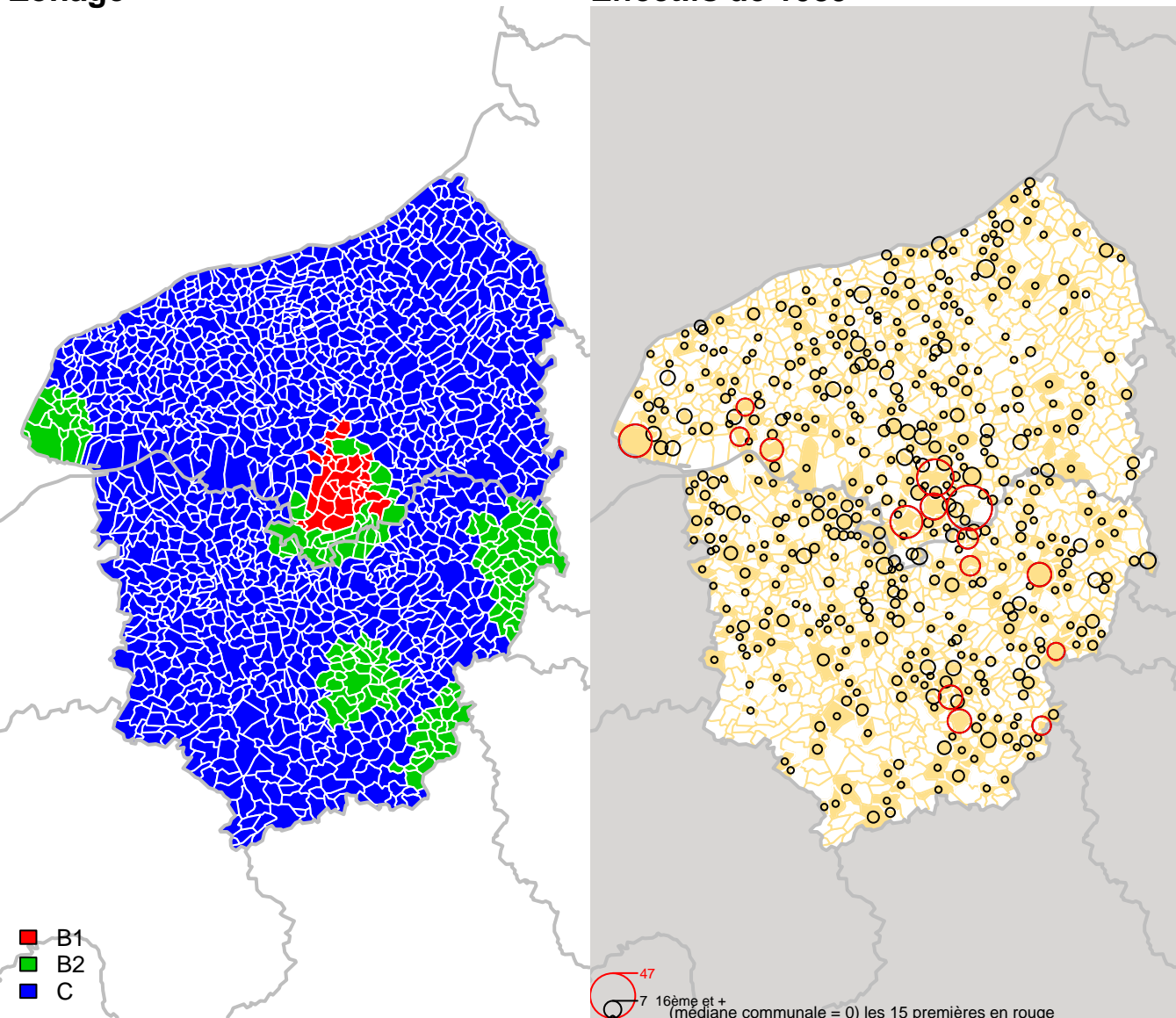
Effectifs de 425



# PTZ+ 2013 en région HAUTE-NORMANDIE

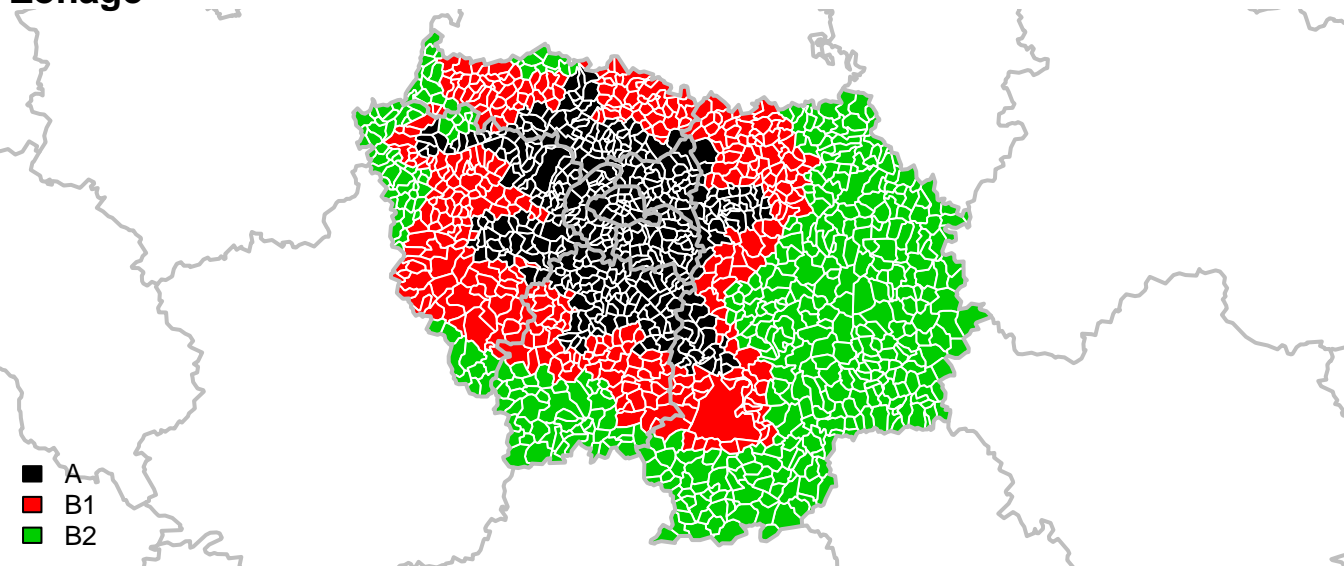
Zonage

Effectifs de 1089

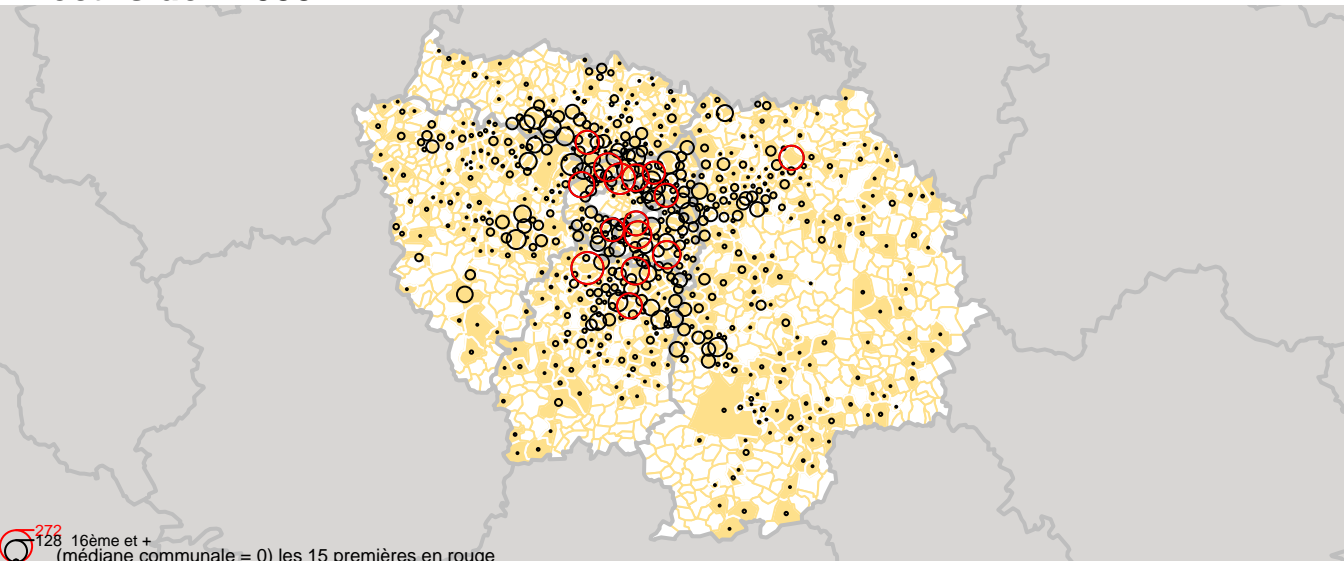


# PTZ+ 2013 en région ILE-DE-FRANCE

Zonage



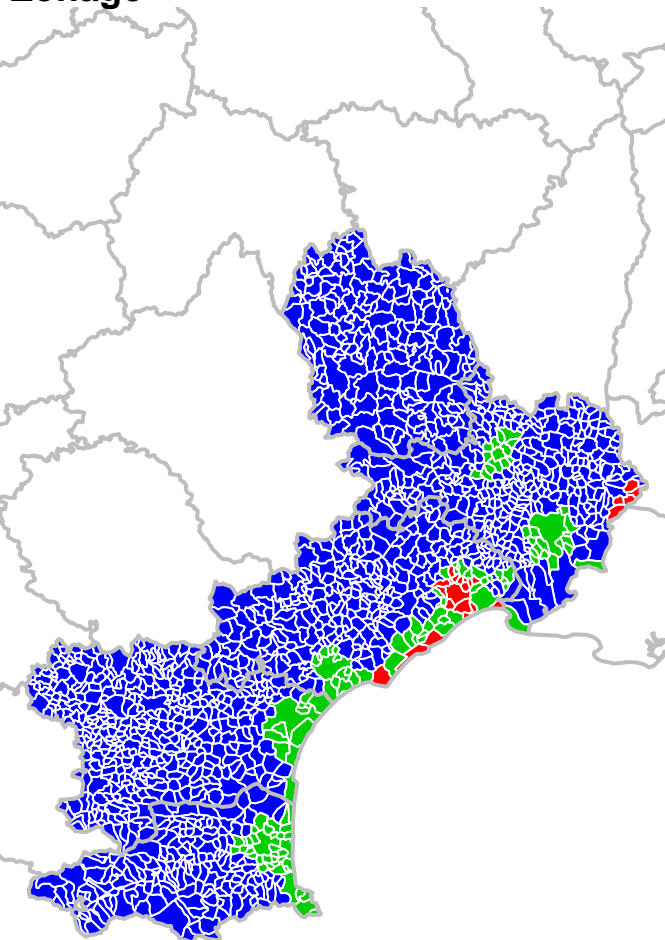
Effectifs de 11055



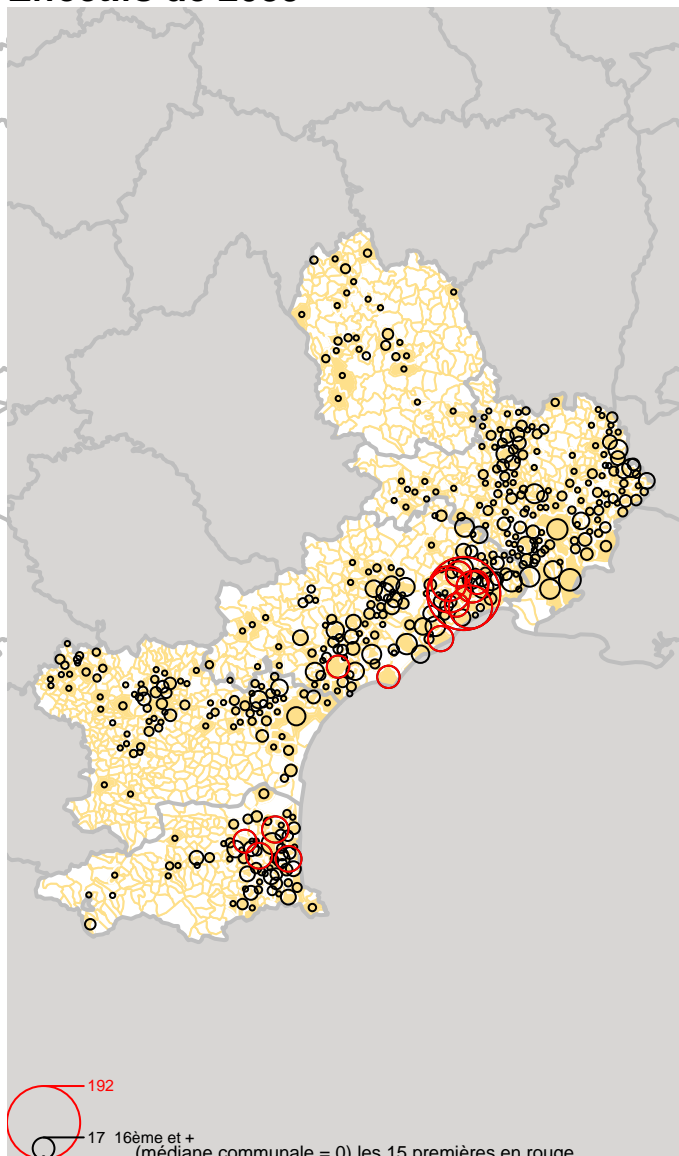
# PTZ+ 2013 en région LANGUEDOC-ROUSSILLON

Zonage

Effectifs de 2039



- B1
- B2
- C



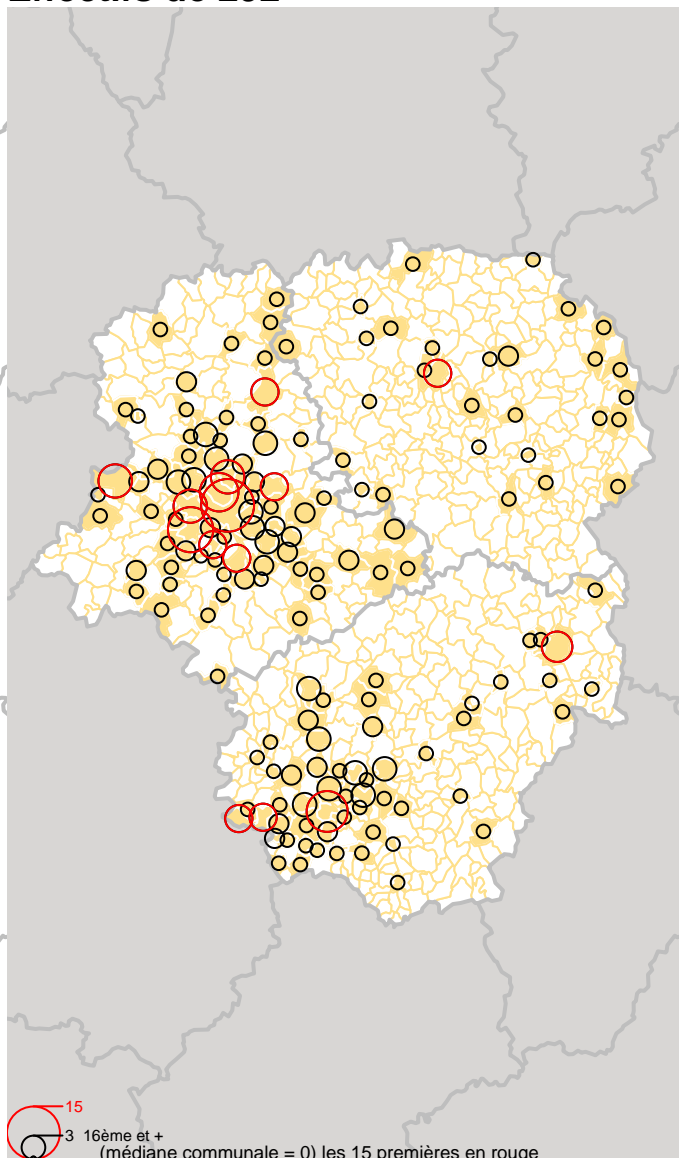
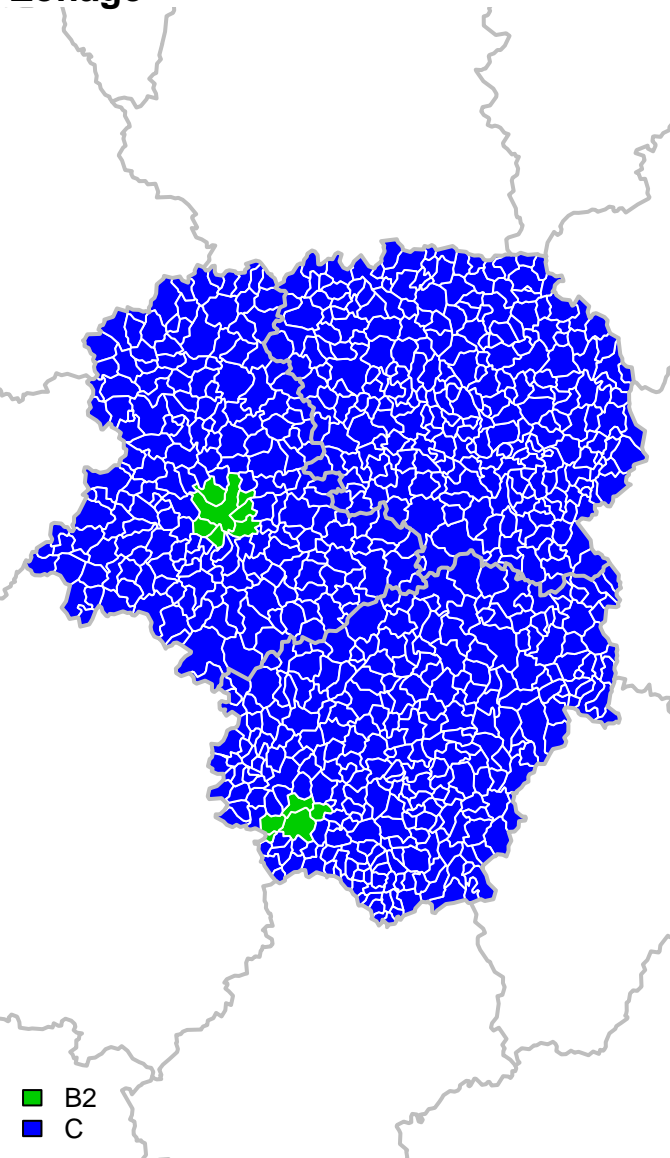
192  
17 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge



# PTZ+ 2013 en région LIMOUSIN

Effectifs de 292

Zonage



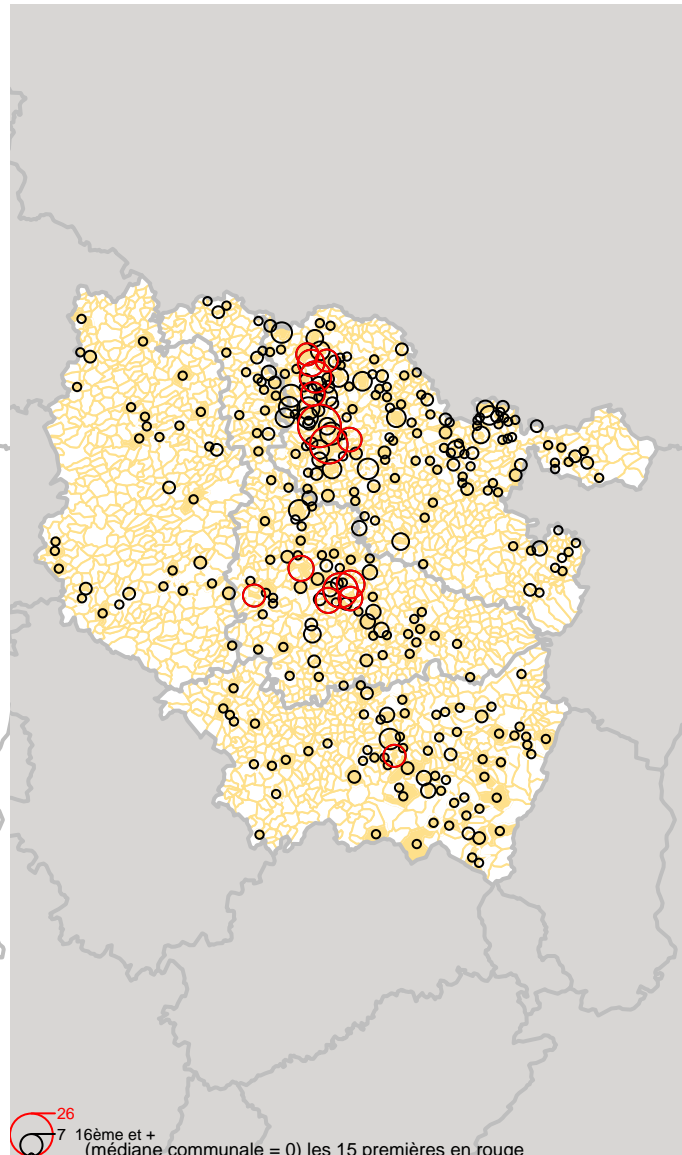
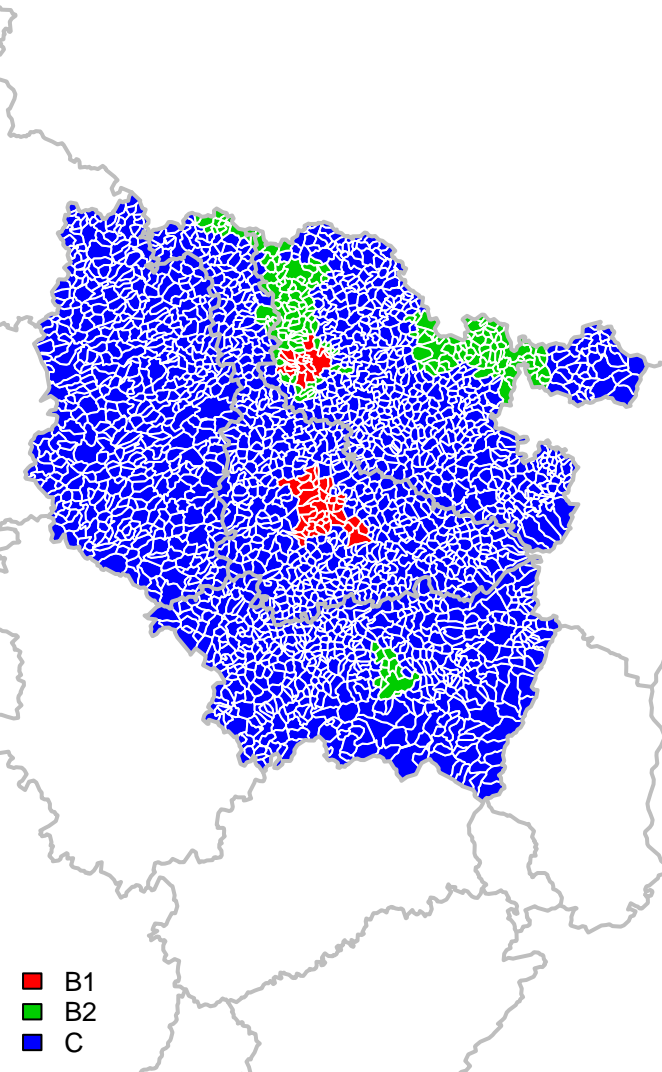
■ B2  
■ C

15  
3 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

# PTZ+ 2013 en région LORRAINE

Zonage

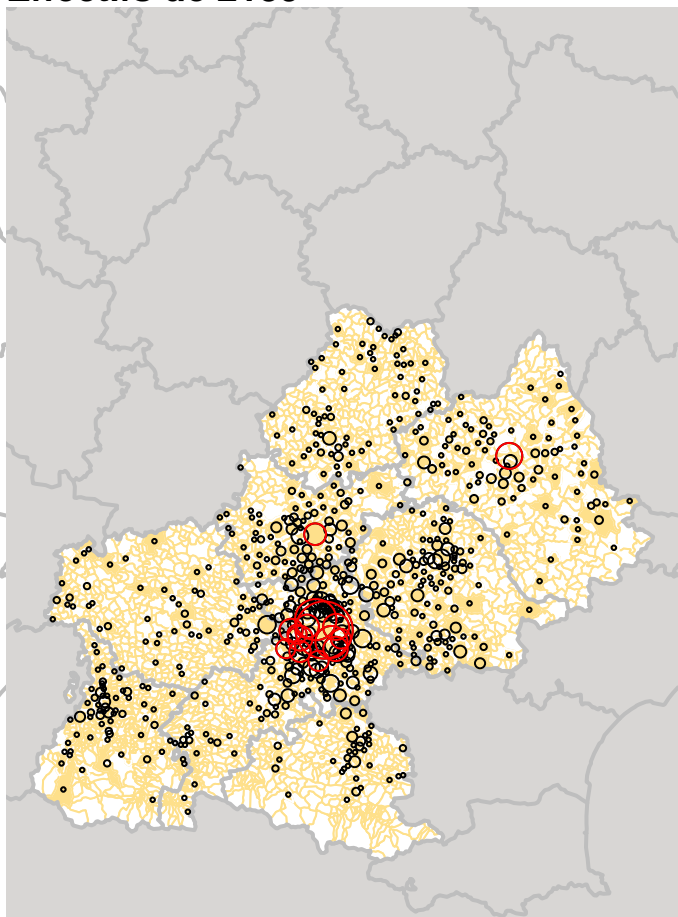
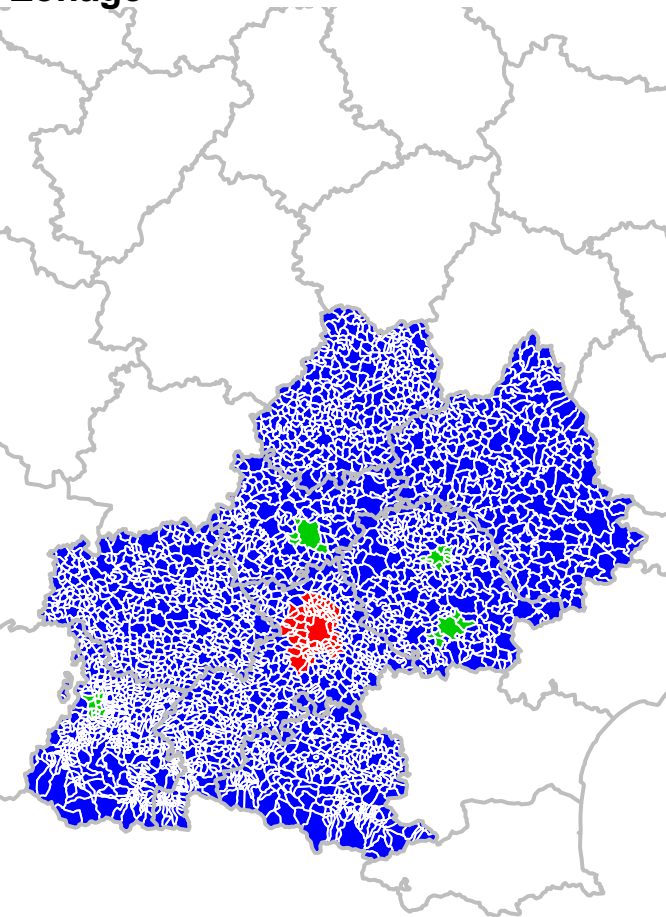
Effectifs de 685



# PTZ+ 2013 en région MIDI-PYRENEES

Zonage

Effectifs de 2139



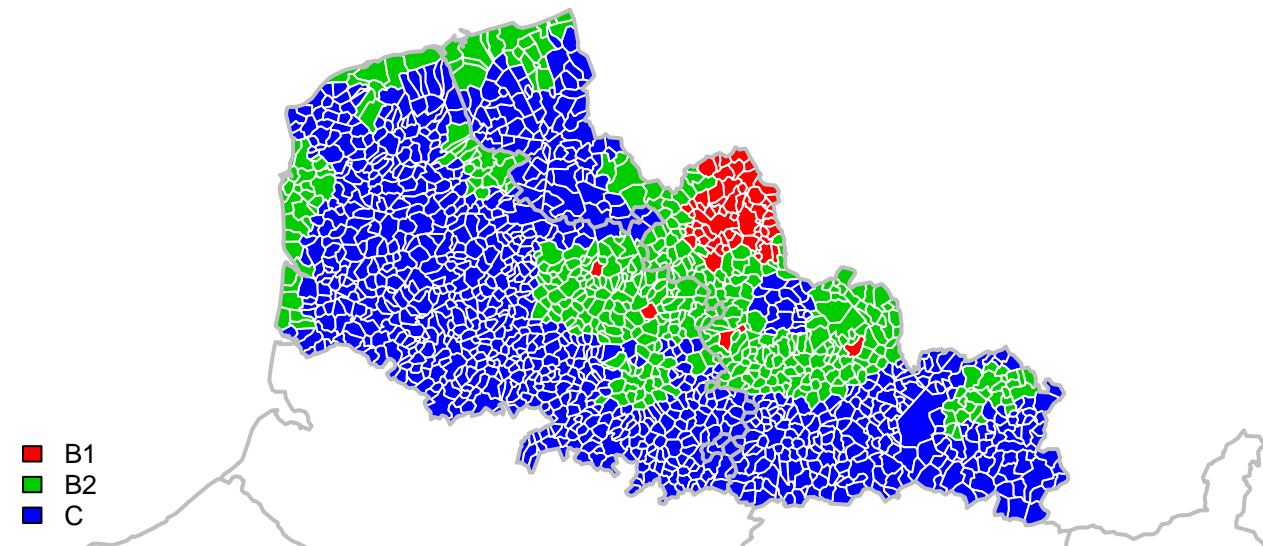
- B1
- B2
- C



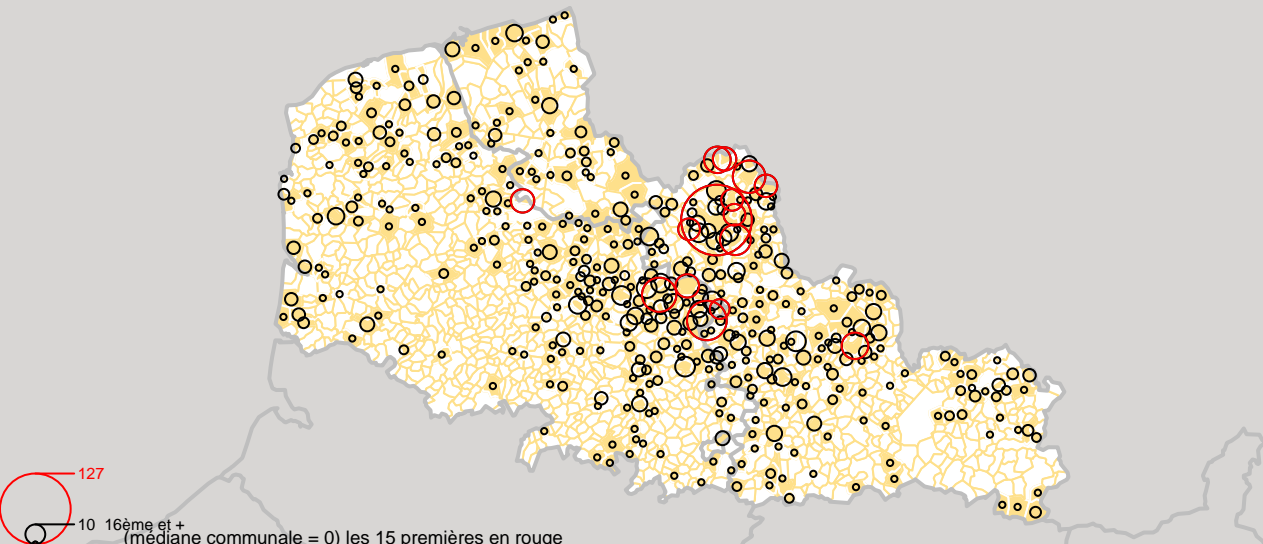


# PTZ+ 2013 en région NORD-PAS-DE-CALAIS

Zonage



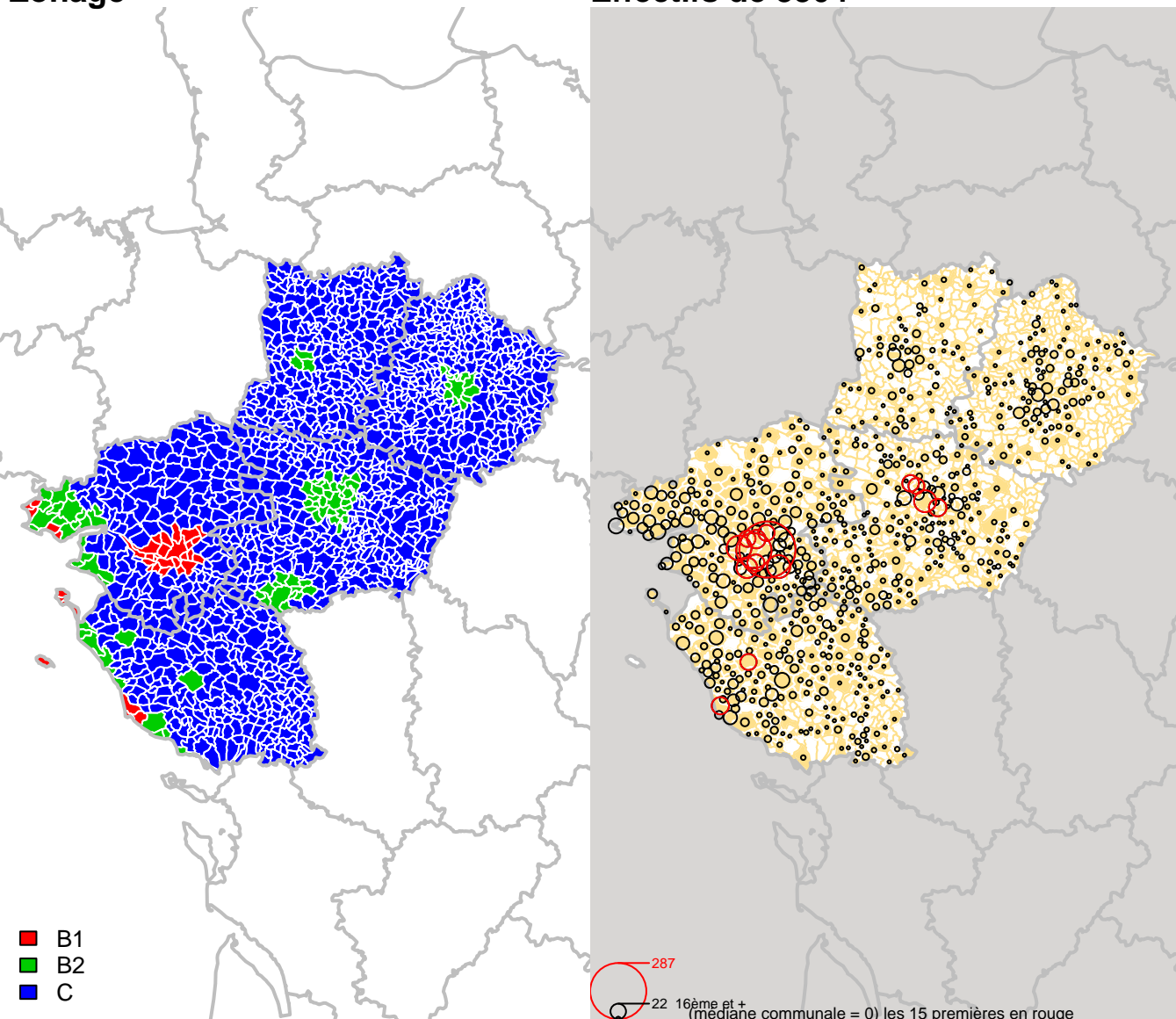
Effectifs de 1324



# PTZ+ 2013 en région PAYS DE LA LOIRE

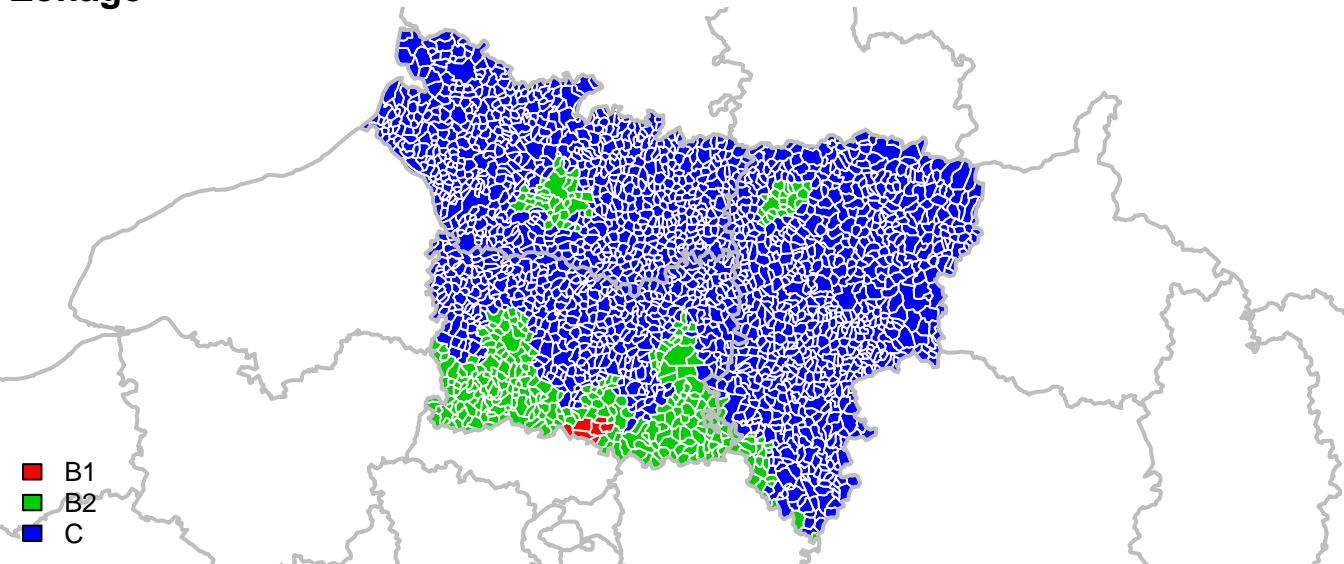
Zonage

Effectifs de 3304

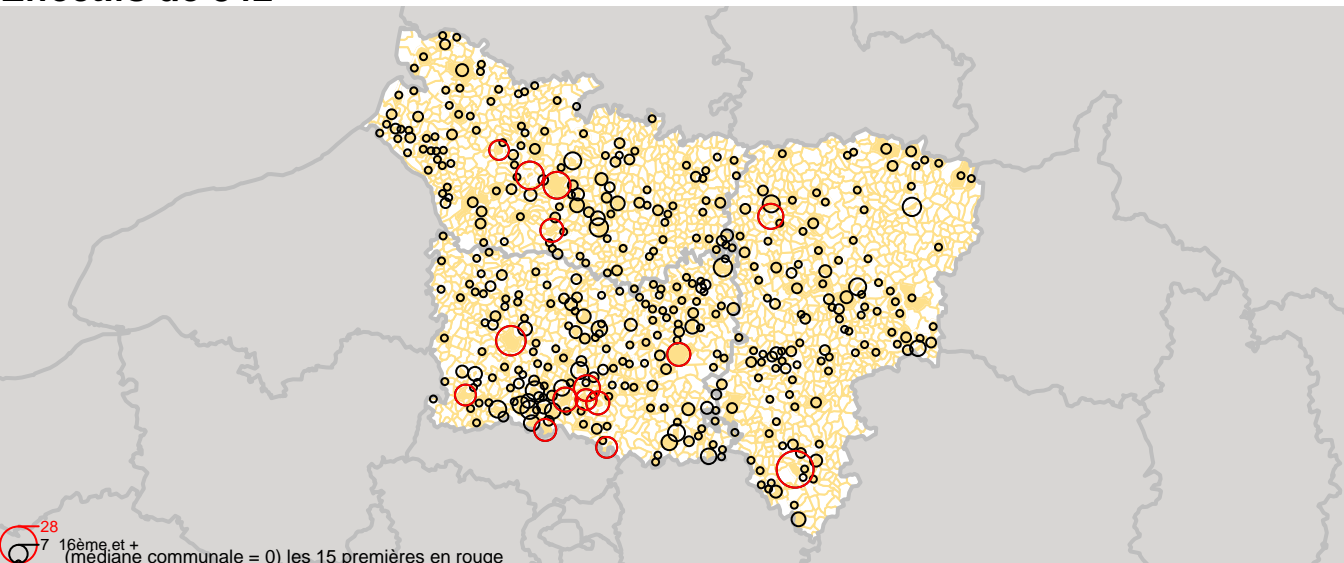


# PTZ+ 2013 en région PICARDIE

Zonage



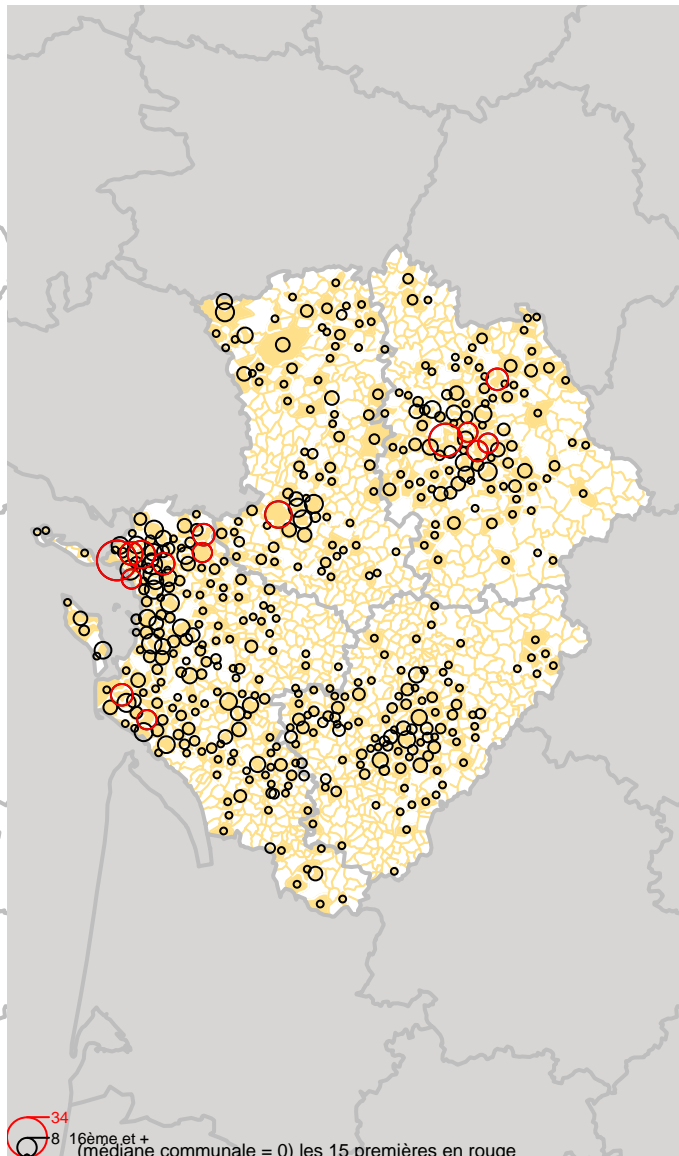
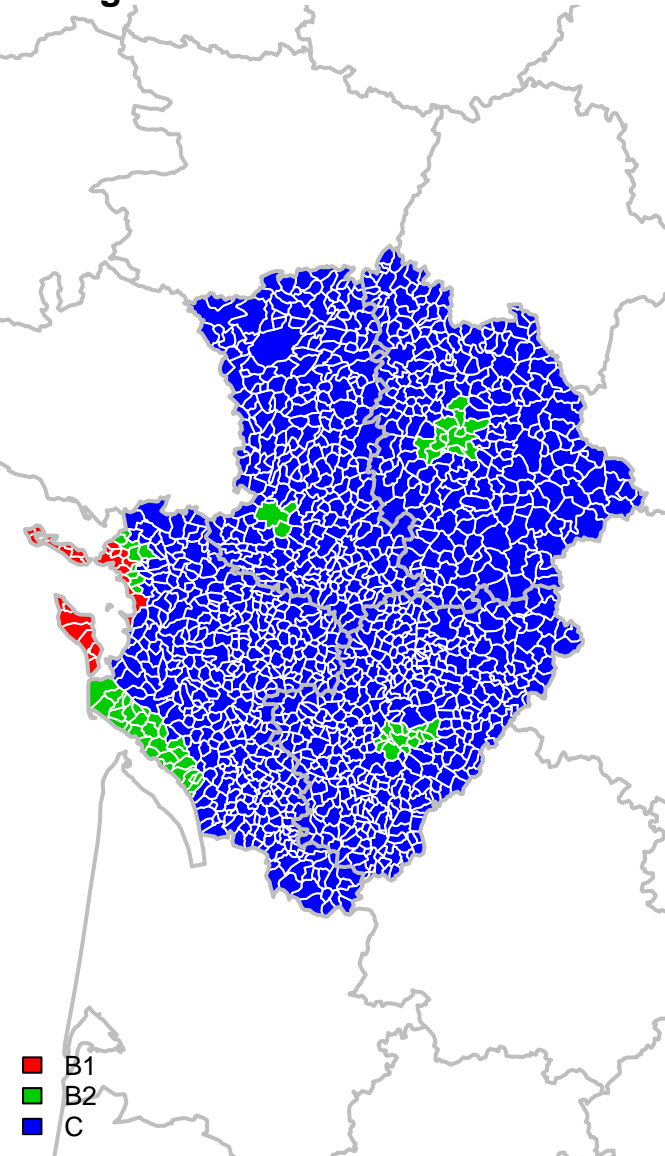
Effectifs de 842



# PTZ+ 2013 en région POITOU-CHARENTES

Zonage

Effectifs de 1129

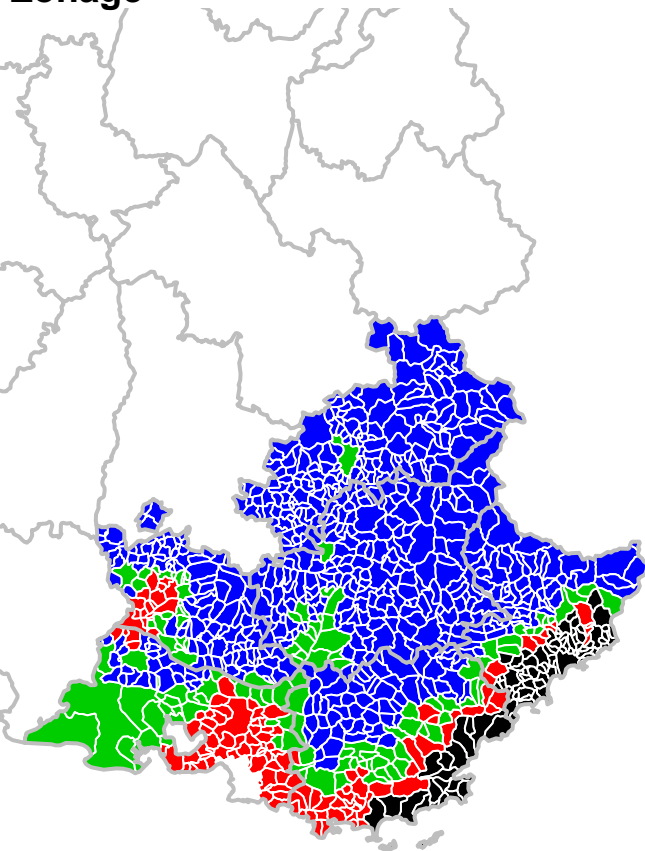


34  
8 16ème et +  
(médiane communale = 0) les 15 premières en rouge

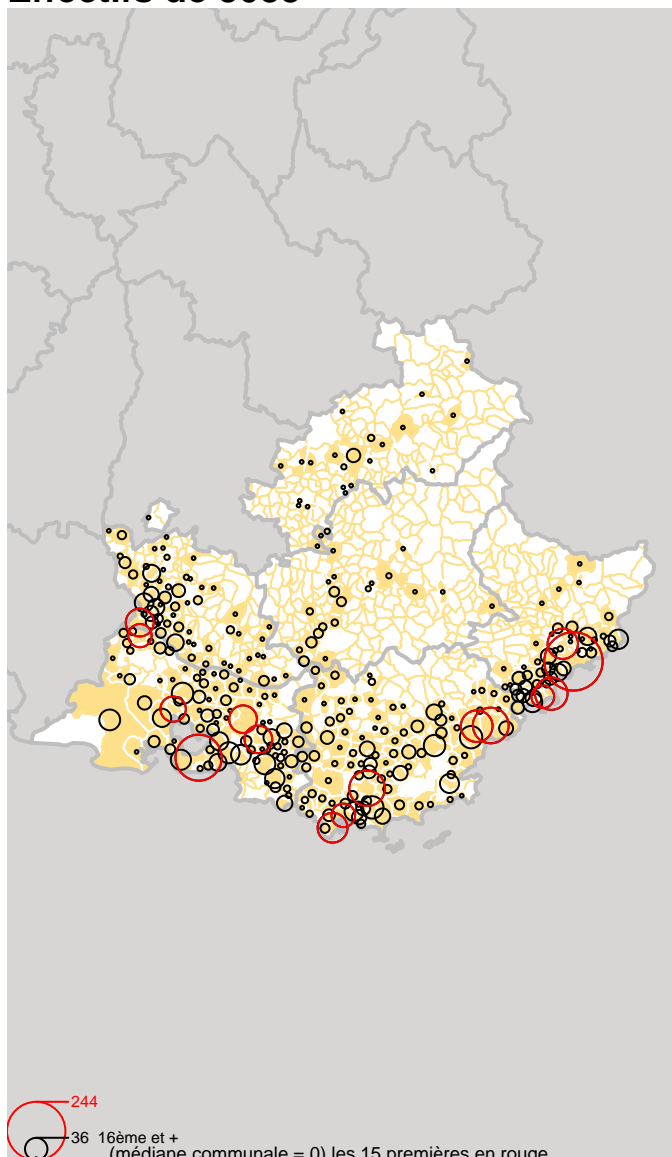
# PTZ+ 2013 en région PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

## Zonage

## Effectifs de 3033



- A
- B1
- B2
- C

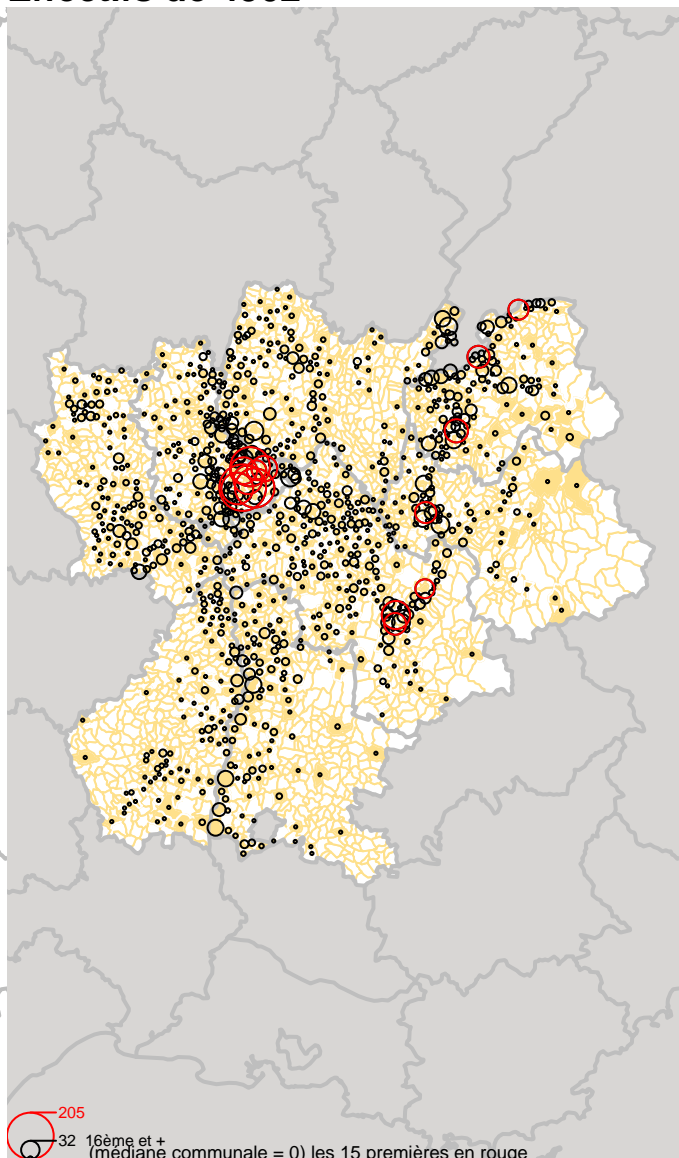
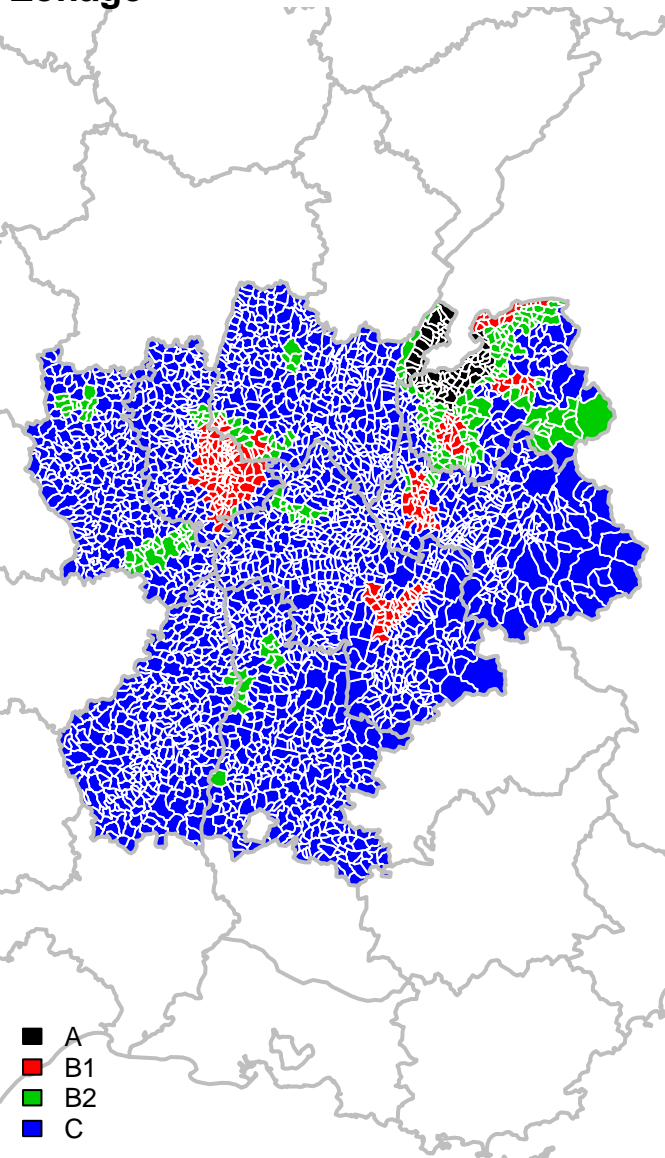




# PTZ+ 2013 en région RHONE-ALPES

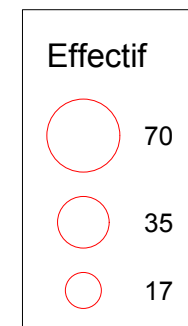
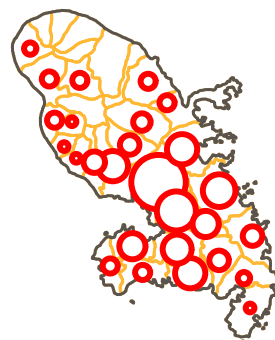
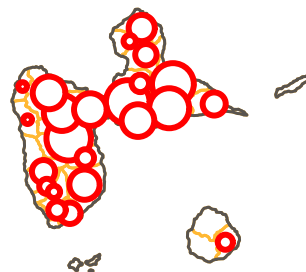
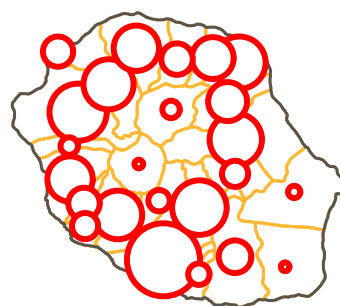
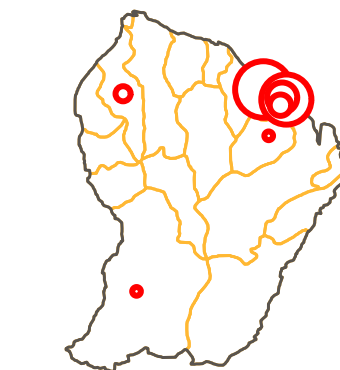
Zonage

Effectifs de 4502



## PTZ+ 2013 dans les DOM

Nombre de PTZ+	
Guadeloupe	225
Martinique	192
Guyane	98
Réunion	479
Total DOM	994



**ETUDE ELASTICITE sur les effets du PTZ**  
**par Amadou BAH et Pierre SOUCHE**

Compte tenu de la profondeur de la base PTZ de la SGFGAS 2 880 000 000 enregistrements de prêts émis au 1/1/2012 et malgré les nombreux changements réglementaires intervenus depuis l'origine du PTZ en 1995 qui se sont traduits par autant de changements de périmètres, il est possible de conduire une étude sur la corrélation pouvant exister entre les variations relatives des effectifs de PTZ distribués et celles de l'aide mise en place, ce qui revient à répondre à la question de savoir s'il existe une élasticité entre effectifs et aide et si oui de chercher à la mesurer.

**En synthèse, les résultats les plus saillants de cette étude sont au nombre de deux :**

1. lorsqu'on arrive à mesurer une certaine élasticité, celle-ci est d'autant plus forte qu'on élimine les effets des aides complémentaires au PTZ qui sont par ordre d'importance décroissante, la déductibilité des intérêts des emprunts pour l'acquisition de la RP dite TEPA, les aides des collectivités locales pour accompagner la majoration ENL et les opérations dites « PASS Foncier » (modalité prêt).
2. faute d'être en mesure de mesurer quel est le véritable déclencheur ou non du PTZ vis-à-vis de l'acquisition d'un nouveau logement, l'étude met en évidence qu'on peut toutefois indiquer qu'en dessous d'un seuil minimal de niveau d'aide il y a très peu d'élasticité voire aucune élasticité (une phase de « plasticité » initiale en quelque sorte).

Enfin, il est à noter que les calculs d'élasticité réalisés dans cette étude sont à interpréter comme des corrélations linéaires entre variables, lesdites corrélations, quand elles existent ne préjugent pas forcément qu'il existe effectivement des liens de cause à effet entre variables.

**La méthodologie<sup>1</sup> retenue est la suivante :**

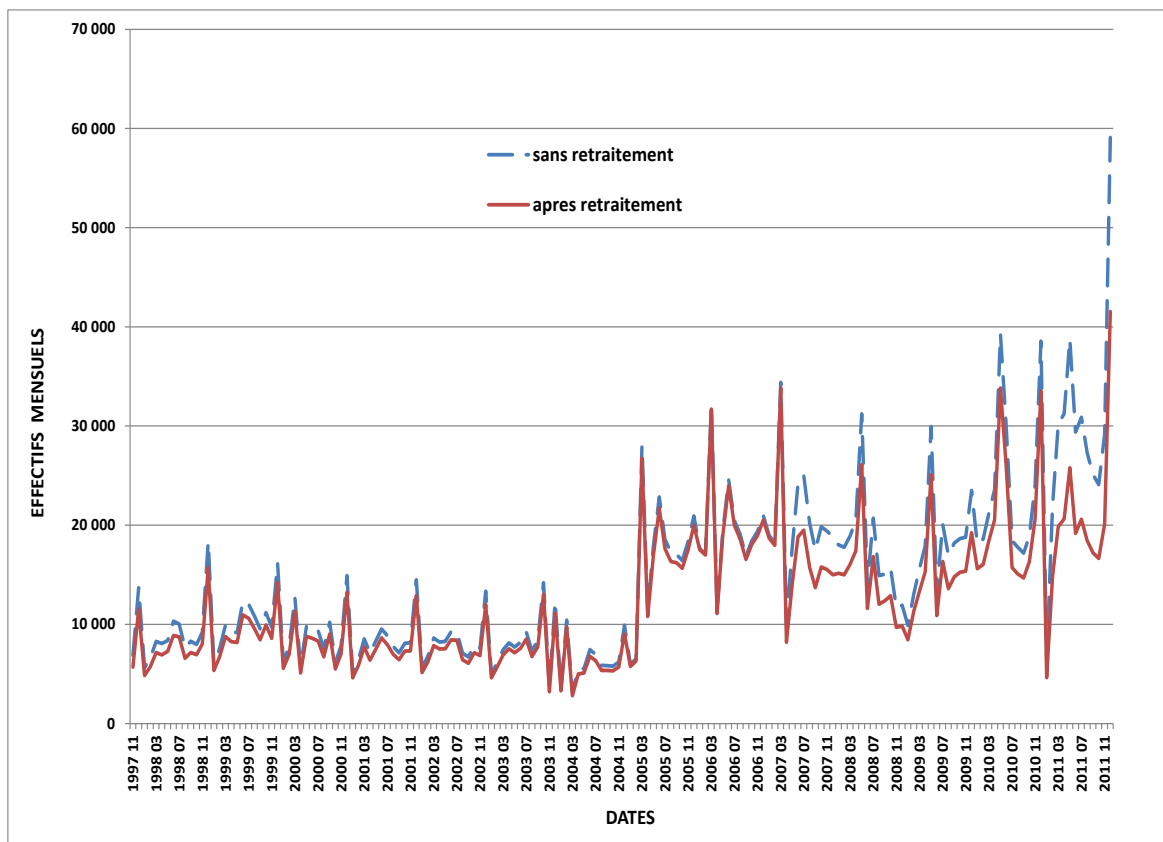
1. on examine la base entre le 01/11/1997(date de début de la restriction du PTZ à la primo-accession) et le 31/12/2011(fin de l'éligibilité de l'ancien même avec une quotité de travaux d'au moins 35% du coût de l'opération) soit 170 mois dont 84 où l'ancien sans travaux était éligible au PTZ
2. on élimine de la base la production de Banques Populaires parce que ce réseau a connu des difficultés pour commercialiser le PTZ+ au début de 2011 (soit environ 6.45% seulement de la base)
3. on garde par contre La Banque Postale parce qu'avant son affiliation LBP distribuait déjà via le CFF
4. dans le but d'avoir une population la plus homogène possible (objectif qui est déjà sous-jacent aux points précédents), on élimine de la base tous les PTZ qui n'auraient pas été éligibles à d'autres sous périodes de la période sous revue en substituant au RFR réel celui qui aurait prévalu si le dit RFR avait été indexé sur le SMIC (cette

<sup>1</sup> Sur les calculs d'élasticité proprement dits on pourra se reporter aux pages 79 et suivantes du document suivant disponible le site de l'université libre de Bruxelles (ULB) :

<http://www.ulb.ac.be/soco/macrofaq/docs/MAPEsSyllabus2013.pdf>



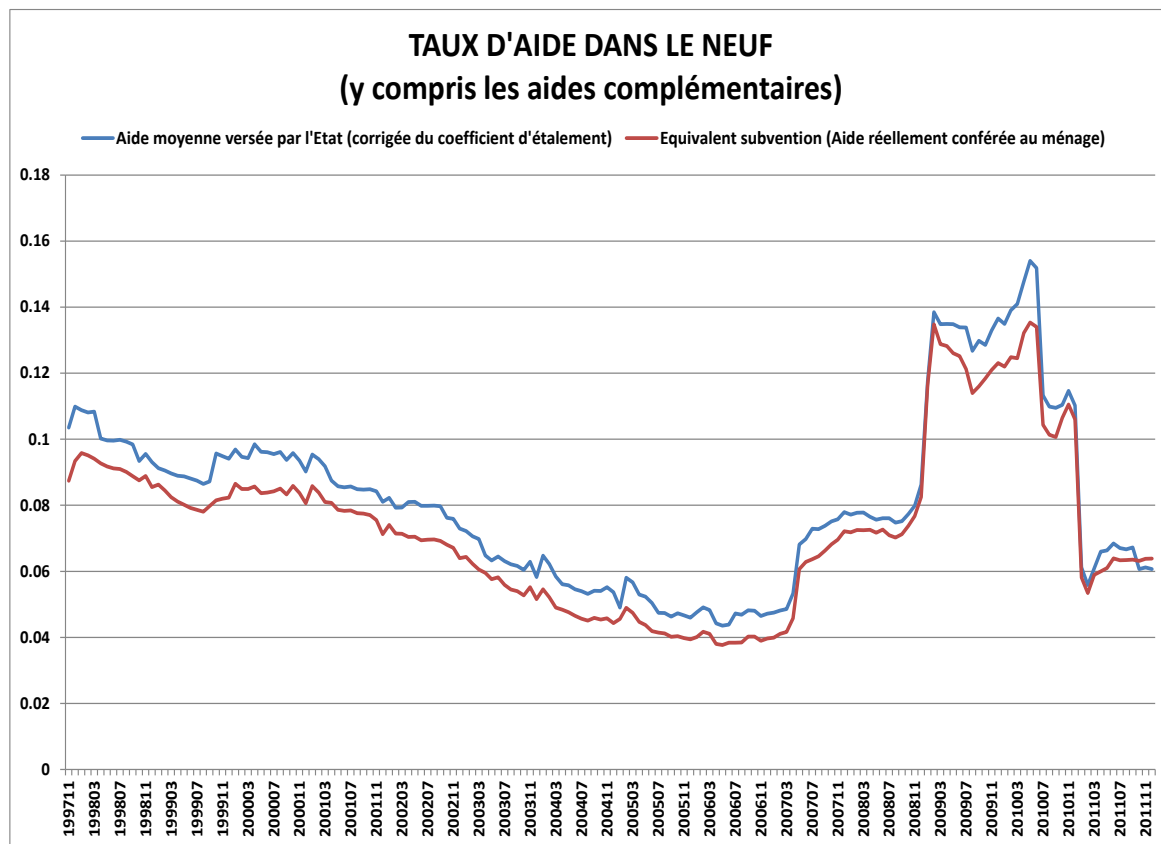
opération est dénommée « retraitement »). Cette opération a également pour effet d'atténuer les éventuels effets d'aubaines liés au changement du revenu de référence dans la réglementation (RFRN-1 vs RFRN-2), comme on peut le constater à travers le graphique suivant :

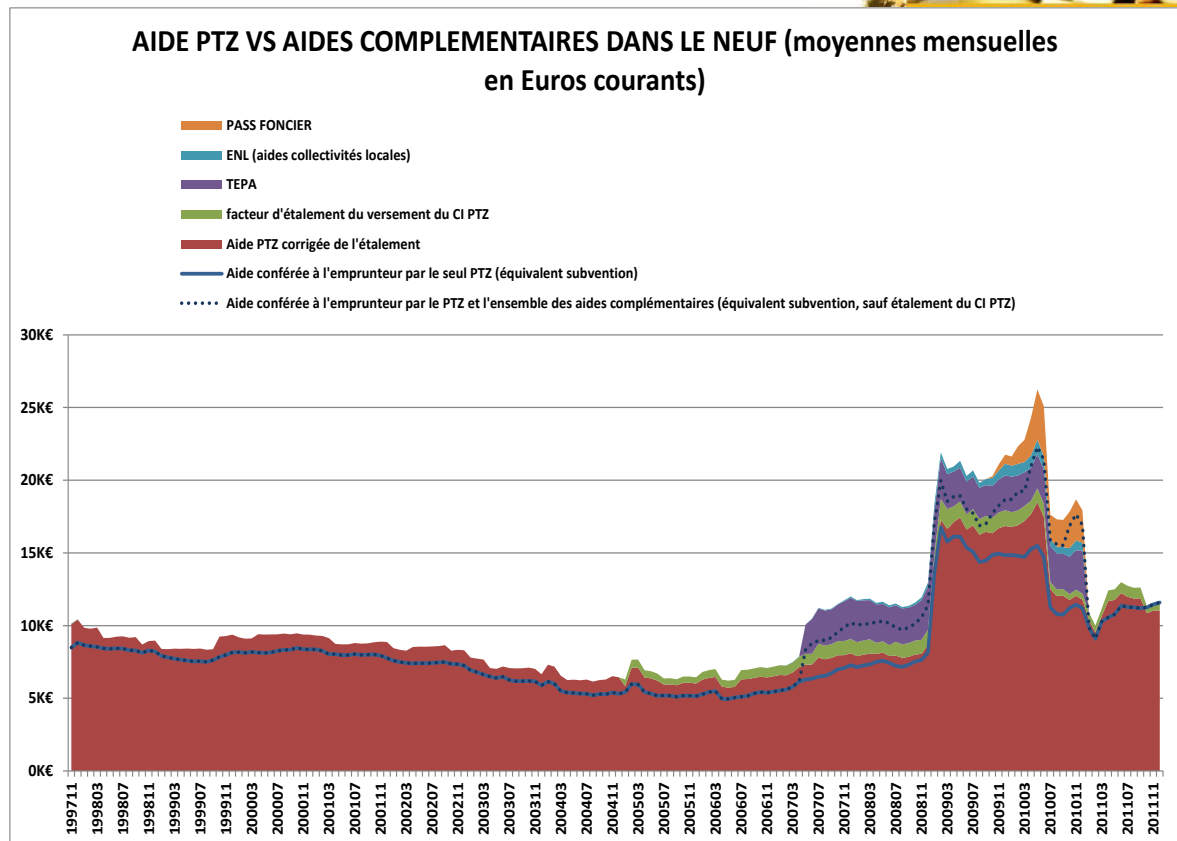


On voit que la méthode a contribué à éliminer quasiment 20 000 prêts du mois de décembre 2011 qui sont sans doute de purs effets d'aubaine et qui n'auraient pas été éligibles aux périodes antérieures.

5. on calcule ensuite le taux d'aide publique mise en place en rapportant au coût d'opération l'aide versée par l'Etat en **corrigéant cette dernière du facteur multiplicatif tenant compte de ce que le versement de l'aide est étalé sur 5 ans depuis la naissance du NPTZ**, à laquelle ont été rajoutées toutes les éventuelles autres aides provenant d'un dispositif public (Crédit d'impôt TEPA pour les NPTZ émis entre 2007 et 2010, aides reçues des collectivités locales conditionnant la majoration ENL et PASS-FONCIER pour les prêts concernés)
6. on procède de même en substituant à l'aide de l'Etat, l'« équivalent subvention » encore appelé « aide perçue » de façon raccourcie mais qui correspond en fait à l'aide conférée à l'emprunteur via le PTZ; elle est supposée égale au supplément d'endettement qu'a permis la mise en place du PTZ, toutes choses égales par ailleurs (c'est-à-dire notamment pour un taux d'effort mensualité globale /revenu constant par rapport à la situation où le PTZ n'existerait pas), le coût de la ressource pour l'emprunteur étant supposé être le taux d'intérêt du prêt complémentaire supposé unique et de durée au moins égale à celle du PTZ (pour plus d'information sur ce sujet on se reportera au développement situé en annexe 3). Cette variable est testée en alternance au taux d'aide calculé au point 5, duquel elle diffère par le fait qu'elle

n'intègre pas la marge de l'établissement de crédit et qu'elle tient mieux compte du coût de la ressource réelle pour l'emprunteur (pour simplifier le taux du prêt principal); la différence entre les deux taux d'aide est illustrée par le graphique ci-dessous :





7. on calcule ensuite mensuellement les cumuls d'effectifs constatés ainsi que les moyennes de taux d'aide et les taux d'intérêt des prêts principaux
8. enfin on examine les régressions linéaires pouvant être effectuées entre les logarithmes des variables précédentes selon les trois classes suivantes :
  - 3 tailles de ménage : de 1 à 2 (**nperbis** = 1), de 3 à 5 (**nperbis** = 2), plus de 5 (**nperbis** = 3)
  - par zone PTZ + (zonebis) : A, B1, B2, C

Pour tous les calculs concernant les effectifs et uniquement dans ces cas, l'étude a été conduite sur des moyennes mensuelles, séparément dans le neuf et l'ancien, soit 170 observations dans le neuf et 84 dans l'ancien correspondant au nombre de mois de la fenêtre d'observation de chacun des cas. Dans tous les autres cas, l'étude a été conduite sur l'ensemble des bases de données de prêts individuels toujours suivant la logique de distinction entre le neuf et l'ancien (pour ce dernier on opérera une sous distinction pour l'ancien avec une quotité de travaux d'au moins 35%, ce qui a de plus l'intérêt de retrouver un historique plus profond puisque cette modalité a existé depuis l'origine du dispositif).

**Dans un premier temps**, seul l'effet de la variation de l'aide mise en place sur les effectifs a été testé, puis plusieurs autres variables explicatives ont été introduites dans le modèle afin de tester d'éventuels effets sur la variation d'effectifs. Il s'agit de :

- le taux de chômage localisé par département et par région en moyenne trimestrielle.
- un indicateur de performance de l'économie globale (indice de cac40) : cette variable a été supprimée par la suite en raison de colinéarité importante avec le taux de chômage.

La méthode retenue étant la régression multiple par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO), un examen préalable de corrélation a été réalisé :

- d'une part entre les variables explicatives et la variable dépendante (log\_eff) pour valider l'intuition et le choix de ces variables comme régresseurs,
- et d'autre part entre les variables explicatives elles-mêmes pour détecter d'éventuels risques de colinéarité.

La méthode de régression choisie (pas à pas) est une méthode itérative qui consiste à examiner à la fois, parmi les variables proposées, si une nouvelle variable doit être ajoutée selon un seuil d'entrée fixé (5%), et si une des variables déjà incluses doit être éliminée selon un seuil de sortie fixé (5%). Cette méthode permet de retirer du modèle d'éventuelles variables qui seraient devenues moins indispensables du fait de la présence de celles nouvellement introduites. La procédure s'arrête lorsqu'aucune variable ne peut être rajoutée ou retirée du modèle selon les critères choisis. Elle présente en cela un double avantage :

- celui de ne retenir dans le modèle que les variables suffisamment significatives pour influencer la variable dépendante
- et celui d'éviter toute redondance entre les variables explicatives, et donc d'atténuer voire corriger les éventuels risques de multicollinéarité dans la matrice des régresseurs.

### **Principaux résultats :**

Grille de lecture : Pour tous les tableaux qui seront présentés dans les lignes qui suivent, les résultats se lisent de la manière suivante :

A chaque zone et taille de ménage correspond une équation du type :

$$\text{Log (eff)} = \text{Intercept} + \text{élasticité (eff/aide)} * \log (\text{aide}) + \text{élasticité (eff/X)} * \log (\text{X})$$

- **élasticité (eff/aide)** mesure la sensibilité des effectifs par rapport à l'aide, en d'autres termes la variation des effectifs induite par une variation de l'aide.
- **l'Intercept** se définit comme étant l'ordonnée à l'origine de la droite de régression, en d'autres termes, le niveau d'effectifs observé indépendamment de l'aide, et des autres variables explicatives (tel que ces dernières soient nulles). L'introduction d'une constante dans un modèle linéaire, répond plus à un besoin technique de modélisation qu'à une quelconque interprétabilité. En effet sa présence permet d'annuler la somme des résidus, et de valider l'équation d'analyse de la variance du modèle<sup>2</sup>.

On rappelle que corrélation ne vaut pas forcément causalité

### **1-Dans le neuf :**

L'analyse de la variation des effectifs en fonction du montant d'aide versé par l'Etat et corrigé du coefficient d'étalement, comme seule variable explicative a permis de mettre en évidence notamment dans le neuf, des niveaux d'élasticité positifs et significatifs en zone A toute tailles de familles confondues, en zone B1 chez les « petites » et « grandes » familles, et en zone B2

---

<sup>2</sup>

[http://books.google.fr/books?id=A4GcSaEJgYYC&pg=PA16&lpg=PA16&dq=mco+sans+constante&source=bl&ots=rDg3Dzsl-&sig=zaKSHtJ0sBoImV5-soFR5st-Llc&hl=fr&sa=X&ei=yR-PU\\_fQIomX0QXa9IF4&ved=0CEAQ6AEwBA#v=onepage&q=mco%20sans%20constante&f=false](http://books.google.fr/books?id=A4GcSaEJgYYC&pg=PA16&lpg=PA16&dq=mco+sans+constante&source=bl&ots=rDg3Dzsl-&sig=zaKSHtJ0sBoImV5-soFR5st-Llc&hl=fr&sa=X&ei=yR-PU_fQIomX0QXa9IF4&ved=0CEAQ6AEwBA#v=onepage&q=mco%20sans%20constante&f=false)

chez les « moyennes » et « grandes » familles.

DEPVAR=LOG EFF	NEUF (Taux d'aide incluant l'ensemble des aides complémentaires)							
NPERBIS	ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
	Intercept	log_aide_totale	Intercept	log_aide_totale	Intercept	log_aide_totale	Intercept	log_aide_totale
1 (1 et 2 personnes)	6.436	0.444	6.086	0.182	5.447		6.989	
2 (3 et 4 personnes)	5.564	0.315	5.450		6.549	0.317	7.456	
3 (5 personnes et +)	4.564	0.403	4.795	0.308	5.611	0.505	5.793	

DEPVAR=LOG EFF	NEUF (Taux d'aide incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	6.436	0.444		7.509		0.784	7.518		0.854	6.989		
2 (3 et 4 personnes)	8.030	0.305	0.996	11.924		2.710	10.148		1.838	7.456		
3 (5 personnes et +)	4.564	0.403		9.689		2.347	8.454	0.364	1.306	5.793		

L'introduction du taux de chômage dans le modèle de régression ne modifie que légèrement les premiers résultats obtenus, notamment en zone B1 où le taux de chômage suffit à lui seul pour expliquer les variations des effectifs au détriment de la variable d'aide. On constate par ailleurs que les « grandes » familles en zone B2 restent relativement sensibles au niveau d'aide comme élément déclencheur.

La substitution de la variable « aide versée par l'Etat » par l'équivalent subvention ou aide perçue par le ménage, permet de confirmer en dégradant toutefois les niveaux d'élasticité observés précédemment :

DEPVAR=LOG EFF	NEUF (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)							
NPERBIS	ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
	Intercept	log_equivsub	Intercept	log_equivsub	Intercept	log_equivsub	Intercept	log_equivsub
1 (1 et 2 personnes)	6.381	0.398	5.621		5.447		6.398	-0.217
2 (3 et 4 personnes)	5.498	0.280	5.450		6.408	0.254	7.456	
3 (5 personnes et +)	4.474	0.351	4.679	0.250	5.447	0.419	5.793	

DEPVAR=LOG EFF	NEUF (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	6.381	0.398		7.509		0.784	7.518		0.854	6.398	-0.217	
2 (3 et 4 personnes)	8.030	0.271	1.020	11.924		2.710	10.148		1.838	7.456		
3 (5 personnes et +)	4.474	0.351		9.689		2.347	8.417	0.294	1.347	5.793		

En effet nous pouvons constater, qu'en zone A la relation linéaire positive entre la variation de l'aide et l'effectif est bien confirmée quelle que soit la taille de la famille, ainsi qu'en zone B2 et C notamment pour les familles « moyennes » et « grandes ». On peut ici faire l'hypothèse que le fait qu'une partie de l'aide rémunère les Etablissements de crédit (via la marge) a pour effet de les inciter à distribuer davantage le PTZ. A l'inverse réduire à l'excès ladite marge pourrait avoir sans doute des effets négatifs sur la production.

Par exemple en zone A pour les familles de taille « moyenne », l'élasticité est de 0.315 entre la variation du taux d'aide et celle des effectifs alors qu'elle est de 0.280 si on substitue l'équivalent subvention au taux d'aide.

On peut faire le même exercice, **en supprimant les aides complémentaires au PTZ**. En ce cas le tableau ci-après montre que l'élasticité de la variation d'aide résiduelle (réduite à celle du

seul PTZ) **est nettement plus importante, et significative**, mais sans amélioration notable des résultats obtenus précédemment pour les « petits ménages » en zone C.

<u>DEPVAR=LOG EFF: D0-D100</u>	<b>NEUF (Ensemble de l'échantillon, taux d'aide PTZ seul)</b>							
NPERBIS	<b>ZONE A</b>		<b>ZONE B1</b>		<b>ZONE B2</b>		<b>ZONE C</b>	
	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ
<b>1 (1 et 2 personnes)</b>	6.743	0.556	6.195	0.218	6.010	0.211	6.989	
<b>2 (3 et 4 personnes)</b>	6.060	0.482	6.660	0.438	7.310	0.587	8.165	0.265
<b>3 (5 personnes et +)</b>	5.130	0.609	5.624	0.624	6.494	0.845	6.497	0.291

Ce résultat un peu surprenant est peut-être dû au fait qu'on n'a pas restreint l'étude aux seuls territoires où les aides issues des collectivités locales ou du 1 % logement sont les plus fréquentes. Par contre, le « paradoxe » reste entier pour le dispositif « TEPA » de déductibilité des intérêts d'emprunt qui était « universel » et en tous les cas pas conditionné à une zone territoriale.

**Dans un deuxième temps**, plusieurs autres approches ont été explorées, pour mettre en évidence un éventuel effet déclencheur chez les ménages. Pour cela, ont été substitués successivement au logarithme des effectifs comme variable dépendante, le logarithme de :

- la surface du logement
- la surface moyenne par pièce
- le taux d'endettement brut du ménage qui correspond au rapport entre la mensualité lissée à payer par l'emprunteur et son revenu mensuel (rann/12)
- le taux d'endettement net des éventuelles aides au logement perçues par le ménage

#### Surface du logement et surface moyenne par pièce:

L'enjeu de ces deux variables est de déterminer si à défaut d'impact sur les effectifs, le niveau d'aide déclencherait des achats sur des surfaces plus grandes. Si l'intuition voudrait qu'effectivement des variations du niveau d'aide positives induisent des variations de surfaces habitables achetées positives, les résultats obtenus montrent un effet contraire, et ce, que le taux de chômage soit inclus ou non dans le modèle, comme nous le montre l'exemple ci-dessous :

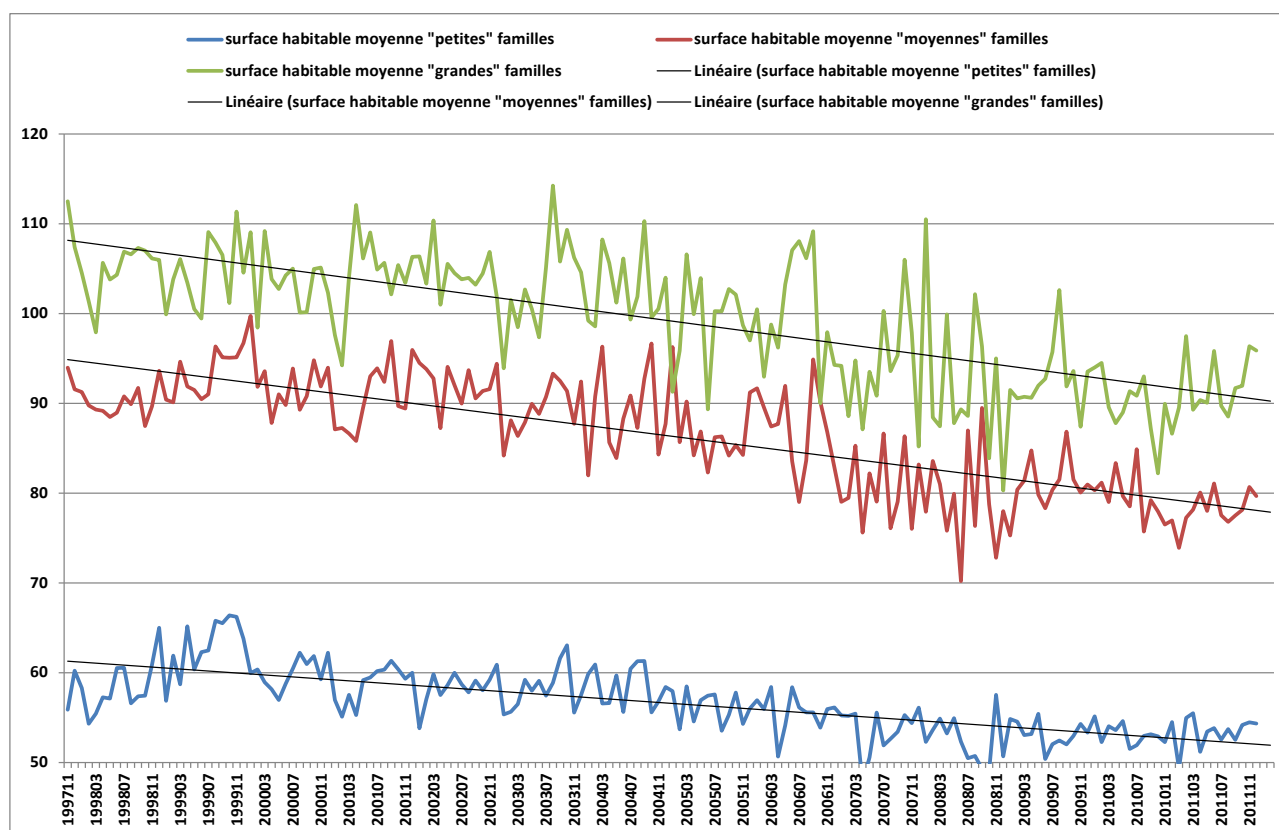
	<b>NEUF (Taux d'aide incluant l'ensemble des aides complémentaires)</b>											
NPERBIS	<b>ZONE A</b>			<b>ZONE B1</b>			<b>ZONE B2</b>			<b>ZONE C</b>		
	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom
<b>1 (1 et 2 personnes)</b>	3.390	-0.189	-0.045	4.217	-0.164	0.177	4.446	-0.109	0.141	4.476	-0.066	0.028
<b>2 (3 et 4 personnes)</b>	3.963	-0.075	-0.106	4.568	-0.059	0.058	4.495	-0.052		4.476	-0.054	-0.018
<b>3 (5 personnes et +)</b>	4.172	-0.071	-0.091	4.600	-0.077	0.049	4.609	-0.060	0.023	4.516	-0.071	-0.009

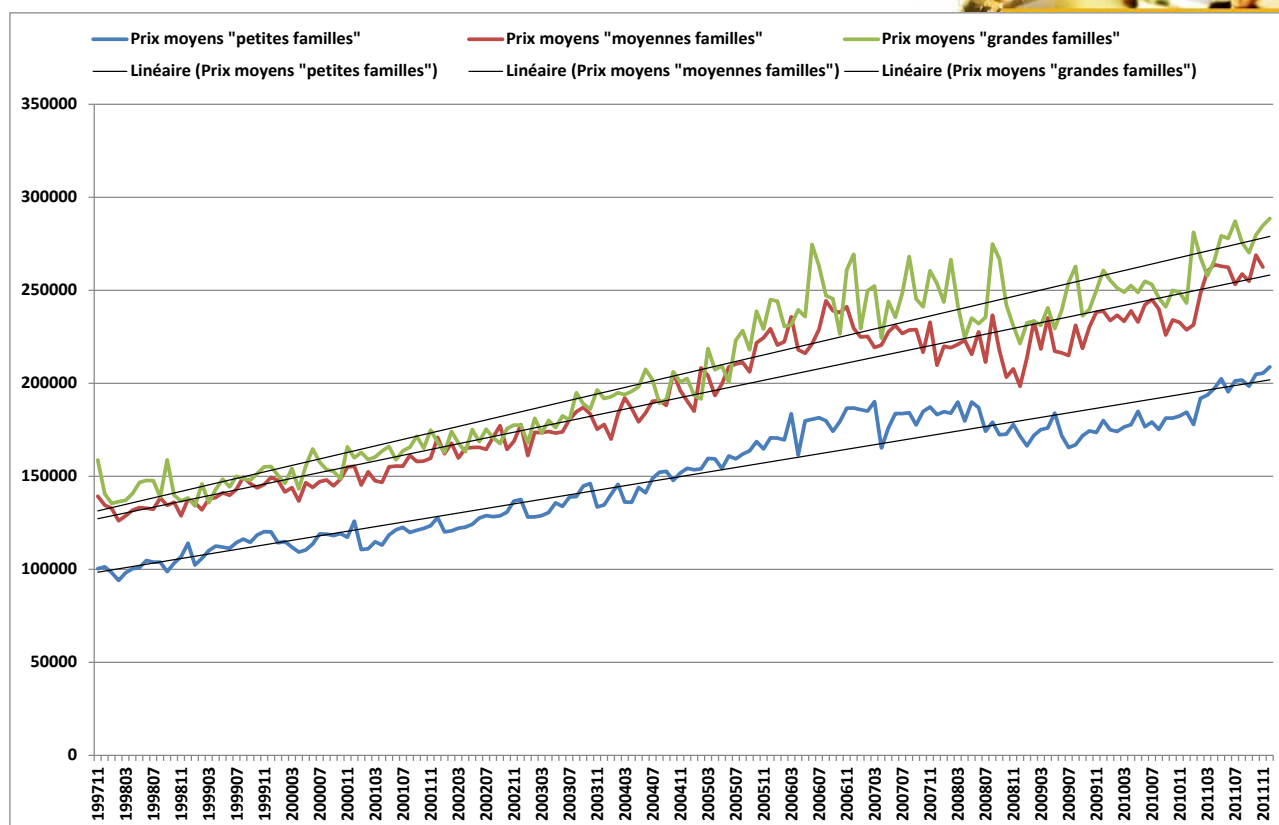
	<b>NEUF (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)</b>											
NPERBIS	<b>ZONE A</b>			<b>ZONE B1</b>			<b>ZONE B2</b>			<b>ZONE C</b>		
	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom
<b>1 (1 et 2 personnes)</b>	3.394	-0.178	-0.045	4.234	-0.152	0.180	4.459	-0.104	0.146	4.470	-0.068	0.031
<b>2 (3 et 4 personnes)</b>	3.955	-0.076	-0.104	4.560	-0.061	0.060	4.480	-0.056		4.466	-0.058	-0.015
<b>3 (5 personnes et +)</b>	4.167	-0.071	-0.090	4.589	-0.080	0.050	4.602	-0.065	0.027	4.521	-0.075	

On constate en effet toutes zones et toutes tailles de familles confondues, une relation linéaire certes très faible mais significative et négative entre les variations d'aide et de surface habitable. Ce résultat pouvant paraître surprenant à première vue, peut s'expliquer par les évolutions de prix concomitantes par rapport aux surfaces habitables, notamment dans les zones sous tension telles que la zone A par exemple, comme en témoigne le graphique

suivant :



En effet, nous pouvons constater sur la période étudiée une tendance baissière des surfaces des logements financés par un PTZ + , alors que dans le même temps les prix, eux, n'ont cessé d'augmenter :



Pour compléter cette analyse, une régression linéaire tentant d'expliquer l'évolution des surfaces habitables des logements financés par un PTZ +, par celle des prix uniquement dans premier temps puis par celle des prix et de l'aide totale, a été réalisée. Deux constats majeurs se dégagent de cette analyse :

- la régression effectuée uniquement sur le prix confirme bien la présence d'une relation linéaire significative et négative avec la surface comme nous avons pu l'observer précédemment avec les graphiques

<i>DEPVAR=LOG SURF</i>	NEUF (Regression des effectifs sur les prix)							
NPERBIS	ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
	Intercept	log_prix	Intercept	log_prix	Intercept	log_prix	Intercept	log_prix
<b>1 (1 et 2 personnes)</b>	6.324	-0.192	9.716	-0.461	6.550	-0.179	5.149	-0.045
<b>2 (3 et 4 personnes)</b>	5.522	-0.088	6.644	-0.170	5.127	-0.039	4.690	
<b>3 (5 personnes et +)</b>	7.072	-0.203	6.169	-0.122	5.508	-0.066	5.127	-0.033

- L'inclusion de l'aide totale (en valeur) dans le modèle comme variable explicative supplémentaire, permet d'observer d'une part que la relation linéaire négative entre le prix et la surface est bien confirmée, et d'autre part que la variable prix, lorsqu'elle est significative, capture la plus grande part de variance expliquée dans le modèle. En d'autres termes, la nature et l'intensité de la relation entre la surface et les prix font que nous ne pouvons apprécier un véritable effet de l'aide consentie par l'Etat sur la surface habitable, et expliqueraient en partie les résultats constatés au début de ce paragraphe.



DEPVAR=LOG SURF		NEUF (Regression des effectifs sur l'aide totale en valeur et les prix)											
NPERBIS		ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
		Intercept	log_aide_absolue	log_prix	Intercept	log_aide_absolue	log_prix	Intercept	log_aide_absolue	log_prix	Intercept	log_aide_absolue	log_prix
1 (1 et 2 personnes)		6.246	-0.034	-0.159	9.501	-0.076	-0.384	6.705	-0.042	-0.160	5.438	-0.035	-0.043
2 (3 et 4 personnes)		5.746	-0.058	-0.062	6.498	-0.055	-0.116	5.129	-0.051		4.977	-0.032	
3 (5 personnes et +)		6.847	-0.048	-0.146	5.538	-0.089		5.359	-0.067		5.092	-0.038	

### Taux d'endettement du ménage :

L'introduction du taux d'endettement comme variable dépendante dans l'analyse nous a permis de mettre en évidence deux types de relations selon qu'on prenne en compte ou non les éventuelles aides au logement perçues par le ménage.

En effet dans le cas du taux d'endettement brut, nous pouvons constater des élasticités positives dans certains cas de figures, notamment pour les familles « moyennes » et « grandes » pratiquement pour toutes les zones.

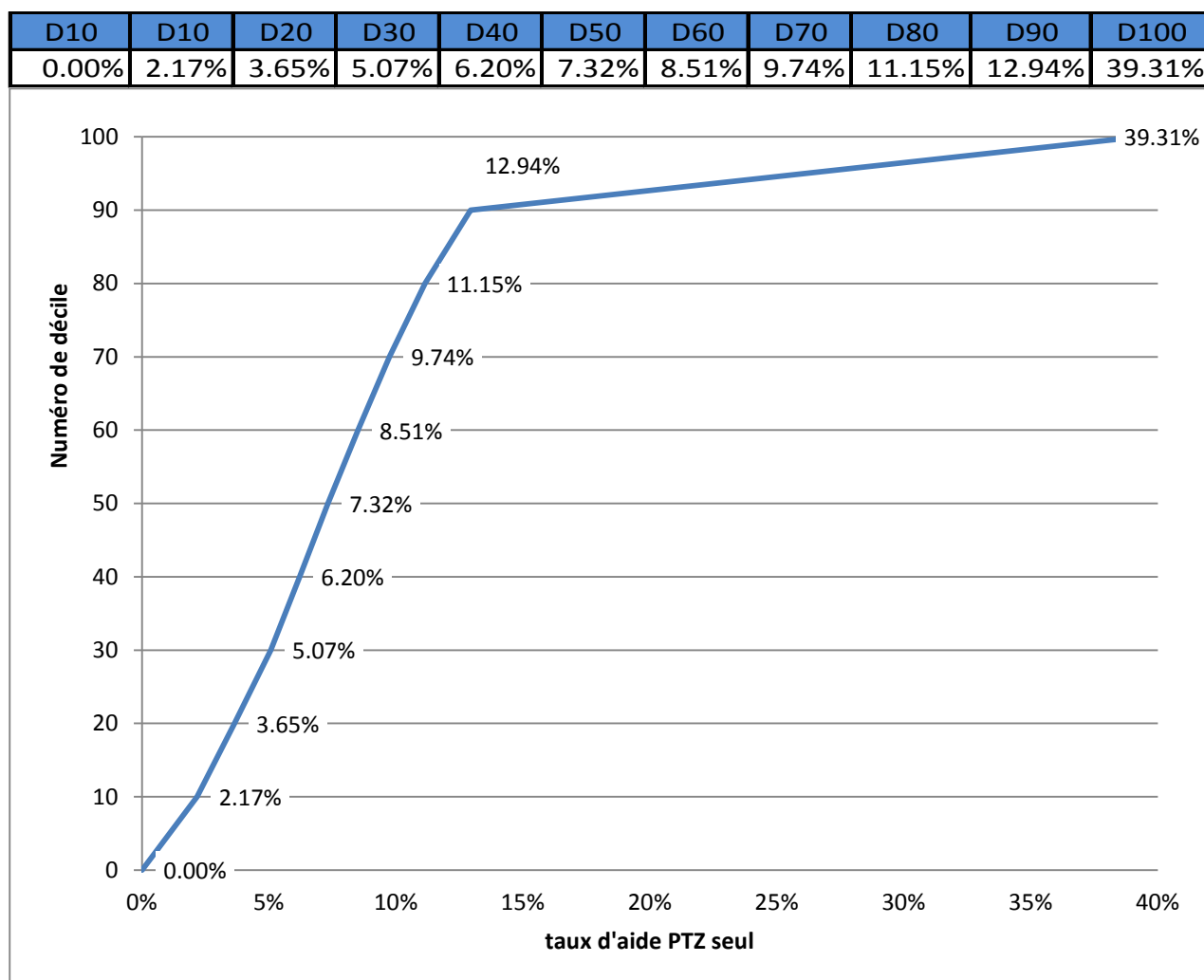
DEPVAR=LOG TXENDETTEMENT BRUT		NEUF (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS		ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
		Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)		-1.227	0.033		-1.453	-0.034		-1.417	-0.018		-1.439	-0.010	-0.014
2 (3 et 4 personnes)		-1.191	0.021	0.025	-1.371			-1.323	0.020		-1.292	0.036	
3 (5 personnes et +)		-0.976	0.072		-1.108	0.052		-1.229	0.085	-0.077	-0.973	0.116	

La prise en compte des éventuelles aides personnelles au logement perçues par les ménages permet d'améliorer ces résultats en termes d'interprétabilité économique, en ce sens que plus le niveau d'aide conféré au ménage est important, moins son taux d'endettement « net<sup>3</sup> » est élevé. Les aides consenties dans le cadre du PTZ+ auraient donc un impact positif sur le niveau d'endettement « immobilier » des ménages en ce sens qu'il permet d'alléger ce dernier, et ce de manière graduellement plus marquée suivant la taille du ménage ; en d'autres termes plus le nombre de personnes composant le ménage est grand, plus cet effet est important.

DEPVAR=LOG TXENDETTEMENT NET		NEUF (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS		ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
		Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)		-1.419	-0.015		-1.664	-0.084		-1.625	-0.069		-1.681	-0.064	-0.028
2 (3 et 4 personnes)		-1.525	-0.048		-1.778	-0.096	-0.018	-1.724	-0.089		-1.741	-0.083	-0.009
3 (5 personnes et +)		-1.610	-0.078		-1.917	-0.153		-2.156	-0.153	-0.086	-1.900	-0.157	0.028

**Dans un troisième temps,** un exercice visant à essayer d'aborder **l'effet déclencheur**, en d'autres termes, l'écart d'aide susceptible de provoquer une variation d'effectif, a été opéré. Cet exercice qui consiste à construire plusieurs morceaux de la base de travail, suivant les valeurs des déciles du logarithme de l'aide, est réalisé de manière itérative en restreignant progressivement lesdits morceaux. En partant des deux déciles extrêmes (D1 et D10) comme point de départ, on élimine les déciles inférieurs jusqu'à la médiane (D5, D10). L'objectif étant d'identifier le seuil d'aide à partir duquel un effet déclencheur peut être constaté chez un emprunteur. Dans cette partie seule l'aide PTZ a été retenue, dont le découpage de la distribution dans le neuf permet d'identifier les bornes supérieures suivantes pour chacun des déciles :

<sup>3</sup> que le ménage soit éligible à l'AL ou l'APL, le taux d'endettement net est égal à la mensualité diminuée de l'AL ou l'APL divisée par le revenu net mensuel.



- On rappelle que (cf. page 6, 3<sup>ème</sup> tableau) sur l'ensemble de l'échantillon (un taux d'aide allant de 0 à sa valeur maximale) on constate des élasticité significatives et positives, toutes zones et toutes tailles de ménages confondues à l'exception de la zone C notamment pour les familles de « petite » taille. Les zones A (« petites familles »), B1 et B2 (chez les familles « moyennes » et « grandes » concentrent les plus fortes élasticité.
- L'élimination du premier décile inférieur de l'échantillon (taux d'aide PTZ inférieur à 2.17%), permet d'améliorer ce résultat de manière à observer des élasticité positives, significatives et plus fortes pour toute catégories de famille et toutes zones confondues.

DEPVAR=LOG EFF: D10-D100		NEUF (Taux d'aide PTZ compris entre 2.17% et 39.31%)							
NPERBIS		ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
		Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ
1 (1 et 2 personnes)		7.609	0.960	6.873	0.510	6.753	0.532	7.841	0.375
2 (3 et 4 personnes)		7.481	1.191	9.063	1.473	9.783	1.639	9.667	0.905
3 (5 personnes et +)		6.259	1.193	6.823	1.207	8.045	1.567	7.211	0.625

Apparaissent même du fait de l'élimination des taux d'aide les plus bas, une élasticité en zone C et ce pour toutes les tailles de ménage

- L'élimination des déciles inférieurs suivants, taux d'aide PTZ respectivement inférieur à 5.07%, 6.20%, et 7.32% (la médiane), confirment la tendance constatée précédemment comme en témoignent les tableaux ci-dessous :

<i>DEPVAR=LOG EFF: D30-D100</i>		<b>NEUF (Taux d'aide PTZ compris entre 5.07% et 39.31%)</b>							
NPERBIS		ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
		Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ
1 (1 et 2 personnes)		9.208	1.771	9.123	1.569	9.279	1.710	11.185	1.877
2 (3 et 4 personnes)		10.313	2.662	10.809	2.459	11.675	2.698	12.037	2.118
3 (5 personnes et +)		7.719	2.005	6.757	1.350	7.744	1.609	7.143	0.715

<i>DEPVAR=LOG EFF: D40-D100</i>		<b>NEUF (Taux d'aide PTZ compris entre 6.20% et 39.31%)</b>							
NPERBIS		ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
		Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ
1 (1 et 2 personnes)		10.721	2.554	11.147	2.598	11.511	2.822	14.734	3.526
2 (3 et 4 personnes)		12.155	3.634	10.422	2.471	11.188	2.653	12.020	2.252
3 (5 personnes et +)		8.605	2.493	6.510	1.325	7.265	1.466	7.327	0.846

<i>DEPVAR=LOG EFF: D50-D100</i>		<b>NEUF (Taux d'aide PTZ compris entre 7.32% et 39.31%)</b>							
NPERBIS		ZONE A		ZONE B1		ZONE B2		ZONE C	
		Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ	Intercept	log_aidePTZ
1 (1 et 2 personnes)		12.773	3.653	13.956	4.090	14.409	4.348	20.116	6.112
2 (3 et 4 personnes)		13.942	4.642	10.264	2.597	10.364	2.485	13.028	2.871
3 (5 personnes et +)		9.459	3.004	5.781	1.088	6.873	1.377	7.654	1.068

Ce résultat permet de mettre en évidence une relation linéaire plus lisible entre le niveau d'aide PTZ par opération et les effectifs. Nous pouvons en effet constater que l'élimination des taux d'aide relativement bas a permis d'obtenir des niveaux d'élasticité élevés toutes catégories de familles et de zones confondues.

On peut même relever qu'en zone C et pour les petits ménages l'élasticité dépasse celle de la zone A.

On notera qu'il ne s'agit pas là d'un véritable résultat quant à l'effet déclencheur ou non du PTZ vis-à-vis de l'acquisition d'un nouveau logement : il s'agit plutôt de l'indication quantitative qu'en dessous d'un certain niveau d'aide il y a très peu d'élasticité. On pourrait poursuivre l'analogie avec la mécanique en disant qu'il y a une phase plastique non élastique pour les faibles niveaux d'aide ou de variation d'aide.

Une autre approche visant à déterminer le passage à l'acte d'achat, a été réalisé en 2012 par Laetitia EVRARD, responsable de la cellule statistique à l'époque. Dans cette approche, est modélisée via régression logistique la probabilité qu'un individu i, compte tenu de certaines caractéristiques (dont notamment le niveau d'aide dont il peut bénéficier), puisse acheter un bien immobilier. Les résultats de cette approche sont à retrouver en Annexe 3 de la présente note.

## 2-Dans l'ancien :

Les tableaux suivants montrent qu'à la différence du neuf, ne se dégage pas d'élasticité significative entre effectifs de prêts distribués et variation des niveaux d'aide.

DEPVAR=LOG EFF	ANCIEN (Taux d'aide incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom	Intercept	log_aide_totale	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	2.824	-1.499		4.828	-0.785		4.912	-0.748		6.383	-0.409	
2 (3 et 4 personnes)	14.304	1.007	2.168	6.205			11.754		2.296	5.485	-0.588	
3 (5 personnes et +)	4.548			7.188		1.027	10.316		2.302	4.185	-0.541	

DEPVAR=LOG EFF	ANCIEN (Equivalent subvention incluant l'ensemble des aides complémentaires)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom	Intercept	log_equivsub	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	4.408	-0.889		5.245	-0.614		8.903	-0.461	1.339	6.306	-0.423	
2 (3 et 4 personnes)	7.286	0.447		6.205			11.754		2.296	5.652	-0.518	
3 (5 personnes et +)	4.548			3.847	-0.338		10.316		2.302	4.400	-0.447	

Ceci est peut être dû à un double effet :

1. on observe une période de facto beaucoup plus restreinte
2. au cours de cette période les primo-accédants ont connu le même engouement que les secundo-accédants vers les acquisitions dans l'ancien alors que les taux d'aide stagnaient voire baissaient.

Par contre, si on restreint l'étude à celle des acquisitions dans l'ancien avec une quotité minimum de travaux égale à au moins 35 %<sup>4</sup> du coût d'opération on observe à nouveau une élasticité significative à part en zone A pour les grands ménages :

DEPVAR=LOG EFF	ANCIEN (Regression sur L'aide totale et le taux de chômage dans l'ancien dont la quotité de travaux >=35%)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_aideTOTALE	log_txchom	Intercept	log_aideTOTALE	log_txchom	Intercept	log_aideTOTALE	log_txchom	Intercept	log_aideTOTALE	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	5.845	0.874	0.989	13.320	1.136	3.344	10.415	0.998	1.971	10.089	0.719	1.194
2 (3 et 4 personnes)	2.677	0.582		13.713	1.307	3.392	10.200	1.471	1.538	12.726	1.324	1.763
3 (5 personnes et +)	0.485			3.737	0.931		3.633	0.868		11.092	1.630	1.565

DEPVAR=LOG EFF	ANCIEN (Regression sur L'aide totale et le taux de chômage dans l'ancien dont la quotité de travaux >=35%)											
NPERBIS	ZONE A			ZONE B1			ZONE B2			ZONE C		
	Intercept	log_equivsubTOTALE	log_txchom	Intercept	log_equivsubTOTALE	log_txchom	Intercept	log_equivsubTOTALE	log_txchom	Intercept	log_equivsubTOTALE	log_txchom
1 (1 et 2 personnes)	5.923	0.891	0.956	13.405	1.067	3.401	10.310	0.987	1.893	10.064	0.719	1.154
2 (3 et 4 personnes)	2.745	0.585		13.848	1.185	3.542	9.680	1.421	1.322	12.327	1.249	1.636
3 (5 personnes et +)	0.485			3.772	0.913		3.680	0.857		10.641	1.495	1.460

<sup>4</sup> Différente de 1 ce qui arrive parfois et constitue une anomalie déclarative (le PTZ ne saurait financer une opération dans l'ancien qui serait constituée à 100 % de travaux (hormis les opérations de remise à neuf au sens de la TVA, lesquelles sont considérées comme des opérations neuves)

## Annexes

### Annexe 1 Définitions et méthodes :

La variable « aides » correspond d'abord au montant du crédit d'impôt affecté à chaque opération avant application du coefficient d'étalement dont bénéficie l'établissement distributeur auquel est ajouté le montant estimé de différentes aides lorsqu'on a la quasi-certitude qu'elles existent comme par exemple la majoration ENL, la présence d'un prêt PASS-Foncier, le crédit d'impôt TEPA.

Le doublement du NPTZ dans le neuf et la majoration ENL sont quant à elles d'ores et déjà incluses dans le crédit d'impôt.

On a également mené les simulations en tenant compte de l'aide conférée au bénéficiaire (cf. annexe 3 ci-après).

Concernant la majoration ENL, une aide des collectivités locales allant de 3 000 à 5 000 euros est prise en compte dans les aides conférées suivant le nombre de personnes du logement ainsi que le zonage Scellier.

Pour les prêts PASS-Foncier, qui bénéficient a priori d'un taux de TVA de 5.5% au lieu de 19.6% pour la construction, l'aide ajoutée au crédit d'impôt a été calculée comme suit :  
 $(19.6\% - 5.5\%) * (\text{Montant d'opération} - \text{montant du prêt PASS-Foncier}) / 1.055$ .  
(en supposant que le prix du terrain est égal au montant du prêt PASS Foncier)

Pour le crédit d'impôt TEPA qui concerne les NPTZ émis à partir du 6 mai 2007, il est calculé en fonction du type du logement (neuf BBC, neuf et ancien), du nombre de personnes occupant le logement et des intérêts sur les 5 ou 7 premières années. Le fait qu'elle soit perçue sur plusieurs exercices a été pris en compte en cumulant en date d'émission du prêt les avantages à venir actualisés au taux du prêt principal.

Pour l'APL ou l'AL, elle est calculée au moment de l'émission de l'offre de prêt pour les bénéficiaires mais sans qu'il soit certain qu'ils en ont effectivement bénéficié ou qu'ils en bénéficient : on a fait certaines hypothèses simplificatrices parce que la base de données ne permet pas de mener un calcul exact comme peuvent le faire des CAF ou les MSA (pas d'indication sur les revenus respectifs en cas de double activité au sein du ménage, etc.). Son calcul sert **exclusivement** à l'analyse du taux d'endettement « net » des ménages.

## **Annexe 2 APPROCHE PAR LA REGRESSION LOGISTIQUE :**

Cette étude est restreinte au dispositif des prêts à taux 0, depuis la mise en place du NPTZ au 1er janvier 2005, jusqu'à juillet 2011.

La période considérée dure près de 7 ans. Durant ces 7 années, 5 sous-périodes ont été distinguées d'un point de vue réglementaire :

- 1) Du 1er février 2005 au 1er juillet 2007 non inclus, c'est-à-dire de la mise en place du NPTZ à la création de la majoration ENL (Engagement National pour le Logement).
- 2) Du 1er juillet 2007 au 15 janvier 2009 non inclus, c'est-à-dire de la mise en place de la majoration ENL jusqu'à celle du doublement du NPTZ dans le neuf.
- 3) Du 15 janvier 2009 au 30 juin 2010 inclus, c'est-à-dire durant le doublement (stricto sensu) du NPTZ dans le neuf.
- 4) Du 30 juin 2010 au 31 décembre 2010, c'est-à-dire la fin du dispositif NPTZ, avec l'aide dans le neuf majorée de 50 % (la date du 31 décembre 2010 étant également celle de fin du crédit d'impôt TEPA).
- 5) Du 1er janvier 2011 au 31 juillet 2011 (mois définitifs du PTZ+ où seuls sont pris en compte les PTZ+ accordés aux ménages sous plafonds NPTZ).

Afin de définir les facteurs déterminant le passage à l'acte d'achat lors de chacune des périodes d'intérêt, deux régressions multinomiales ont été mises en place, l'une pour les opérations dans l'ancien et l'autre dans le neuf.

La période 1 est prise comme référence.

Les variables intégrées à ce modèle ont été restreintes à :

- La zone Robien, à savoir zone A, B ou C (modalité de référence « zone C »)
- Le nombre de personnes composant le ménage : 1 personne ; 2 personnes ; 3 personnes ; 4 personnes et 5 personnes et plus (modalité de référence « 1 personne »).
- L'appartenance à l'une des 5 tranches définies par le dispositif du NPTZ (modalité de référence « tranche 1 »)
- La possible éligibilité à l'APL lorsque l'acheteur a pour prêt principal un PAS et/ou un PC (modalité de référence « pas d'éligibilité possible »)

Une variable indiquant la possible éligibilité au crédit d'impôt TEPA a été écartée car les résultats obtenus en sa présence n'étaient pas significatifs.

De plus, la période 2, allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 (mise en place de la majoration ENL) au 15 janvier 2009 non inclus (doublement du NPTZ dans le neuf), a été séparée en 2 périodes (20 et 21) distinctes. La période 20 allant du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 15 septembre 2008, date de la faillite de la banque Lehman Brothers et la période 21, du 16 septembre au 15 janvier 2009.

### **La régression multinomiale**

Les régressions multinomiales permettent de modéliser précisément des comportements où l'individu doit faire un choix parmi un ensemble discret de choix possibles.

Le modèle est construit sur l'idée suivante. La probabilité que l'individu  $i$ , compte tenu de ses caractéristiques  $x_{ik}$ , fasse partie de la catégorie  $j$  est supposée dépendre des  $x_{ik}$ , ou, plus précisément, d'une combinaison linéaire des  $x_{ik}$ . Formellement, cela s'écrit :

$$P(j/x_i) = G(\beta_{0j} + \beta_{1j}x_{i1} + \beta_{2j}x_{i2} + \dots + \beta_{Kj}x_{iK}) = G(x_i\beta_j),$$

pour  $j = 1, 2, \dots, J$ . Le vecteur  $x_i = (1x_{i1}x_{i2}\dots x_{iK})$  est le vecteur (ligne) des variables explicatives du modèle. Sa première composante vaut systématiquement 1. **Elle prend en compte, dans le modèle, le fait que les catégories n'ont pas les mêmes effectifs.** On remarquera que les paramètres de la combinaison linéaire dépendent de la catégorie  $j$ . On note  $\beta_j = (\beta_{0j}\beta_{1j}\dots\beta_{Kj})$  le vecteur (colonne) de ces paramètres.

*D'après C. Afsa, Document de Travail Méthodologie statistiques N0301*

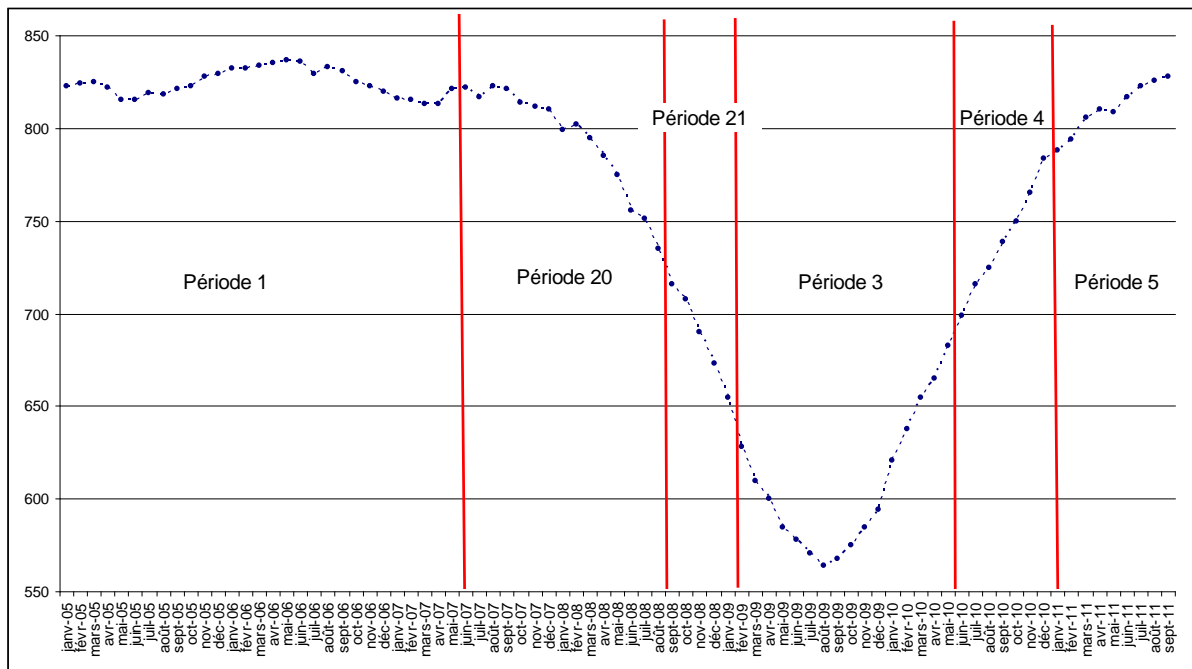
La comparaison des résultats dans l'ancien et le neuf montre que les modalités des variables influents dans le même sens sur les émissions de prêt à taux zéro. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, un ménage composé de 2 personnes ou plus aura une probabilité moins grande qu'un ménage d'1 personne d'avoir vu son PTZ émis lors de la 1<sup>ère</sup> période. A l'inverse, l'investissement en zone A aura une probabilité plus élevée de se faire après la période de mise en place du NPTZ qu'un investissement en zone C.

Seule la variable indiquant une possible éligibilité à l'APL n'a pas le même comportement dans le neuf et l'ancien. Ainsi, en périodes 21 et 5, le fait d'être éligible à l'APL augmente la probabilité d'émission de PTZ au cours de ces périodes dans l'ancien, et c'est l'inverse qui se produit dans le neuf. Ce phénomène s'explique par le fait que les périodes 21 (majoration ENL post faillite de Lehman Brothers) et 5 (mise en place du PTZ+) ne sont pas en faveur de la construction de logement. En effet, bien que les tableaux d'odds-ratios révèlent des rapports similaires dans le neuf et l'ancien, on constate une sorte de report. Ainsi les revenus élevés ont des chances beaucoup plus grandes d'acquérir un logement neuf lors des périodes de doublement ou de majoration du NPTZ que ceux aux revenus les plus faibles. Les revenus médians, lors de ces périodes, ont des chances plus élevées d'acquérir dans l'ancien.

Les opérations dans l'ancien n'étant pas concernées par les produits mis en place de la période 20 à la période 4, mais les rapports restant du même ordre de grandeur que dans le neuf, cela laisse à penser que ce sont plus des facteurs conjoncturels qui sont à l'origine des fluctuations d'émissions que les différents produits mis en place pour relancer la construction immobilière.

Le graphique 5 met en évidence le « creux » du nombre de ventes de logements anciens durant les périodes 20 à 3, en pleine crise financière.

Figure 1 Nombre de ventes de logements anciens entre janvier 2005 et septembre 2011



Source : CGEDD d'après DGFiP (MEDOC) et bases notariales



Tableau 1 Résultats de la régression multinomiale déterminant la période d'émission du prêt à taux 0 (dans l'ancien)

Variable	Période 20* : De la mise en place de la majoration ENL à la faillite de Lehman Brothers	Période 21* : De la faillite de Lehman Brothers à la fin de la majoration ENL	Période 3* : Période de doublement du NPTZ dans le neuf	Période 4* : Majoration de 50% du NPTZ dans le neuf	Période 5* : PTZ +
Constante	-0.133*** (0.007)	-2.1583*** (0.014)	-0.521*** (0.007)	-1.197*** (0.010)	-0.482*** (0.007)
Eligibilité à l'APL					
Oui	-0.055*** (0.008)	0.230*** (0.015)	0.132*** (0.008)	0.007 (0.011)	0.051*** (0.009)
Non	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre de personnes composant le ménage					
1 personne	réf	réf	réf	réf	réf
2 personnes	-0.459*** (0.008)	-0.644*** (0.016)	-0.794*** (0.009)	-0.995*** (0.011)	-0.571*** (0.009)
3 personnes	-0.739*** (0.009)	-0.968*** (0.019)	-1.084*** (0.010)	-1.317*** (0.013)	-0.928*** (0.01)
4 personnes	-0.782*** (0.010)	-1.067*** (0.021)	-1.135*** (0.011)	-1.424*** (0.014)	-0.987*** (0.011)
5 personnes et plus	-0.508*** (0.013)	-0.719*** (0.026)	-0.828*** (0.014)	-1.113*** (0.018)	-0.705*** (0.014)
Tranches selon le NPTZ					
Revenu annuel inférieur à 15 801€	réf	réf	réf	réf	réf
Revenu annuel compris entre 15 801€ et 19 75€	0.353*** (0.008)	0.500*** (0.017)	0.611*** (0.009)	0.742*** (0.012)	0.322*** (0.009)
Revenu annuel compris entre 19 751€ et 23 688€	0.637*** (0.009)	0.868*** (0.018)	1.017*** (0.0094)	1.152*** (0.012)	0.667*** (0.010)
Revenu annuel compris entre 23 689€ et 31 588€	1.353*** (0.009)	1.747*** (0.018)	1.953*** (0.010)	2.132*** (0.013)	1.566*** (0.010)
Revenu annuel supérieur à 31 588€	2.526*** (0.018)	2.986*** (0.028)	3.424*** (0.0185)	3.657*** (0.021)	3.077*** (0.019)
Zone Robien					
Zone A	0.436*** (0.009)	0.219*** (0.016)	0.350*** (0.009)	0.040*** (0.012)	0.192*** (0.010)
Zone B	-0.017*** (0.006)	-0.128*** (0.013)	0.026*** (0.007)	-0.093*** (0.009)	0.028*** (0.007)
Zone C	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre d'observations	1 092 777				

\*La période 1 : Mise en place du NPTZ est la référence

Ecart-type entre parenthèses

**Champ** : NPTZ et PTZ + éligibles au NPTZ, opérations dans l'ancien

**Source** : SGFGAS, bases NPTZ et PTZ + au 29 février 2012

**Lecture** : Le signe du paramètre indique si la modalité de la variable explicative influe positivement ou non sur la variable à expliquer, c'est-à-dire la période d'émission du prêt à zéro %. Par exemple, le fait d'acquérir un logement en zone A influe positivement et significativement sur le fait d'avoir un prêt émis en période 20.

**Niveaux de significativité** : Les données suivies de \*\*\* sont significatives au seuil de 1%

Tableau 2 Tableau des odds-ratios associés aux résultats du modèle multinomial (dans l'ancien)

Variable	Période 20* : De la mise en place de la majoration ENL à la faillite de Lehman Brothers	Période 21* : De la faillite de Lehman Brothers à la fin de la majoration ENL	Période 3* : Période de doublement du NPTZ dans le neuf	Période 4* : Majoration de 50% du NPTZ dans le neuf	Période 5* : PTZ +
Eligibilité à l'APL					
Oui	0.947	1.258	1.141	1.007	1.053
Non	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre de personnes composant le ménage					
1 personne	réf	réf	réf	réf	réf
2 personnes	0.632	0.525	0.452	0.37	0.565
3 personnes	0.478	0.38	0.338	0.268	0.395
4 personnes	0.458	0.344	0.321	0.241	0.373
5 personnes et plus	0.601	0.487	0.437	0.329	0.494
Tranches selon le NPTZ					
Revenu annuel inférieur à 15 801€	réf	réf	réf	réf	réf
Revenu annuel compris entre 15 801€ et 19 75€	1.423	1.648	1.841	2.101	1.38
Revenu annuel compris entre 19 751€ et 23 688€	1.89	2.382	2.765	3.165	1.948
Revenu annuel compris entre 23 689€ et 31 588€	3.869	5.737	7.052	8.43	4.788
Revenu annuel supérieur à 31 588€	12.502	19.799	30.701	38.74	21.7
Zone Robien					
Zone A	1.547	1.244	1.419	1.041	1.212
Zone B	0.983	0.88	1.026	0.911	1.028
Zone C	réf	réf	réf	réf	réf

\*La période 1 : Mise en place du NPTZ est la référence

**Champ** : NPTZ et PTZ + éligibles au NPTZ, opérations dans l'ancien

**Source** : SGFGAS, bases NPTZ et PTZ + au 29 février 2012

**Lecture** : L'odds-ratio est une mesure du degré d'association entre 2 variables.

La valeur 1.547 obtenue pour la catégorie «zone A» se lit ainsi : Les individus qui investissent dans un logement se situant en zone A ont 54.7% de chances en plus qu'un individu investissant en zone C d'avoir eu son prêt émis en période 20, toutes choses égales par ailleurs.

Tableau 3 Résultats de la régression multinomiale déterminant la période d'émission du prêt à taux 0 (dans le neuf)

Variable	Période 20* : De la mise en place de la majoration ENL à la faillite de Lehman Brothers	Période 21* : De la faillite de Lehman Brothers à la fin de la majoration ENL	Période 3* : Période de doublement du NPTZ dans le neuf	Période 4* : Majoration de 50% du NPTZ dans le neuf	Période 5* : PTZ +
Constante	-0.100*** (0.011)	-2.375*** (0.026)	-0.463*** (0.011)	-1.691*** (0.018)	-0.905*** (0.013)
Eligibilité à l'APL					
Oui	-0.200*** (0.009)	-0.103*** (0.020)	0.333*** (0.008)	0.346*** (0.013)	-0.191*** (0.010)
Non	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre de personnes composant le ménage					
1 personne	réf	réf	réf	réf	réf
2 personnes	-0.537*** (0.013)	-0.726*** (0.031)	-0.816*** (0.013)	-0.979*** (0.0202)	-0.582*** (0.016)
3 personnes	-0.856*** (0.014)	-1.148*** (0.032)	-1.195*** (0.014)	-1.406*** (0.021)	-0.988*** (0.016)
4 personnes	-0.856*** (0.014)	-1.163*** (0.034)	-1.176*** (0.014)	-1.408*** (0.022)	-1.015*** (0.017)
5 personnes et plus	-0.533*** (0.0171)	-0.738*** (0.040)	-0.818*** (0.017)	-1.018*** (0.026)	-0.579*** (0.020)
Tranches selon le NPTZ					
Revenu annuel inférieur à 15 801€	réf	réf	réf	réf	réf
Revenu annuel compris entre 15 801€ et 19 75€	0.216*** (0.012)	0.338*** (0.031)	0.398*** (0.012)	0.487*** (0.020)	0.167*** (0.015)
Revenu annuel compris entre 19 751€ et 23 688€	0.524*** (0.012)	0.771*** (0.031)	0.766*** (0.013)	0.887*** (0.021)	0.494*** (0.015)
Revenu annuel compris entre 23 689€ et 31 588€	1.393*** (0.012)	1.821*** (0.0295)	1.910*** (0.013)	2.098*** (0.020)	1.624*** (0.0148)
Revenu annuel supérieur à 31 588€	3.016*** (0.03)	3.604*** (0.046)	3.825*** (0.030)	4.139*** (0.0351)	3.538*** (0.0312)
Zone Robien					
Zone A	0.433*** (0.0201)	0.115*** (0.0424)	0.88*** (0.0193)	0.697*** (0.026)	1.267*** (0.0203)
Zone B	-0.001 (0.010)	-0.043*** (0.022)	0.471*** (0.009)	0.266*** (0.014)	0.499*** (0.011)
Zone C	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre d'observations	536 154				

\*La période 1 : Mise en place du NPTZ est la référence

Ecart-type entre parenthèses

**Champ** : NPTZ et PTZ + éligibles au NPTZ, opérations dans le neuf

**Source** : SGFGAS, bases NPTZ et PTZ + au 29 février 2012

**Niveaux de significativité** : Les données suivies de \*\*\* sont significatives au seuil de 1%

Tableau 4 Tableau des odds-ratios associés aux résultats du modèle multinomial (dans le neuf)

Variable	Période 20* : De la mise en place de la majoration ENL à la faillite de Lehman Brothers	Période 21* : De la faillite de Lehman Brothers à la fin de la majoration ENL	Période 3* : Période de doublement du NPTZ dans le neuf	Période 4* : Majoration de 50% du NPTZ dans le neuf	Période 5* : PTZ +
Eligibilité à l'APL					
Oui	0.819	0.902	1.395	1.413	0.826
Non	réf	réf	réf	réf	réf
Nombre de personnes composant le ménage					
1 personne	réf	réf	réf	réf	réf
2 personnes	0.585	0.484	0.442	0.376	0.559
3 personnes	0.425	0.317	0.303	0.245	0.373
4 personnes	0.425	0.313	0.308	0.245	0.362
5 personnes et plus	0.587	0.478	0.441	0.361	0.56
Tranches selon le NPTZ					
Revenu annuel inférieur à 15 801€	réf	réf	réf	réf	réf
Revenu annuel compris entre 15 801€ et 19 75€	1.241	1.402	1.489	1.628	1.181
Revenu annuel compris entre 19 751€ et 23 688€	1.689	2.161	2.15	2.427	1.638
Revenu annuel compris entre 23 689€ et 31 588€	4.025	6.178	6.745	8.151	5.074
Revenu annuel supérieur à 31 588€	20.417	36.735	45.841	62.713	34.407
Zone Robien					
Zone A	1.542	1.121	2.411	2.008	3.551
Zone B	0.999	0.958	1.602	1.305	1.648
Zone C	réf	réf	réf	réf	réf

\*La période 1 : Mise en place du NPTZ est la référence

**Champ** : NPTZ et PTZ+ éligibles au NPTZ, opérations dans le neuf

**Source** : SGFGAS, bases NPTZ et PTZ+ au 29 février 2012

### Annexe 3 Aide conférée à l'emprunteur par un prêt bonifié et lissage

Il s'agit de deux problématiques qui sont intimement liées.

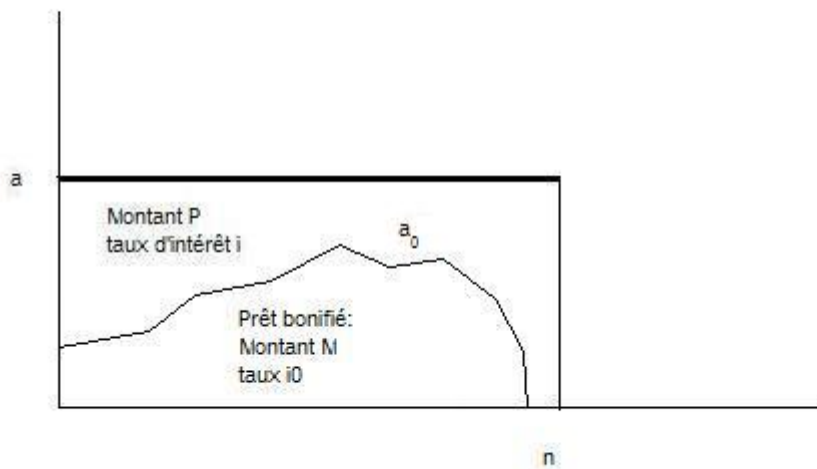
En effet, si l'on note :

$$A(i, n) = \frac{i}{1 - (1 + i)^{-n}}$$

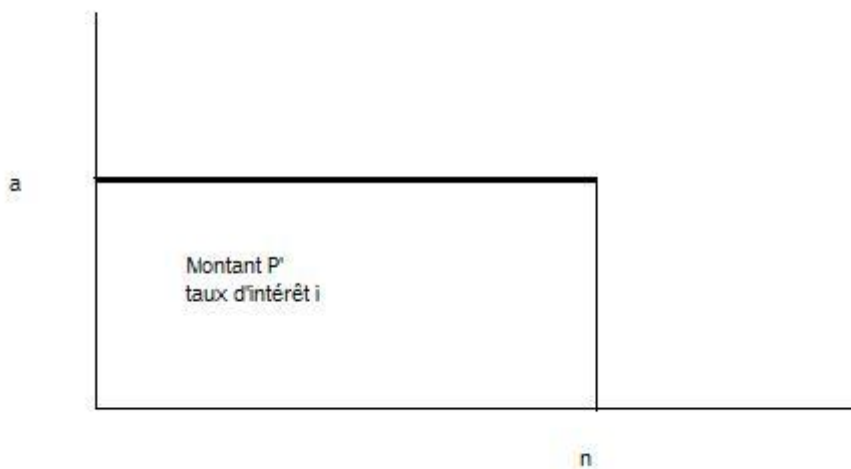
la mensualité qu'on supposera constante à ce stade, d'un prêt de montant  $P = 1$  unité monétaire, de taux  $i$  (égal au coût de la ressource pour l'emprunteur) et de durée  $n$ ,

$Act(M, i, i_0, n_0)$  l'actualisation au temps 0 au taux  $i$  des mensualités d'un prêt bonifié de montant  $M$ , de taux  $i_0$  (inférieur à  $i$ ) et de durée  $n_0$ ,

$a$  la mensualité lissée d'un prêt  $P$  associé au prêt bonifié de montant  $M$  ci-avant et  $a_0$  les mensualités dudit prêt bonifié :



$P'$  le montant du prêt de mêmes taux  $i$  et durée  $n$  que  $P$  aboutissant à la même mensualité  $a$  :



Une première expression de l'avantage conféré est la suivante :

$$\text{Avantage conféré} = P + M - P' = M - \text{Act}(M, i, i_0, n_0)$$

Ce qui peut se traduire en disant qu'il s'agit du **supplément de prêt qu'a permis la mise en place du prêt bonifié (par référence au coût  $i$  de la ressource pour l'emprunteur) pour un certain volume de mensualités bonifiées réparties dans le temps, avec la contrainte qu'avec ou sans bonification la mensualité soit égale à  $a$  (censé représenter le maximum de ce que peut supporter l'emprunteur).**

Or, on retrouve cette quantité  $\text{Act}(M, i, i_0, n_0)$  dans l'expression du lissage puisque si on appelle *lissage*  $(P, i, n, M, i_0, n_0)$  les échéances lissées d'un prêt de montant  $P$  de durée  $n$  et taux  $i$  par rapport à celles d'un prêt de montant  $M$  de durée  $n_0$  et taux  $i_0$  on peut écrire :

$$a = \text{lissage}(P, i, n, M, i_0, n_0)(1) + a_0(1)$$

sachant qu'on a également :

- $a = A(i, n)[P + \text{Act}(M, i, i_0, n_0)]$
- et quelle que soit l'échéance  $t$  :  
 $\text{lissage}(P, i, n, M, i_0, n_0)(t) = \text{lissage}(0, i, n, M, i_0, n_0)(t) + A(i, n)P$

Comme ceci est vrai en particulier pour  $t=1$  (1<sup>ère</sup> mensualité), l'avantage conféré peut également s'écrire :

$$\text{Avantage conféré} = M - [\text{lissage}(0, i, n, M, i_0, n_0)(1) + a_0(1)] / A(i, n)$$

On remarque que ceci est vrai :

- pour tout  $n \geq n_0$ .
- quelque soit le montant de  $P$
- même si les mensualités globales étaient progressives ou dégressives au lieu d'être constantes.